● DE LA LORRAINE AUX ÉTAT-UNIS, RÉSISTANCES OUVRIÈRES – Pages 4 à 7

N° 523 - 44e année — OCTOBRE 1997

LE MONDE diplomatique

32 pages - 22 F

Allemagne : 7,50 DM Antil/Guyane : 26 F Autriche : 60,00 ATS Belgique : 150 FB Canada : 4,95 $C, Espagne : 550 PTA Etats-Unis : 4,50 $US G.-B. : 2,90 £ Grèce : 1 100 DR Italie : 7 000 lires Luxembourg : 150 FL Maroc : 30 DH Portugal (Cont.) : 730 PTE Réunion : 26 F Suisse : 6 FS Tunisie : 3,8 din. Zone CFA : 1 500 F CFA

Abonnements : voir tarif page 21

Publication mensuelle - 21 *bis*, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

Le journalisme au défi d'Internet

(Page 26 et 27)

La mutation du monde

Par IGNACIO RAMONET

EN octobre 1917, dix jours suffirent à la révolution bolchevique pour *« ébranler le monde »*. Pour la première fois, le rouleau compresseur du capitalisme était durablement stoppé.

L'essor du capitalisme avait été stimulé par les travaux de grands théoriciens (Adam Smith, David Ricardo), par de décisives avancées technologiques (machine à vapeur, chemin de fer) et par des bouleversements géopolitiques (Empire britannique, renaissance de l'Allemagne, puissance des Etats-Unis). Tout cela conjugué avait produit la première révolution capitaliste ; laquelle favorisa une considérable expansion mais écrasait les hommes, comme en témoignèrent Charles Dickens, Emile Zola ou Jack London.

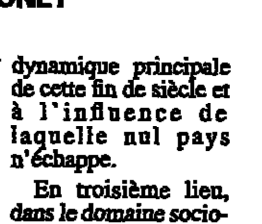
Comment tirer collectivement profit de la formidable richesse produite par l'industrialisation, tout en évitant que les citoyens ne soient broyés ? C'est à cette question que répondra Karl Marx, dans son œuvre majeure, *Le Capital* (1867). Il faudra attendre cinquante ans pour qu'un stratège de génie, Lénine, parvienne à conquérir le pouvoir en Russie dans l'espoir messianique de libérer les *« prolétaires de tous les pays »*.

Quatre-vingts ans après, l'Union soviétique a fait naufrage, et le monde connaît une nouvelle grande mutation, que nous pourrions appeler la seconde révolution capitaliste. Elle résulte, comme la première, de la convergence d'un faisceau de transformations survenues dans trois champs.

En premier lieu, dans le domaine technologique. L'informatisation de tous les secteurs d'activités ainsi que le passage au numérique (son, texte et images désormais transmis, à la vitesse de la lumière, au moyen d'un code unique) bouleversent le travail, l'éducation, les loisirs, etc.

En deuxième lieu, dans le domaine économique. Les nouvelles technologies favorisent l'expansion de la sphère financière. Elles stimulent les activités possédant quatre qualités : planétaire, permanente, immédiate et immatérielle. Le « big bang » des Bourses et la déréglementation, encouragées dans les années 80 par Mme Margaret Thatcher et M. Ronald Reagan, ont favorisé la mondialisation de l'économie, qui constitue la dynamique principale de cette fin de siècle et à l'influence de laquelle nul pays n'échappe.

En troisième lieu, dans le domaine sociologique. Les deux bouleversements précédents mettent à mal les prérogatives traditionnelles de l'Etat-nation et ruinent une certaine conception de la représentation politique et du pouvoir. Celui-ci, naguère hiérarchique, vertical et autoritaire, apparaît de plus en plus structuré en réseaux, horizontal et – grâce à la manipulation des esprits que permettent les grands médias de masse – consensuel.





GALERIE MAEGHT, PARIS

BRAM VAN VELDE. – « Eclatement » (1978)

Déboussolées, les sociétés sont désespérément en quête de sens et de modèles, car ces trois grands changements se produisent simultanément, ce qui accentue l'effet de choc.

En même temps, deux des piliers sur lesquels reposaient les démocraties modernes – le progrès et la cohésion sociale – sont remplacés par deux autres – la communication et le marché – qui en changent la nature.

LA communication, première superstition du temps présent, nous est proposée comme étant susceptible de tout régler, en particulier les conflits au sein de la famille, de l'école, de l'entreprise ou de l'Etat. Elle serait la grande pacificatrice. Pourtant, on commence à soupçonner que son abondance même cause une nouvelle forme d'aliénation et que, au lieu de libérer, ses excès incarcèrent l'esprit.

Le marché a désormais tendance à inonder toutes les activités humaines, à les réglementer. Naguère, certains domaines – culture, sport, religion – demeuraient hors de sa portée ; maintenant, ils sont absorbés par sa sphère. Les gouvernements s'en remettent de plus en plus à lui (abandon des secteurs d'Etat, privatisations). Or le marché est l'adversaire majeur de la cohésion sociale (et de la cohésion mondiale), car sa logique veut qu'une société se divise en deux groupes : les solvables et les non-solvables. Ces derniers ne l'intéressent guère : ils sont hors jeu. Le marché est, intrinsèquement, producteur d'inégalités.

Tous ces changements structurels et conceptuels, à l'œuvre depuis une dizaine d'années, ont produit un authentique éclatement du monde. Des concepts géopolitiques – comme Etat, pouvoir, démocratie, frontière – n'ont plus la même signification. Au point que, si l'on observe le fonctionnement réel de la vie internationale, on constate que ses acteurs ont changé.

A l'échelle de la planète, les trois principaux protagonistes (qui étaient, sous l'Ancien Régime, la noblesse, le clergé et le tiers-état) sont désormais : les associations d'Etats (Union européenne, Alena, Mercosur, Asean, etc.) ; les entreprises globales et les grands groupes médiatiques ou financiers ; et les organisations non gouvernementales (ONG) d'envergure mondiale (Greenpeace, Amnesty International, World Wild Life, etc.). Ces trois acteurs agissent dans un cadre planétaire moins fixé par l'Organisation des Nations unies que, signe des temps, par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), nouvel arbitre global.

Le vote démocratique n'a aucune influence sur le fonctionnement interne des trois nouveaux acteurs. Cette mutation du monde s'est mise en place sans qu'on y prenne garde et sans que les responsables politiques eux-mêmes en soient conscients. Les citoyens peuvent-ils rester sans réagir, alors que cela vide la démocratie de sens ?

RUMEURS DE COUP D'ÉTAT

L'Algérie sous la terreur

En Algérie, les contours de la guerre civile commencée en 1992, et dont certains annoncent la fin imminente, paraissent de plus en plus flous. A l'affrontement central entre islamistes d'un côté et forces de l'ordre de l'autre, ont succédé de nouveaux conflits, non moins virulents, à l'intérieur des deux camps. Les islamistes armés sont divisés entre partisans du Front islamique du salut (FIS) regroupés au sein de l'Armée islamique du salut (AIS), favorables à une solution politique du conflit (qui ont annoncé un cessez-le-feu pour le 1er octobre), et Groupes islamiques armés (GIA), partisans de la guerre populaire prolongée. Au sein du pouvoir, la lutte entre les officiers favorables à un accord politique avec les islamistes et ceux qui veulent leur éradication définitive s'est exacerbée. Ces tensions, qui opposeraient frontalement le président Liamine Zéroual au général Mohamed Lamari, chef d'état-major de l'armée, relancent les rumeurs de coup d'Etat. Entre-temps, aux portes d'Alger et dans le voisinage même de casernes étrangement passives, les terrifiants massacres de civils innocents se poursuivent...

Par BRUNO CALLIES DE SALIES *

L'ALGÉRIE, et plus précisément le centre du pays – au sud et à la périphérie de la capitale – est balayée, depuis l'été dernier, par une vague de tueries nocturnes à l'arme blanche d'une exceptionnelle cruauté, attribuées à des « commandos islamistes » dont l'identité précise demeure floue. Les massacres et les égorgements se succèdent dans une atmosphère de barbarie paroxystique. Devant l'impuissance et la surprenante passivité des autorités, les populations paniquées ont fui les hameaux et les villages isolés. L'effroi règne dans les quartiers de la banlieue d'Alger où les scènes de panique se multiplient tandis que s'improvisent, dans le désordre et le désespoir, des groupes d'autodéfense.

Quelle signification attribuer à ces folies sanguinaires dans un pays qui, en matière d'horreur, croyait avoir tout vu en six ans de guerre civile ? Tous les observateurs notent que le déchaînement de violence a fait immédiatement suite à la libération du chef historique du Front islamique du salut (FIS), M. Abassi Madani, le 18 juillet dernier, après six ans d'incarcération. Dès le lendemain, 56 personnes étaient égorgées et mutilées dans plusieurs hameaux de la région de Hadjout (ex-Marengo), à 50 kilomètres au sud-ouest d'Alger.

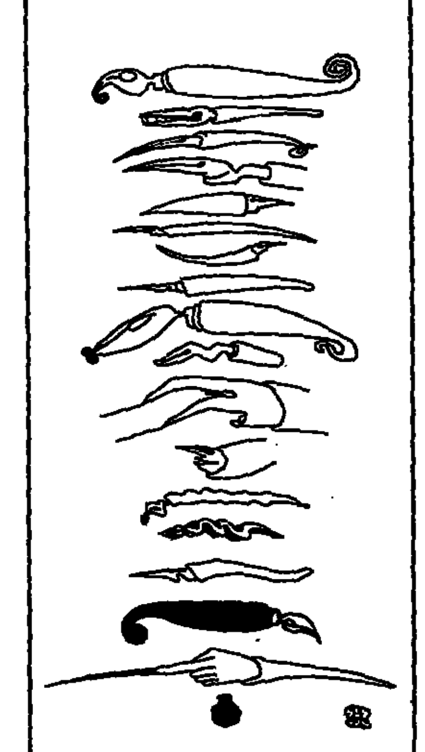
Ainsi commençait l'effrayante sarabande meurtrière ; elle allait se poursuivre durant des semaines et atteindre son hallucinant point d'orgue la nuit du 28 août lorsque, à Sidi Raïs, près d'Alger, quelque 300 personnes (femmes, enfants, vieillards, nouveau-nés) furent égorgées, éventrées, dépecées à la hache et brûlées vives au cours du plus horrible massacre que l'Algérie ait connu depuis 1991.

* Directeur de recherches au Centre de recherche des Écoles de Coëtquidan (CREC).

(Lire la suite page 12.)

M 2136 - 523 - 22,00 F

COURRIER DES LECTEURS



Prisonnière de Khiam

De passage à Paris, Mme Najat Bechara nous a fait parvenir la lettre suivante :

Je suis venue à Paris pour alerter l'opinion et les pouvoirs publics sur le sort de ma fille, Souha Bechara, détenue dans le camp de prisonniers de Khiam dans la zone occupée par Israël au Liban sud. Elle a été arrêtée le 7 novembre 1988 après avoir tiré, sans le tuer, sur Antoine Lahad, le chef de l'Armée du Liban sud.

Le 7 novembre prochain, Souha aura passé neuf ans en détention sans avoir jamais été jugée. Son avocate n'a jamais été autorisée à la rencontrer. Son père et moi ignorions tout de son sort pendant les sept premières années de sa détention. Depuis deux ans, je ne suis autorisée à la voir que quelques minutes tous les trois mois. Pour des raisons que nous ne nous expliquons pas, son père, âgé de soixante-six ans, n'est pas autorisé à lui rendre visite. Depuis son arrestation, Souha est privée de tous les droits : droit à un procès, à des soins médicaux, aux visites, droit à l'éducation.

Ma fille est détenue dans une prison hors de tout cadre juridique et de toutes les conventions internationales.

Je suis venue à Paris vous demander d'agir pour la libération de ma fille et de tous ses codétenus. Souha Bechara et cent cinquante autres hommes et femmes sont séquestrés dans une prison obscure. Je suis venue vous demander d'agir pour le démantèlement de cette prison. Une campagne internationale d'information et de sensibilisation, la mobilisation de l'opinion et des organisations de défense des droits de l'homme sont la seule forme de protection pour les détenus de Khiam. La solidarité est leur seul espoir de revenir un jour à la liberté et à la vie.

« L'honneur de désobéir »

M. Didier Charlemagne, rappelant l'article de Philippe Videlier – « L'honneur de désobéir » – publié dans notre numéro de mai 1997, raconte :

Philippe Videlier signale que la commune de Rieux, en banlieue lyonnaise, peut figurer au livre des records de l'ostracisme. Il n'en est rien, car j'ai le triste privilège d'habiter une commune (Marquette-lez-Lille, banlieue lilloise) qui va aussi loin dans le nombre de pièces à fournir pour l'accueil d'un étranger.

Cela commence par le livret de famille, la carte d'identité, le titre de propriété ou le bail de location, la surface habitable, la carte de Sécurité sociale, les fiches de salaire des deux époux et le timbre fiscal de 100 F délivré par la recette buraliste dont l'adresse est fournie avec obligeance par la mairie.

Pour l'hébergée, en l'occurrence ma belle-mère, de nationalité haïtienne, le certificat de revenus annuels, l'état de son compte en banque fourni par son agence et, bien sûr, le billet d'avion aller-retour.

J'ai eu le droit également, à la demande expresse du maire, à la visite d'un fonctionnaire de l'Organisation des migrations internationales (OMI), qui, mètre en main, a mesuré soigneusement toutes les pièces de mon domicile (environ 200 mètres carrés). Entre le dépôt de la demande et sa délivrance, quarante-cinq jours.

Je suis français, et ma femme est naturalisée depuis sept ans. Nous avons deux enfants, et ma belle-mère désirait nous rendre visite et voir sa petite-fille de dix-neuf mois qu'elle ne connaît pas encore. C'est donc une humiliation profonde que tout Français ayant des liens familiaux avec des pays hors CEE doit s'attendre à subir. Et nous sommes dans l'Hexagone !

Pour ceux dont les parents étrangers sont de condition modeste et ne peuvent justifier de revenus suffisants à l'ambassade de France de leur pays, le déplacement est donc interdit. Même si les enfants, pratique courante, offrent le billet d'avion. C'est là une entrave insupportable aux libertés familiales et citoyennes. Autre détail glacial : sur le passeport étranger ne figurent plus les marques de la souveraineté française, mais un autocollant verdâtre prenant pleine page avec ces simples mots lourds de sens : États Schengen.

« Le choc de la révolution congolaise »

*Réagissant aux articles de Colette Braeckman et Philippe Leymarie sur la « libération du Zaïre » et le « choc de la révolution congolaise » (*Le Monde diplomatique *de juillet), M. Bernard Gainot, maître de conférences à l'université Paris-I, remarque :*

Ce qui s'est passé au Rwanda en 1994 était épouvantable et doit être qualifié de « génocide » ; mais minimiser ce qui se passe aujourd'hui – les massacres de réfugiés dans l'est de l'ex-Zaïre, qualifiés de « *crime contre l'humanité* » par M. Roberto Garreton, le rapporteur des Nations unies pour les droits de l'homme, ou les exactions de ces derniers mois au Rwanda et au Burundi –, c'est jeter une lumière trouble sur les motivations qui poussaient à dénoncer hier, à se taire aujourd'hui. Et c'est peut-être demain saper les bases d'un tribunal international qui jugerait tous les crimes contre l'humanité dans cette partie du monde, ceux de 1994 comme ceux de 1996-1997. Et donc laisser s'enclencher le cycle infernal de la vengeance qui s'étendra à d'autres régions d'Afrique (et pourquoi pas la Tanzanie, l'Angola, le Congo-Brazzaville, le Kenya, l'Ouganda ?).

(...) On feint de ne pas voir que ce qui est à l'œuvre aujourd'hui est l'application d'un véritable modèle imposé : un composé de tyrannie et d'économie de marché, diffusé « clé en main » dans le sillage de la mondialisation, et résolument antagonique avec le modèle universel des droits de l'homme prôné par l'ONU. Il faudrait tout de même cesser de chanter les louanges de M. Yoweri Museveni, le tyran « new age » de l'Ouganda !

M. David Keppel, d'Essex, dans le Connecticut (Etats-Unis), se dit à ce propos « déçu pour la première fois par Le Monde diplomatique » :

Je crains que vous ne vous trompiez à propos du Congo et du rôle des Etats-Unis dans le triomphe de M. Laurent-Désiré Kabila. Je comprends ce qui a été votre mépris pour l'ex-maréchal Mobutu Sese Seko, ainsi que pour les colonialistes français. Mais cela ne résout ni la question des intentions américaines ni celle de notre soutien à M. Kabila et à son entourage d'adeptes du libre marché, bardés de diplômes commerciaux américains. Il a été très utile à certains qu'une certaine gauche ait dénoncé comme « *ingérence impérialiste* » toute enquête rigoureuse sur les massacres...

« Le Monde diplomatique » moins cher en Afrique

A l'annonce de la diminution du prix de vente du Monde diplomatique *en Afrique (voir notre numéro de septembre), M. Ibrahim Cissé, d'Abidjan, nous écrit :*

Je viens d'apprendre, avec beaucoup de plaisir, votre décision de réduire le prix de vente de votre grand journal en Afrique subsaharienne. Votre belle initiative, motivée par le souci de permettre à l'ensemble des élites de notre continent de ne pas être « privées » d'une indispensable information internationale, est hautement louable. Elle ne manquera pas d'être saluée par des voix plus autorisées que la mienne.

Pour ma part, je voudrais vous remercier très sincèrement et vous exprimer toute ma gratitude. Avec la réduction envisagée, à partir de septembre 1997, le contrat de fidélité qui me lie à votre organe, depuis dix ans, pourra ainsi continuer, après quelques mois d'interruption.

Pour sa part, M. Doudou Faye, du Sénégal, précise :

Votre analyse est d'autant plus juste et votre décision plus noble que, si vous prenez certains pays francophones comme le mien, depuis la dévaluation du franc CFA, non seulement les salaires n'ont pas augmenté, mais au contraire les impôts et autres taxes s'accroissent. Il faut donc être un lecteur inconditionnel comme moi pour se payer notre *Monde diplomatique* bon an mal an.

Je voudrais enfin terminer en revenant sur l'analyse de Marc Antoine de Pérouse de Montclos sur les polices en Afrique (*Le Monde diplomatique*, août 1997) : même si elles ne sont pas supprimées, l'histoire retiendra le rôle nébuleux qu'elles ont joué dans certains Etats africains. Le dernier exemple est celui du Congo, où un ancien président, fort de sa « police » – ou « milice » privée ? – attente à l'ordre public, travestissant même l'essentiel de la République et du contrat social.

Comme pour dire qu'en Afrique démocratie est synonyme de « dolécratie » : dolé signifiant force, ce mot franco-wolof souligne qu'il s'agit d'une démocratie fondée sur la force, donc contraire à la volonté du peuple.

Précisions

● Dans l'article consacré à « L'étrange influence des francs-maçons en Afrique francophone » (*Le Monde diplomatique*, septembre 1997), il fallait lire, dans la seconde phrase du premier paragraphe, « Grands Orients et Loges associées du Congo (Golac) », et non « Grands Orients et Loges unies du Cameroun ».

● Dans « Grandes manœuvres autour du Soudan », publié le mois dernier, le titre du général Abderahmane Saïd était ancien chef d'état-major adjoint de l'armée soudanaise.

Colloques et rencontres

● MONOPOLE, CONCURRENCE, PRIVATISATION : QUEL SERVICE PUBLIC POUR DEMAIN ? Colloque organisé, le 2 octobre à Paris, par le syndicat SUD-PTT avec la participation de nombreux économistes et intellectuels. *(69 ter, rue de la Chapelle, 75018 Paris. Tél. : 01-44-62-12-00.)*

● LA PLANTE « NOMADE ». LES MOBILITÉS GÉOGRAPHIQUES D'AUJOURD'HUI. C'est le thème du 8e Festival international de géographie de la ville de Saint-Dié-des-Vosges. Du 2 au 4 octobre. *(Tél. : 01-45-66-08-36.)*

● LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION : QUEL AVENIR ? Une journée d'étude, ouverte au public, de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. Le jeudi 9 octobre, au Sénat. *(Tél. : 01-42-34-27-73 ou 01-42-34-25-58.)*

● JAURÈS ET L'ÉTAT. A Tarbes, les 9 et 10 octobre, organisé par le Centre national et Musée Jean-Jaurès et la Société d'études jauressiennes. *(Tél. : 05-63-72-01-01.)*

● MADAGASCAR 1947. Colloque international de l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (Afaspa), avec le soutien du conseil général de Seine-Saint-Denis. Du 9 au 11 octobre, université Paris-VIII - Saint-Denis. *(Tél. : 01-34-14-57-41.)*

● DEUX JOURS POUR UNE DYNAMIQUE SOCIALE ET CITOYENNE. Initiative du réseau Icare, les 18 et 19 octobre à l'Agora d'Evry (Essonne). *(Tél. : 01-43-79-09-23.)*

● UKRAINE. Séminaire organisé par le Centre français du commerce extérieur (CFCE). Le 22 octobre, au palais du Luxembourg. *(Tél. : 01-40-73-30-00.)*

● LES DÉFIS DE L'ÂGE. Comment transformer le vieillissement en atout de développement ? A l'initiative de l'université Paris-XIII (IUP Ville & Santé), le 23 octobre, au Conseil économique et social *(Tél. : 01-47-04-25-60.)*

● VERS DES VILLES SANS VOITURES. Sous l'égide du réseau European Youth for Action et du Regroupement pour une ville sans voitures à Lyon, ces assises réuniront des représentants associatifs de toute l'Europe. A Lyon, du 26 octobre au 1er novembre. *(Tél. : 04-72-00-23-57.)*

● CULTURE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL EN MILIEU RURAL. Organisé par le Crefad (Clermont-Ferrand) et les Foyers ruraux d'Auvergne, un séminaire national sur l'action culturelle, son articulation avec le développement local et le rôle des animateurs et agents de développement. A Louchy-Montfand (Allier), les 27 et 28 octobre. *(Tél. : 04-73-31-50-45 ou 04-70-46-19-19.)*

● LES RENCONTRES DE THESSALONIQUE. Organisé par « Les Rencontres », association des villes et régions de la Grande Europe pour la culture, à Thessalonique, capitale culturelle européenne pour 1997. Du 31 octobre au 1er novembre. *(Tél. : 01-45-38-70-13.)*

Avec *Le Monde diplomatique.*

● CHE GUEVARA. Dans le cadre du Festival international de Biarritz consacré aux cinémas et cultures de l'Amérique latine, table ronde animée par *Le Monde diplomatique*, avec la participation de MM. Ahmed Ben Bella, Pierre Kalfon, Paco Ignacio Taibo II et Raul Roa Kuri, ambassadeur de Cuba en France (sous réserve). Le vendredi 3 octobre. *(Tél. : 05-59-22-37-00.)*

● NÉGATIONNISTES, LES CHIFFONNIERS DE L'HISTOIRE. A l'occasion de l'ouverture du procès de Maurice Papon, avec Christian Terras et Valérie Igounet, auteurs de l'ouvrage *Négationnistes, les chiffonniers de l'histoire* (Golias et Syllepse), Marc Weitzmann pour *Chaos* (Grasset) et Dominique Vidal. Le vendredi 17 octobre. *(Fnac Saint-Lazare, place du Havre, Paris – Tél. : 01-55-31-20-00.)*

● SORTIR DE L'IMPOSTURE ÉCONOMIQUE. Hommage à François Partant. Colloque organisé par La Ligne d'horizon et le Centre Walras avec le soutien du *Monde diplomatique*. Samedi 18 et dimanche 19 octobre, université Lumière - Lyon-II, 18 quai Claude-Bernard, 69007 Lyon. (Tél. : 04-78-27-29-82. Fax : 04-78-28-57-78.)

● AFRIQUE, LE CAUCHEMAR OU L'ESPOIR ? Du 11 au 14 décembre, les Carrefours de la pensée, organisés au Mans, notamment avec *Le Monde diplomatique* et la Ligue de l'enseignement. *(Renseignements : Les Carrefours de la pensée, 78, rue de Chanzy, 72000 Le Mans. Télécopie : 02-43-24-32-76.)*

Édité par la SA Le Monde diplomatique
Société anonyme avec directoire et conseil de surveillance
Actionnaires : SA Le Monde, Association Gunter Holzmann, Association Les Amis du *Monde diplomatique*

Directoire : Ignacio RAMONET, président, directeur de la publication ; Bernard CASSEN, directeur général

Rédaction
21 *bis*, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05
Tél. : 01-42-17-20-00 – Télécopieur : 01-42-17-21-00
Courrier électronique : Secretariat@Monde-Diplomatique.fr

Directeur de la rédaction : Ignacio RAMONET (2916)
Rédacteur en chef : Alain GRESH (2914)
Rédaction : Florence BEAUGÉ (3721), Christian DE BRIE (2919), Bernard CASSEN (2913), Serge HALIMI (2861), Maurice LEMOINE (2918), Dominique VIDAL (2911)
Secrétariat de rédaction et conception artistique : Solange BRAND (2915)
Documentation : Maria IERARDI (2917)
Secrétariat (2916) : Joséline CAPRON, Monique SALOMÉ

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Anciens directeurs : François HONTI (1954-1972), Claude JULIEN (1973-1990)

Conseil de surveillance : Jean-Marie COLOMBANI, président ; Alain GRESH, vice-président

Responsable de la diffusion : Patrick MANCHEZ
Tél. : 01-42-17-33-78

Relations clientèle, abonnements : tél. : 01-42-17-32-90

Publicité
Responsable : Natacha HERCEGOVA
Tél. : 01-42-17-28-34 – Fax : 01-42-17-21-83

Le Monde diplomatique est imprimé sur papier recyclé

LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA MORT D'ERNESTO GUEVARA

Ainsi était le « Che »

Par AHMED BEN BELLA *

Le 9 octobre 1967, dans une petite salle de l'école de La Higuera (Bolivie), Ernesto Che Guevara, fait prisonnier la veille, était assassiné. Celui que Jean-Paul Sartre qualifia d'«** **être humain le plus complet de notre époque »** ***achevait ainsi une vie de révolutionnaire qui l'avait conduit, dans l'espoir généreux de soulager les souffrances des pauvres, de l'Argentine au Guatemala, de Cuba au Congo, et finalement à la Bolivie. Le président Ahmed Ben Bella l'a souvent rencontré, entre 1962 et 1965, à Alger, qui était alors une terre d'asile pour tous les anti-impérialistes du monde.

DEPUIS trente ans, Che Guevara interpelle nos consciences. Par-delà le temps et l'espace, nous entendons l'appel du « Che » qui nous somme de répondre : oui, seule la révolution peut parfois faire de l'homme un être de lumière. Cette lumière, nous l'avons vue irradier son corps nu, étendu quelque part au fond du Nancahuazu, sur ces photos parues dans les journaux des quatre coins du monde, alors que le message de son dernier regard continue de nous atteindre jusqu'au tréfonds de l'âme.

Le « Che » était un preux, mais un preux conscient, au corps affaibli par l'asthme. Je l'accompagnais parfois sur les hauteurs de Chréa, au-dessus de la ville de Blida, lorsque je voyais la crise arriver et qu'elle donnait à son visage un teint verdâtre. Qui a lu son *Journal de Bolivie* (1) sait avec quelle santé délabrée il a dû faire face aux terribles épreuves physiques et morales qui ont parsemé son chemin.

Il est impossible de parler du « Che » sans parler de Cuba et des relations particulières qui nous unissaient tant son histoire, sa vie, sont liées à ce pays qui fut sa seconde patrie avant qu'il ne se tourne vers là où l'appelait la révolution.

Je fis la connaissance d'Ernesto Che Guevara à la veille de la crise internationale de l'automne 1962 liée à l'affaire des fusées et au blocus de Cuba décrété par les Etats-Unis. L'Algérie venait d'accéder à l'indépendance, son premier gouvernement venait d'être constitué et, en tant que chef de ce gouvernement, je devais assister, en ce mois de septembre 1962, à New York, à la session de l'ONU pour la levée symbolique du drapeau algérien au-dessus du siège des Nations unies ; cérémonie qui consacrait la victoire de notre lutte de libération nationale et l'entrée de l'Algérie dans le concert des nations libres.

Le bureau politique du FLN avait décidé que ce voyage aux Nations unies devait être suivi d'une visite à Cuba. Plus que d'une visite, il s'agissait surtout d'un acte de foi marquant nos engagements politiques. L'Algérie souhaitait souligner publiquement sa totale solidarité avec la révolution cubaine, particulièrement en ces moments difficiles de son histoire.

Invité le 15 octobre 1962 au matin à la Maison Blanche, j'eus de franches et chaudes discussions avec le président John Fitzgerald Kennedy à propos de Cuba. A la question directe que je lui posai : *« Allez-vous vers une confrontation avec Cuba ? »*, il ne laissa planer aucun doute sur ses intentions réelles et me répondit : *« Non, s'il n'existe pas de fusées soviétiques ; oui, dans le cas contraire. »* Kennedy tenta de me dissuader avec insistance de me rendre à Cuba par un vol direct à partir de New York ; allant même jusqu'à évoquer l'éventualité d'une attaque de l'avion des forces aériennes de Cuba qui devait me transporter par l'opposition cubaine installée à Miami. A ces menaces à peine voilées, je lui rétorquai que j'étais un fellaga et que les menaces des harkis algériens ou cubains ne m'intimidaient pas.

Notre arrivée à Cuba, le 16 octobre, se déroula dans une liesse populaire indescriptible. Le programme prévoyait des discussions politiques au siège du parti à La Havane dès l'arrivée de notre délégation. Mais les choses se déroulèrent tout autrement. A peine nos valises déposées dans le lieu où nous devions séjourner, bousculant le protocole, nous nous mîmes à discuter à bâtons rompus avec Fidel, Che Guevara, Raul Castro et les autres dirigeants qui nous accompagnaient.

Nous restâmes là à parler des heures et des heures durant. Bien entendu, je rapportai aux dirigeants cubains l'impression que m'avait laissée mon entrevue avec le président Kennedy. A la fin de ces débats passionnés, menés autour de tables que nous avions poussées bout à bout, nous nous aperçûmes que nous avions pratiquement épuisé le programme des questions que nous devions étudier et que notre rencontre au siège du parti n'avait plus d'objet. Et, d'un commun accord, nous décidâmes de passer directement au programme des visites que nous devions faire à travers le pays.

Cette anecdote donne une idée des rapports totalement dénués de protocole qui devaient ainsi, et dès le début, être la caractéristique essentielle, la norme des liens unissant la révolution cubaine et la révolution algérienne, et des liens personnels qui m'ont lié à Fidel Castro et à Che Guevara.

Cette solidarité se confirmera d'une manière spectaculaire lors de la première alerte grave qui menaça la révolution algérienne avec l'affaire de Tindouf en octobre 1963. Notre jeune armée, tout juste sortie d'une lutte de libération, qui ne possédait encore ni couverture aérienne – puisque nous n'avions pas un seul avion – ni forces mécanisées, fut attaquée par les forces armées marocaines sur le terrain qui lui était le plus défavorable. Elle ne pouvait y utiliser les seules méthodes qu'elle connaissait et qu'elle avait éprouvées lors de notre lutte de libération : c'est-à-dire la guerre de guérilla.

Le désert et ses vastes étendues dénudées étaient loin des montagnes des Aurès, du Djurdjura, de la presqu'île de Collo ou de Tlemcen qui avaient été son milieu naturel et dont elle connaissait toutes les ressources et tous les secrets. Nos ennemis avaient décidé qu'il fallait briser l'élan de la révolution algérienne avant qu'elle devienne trop forte et entraîne tout sur son passage.

Le président égyptien Nasser nous dépêcha très rapidement la couverture aérienne qui nous faisait défaut, et Fidel Castro, Che Guevara, Raul Castro et les dirigeants cubains nous envoyèrent un bataillon de vingt-deux blindés et plusieurs centaines de soldats (2) qui furent dirigés vers Bedeau, au sud de Sidi Bel Abbès où je leur rendis visite, et qui étaient prêts à entrer en lice si cette guerre des sables s'était poursuivie.

Ces chars possédaient un dispositif infrarouge leur permettant d'intervenir de nuit ; ils avaient été livrés à Cuba par les Soviétiques à la condition expresse de n'être mis en aucun cas entre les mains de pays tiers, y compris les Etats communistes, comme la Bulgarie. Malgré ces restrictions de Moscou, et passant par-dessus les tabous, les Cubains n'hésitèrent pas à envoyer leurs chars au secours de la révolution algérienne en danger.

La main des Etats-Unis était bien évidente derrière les événements de Tindouf ; nous savions que les hélicoptères qui transportaient les troupes marocaines étaient pilotés par des Américains. Ce sont essentiellement les mêmes raisons de solidarité internationale qui conduiront plus tard les dirigeants cubains à intervenir au-delà de l'océan Atlantique, en Angola et ailleurs.

Les circonstances qui présidèrent à l'arrivée de ce bataillon blindé méritent d'être rapportées, car elles illustrent plus que tout autre commentaire la nature de nos rapports privilégiés avec Cuba.

En octobre 1962, lors de ma visite à Cuba, Fidel Castro avait tenu à honorer la promesse que son pays nous avait faite de fournir une aide de 2 milliards d'anciens francs (3). Compte tenu de la situation économique de Cuba, elle devait nous être envoyée, non pas en devises, mais en sucre. Malgré mon refus, car je considérais qu'à ce moment Cuba avait encore plus besoin de son sucre que nous, il ne voulut rien entendre.

Environ un an après cette discussion, un navire battant pavillon cubain accosta au port d'Oran. Avec la cargaison de sucre promis, nous eûmes la surprise de trouver deux dizaines de chars et des centaines de soldats cubains accourus à notre secours. C'est sur une feuille arrachée d'un cahier d'écolier que Raul Castro m'envoyait un bref message pour annoncer ce geste de solidarité.

Bien sûr, nous ne pouvions laisser ce bateau repartir vide, aussi nous le remplîmes de produits algériens et, sur le conseil de l'ambassadeur Jorge Serguera, nous y ajoutâmes quelques chevaux barbes. Ainsi commença entre nos deux pays un troc à caractère non commercial, placé sous le sceau de la solidarité et qui, au gré des circonstances (et des contraintes), fut un élément original de nos relations.

CHE GUEVARA était particulièrement conscient des restrictions innombrables qui entravent et affaiblissent une véritable action révolutionnaire, de même que des limites qui affectent toute expérience, fût-elle la plus révolutionnaire, dès l'instant où elle est confrontée directement ou indirectement avec les règles implacables de la loi du marché et de la rationalité mercantile. Il les dénonça publiquement lors de la Conférence afro-asiatique qui se tint à Alger en février 1965. En outre, les conditions affligeantes de la conclusion de l'affaire des fusées installées à Cuba et l'accord passé entre l'Union soviétique et les Etats-Unis avaient laissé un goût d'amertume. J'eus d'ailleurs un échange de propos très durs à ce sujet avec l'ambassadeur soviétique à Alger. Tout cela conjugué avec la situation qui prévalait en Afrique laissait espérer d'immenses potentialités révolutionnaires, et avait conduit le « Che » à considérer que le maillon faible de l'impérialisme se trouvait sur notre continent et qu'il devait désormais y consacrer ses forces.

J'essayais de lui faire remarquer que ce n'était peut-être pas la meilleure façon d'aider à la maturation révolutionnaire qui se développait sur notre continent. Si une révolution armée peut et doit trouver des soutiens étrangers, elle doit cependant créer ses propres ressorts internes sur lesquels s'appuyer. N'empêche, Che Guevara tenait à ce que son engagement fût total et physique. Il se rendit à Cabinda (Angola) et au Congo-Brazzaville à plusieurs reprises.

Il refusa l'avion particulier que je voulais mettre à sa disposition pour assurer une plus grande discrétion à ses déplacements. J'alertai alors les ambassadeurs d'Algérie dans toute la région pour qu'ils se mettent à sa disposition. Je le revis à chacun de ses retours d'Afrique noire et nous passions de longues heures à échanger nos idées. A chaque fois, il revenait impressionné par la fabuleuse richesse culturelle du continent, mais peu satisfait de ses rapports avec les partis marxistes des pays qu'il avait visités et dont les conceptions l'irritaient. Cette expérience de Cabinda, conjuguée avec celle qu'il fera par la suite avec la guérilla qui se déroulait dans la région de l'ex-Stanleyville (4), l'avait beaucoup déçu. Parallèlement à l'action du « Che », nous menions une autre action pour le sauvetage de la révolution armée de l'ouest du Zaïre. En accord avec Nyerere, Nasser, Modibo Keita, N'Krumah, Kenyatta et Sekou Touré, l'Algérie apportait sa contribution en envoyant des armes via l'Egypte à travers un véritable pont aérien, tandis que l'Ouganda et le Mali étaient chargés de fournir des cadres militaires. C'est au Caire, où nous étions réunis sur mon initiative, que nous avions conçu ce plan de sauvetage et nous commencions à l'appliquer lorsqu'un appel désespéré nous fut adressé par les dirigeants de la lutte armée. Malheureusement, malgré nos efforts, notre action intervint trop tard et cette révolution fut noyée dans le sang par les assassins de Patrice Lumumba.

Durant l'un de ses séjours à Alger, Che Guevara me fit part d'une demande de Fidel. Cuba étant sous étroite surveillance, rien ne pouvait être sérieusement organisé en direction de l'Amérique latine pour acheminer des armes et des cadres militaires qui avaient été entraînés à Cuba. L'Algérie pouvait-elle prendre le relais ? La distance n'était pas un handicap majeur, bien au contraire, elle pouvait jouer en faveur du secret qui conditionnait le succès même d'une opération de cette importance.

Ma réponse fut bien sûr un « oui » spontané. Et aussitôt commença la mise en place des structures d'accueil pour les mouvements révolutionnaires d'Amérique latine, placées sous le contrôle direct de Che Guevara. Rapidement, les représentants de tous ces mouvements révolutionnaires se transportèrent à Alger, où je les rencontrai à maintes reprises en compagnie du « Che ».

Un état-major regroupant les mouvements s'établit sur les hauts d'Alger dans une grande villa entourée de jardins que nous avions, symboliquement, décidé de leur attribuer. Cette villa Susini avait été un lieu célèbre, dont le nom est passé à la postérité. Durant la lutte de libération nationale, elle avait été un centre de torture où de nombreux résistants et résistantes trouvèrent la mort.

Un jour, Che Guevara me dit : *« Ahmed, nous venons d'avoir un coup dur, des hommes entraînés à la villa Susini se sont fait prendre à la frontière entre tel et tel pays* (je n'ai plus souvenance des noms) *et je crains qu'ils ne parlent sous la torture. »* Il s'inquiétait beaucoup et craignait que le secret du lieu où se préparaient les actions armées ne soit éventé et que nos ennemis ne s'aperçoivent de la véritable nature des sociétés d'import-export que nous avions implantées en Amérique du Sud.

Che Guevara était parti d'Alger lorsque eut lieu le coup d'Etat militaire du 19 juin 1965 contre lequel, d'ailleurs, il m'avait mis en garde. Son départ d'Alger, puis sa mort en Bolivie et ma propre disparition pendant quinze années doivent être étudiés dans le contexte historique qui marqua le reflux ayant suivi la phase des luttes de libération victorieuses. Ce reflux qui sonna le glas, après l'assassinat de Lumumba, des régimes progressistes du tiers-monde et entre autres de ceux de N'Krumah, de Modibo Keita, Soekarno, Nasser, etc.

ESPACE PAUL REBEYROLLE, EYMOUTIERS © MICHEL NGUYEN

PAUL REBEYROLLE. – « Le Sang du Che » (1968)

CETTE date du 9 octobre 1967 inscrite en lettres de feu dans nos mémoires évoque une journée incommensurablement sombre pour le prisonnier solitaire que j'étais, alors que les radios annonçaient la mort de mon frère et que les ennemis que nous avions combattus ensemble entonnaient leur sinistre chant de victoire. Mais plus nous nous éloignons de cette date, quand s'estompent dans les mémoires les circonstances de la guérilla qui prit fin ce jour-là dans le Nancahuazu, plus le souvenir du « Che » est présent dans l'esprit de ceux qui luttent et qui espèrent. Plus que jamais, il s'insère dans la trame de leur vie quotidienne. Quelque chose du « Che » reste attaché à leur coeur, à leur âme, enfoui tel un trésor dans la partie la plus profonde, la plus secrète et la plus riche de leur être, réchauffant leur courage, attisant leur énergie.

Un jour de mai 1972, le silence opaque de ma prison jalousement gardée par des centaines de soldats fut brisé par un grand brouhaha. Ainsi appris-je que, à quelques centaines de mètres seulement, Fidel était là, visitant une ferme modèle toute proche et ignorant sans doute que je me trouvais dans cette maison mauresque isolée sur la colline dont il pouvait apercevoir les toits au-dessus de la cime des arbres. C'est certainement pour les mêmes raisons de discrétion que cette même maison avait été naguère choisie par l'armée colonialiste comme centre de torture.

A ce moment, une foule de souvenirs remonta à mon esprit, une cohorte de visages, tel un film patiné par le temps, défila dans ma tête, et, jamais depuis que nous nous étions quittés, Che Guevara ne fut aussi vivant dans ma mémoire.

En vérité, son souvenir ne nous a jamais quittés, mon épouse et moi. Une grande photo du Che a toujours été épinglée sur les murs de notre prison et son regard a été le témoin de notre vie quotidienne, de nos joies et de nos peines. Mais une autre photo, une petite photo découpée dans un magazine et que j'avais collée sur un carton et protégée d'un plastique nous a toujours accompagnés dans nos pérégrinations. C'est la plus chère à nos yeux. Elle se trouve aujourd'hui à Maghnia, mon village natal, dans la maison de mes vieux parents qui ne sont plus et où nous avions déposé nos plus précieux souvenirs avant de partir en exil. C'est la photo d'Ernesto Che Guevara étendu, torse nu et dont le corps irradie tant de lumière. Tant de lumière et tant d'espoir.

---

* Chef historique du Front de libération nationale (FLN) algérien ; premier président de l'Algérie indépendante (1962) ; renversé par le colonel Houari Boumediène en juin 1965. Président du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA).

(1) Ernesto Guevara, *Le Journal de Bolivie* (préface de François Maspero), La Découverte, Paris, 1995.

(2) NDLR : ces soldats étaient placés sous les ordres du commandant Efigenio Ameijeiras, un vétéran du Granma, compagnon de la première heure de Fidel et du « Che », et ancien chef de la police révolutionnaire cubaine.

(3) NDLR : correspondant à 20 millions de francs français.

(4) NDLR : actuelle Kisangani, en République démocratique du Congo (ex-Zaïre).

RÉSISTANCES OUVRIÈRES

La logique des « contraintes économiques » se heurte de plus en plus à la résistance organisée des mouvements sociaux. En France, les privatisations rampantes décidées par le gouvernement de gauche (France Télécom) et la volonté ouvrière de défendre le secteur public (SNCF) mobilisent les syndicats. Le sort vécu par la Lorraine, cœur de la sidérurgie, à présent livrée aux chasseurs de primes industrielles, indique assez la nature des enjeux sociaux et politiques *(lire pages 6 et 7).*

Aux Etats-Unis, une grève des 185 000 salariés d'United Parcel Service (UPS) contre la généralisation de l'emploi précaire a remis en cause le modèle de flexibilité chanté par toutes les instances économiques internationales et par tous les porte-voix du patronat. Et, cette fois, ce ne sont pas les syndicats qui ont dû céder. Dans une entreprise de service, hautement informatisée, croulant sous les profits, la victoire des grévistes – et le soutien massif que l'opinion leur a manifesté – annonce peut-être un changement d'époque dans la superpuissance américaine.



CUECO. – « Manifestation » (1970)

(Henri Cueco expose, jusqu'au 31 octobre, à la Galerie Louis Carré et Cie, 10, avenue de Messine, 75008 Paris et jusqu'au 20 octobre à l'abbaye Saint-André à Meymac, en Corrèze.)

EDITIONS DU CERCLE D'ART, PARIS

QUAND LE FATALISME N'EST PLUS

Spectaculaire victoire des

Par RICK FANTASIA *

AU moment où les hommes politiques, les journalistes et les universitaires s'affairaient à la rédaction de son épitaphe, le mouvement ouvrier américain s'est redressé. Après deux décennies d'échecs retentissants, marquées en particulier par l'écrasement du syndicat des contrôleurs du ciel en 1981 (1), après une succession de grèves perdues – Caterpillar, Staley, Bridgestone, *The Detroit News*, pour ne citer que les plus récentes (2) –, les travailleurs de United Parcel Service (UPS) ont remporté un succès spectaculaire, dont l'impact pourra être apprécié dans les années à venir.

Lancée par le syndicat des camionneurs (Teamsters) et conduite par un dirigeant offensif, M. Ron Carey, la grève a duré deux semaines. Face à ses salariés, l'entreprise *combinait des méthodes de gestion* très « modernes » et le contrôle de 80 % du marché des livraisons de colis. On voyait en elle un modèle d'efficience et de productivité dans le secteur des services. Mais la victoire du syndicat des camionneurs vient d'ouvrir une brèche dans une stratégie industrielle d'ensemble *qui consistait à réduire le coût du travail en remettant* en question les avantages des salariés, qu'ils soient le résultat de la reconduction d'arrangements tacites ou de la négociation de conventions collectives. UPS avait été l'un des auteurs de cette stratégie. Et l'un des principaux bénéficiaires.

Depuis quelques années, UPS accumulait en effet des profits de 1 milliard de dollars environ par an. Ce résultat n'était pas sans rapport avec l'ascension régulière de la part des travailleurs à temps partiel dans les effectifs de l'entreprise. En dix ans, elle était passée de 42 % à 60 %. Or, même si l'ensemble de l'économie américaine fait, elle aussi, toujours plus appel à des salariés à mi-temps, ils ne représentent encore que 19,4 % des effectifs nationaux. Chez UPS, les mi-temps étaient payés à un salaire horaire *inférieur à la moitié de* celui de leurs camarades recrutés à temps complet (9,65 dollars dans le premier cas, 19,95 dans le second) et pouvaient travailler à plein temps, parfois jusqu'à 50 heures par semaine !

Pour ne rien arranger, l'entreprise décida – alors que le taux d'accidents du travail était deux fois et demi celui de l'industrie – de doubler le poids maximal que les livreurs devraient porter, le faisant passer de 32 kilos à 68 kilos. La décision patronale fut à la fois soudaine et unilatérale. Enfin, UPS voulait retirer au syndicat des *camionneurs la gestion des retraites des salariés et s'en occuper elle-même.*

La somme de ces provocations déboucha sur l'une des grèves les plus unanimes que le mouvement ouvrier américain ait jamais connues. Plus de 95 % des 185 000 salariés d'UPS (chauffeurs, trieurs, chargeurs) entrèrent dans l'action et rencontrèrent presque aussitôt le soutien de l'opinion (3). Rompant avec sa passivité presque légendaire, la confédération syndicale nationale AFL-CIO, elle aussi transformée par l'élection d'une direction beaucoup plus militante que la précédente, décida de *mobiliser toutes les professions et de mettre l'ensemble des ressources du mouvement au service de l'action des* camionneurs.

La solidarité fut exceptionnelle : près de *10 millions* de dollars par *semaine de dons et de prêts affluèrent* au siège des Teamsters, et chaque syndicat fut invité à mobiliser ses membres et à assister les piquets de grève des travailleurs d'UPS. Pendant des décennies, la direction de l'AFL-CIO s'était contentée de laisser chaque syndicat de métier se débrouiller, quelles que soient les armes déployées contre lui. Cette fois, le dirigeant de la confédération, M. John Sweeney, participa personnellement aux piquets de grève des Teamsters, *expliquant au pays : « Cette grève est notre grève ! »*

Le résultat ? Une victoire presque totale. Au terme de la négociation, UPS a accepté de transformer aussitôt 10 000 emplois à temps partiel en emplois à temps plein et de réserver plus de 80 % des 10 000 emplois à temps plein qui, dans le cadre de *l'expansion prévue de l'entreprise,* seront créés à l'avenir à ceux de ses salariés qui travaillent à temps partiel contre leur gré. UPS voulait cesser ses paiements à la caisse de retraite gérée par les syndicats ; l'entreprise devra au contraire augmenter sa contribution. Et ce n'est pas tout : les salaires de tous les employés vont progresser ; l'écart entre la rémunération horaire des travailleurs à temps plein et celle des salariés à temps partiel sera réduit. *Enfin, UPS devra négocier avec le syndicat le poids maximal des colis.* En définitive, la seule concession obtenue par la direction de l'entreprise tient au fait que la convention collective aura une échéance de cinq ans, au

* Professeur de sociologie à Smith College (Northampton, Massachusetts) auteur de *Cultures of solidarity*, university of California Press, 1988.

(1) *En août 1981, le président Reagan révoque* 12 000 grévistes engagés dans une grève qui paralyse le transport aérien. Ils sont aussitôt remplacés et, le mouvement terminé sans *qu'aucune des revendications syndicales n'ait* été satisfaite, ils ne seront pas réembauchés.

(2) Lire Thomas Frank et David Mulcahey, « Ces dures grèves des ouvriers américains », *Le Monde diplomatique*, octobre 1996.

(3) En 1981, au moment de la grève des contrôleurs aériens, 51 % des Américains soutenaient la position du président Reagan. Et, jusqu'à l'année dernière, l'opinion soutenait, plus ou moins spontanément (les médias jouant leur rôle...), la position du patronat dans un conflit du travail. *Désormais*, la situation s'est renversée : *les deux-tiers des Américains soutiennent les revendications des syndicats.* Cette proportion s'est retrouvée au moment de la *grève à UPS.*

UNE NOUVELLE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

Offensives du mouvement social

P*RESQUE deux ans après la grève de novembre-décembre 1995*, la dernière livraison de *Manière de voir*, intitulée « Offensives du mouvement social », livre quelques clefs indispensables pour la réflexion et pour la construction des mobilisations (1). Les grandes questions posées par des événements qualifiés par les articles de l'époque de « première grève contre la mondialisation » restent totalement d'actualité. Ce qui était en jeu à travers ces grèves, ces manifestations, cette solidarité, c'était bien la question de notre avenir, de la *société que nous laisserons aux générations futures.*

Autrefois, on parlait de luttes de classes, *mais il paraît que ce n'est plus dans l'air du temps* : les richesses au niveau national comme au niveau international sont de plus en plus accaparées par une minorité, ce n'est pas le hasard, mais le résultat de choix imposés par ceux qui concentrent entre leurs mains les moyens économiques et le pouvoir.

C'est finalement une sorte d'état des lieux qui est dressé ici. Une analyse des multiples facettes des politiques économiques à l'œuvre d'un bout à l'autre de la planète, de la Belgique à la Corée du Sud, de l'Inde aux Etats-Unis : les plans de *licenciement*, les logiques de dumping social entre les pays *du Nord et ceux du* Sud, mais aussi au sein même des pays *développés, la montée des actions en* Bourse *des entreprises qui annoncent des* plans de licenciement, le démantèlement des services publics...

Les révoltes des « gueux », d'ici et d'ailleurs, sont mises en regard de ces évolutions. L'occasion de comprendre qu'un vent de résistance commence à souffler face à cet *ultralibéralisme galopant qui tente de s'imposer partout (lire pages 4 à 7).* Ces révoltes sont confuses, peu coordonnées, *rarement* victorieuses, souvent réprimées. Leur existence même oblige ceux qu'on appelle les intellectuels à sortir de la pensée unique dans lequel bon nombre se sont réfugiés, aidés en cela par les médias, qui préfèrent souvent « l'homme à terre plutôt que le rebelle ».

L'intérêt *de ce numéro* est aussi de montrer que, malgré l'effondrement de modèles qui ont pu inspirer le combat social dans beaucoup de pays, il existe une place pour refonder un projet qui permette à chaque être humain de vivre dignement, et cela au regard des richesses produites.

PENDANT des *années*, le discours dominant disait l'ardente obligation de s'adapter coûte que coûte à la mondialisation, au libre-échange, aux diktats des marchés financiers et de l'argent-roi. Pendant des années, on a expliqué qu'il n'y avait pas d'autres choix que ceux qui étaient faits, qu'il n'y avait pas de solution de rechange. Aujourd'hui, les offensives du *mouvement social* rouvrent le débat *politique dans le bon sens du terme* : de nouveaux choix sont posés clairement à l'ensemble des citoyens, qui ont ainsi plus de moyens pour comprendre et agir. Dans notre pays, les forces politiques de gauche avaient été pour le moins surprises, voire déroutées par le mouvement social de la fin 1995. Leur victoire, lors des élections législatives anticipées de juin dernier, est une conséquence différée de ce *mouvement : il ne faudrait pas que, dès leur retour aux affaires, ces partis politiques* oublient ce qui *s'exprimait haut et fort* d'un bout à l'autre de l'Hexagone ! Recrédibiliser le débat politique exige qu'il n'y ait pas deux discours : un avant l'élection et un après... Faute de quoi, les discours populistes et leurs chantres en seraient les premiers bénéficiaires.

ANNICK COUPÉ,
secrétaire nationale de SUD-PTT.

(1) « Offensives du mouvement social », *Manière de voir*, n° 35, septembre 1997, 45 F, en vente dans tous les kiosques.

Les interrogations du

Par SERGE DEPAQUIT *

DÉCEMBRE 1995 fut-il l'expression d'un « mouvement social » *ou simplement un événement révélateur d'un désarroi ?* Le débat à ce sujet fut vif et, au-delà d'une possible incompréhension sur le sens des mots, c'est bien un clivage de fond qui est ainsi apparu (1). De fait, l'analyse en termes de mouvement social découle de deux évolutions historiques qui se sont concrétisées au cours de ce siècle : la généralisation de la forme syndicale et associative, d'une part ; l'affirmation du sujet, autrement dit la construction de l'individu comme acteur social, d'autre part.

En France, le mouvement social prend des formes très diverses et qui se sont longtemps ignorées : les différences restent grandes entre le travail en profondeur des mouvements d'éducation populaire, le militantisme des associations de défense de l'environnement, la *radicalité* des *« sans-papiers »,* l'action des grandes *confédérations* syndicales, voire celle des nouveaux syndicats du type SUD. Mais, désormais, les lieux de rencontre se multiplient et les *actions communes se développent de manière significative.* Les syndicats ne tiennent plus les associations pour quantité négligeable et, à l'inverse, celles-ci ne considèrent plus les premiers comme des forteresses simplement soucieuses de leurs prérogatives. Des synergies – certes encore modestes – apparaissent, permettant, au-delà des fortes divergences qui subsistent, de tenter de dégager des valeurs communes dans les analyses de la réalité sociale.

Pour appréhender le mouvement social dans une conception large, il faut *prendre en considération* toutes les *formes d'existence d'un acteur qui* entend peser dans le débat civique. Une telle démarche s'oppose-t-elle à la traditionnelle analyse marxiste en termes de classes, comme le soutient Alain Touraine ? On peut, sur cette question, avoir un point de vue beaucoup moins péremptoire : les classes et groupes sociaux existent bel et bien. Et ils constituent le socle de nombre de mouvements sociaux, même si beaucoup de ces derniers relèvent de définitions plus ouvertes. *L'accent* mis sur l'acteur, *donc* sur l'individu, introduit cependant *une dimension fondamentale,* que le discours d'autrefois ignorait presque totalement.

Renaissance du militantisme

LA crise des représentations qui affecte nombre de sociétés développées appelle un renouvellement de la citoyenneté et de la démocratie. A cet égard, on constate que, insensiblement, une page a été tournée, en France, au cours de ce dernier quart de siècle. On croyait le militantisme passé aux oubliettes, et voici qu'il renaît dans des modes et des pratiques souvent originales. Pourtant, le taux de syndicalisation demeure extrêmement bas (environ 8 %), et nombre de grandes associations ont perdu une partie de leurs militants en *privilégiant les missions de service* public au *détriment de démarches plus* significatives de leur identité. Comment comprendre ces déplacements de frontières ? Où se situent les lignes de force d'un renouveau possible de la passion civique et sociale ?

La lutte des « Lip » (2) est souvent présentée comme l'un des derniers grands conflits à fort contenu « productiviste », marquant la fin des « trente glorieuses ». Cette lutte fut effectivement *emblématique de la fin d'une époque*, elle-même souvenir déjà obscurci d'une période d'expansion et de plein-emploi. Mais son contenu même révélait, dans le même temps, la recherche d'une approche nouvelle de la conduite des conflits sociaux, en raison de l'essoufflement des formes traditionnelles, et de l'émergence, dans les années 60 et 70, de démarches d'inspiration anti-autoritaire et d'esprit autogestionnaire. Au lendemain de Mai 1968, la naissance des « *nouveaux mouvements sociaux* » (3) – écologie, refus du productivisme, féminisme, régionalisme, manifestations antinucléaires, radios libres, etc. – allait traduire cette aspiration à une mutation des thèmes et des façons d'agir.

Leur relatif isolement et leur incapacité à peser sur les choix politiques *allaient cependant progressivement entraîner un sentiment d'échec, en dépit* de l'importance de certaines mobilisations (par exemple contre le surgénérateur de Creys-Malville). La victoire de la gauche en 1981, ses promesses, les espoirs mis en elle emportèrent l'essentiel de cette nouvelle génération. Des groupements de terrain subsistèrent, d'autres se créèrent, généralement reconvertis dans des missions de service public soutenues par les gouvernements de gauche au pouvoir. La lutte contre l'exclusion et pour l'insertion des laissés-pour-compte prit ainsi le pas sur les actions de protestation, nombre d'associations trouvant d'ailleurs ainsi les moyens financiers de leur survie. Dans le même temps, de grands mouvements, soutenus soit par des fonds publics, soit par des campagnes d'appel à la générosité populaire (ou les deux à la fois), devaient contribuer à la création d'un tissu associatif relativement neuf : actions humanitaires, lutte contre le sida, antiracisme (« Touche pas à mon pote »), etc.

Ainsi, pendant les années 80, nombre d'acteurs sociaux se tournèrent vers des *mouvements associatifs* souvent proches du *caritatif*, luttant pour des causes plutôt que pour des projets politiques plus vastes. Beaucoup d'anciens militants trouvèrent des lieux d'expression plus proches de leurs nouvelles convictions et d'un contexte social qui, déjà, annonçait la dégradation des années 90. Leur évolution politique illustre d'ailleurs de manière saisissante l'épuisement pro-

* Secrétaire de l'association pour l'Autogestion, l'initiative locale et l'économie sociale (Ailes) et animateur des Initiatives de citoyenneté active en réseau (Icare).

(1) Lire « Les braises de décembre », *Le Monde diplomatique*, juin 1996.

(2) Au début des années 70, l'industrie horlogère du Doubs est frappée de plein fouet par la concurrence étrangère et les délocalisations vers l'Asie. En 1973, face aux licenciements et à la perspective de fermeture de leur usine, les ouvriers et employés des montres Lip prennent le pouvoir dans l'entreprise et décident d'autogérer le maintien de son activité. Le combat des *Lip* devient rapidement un point d'attraction pour toute la gauche nouvelle, qui, cinq ans après Mai 68, réussira – pour un temps – à transformer une idée « culturelle » en véritable mouvement social.

(3) La formule « les nouveaux mouvements sociaux » est lancée par Alain Touraine *dans* le débat des années 70. Qu'il s'agisse de conflits du travail (grèves actives de Caterpillar, du Joint français d'Evian et surtout de Lip) ou de mouvements comme le féminisme ou l'écologie, un paysage social s'esquisse, très différent de l'avant-Mai. L'expression d'Alain Touraine sera reprise par beaucoup d'observateurs et de militants qui ne partagent pas pour autant l'analyse qu'il en donne, essentiellement en rupture avec l'analyse de classe marxiste.

UNE FATALITÉ

camionneurs américains

lieu de trois comme le souhaitait le syndicat.

Si elle fut importante pour les travailleurs d'UPS, la grève l'a été tout autant pour l'ensemble du mouvement ouvrier américain, à la fois en raison des questions qu'elle a soulevées et des acteurs *qui y ont participé*. Tout d'abord, il est assez remarquable *qu'un syndicat américain soit* parvenu à organiser un mouvement national contre un géant du secteur des services comme UPS, alors que le nombre écrasant des salariés à temps partiel et la *nature inégalitaire des rémunérations* semblaient de nature à empêcher toute solidarité dans l'entreprise.

Mais, depuis près d'un an, la direction des Teamsters s'était préparée à la grève. Faisant un effort systématique d'éducation auprès de chacun des syndiqués, leur expliquant le sort particulier des employés à temps partiel, elle a *réussi à retirer aux patrons* d'UPS leur carte la plus prometteuse, celle de la division. Des salariés payés 20 dollars de l'heure se sont mobilisés au service de ceux qui n'en gagnaient pas la moitié. Il est vrai que, à la différence des autres entreprises, UPS ne *pouvait pas obliger les salariés* à reprendre le travail en menaçant de délocaliser ses activités. Et qu'il aurait été très risqué pour elle de recourir à la stratégie de lutte antisyndicale employée ailleurs avec *succès* : le lock-out des grévistes et leur remplacement permanent par des « jaunes ».

Le talon d'Achille de la « modernisation »

EN effet, le secteur de la livraison des colis est très dépendant des rapports personnels noués entre les conducteurs-livreurs et leurs clients. Après tout, pour la plupart des Américains, l'entreprise UPS, c'est d'abord et avant tout leur « sympathique chauffeur » (« *friendly UPS driver* »), celui qu'ils connaissent bien, qui fait ses tournées quotidiennes, qui porte son célèbre uniforme marron et qui conduit son camion de la même couleur. Si l'entreprise avait pris le risque *de recruter des briseurs de grève*, ceux-ci auraient sans doute été très mal accueillis par les clients habituels, voire harcelés par certains d'entre eux. Le talon d'Achille d'une « *modernisation* » de type patronal dans le secteur des services tient peut-être aux rapports interpersonnels qui se nouent entre salariés et clients. Déjà, la nouvelle organisation du travail, *qui privilégie les « flux tendus »* et le « zéro stock », rend l'industrie des transports – et, par extension, l'ensemble de l'économie – très vulnérable à un conflit social *prolongé* (4). Selon la plupart des estimations, une poursuite de la grève aurait pu réduire d'un cinquième le taux de croissance des Etats-Unis.

En plaçant la question des salariés à temps partiel au centre de son agenda, M. Ron Carey et la direction du syndicat des camionneurs ont choisi de consacrer les ressources de la principale organisation ouvrière américaine (1 400 000 membres) à une bataille que le dirigeant des Teamsters connaissait d'expérience puisque M. Ron Carey l'avait menée en personne, d'abord comme chauffeur d'UPS à New York, puis, pendant près de trente ans, comme permanent syn*dical chargé de représenter les travail*leurs de l'entreprise. C'est en 1991 que M. Ron Carey était devenu président du syndicat national, à l'issue de la première élection honnête que *les Teamsters aient organisée depuis* plusieurs dizaines d'années. Pendant l'essentiel de sa vie militante, l'actuel président du syndicat des camionneurs s'était battu sur deux fronts : *contre UPS et contre une direction* syndicale nationale notoirement corrompue, réactionnaire et largement associée à la création du système régissant les conditions de travail dans l'entreprise (5).

Depuis 1991, il s'est battu pour réformer une bureaucratie syndicale qui reste encore en partie contrôlée par la vieille garde. L'année dernière, M. Ron Carey avait été réélu de justesse contre un représentant de cette fraction souvent soupçonnée de *connivences mafieuses. Son adver*saire, M. James P. Hoffa, n'était autre que le fils du légendaire dirigeant des Teamsters (6), Jimmy Hoffa, disparu en 1975, probablement assassiné pour des raisons qui demeurent obscures. Une nouvelle élection aura lieu en *novembre prochain, celle de l'année* dernière ayant été annulée par décision judiciaire peu après la victoire des salariés d'UPS. L'issue de la grève ne garantit pas la position de celui qui fut la figure de proue du conflit.

Pendant très longtemps, les entreprises américaines ont développé leurs stratégies en toute « liberté ». Cette période est-elle en train de se terminer ? A l'intérieur de l'AFL-CIO et du syndicat des camionneurs, *les* changements d'orientation idéologique et de capacité organisationnelle sont manifestes. Ils peuvent remettre en question, voire transformer, l'équation sociale. *La grève à UPS* a, en quelque sorte, offert un aperçu, à la fois très bref et très frappant, de ce qui devient possible quand les syndicats se ressaisissent et font mentir ceux qui prophétisent *leur déclin*.

RICK FANTASIA.

(4) Lire Bruno Lefebvre, « Espaces professionnels et flux tendus », *Actes de la recherche en sciences sociales*, nº 114, septembre 1996.

(5) La corruption qui a longtemps régné chez les Teamsters (rackets, salaires mirobolants des dirigeants, congrès fastueux organisés dans des cités balnéaires) n'a cessé d'être utilisée par le patronat et par les médias pour discréditer l'ensemble des syndicats américains. *La situation était d'autant plus paradoxale que, longtemps, les Teamsters, non seulement ne faisaient* pas partie de l'AFL-CIO, mais encore ne ces*saient de soutenir les campagnes des candidats* républicains (dont celles de MM. Reagan et Bush en 1980, 1984 et 1988). En 1982, peu avant d'atterrir dans un pénitencier fédéral, M. Roy Williams, alors président des Teamsters, avait signé la convention collective permettant à UPS de payer ses salariés à temps partiel 8 dollars de l'heure.

(6) Dans le film de Norman Jewison, *FIST* (1978), le personnage de Hoffa était interprété par Sylvester Stallone.

syndicalisme français

gressif des espoirs mis *initialement dans* l'expérience de gauche. C'est également pendant cette décennie que le syndicalisme allait se trouver confronté à une sérieuse perte de substance. Ne trouvant pas *ses* marques entre une *institutionnalisation* profitable, mais paralysante, et le délitement grandissant du tissu social, il vit décroître à la fois ses effectifs et son prestige dans l'opinion.

Depuis le début des années 90, les objectifs et les formes d'action et d'organisation des composantes du mouvement *social se sont modifiés en* profondeur. Face à la croissance inexorable du chômage et de la précarité et à la montée du Front national, une énergie militante a cherché à prendre corps. Elle *a tiré la leçon de l'affaiblissement*, pour ne pas dire plus, du sens de l'action politique confirmée sous les deux septennats de François Mitterrand. D'où le sentiment de la nécessaire distance à garder avec l'espace politique des partis, et la forte aspiration à l'autonomie qui constitue l'un des ressorts *de la mobilisation*.

La prise de conscience de la profondeur de la crise sociale est un autre de ces ressorts. *L'exclusion n'apparaît plus* comme un phénomène quasiment extérieur à une société relativement bien portante. Puisque les politiques ne semblent pas capables de s'attaquer sérieusement à la *montée* du chômage de masse, les chômeurs eux-mêmes vont se mobiliser avec *le* soutien de *tout ceux qui refusent* la fatalité. Ainsi naît, entre autres, un mouvement comme le mouvement AC ! contre le chômage. Et, puisque l'enjeu *est européen*, les « *marches contre* le chômage et la précarité » le seront également. Des propositions sont avancées (notamment la réduction du temps de travail), mais l'essentiel réside dans l'*appel au réveil de l'opinion*. La dynamique est dans l'action immédiate : on occupe telle entreprise contre des licenciements, Droit au logement (DAL) et Droits devant ! envahissent des locaux inoccupés depuis des années afin d'y loger des sans-abri, etc.

Le « *do it yourself* » a pris une dimension revendicative et politique, parvenant parfois à des succès inattendus, notamment pour les relogements. Des mouvements originaux s'affirment et trouvent *souvent le* chemin des *médias*. Adoptant un champ d'action que l'on pourrait définir comme sub-institutionnel, ils conjuguent l'action illégale, le maintien d'une stricte non-violence et une *capacité de négociation remarquable*. Bref, le gauchisme d'antan est *bien oublié* (4). Les *mouvements* d'éducation populaire, traditionnellement bien structurés et implantés, s'interrogent et cherchent à renforcer le contact avec une nouvelle réalité sociale qui leur a quelque peu échappé (5). Le mouvement de décembre 1995 traduira, sur une échelle beaucoup plus large, cette mutation des mentalités. Loin de se réduire à un simple conglomérat de conservatismes, cette mobilisation a révélé la force de l'attente populaire face au traumatisme social engen*dré par une douzaine* d'années de néolibéralisme. Ce sont « ceux d'en bas » qui ont pris l'initiative du mouvement, même si des forces syndicales, et en premier lieu la CGT, ont ensuite assuré le relais. Ils ont affirmé leur volonté d'exister comme acteurs collectifs, dans une logique de transformation radicale de la société, donc en rupture avec certains des théoriciens et praticiens des « nouveaux mouvements sociaux » des années 70.

Atermoiements, danger !

DE *son côté*, la vie *syndicale*, s'appuyant sur l'ampleur des attentes populaires, connaît, à partir de 1995, une indiscutable reprise, doublée de remises en cause parfois sévères. Mais, dans le même temps, s'exacerbent des conflits stratégiques et de pouvoir, se *traduisant notamment* par la *création* de nouveaux syndicats (SUD, FSU). Tout comme le syndicalisme, à la fois rajeuni et éclaté, le reste du mouvement social s'ouvre davantage aux nouvelles réalités, mais pâtit simultanément de sa fragmentation, la revitalisation de la démocratie constituant un dénominateur commun.

Partant souvent d'expériences de terrain, des groupes de citoyenneté active se sont *constitués un peu partout en* France. A la fois lieux de réflexion et lieux d'intervention dans *la* vie politique, notamment municipale, ils ont contribué, en liaison avec les associations à buts plus spécifiques, à la création d'un espace autonome de débat collectif. Des associations présentes au plan national ont multiplié les initiatives visant à redonner du *sens au débat politique*. Une coordination en réseau s'esquisse entre elles (6). Apparaissent les bases d'une nouvelle citoyenneté, plus exigeante et moins confiante à l'égard du monde politique que par le passé. En témoigne la véritable révolte civique contre la loi Debré en avril 1997, ainsi que les mobilisations contre l'extrême droite (Ras le Front, etc.)

Reconquérir la parole, refuser en actes l'inacceptable, en premier lieu la fameuse « fracture sociale », traiter les conflits par davantage de délibération et *moins de hiérarchie, tel est* l'esprit *qui* anime aujourd'hui les acteurs du changement. La gauche plurielle saura-t-elle non seulement les écouter, mais aussi les entendre ? Les premiers pas du gouvernement de M. Lionel Jospin ont créé une attente et, sans doute, entamé un pessimisme initial largement partagé. Mais le doute, voire la méfiance, subsistent, produits des années passées. *Dans* un tel contexte, les atermoiements peuvent avoir des effets politiques dévastateurs, alors que s'exprime avec vigueur la nécessité d'agir.

SERGE DEPAQUIT.

(4) Lire Christophe Dabitch, « Une autre manière de faire de la politique », *Le Monde diplomatique*, juin 1997.

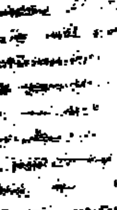
(5) Lire Bernard Cassen, « La nécessaire refondation de l'éducation populaire », *Le Monde diplomatique*, juin 1997.

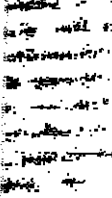
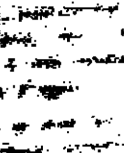
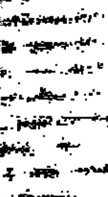
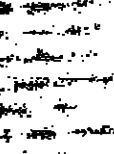
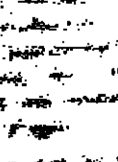
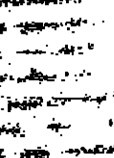
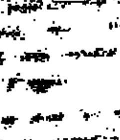
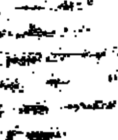
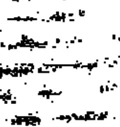
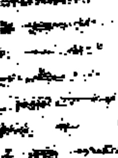
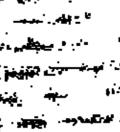
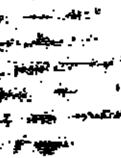
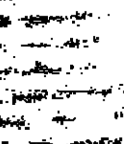
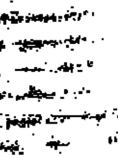
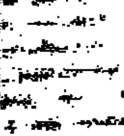
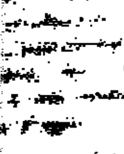
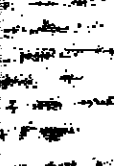
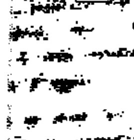
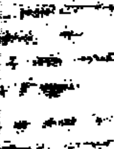
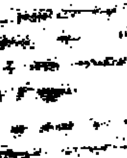
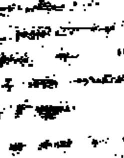
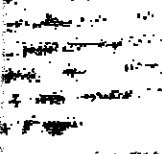
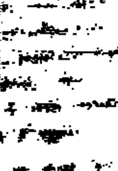
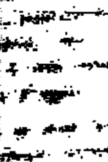
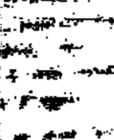
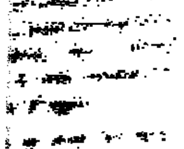
(6) *La coordination Initiatives de citoyenneté* active en réseau (Icare) organise, les 18 et 19 octobre, à l'Agora d'Evry (Essonne), « Deux jours pour une dynamique sociale et citoyenne » *(lire page 2)*.

Imprimerie du *Monde*
12, r. M.-Gunsbourg
98852 IVRY

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts :
Paris et sa banlieue : 0 800-03-11-36
Province : 0 800-36-11-11.



DE LA SIDÉRURGIE À LA « MODERNITÉ »

Amère normalisation en Lorraine

Vingt ans après la crise de la sidérurgie, la Lorraine représente un cas d'école : frappée par la disparition de son industrie emblématique, [illegible] française était promise à la « modernité ». Les réveils sont douloureux. Comme d'autres régions européennes, elle est victime de la « chasse aux primes ». Attirées pour quelques années, les entreprises se délocalisent ailleurs dès que les conditions financières y sont plus favorables. Qu'importe alors les chômeurs, les angoisses, les vies brisées... Pourtant, la région fut le lieu d'une des plus dures batailles du mouvement ouvrier français, et, malgré la défaite, son souvenir reste toujours vivace. Quand des fermetures de sites sont annoncées, il pousse, une fois encore, à se battre.

Par PIERRE RIMBERT et RAFAEL TRAPET *

RAFAEL TRAPET

AU loin, deux hauts fourneaux crachent pour quelques mois encore leurs panaches de fumée. Au premier plan, une immense halle vide, perdue dans un terrain vague d'où émerge un embrouillamini de poutrelles. Quelques rares chalumeurs achèvent de découper un vieux laminoir. A Rombas comme dans le reste de la vallée de l'Orne lorraine, les usines ont été désossées pour être refondues comme des carcasses de voiture afin de produire de l'acier neuf. Ou bien remontées dans des pays étrangers, comme la Chine.

En pénétrant dans les vallées lorraines, on en vient à douter des glorieuses images du passé sidérurgique, de ces lieux fumants où les flammes des aciéries rougissaient la nuit ; de cette activité industrielle qui structurait les villes et battait le rythme de la vie au rythme des 3 × 8 ; des cohortes d'ouvriers attendant au portier l'ouverture des usines. Le drame de cette région, passée en un siècle de l'état de pâturage à celui d'eldorado industriel puis à nouveau à l'état de pâture, est inscrit dans le paysage. Les 74 000 sidérurgistes disparus en trente ans étaient là, disséminés sur ces non-lieux épars, autour de Thionville, Hagondange ou Longwy, legs d'une époque révolue. Un graffiti de 1994 ponctue : *« Les corbeaux voleront sur le dos pour ne plus voir la misère des travailleurs. »*

« Berceau du fer » français, la Lorraine est, au début du siècle, une région riche avec ses nombreuses mines. Le fer local chauffé par du charbon local permet alors la fabrication de la majorité de l'acier français. En quelques années, les vallées agricoles de la Fensch, de l'Orne et de la Chiers sont transformées en pays de cocagne industriel. Les hauts fourneaux et les laminoirs peuplent le cœur des villes, définissant un urbanisme voué à l'industrie. Les « barons de l'acier » attirent la main-d'œuvre étrangère qui, par vagues successives, vient s'installer pour travailler dans les usines. Ainsi naît l'adage populaire : *« Le Lorrain, il vient d'où ? Le Lorrain, il descend du train. »* C'est l'époque du paternalisme industriel et des maîtres de forges, véritables propriétaires de tout : villes, commerces, écoles. Les conditions de travail sont pénibles, les salaires médiocres, mais le souvenir idéalisé du plein emploi a gommé de certaines mémoires les traits de ce passé.

Le démantèlement de l'outil industriel

A la fin des années 60, l'expansion s'arrête. La production d'acier en Europe devient excédentaire, et la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) est chargée de diminuer les capacités de production des pays membres. Le défaut d'investissements des maîtres de forges, qui ont géré leur patrimoine comme des rentiers, commence à se faire sentir. Les crises sociales se succèdent au rythme des fermetures de sites. Dans les années 70, la récession aggrave la situation, tout comme l'arrivée sur le marché de l'acier de nouveaux concurrents d'Asie du Sud-Est et du Brésil. Sous l'égide de l'Etat – qui, nationalisant progressivement les dettes, prend de fait le contrôle de la sidérurgie – débute une politique de rationalisation de la production, qui ne s'achève qu'en 1987 avec la fusion d'Usinor et de Sacilor.

La Lorraine est une région mono-industrielle, enclavée, et qui possède un minerai de fer pauvre. La solution choisie (importation de minerai et de charbon étranger) sera onéreuse sur le plan social. La région va par ailleurs payer le pari industriel de la sidérurgie sur l'eau : création des gigantesques unités de Fos-sur-Mer et de Dunkerque, ravitaillées par des matières premières étrangères directement acheminées sur le site de production. Seules les installations lorraines les plus modernes sont sauvegardées. On s'oriente vers la production d'acier d'élite.

La région subit alors les restructurations de plein fouet. En 1981, l'arrivée de la gauche au pouvoir fait brièvement renaître l'espoir, mais les reculs de 1983 et la mise en place du cinquième « plan acier », l'année suivante, provoquent la colère. Le démantèlement de l'outil industriel donne lieu à de graves conflits. Ils permettront aux ouvriers d'arracher quelques plans sociaux et d'éviter nombre de licenciements secs *(lire, page suivante, l'encadré sur Longwy)*. Ces derniers toucheront en priorité les travailleurs immigrés.

Au début des années 90, c'est l'heure des bilans. Les dégraissages massifs sont finis, mais à quel prix... La Lorraine a perdu 200 000 emplois liés à la sidérurgie, dont ceux de 50 000 mineurs. Si la nationalisation de 1981 a assuré la sauvegarde d'une activité sidérurgique rentable, elle a coûté 100 milliards de francs à l'Etat, qui a financé les 40 000 départs en préretraite. Malgré cela, M. Jacques Chérèque, ancien dirigeant national de la Confédération démocratique du travail (CFDT), d'abord préfet délégué chargé du redéploiement industriel, puis ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, défend le bilan des gouvernements socialistes : *« Par l'utilisation des régimes de préretraite, on a répondu à la fois à la nécessité de supprimer des postes et à la question de la rémunération des ouvriers. Cette mesure fut un investissement social offensif extraordinaire, qui a amélioré la cohésion sociale. »*

Délégué de la Confédération générale du travail (CGT), M. Bernard Campanova développe une analyse assez différente : *« La France produit aujourd'hui 17 à 18 millions de tonnes d'acier et en consomme 23 millions. Cet acier importé aurait pu être produit en France. Il y avait des perspectives de développement de la sidérurgie. »* Et de citer l'exemple des palplanches, ces poutrelles d'acier désormais produites au Luxembourg par une filiale d'Usinor. Privilégiant la production nationale, il met en cause la clairvoyance des pouvoirs publics de l'époque, admettant néanmoins : *« La préretraite correspondait à une aspiration des salariés, qui tenait compte de la pénibilité du travail, de leur entrée précoce à l'usine (douze-treize ans) et de la durée hebdomadaire du travail à l'époque (cinquante-six à cinquante-sept heures). »*

Aujourd'hui, Usinor, soucieux de répandre l'image d'un groupe produisant des aciers d'élite avec des ouvriers d'élite, emploie 13 000 sidérurgistes en Lorraine et sous-traite le travail non qualifié. Privatisé en 1995, le groupe se porte bien. La règle libérale de la socialisation des pertes et de la privatisation des gains a été respectée. L'année dernière, chaque employé a rapporté 25 000 francs de profits aux actionnaires.

Traverser les trois anciennes vallées sidérurgiques, celles de la Fensch, de l'Orne et de la Moselle, c'est être frappé par l'organisation urbaine. Aux villes coupées en deux par des hectares de parcelles boueuses succèdent celles disposées en cercle autour d'un inutile « espace paysager » ou d'un centre commercial. Un paysage reflet de la réalité économique : les supermarchés, surnuméraires, ont pris la place de l'usine au cœur de la cité. On s'y rend comme chez l'épicier, pour y acheter une baguette ou un pack de lait. Les installations titanesques qui structuraient la région ont sombré corps et biens.

Inauguré en 1986, le traitement des friches industrielles a été brutal et la « requalification » manifestement hâtive : 95 % des anciennes structures ont été liquidées en moins de dix ans. Cédés par Usinor à un établissement public spécialisé, terrains et bâtiments sont évalués, « traités » (rasés, parfois dépollués en surface), puis sommairement boisés. Ils sont finalement revendus aux collectivités locales et, plus rarement, à des entreprises (1). *« Equipements de loisir », « retour à la nature », « activités artisanales et commerciales », « réserve foncière »* (2) : la future vocation de ces domaines est souvent inconnue à la fin des travaux.

Pourquoi alors un tel empressement à égaliser le paysage ? M. Jean-Pierre Masseret, alors sénateur de la Moselle et maire d'Hayange (et actuel secrétaire d'Etat aux anciens combattants), expliquait : *« Si, tous les matins, les gens voient leurs usines arrêtées, vides, délabrées, ça fout un coup au moral, ça n'offre pas de perspectives. Il était donc d'utilité psychologique d'en faire disparaître un certain nombre devant les yeux de ceux qui y avaient travaillé depuis des générations. Aujourd'hui, on se demande si les démolitions n'ont pas été trop massives. Ne pas s'être posé la question d'une conservation du patrimoine industriel, c'est objectivement une erreur. »*

Côté allemand, on a su conserver la trace d'un siècle de labeur : le complexe sidérurgique de Völklingen, fermé en 1986, figure sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco et a ouvert ses portes au public. Mais, à Hagondange, le divertissement l'a emporté sur la culture ouvrière : l'usine liquidée a été remplacée en 1989 par le parc Big Bang Schtroumpfs, inauguré en grande pompe par Laurent Fabius et Jacques Delors, et salué par ce dernier comme *« un des signaux de la renaissance de la Lorraine »*. Un formidable « signal » : après avoir englouti des millions de francs d'aides publiques, il a été cédé à une entreprise belge.

En dépit d'un paysage assaini (3), le moral des Lorrains reste sombre. Le taux de chômage (11,5 %) est pourtant inférieur de plus d'un point à la moyenne nationale. Mais ce résultat ne tient pas compte des 20 000 préretraités de la sidérurgie et des 52 000 travailleurs transfrontaliers (4) ne trouvant pas d'emploi dans la région. Une population toujours décroissante achève de fausser cet indice (5). *« Non seulement la Lorraine n'est plus du tout attractive au plan national, mais les Lorrains eux-mêmes quittent massivement leur région vers celles qui leur paraissent offrir des emplois »*, reconnaît un responsable du conseil régional, présidé par M. Gérard Longuet.

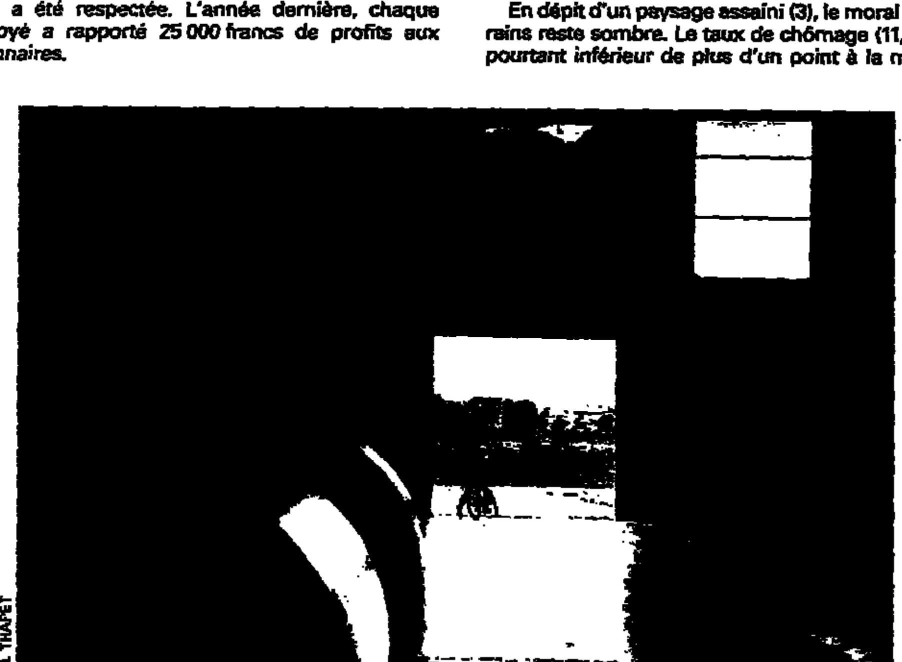
En l'absence de perspectives, on se raccroche au passé. Dans les cafés, les regards s'animent à l'évocation du « temps de la grandeur ». La machine industrielle semblait indestructible. Les sidérurgistes constituaient, avec les mineurs, les figures emblématiques du monde ouvrier. Ainsi, à l'aube des restructurations, personne ne veut croire au déclin. Certains syndicats, bien qu'alarmés, n'osent pas parler : *« C'est un traître, celui qui ose dire que ça va fermer »*, admet M. Jean-Louis Malys, délégué CFDT. En moins de deux décennies, l'outil de production est liquidé. Malgré les révoltes, les luttes, les marches sur Paris, une partie de la « noblesse ouvrière » est réduite à l'assistanat. Ce basculement laisse un goût amer et une grande lassitude. En novembre-décembre 1995, à l'exception du centre de tri SNCF de Woippy, la mobilisation fut faible en Moselle.

Partir de l'autre côté de la frontière

FACE à la pénurie d'emplois, bon nombre de Lorrains se tournent vers le Nord et ses trois frontières. Partant chaque matin des bassins déshérités de Longwy, Thionville, Forbach ou Sarreguemines, les transfrontaliers font la navette vers le Luxembourg, l'Allemagne ou la Belgique. Ouvriers déclassés, femmes et enfants d'anciens sidérurgistes, ils occupent dans des banques ou de grandes entreprises des postes souvent subalternes, mais mieux rémunérés (de 30 % en moyenne) qu'en France. A l'aube, ils se donnent rendez-vous dans des parkings improvisés en pleine nature, tentant de pallier les insuffisances des transports collectifs en organisant des systèmes de covoiturage. Mais la manne commence à se tarir, et un sentiment de rejet vis-à-vis de ces « immigrés » lorrains apparaît de l'autre côté de la frontière. *« On est devenus les Arabes des Luxembourgeois »*, déplore Mme Brandstaedt, ancienne femme de ménage dans une banque.

En Lorraine, ce genre d'analogie ne laisse pas insensible. Après la fin de la seconde guerre mondiale, la cohabitation entre une population elle-même issue de vagues successives d'immigration et les derniers arrivants se passait sans encombres. Le mécanisme d'intégration était bien rodé : d'abord logés dans de grands ensembles inhospitaliers, les travailleurs immigrés acquéraient en quelques années les moyens de s'installer, laissant en quelque sorte la place aux suivants. Mais le cycle se bloque ; la communauté ouvrière se fissure. La dernière vague d'immigration nord-africaine, première victime des suppressions d'emplois, demeurera dans des cités « provisoires ». Et ces zones deviennent assez vite l'objet de fantasmes xénophobes : *« Il paraît qu'ils font pousser de l'herbe dans leur chambre pour nourrir les chèvres... »*

Les services administratifs sont accusés de favoriser les étrangers. Chacun y va de son anecdote, alimentant un racisme ordinaire dont les conséquences se font sentir : tel café n'accepte pas les Arabes, tel patron de pizzeria refuse d'embaucher un Maghré-



RAFAEL TRAPET

SAINTE-AGATHE, USINE DU GROUPE USINOR ENCORE EN ACTIVITÉ
Autrefois, le royaume des maîtres de forges

* Journalistes.

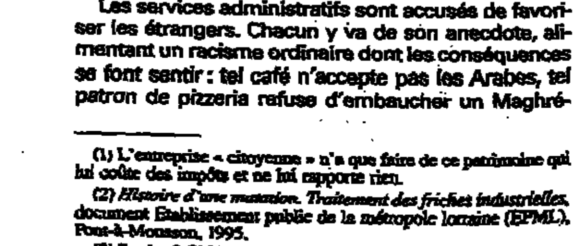
(1) L'entreprise « citoyenne » n'a que faire de ce patrimoine qui lui coûte des impôts et ne lui rapporte rien.

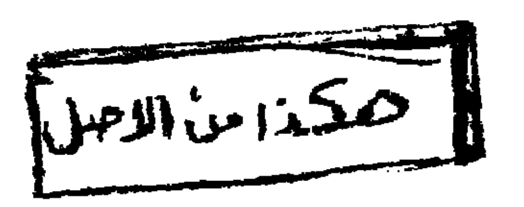
(2) *Histoire d'une mutation. Traitement des friches industrielles*, document Etablissement public de la métropole lorraine (EPML), Pont-à-Mousson, 1995.

(3) Sur les 3 500 hectares de friches industrielles (terrains et bâtiments), 3 000 ont été « traités ».

(4) Sur moins d'un million d'actifs, soit 5,5 %.

(5) La Lorraine a perdu 21 400 habitants entre 1990 et 1995, soit 1 % de la population, alors que la moyenne nationale augmentait de 2,6 % dans la même période.







bin. La deuxième génération est particulièrement visée, soupçonnée de « prendre le travail » des jeunes Français. A Hayange, la municipalité socialiste admet son impuissance. *« Ici, le mélange de populations est très fort : Italiens, Portugais, Espagnols, Ukrainiens, Polonais, tout ça fait de bons Français. Et, aujourd'hui, ceux-ci qui viennent d'ailleurs trouvent étrange que d'autres viennent aussi d'ailleurs »*, déplore M. Jean-Pierre Masseret, précisant que lors de la dernière élection présidentielle ses administrés ont accordé autant de suffrages au Front national qu'au Parti socialiste.

Les reconversions et la réindustrialisation ont vraiment commencé au milieu des années 80. La tâche est alors lourde, d'autant que les infrastructures locales sont dédiées à la mono-industrie sidérurgique. Mais aucun projet global ne sera échafaudé. Un seul objectif : créer des emplois à *n'importe quel prix*. Ce sera la gabegie.

Usinor encourage les ouvriers fraîchement licenciés à créer de petites entreprises. Beaucoup s'y risquent, sans formation préalable, investissant toute leur prime de départ. La Sodie, une filiale du groupe chargée des reconversions, aide au bouclage des dossiers et accorde des prêts à des taux intéressants. Cafés, salons de coiffure, vidéoclubs, garages se multiplient dans un climat économique délétère : les entreprises de services seront touchées de plein fouet par les fermetures d'usines. La plupart disparaissent peu après avoir vu le jour.

Beaucoup d'aides, peu d'emplois

AU même moment, la région tente d'attirer les entreprises à fort taux de main-d'œuvre. La recette est simple : offrir aux investisseurs des aides à l'implantation financées par l'Etat et par les fonds européens ; leur imposer un minimum de contraintes ; tenir soigneusement à l'écart les syndicats, notamment lors de l'examen des dossiers de candidature. Erigé en 1985 sur les décombres de la sidérurgie, le pôle européen de développement (PED) de Longwy est une vaste zone qui regroupe le bassin de Longwy, une partie frontalière de la Belgique et du Luxembourg, trois régions décimées par les restructurations. Dans cet espace, les projets industriels bénéficient d'un taux d'aide publique pouvant atteindre 34 % du montant de l'investissement. Malgré cette perfusion économique, les objectifs en termes d'emplois, pourtant déjà très faibles, ne sont pas atteints : côté français, seuls 40 % des 5 500 emplois prévus ont été créés en dix ans.

« Dans le cadre du PED, les pouvoirs publics ont étudié les dossiers de chaque entreprise sans tenir compte d'un projet général. Il ne fallait pas faire les fines bouches au démarrage. Ensuite, on a très vite vu que venaient surtout des entreprises étrangères, principalement asiatiques, et tournées vers la métallurgie. Après avoir subi les difficultés liés à la mono-industrie sidérurgique, on retombait dans la mono-industrie métallurgique », déplore Mme Marilyn Quaglia, déléguée CFDT de Longwy.

Néanmoins, l'effort de reconversion s'accentue. Profitant des largesses publiques et d'une situation géographique privilégiée, les entreprises s'implantent. Ouvrant l'accès à un marché de soixante-dix millions de consommateurs sur un rayon de 300 kilomètres, la Lorraine devient la première région française pour l'accueil des entreprises étrangères (6). Trois pôles industriels finissent par émerger : l'automobile, l'électronique et, à moindre échelle, la plasturgie. Inexistants au début des années 60, ils comptent près de 40 000 salariés et continuent de se développer. Mais nombre de ces emplois acquis au prix fort restent fragiles : *« Ayant accueilli de nombreuses unités de production mais peu de centres de décision, la Lorraine est plus exposée à des délocalisations ou à des stratégies sensibles au contexte de la mondialisation et décidées ailleurs »*, reconnaît le conseil régional, pourtant farouchement libéral. Par ailleurs, la concurrence entre différentes régions européennes minimise les garanties demandées aux investisseurs en contrepartie des primes.

A Villiers-la-Montagne, les 243 salariés de l'usine JVC en ont fait l'amère expérience. Installé en 1988 dans des bâtiments de Thomson rachetés au franc symbolique, le groupe avait perçu 30 millions de francs d'aides publiques (pour un investissement total de 80 millions). Huit ans plus tard, il décide de délocaliser la production vers l'Ecosse, où l'attendent... une prime à l'implantation, des coûts salariaux inférieurs de 30 % et une flexibilité incomparable. Entre deux « verres de l'amitié » offerts aux employés, la direction se répand en propos « rassurants » : *« Vous verrez, ça ira mal aussi en Ecosse, puisque de toute façon le groupe veut partir en Malaisie (7) »*... L'usine atterrira finalement en Chine.

« Si le travail est trop cher, on ne l'achète pas »

LA chasse aux subventions exige une mobilité dont certaines multinationales ont trouvé le secret : un investissement par emploi créé faible, des usines « tournevis » démontables rapidement. Arrivés en fin de vie, les produits – généralement bas de gamme et éphémères – ne sont pas remplacés, faute de centres de développement capables de prévoir les évolutions du marché. Et l'unité ferme. Une situation que connaissent désormais les ouvriers de l'usine de magnétoscopes Panasonic, filiale, comme JVC, du groupe Matsushita. Prétextant l'adoption d'une nouvelle technologie, la direction a délocalisé la production.

Lorsqu'elles respectent leurs engagements, les entreprises banalisent une mesure temporaire et exceptionnelle : le transfert de fonds publics vers le secteur privé en échange de créations d'emplois. Non contents de profiter du travail salarié, les potentats de l'industrie exigent désormais de l'Etat qu'il les y aide. *« Le rapport de forces est très favorable aux investisseurs, car nous sommes demandeurs. Nous avons absolument besoin des systèmes de subventions pour les faire venir »*, explique M. Gérard Longuet, admettant ainsi les désagréments d'une politique ultralibérale dont il est pourtant l'artisan et le partisan. Du fait de leur généralisation en Europe, les primes à l'implantation ne suffisent plus à séduire les entreprises. Et, pour M. Longuet, il incombe aux salariés de faire la différence : *« La mondialisation est inévitable et il faut s'y adapter. Nos coûts salariaux sont beaucoup trop élevés par rapport à nos voisins, notamment anglais. Le travail est une marchandise comme une autre : si elle est trop chère, on ne l'achète pas. Ce qu'on perd en salaires, il faut le regagner en flexibilité. »*

Président d'une association de développement industriel des bassins de Pompey et de Pont-à-Mousson, M. Jacques Chérèque minimise l'importance des *« quelques brebis galeuses, les chasseurs de primes »*, préférant évoquer le tissu formé par les PME-PMI et les investissements à long terme réalisés en Lorraine par les entreprises étrangères. Certains groupes ont en effet opté pour l'implantation de filières plus complètes et plus stables, sans pour autant négliger la course aux aides financières.

Ainsi la firme sud-coréenne Daewoo dispose en Lorraine d'une usine d'assemblage de téléviseurs alimentées par une unité de production de tubes cathodiques, qui elle-même sera bientôt approvisionnée par une usine de fabrication de verre (8). Ces investissements lourds (1,2 million de francs par emploi pour cette dernière usine), dont certains tardent à se matérialiser, suggèrent une certaine longévité. L'ensemble, complété par un centre de recherche et de développement, devrait employer 3 000 salariés d'ici à l'an 2000.

Sur le terrain, et bien que les promesses d'emplois aient été jusque-là respectées, le groupe ne jouit pas d'une réputation flatteuse. Ses pratiques sociales, ses rapports tendus avec les organisations syndicales, les conditions de travail sur des machines longtemps non conformes aux normes de sécurité sont montrés du doigt. Le 1er mai 1997, la direction de l'usine de Mont-Saint-Martin s'est ainsi vue condamnée pour *« homicide involontaire par manquement délibéré à une obligation de sécurité »* et placée sous surveillance judiciaire après la mort d'un salarié (9). Dans la même unité, à la suite d'incidents survenus quelques années plus tôt, on n'embauche plus les *« jeunes issus des quartiers difficiles »* : en dépit des avertissements syndicaux, la direction y avait alors puisé l'essentiel de son personnel, encadrant de jeunes ouvriers peu enclins à la discipline par une maîtrise à peine plus âgée, peu nombreuse et non formée.

Là où ils parviennent à s'implanter, les syndicats affrontent une conception très particulière des relations patron-ouvriers. Ainsi cette interprète refuse de traduire au directeur une partie des négociations sur les salaires, par crainte de le froisser. *« On lui avait juste demandé de dire que l'usine ne serait pas aussi performante sans ouvriers motivés »*, se souvient Mme Marilyn Quaglia. Car, chez Daewoo, le culte du patron est de rigueur. L'an dernier, les salariés lorrains du groupe se sont ainsi vu offrir pour Noël l'auto-hagiographie du PDG fondateur, Kim Woo-Choong, sobrement intitulée *L'Entrepreneur d'élite*. Ils ont ainsi pu apprécier toute l'estime que leur porte la direction à la lecture d'une parabole mettant en scène le propriétaire agricole et l'ouvrier. L'un *« est créatif, relève les défis et déborde de volonté »* ; l'autre *« ne cherche pas toujours à travailler et se demande pourquoi il doit faire ce à quoi les autres ne sont pas obligés »*.

Après dix ans de réindustrialisation, l'objectif majeur reste la reconstitution du stock des emplois industriels disparus. *« Aujourd'hui, je veux croire que la sidérurgie est devenue une industrie normale »*, confie M. Jean-Louis Malys. La stabilisation des effectifs et même l'annonce triomphaliste de l'embauche par Sollac, filiale d'Usinor, de 370 jeunes semblent lui donner raison. Pourtant, *« on continue à dégraisser en équivalent temps plein »*, explique M. Bernard Campanova. Et, de toute façon, précise M. Chérèque, *« c'est la génération d'après les sidérurgistes qui souffre. Dans cette région, on progresse en emplois, on progresse en nouveaux métiers, on progresse en RMistes »*.

Les dangers du tout-automobile

LE bilan économique et social de la région est donc contrasté. D'un côté, l'implantation du technopôle de Nancy, avec ses formations universitaires et ses d'écoles d'ingénieurs de qualité, a permis de créer un environnement propice aux investisseurs : la Lorraine est la région française la plus dynamique, sur le plan aussi bien des emplois créés, du nombre de projets, que des sommes investies. Mais le tissu industriel reste fragile, comme l'illustre la récente annonce de la fermeture des usines JVC et Panasonic et du train de laminage de Longwy. Handicapée par la faiblesse de son réseau de PME-PMI, la région demeure tributaire de la stratégie des grands groupes industriels, notamment automobiles. Ainsi, l'investissement le plus ambitieux de ces deux dernières années (2,5 milliards de francs, 2 000 emplois directs et indirects) a été réalisé par Mercedes et Swatch pour la production d'une mini-voiture, la Smart. Mais, d'ores et déjà, des inquiétudes apparaissent concernant les débouchés commerciaux d'un tel véhicule. Vingt mille emplois sont directement concernés par un secteur qui constitue un débouché important pour la sidérurgie. *« Les restructurations à venir dans le secteur de l'automobile vont fragiliser Usinor-Sacilor par les pressions qu'elles vont exercer sur les tarifs des fournisseurs »*, relève M. Campanova.

Dans le dernier bastion sidérurgique de la « Fensch Vallee », M. Masseret s'inquiète : *« Il reste sur Hayange un ensemble malheureusement homogène, constitué d'une cokerie, d'une aciérie et de hauts fourneaux. Quand un des éléments cessera de fonctionner, les autres suivront. Et notre cokerie a douze ans ; le jour où elle s'arrêtera, ils ne la reconstitueront pas. Il faudra en finir avec la sidérurgie et l'effacer des mémoires. »*

Pour le baron Ernest-Antoine Seillière de Laborde, héritier des maîtres de forges et actuel vice-président du Conseil national du patronat français (CNPF), c'est chose faite. Ses investissements n'ont plus rien à voir avec l'acier. Et, au vu du résultat net dégagé – 1,3 milliard de francs – l'an dernier par la holding qu'il préside, il ne compte pas au nombre des victimes des restructurations.

PIERRE RIMBERT et RAFAEL TRAPET.

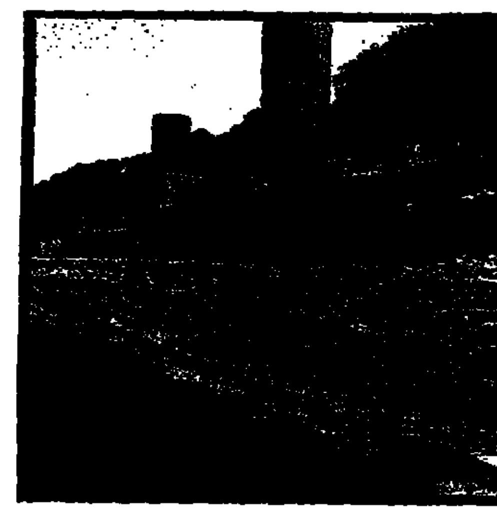


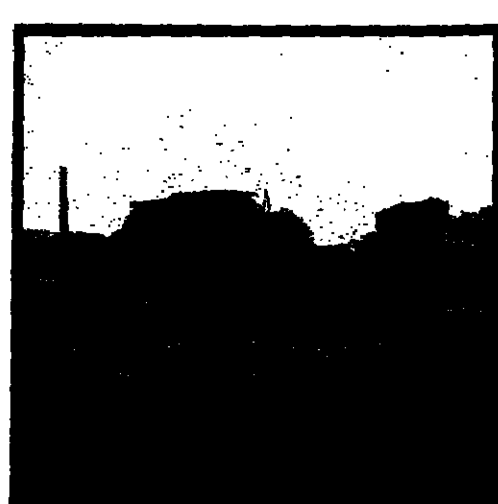
(6) Il y a 341 entreprises étrangères en Lorraine, dont 44 % allemandes, employant 46 000 personnes.

(7) *Turbulences*, Longwy, nº 24, novembre-décembre 1996.

(8) L'usine, située à Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle), devrait entrer en service fin 1997 et générer six cents emplois avant la fin de l'année suivante.

(9) La direction fait appel du jugement, précisant qu'il était *« diplomatiquement critiquable » dans la mesure où « la société fait partie des plus gros investisseurs étrangers en France, ce qui nécessite la confiance »*.







LES DOUZE FABRIQUES AUX CARRÉS de Jocelyn Faroche. – Ces quatre photographies sont extraites d'un travail réalisé dans le bassin de Longwy entre 1988 et 1992. L'intégralité de cette recherche comprend 144 images, entrées dans les collections de la Bibliothèque nationale de France.

La Commune de Longwy

DÉCEMBRE 1978, coup de tonnerre sur le haut pays lorrain : le troisième « plan acier » prévoit la suppression de 22 000 emplois dans la sidérurgie, dont 6 500 dans le bassin de Longwy. *« A la direction parisienne, on estimait qu'il n'était pas difficile de régler le problème dans un bassin d'emploi constitué de populations immigrées : il suffisait d'arrêter les contrats »*, estime M. Robert Giovanardi, délégué CFDT de l'époque.

Très vite, la résistance s'organise ; les Lorrains, réputés pour leur calme, se révoltent. Au sommet du crassier de Longwy, symbole d'un siècle de labeur, un signal lumineux s'allume : SOS. Signal d'un combat pour l'emploi mené par une intersyndicale à laquelle se joindra toute la population. A la traditionnelle « lutte dans l'entreprise » vont s'ajouter – pendant plus de six mois – des actions de rue, spectaculaires et mobilisatrices.

Elaborée avec des moyens de fortune, une radio pirate cédétiste commence à émettre, avertissant les Longoviciens des actions qui se succèdent à un rythme effréné de janvier à juillet 1979. Après les manifestations unitaires (80 000 personnes à Metz le 13 janvier) et sans résultats, vient le temps de l'exaspération.

Les premières violences ont lieu dans la nuit du 29 au 30 janvier : restée neutre jusque-là, la police intervient pour délivrer le directeur d'une usine séquestré par des militants. La riposte est immédiate : les sidérurgistes attaquent le commissariat de la ville. La CFDT, avec une vigueur qu'on ne lui connaît plus, assume la *« violence légitime des travailleurs »*. Le 6 février, à l'issue d'une entrevue avec l'intersyndicale, le ministre du travail refuse de revenir sur le plan de restructuration ; il tente néanmoins de parer au plus pressé : l'âge de la retraite est abaissé et des négociations avec les syndicats sont ouvertes. Mais ces derniers réclament le réexamen du dossier.

Dix jours plus tard, Longwy et l'ensemble du haut pays se réveillent paralysés par la grève générale, isolés par des barrages routiers. Les actions *« coups de poing »* se multiplient, associant la population. *« Tout le monde se rendait compte que quelque chose d'inédit et de puissant s'était mis en œuvre. L'événement était dans la ville. Ce n'était pas forcément une conception politique qui se dessinait : c'était un mode de vie »*, se souvient M. Robert Giovanardi. Le 21 février, la CFDT investit le réémetteur de télévision et diffuse à l'aide de diapositives les revendications des sidérurgistes.

Trois nuits plus tard, les forces de l'ordre évacuent le relais. A 2 heures 30 du matin, les sirènes des usines retentissent dans la ville endormie ; des voitures équipées de haut-parleurs sillonnent les rues, appelant la population au rassemblement. Le face-à-face avec les forces de l'ordre est extrêmement tendu. L'affrontement direct sera pourtant évité in extremis. A 5 h 30 commence la seconde attaque du commissariat, dont les assiégeants tentent de défoncer les grilles à l'aide d'un bulldozer. Au terme de ces affrontements d'une grande violence (*« Ce soir-là, il aurait pu y avoir un mort pour la classe ouvrière »*), les policiers relèveront une dizaine d'impacts de balles sur les murs de l'édifice.

A Paris, certains s'inquiètent déjà de la « Commune de Longwy ». Dans la précipitation, les annonces du pouvoir pleuvent : Pierre Messmer, *président de la région Lorraine*, parle de 20 000 nouveaux emplois ; André Giraud, ministre de l'industrie, précise que l'objectif du gouvernement de M. Barre est de *« ne pas créer de nouvelles situations de chômage d'ici à la fin de 1980 »*. Le 8 mars, les licenciements sont gelés pendant la durée des négociations, mais leur principe n'est pas remis en cause.

Ces mesures sont amplement commentées sur les ondes de la nouvelle radio libre mise en place à grands frais par la CGT : Radio Lorraine Cœur d'acier (LCA). Avec le concours de la CFDT, dont LCA respecte scrupuleusement les horaires de programmes, cette radio agit comme un puissant liant social. Aux studios installés à l'hôtel de ville, habitants, militants, responsables défilent et parlent, en direct. Le droit de réponse est une règle. Mais la radio sait aussi mobiliser plusieurs milliers de personnes en une demi-heure : dans les usines, les ouvriers, qui ont installé des haut-parleurs, l'écoutent en permanence. Le gouvernement tentera à deux reprises de brouiller ses programmes.

Le 23 mars, la « marche sur Paris » organisée par la seule CGT remporte un franc succès. Mais l'unité syndicale s'est fissurée. D'un côté le discours nationaliste et productiviste de la CGT, de l'autre le « réalisme » cédétiste. En face, un patronat inflexible et un Etat « actionnaire mais pas gestionnaire », dont le plan de restructuration anticipe les concessions à faire aux syndicats.

Elles sont annoncées le 6 avril : 2 300 emplois seront maintenus un an de plus, aux frais de l'Etat, bien entendu. La nouvelle est accueillie par une intensification de la lutte, à l'usine comme dans la rue : la grève est déclarée à Usinor Longwy. La direction réplique en mettant 1 200 salariés au chômage technique, sans indemnisations. A l'intransigeance gouvernementale marquée par l'envoi de nouvelles forces de l'ordre répond une nouvelle attaque du commissariat le 1er mai, la séquestration du patron d'Usinor le 7, une « descente de vitres » des banques ayant participé aux restructurations et une nuit d'émeutes le 17. Puis une certaine lassitude gagne une population essoufflée par cinq mois de combats.

LES résultats de la mobilisation ne sont pas négligeables : préretraite à cinquante ans avec de 84 % à 90 % du salaire, réduction d'une heure de travail pour les non-continus, embauche de 60 jeunes dans une cokerie, maintien provisoire de l'activité dans une autre, remise en cause de la suppression d'équipes à l'aciérie, préservation partielle de la ligne des hauts fourneaux, maintien jusqu'en 1981 de plusieurs trains.

24 juillet 1997. A l'annonce de la fermeture des usines JVC et Panasonic, et du train à fil d'Usinor, 2 000 personnes sont à nouveau descendues dans la rue. A l'entrée de la ville, une pancarte : *« Chômeur, c'est quoi ? Je lutte ! »*

P. R. et R. T.

AFFAIRES EN SÉRIE, ÉBRANLEMENT

En Belgique, l'« année

IL y a un an, le 20 octobre 1996, trois cent mille personnes participaient à la Marche blanche sur Bruxelles *« pour les enfants* [assassinés], *la vérité et la justice »*. L'affaire Dutroux-Nihoul encourageait d'autres enquêtes sur l'assassinat du dirigeant socialiste André Cools ou les crimes des « tueurs du Brabant ». Et le « mouvement blanc » galvanisait les luttes sociales, de Renault-Vilvorde aux Forges de Clabecq. Au temps des espoirs succédera celui des désillusions. Enquêtes entravées, défaites ouvrières. Sur fond de crise nationale, la Belgique s'interroge.

Par JEAN-MARIE CHAUVIER *

« Bruxelles, ma belle, je te reviens », dit la chanson de Dick Annegarn, qui a trahi *« Paris névrose »* pour *« Bruxelles abrutie »*. Qu'il se rassure : la névrose a pris le train, la « belle » n'est plus au bois dormant. L'« année blanche » a sonné le réveil, les têtes se relèvent – même les autruches les plus ensablées s'inquiètent. Que s'est-il passé ?

La « choc Dutroux », dit-on, l'effroi, l'émotion. Et les questions (1). La prise de parole. Réputés n'articuler que « rouspétances », ou ne résister que par la fuite et les ruses à la Schweik (2), les « petits » Belges ont repris le chemin de Till Eulenspiegel : l'insoumission. L'exemple leur vient des parents d'enfants tués, qui osent demander des comptes à l'Etat et aux médias.

La perception, enfin, de la matérialité de réseaux criminels aux racines anciennes, aux ramifications politiques diverses. Un Michel Nihoul par exemple, affairiste complice de Dutroux, ouvre la (petite) porte d'un univers occulte auquel d'autres accès sont dévoilés. Le fil blanc de la saison 1996-1997 se noue donc au fil noir à remonter le temps : la trame d'une certaine Belgique en train de s'effilocher.

Le voyageur débarquant à Bruxelles peut, *de visu*, constater la déchirure bétonnée, de la gare centrale au quartier Nord et à son « Manhattan » en chantier depuis trente ans. C'est ce que des urbanistes ont appelé la « bruxellisation » d'une ville. Cette sauvagerie immobilière, un homme politique la symbolise : M. Paul Vanden Boeynants, dit VDB, qui fut bourgmestre de Bruxelles, ministre de la défense et chef du gouvernement, mais aussi dirigeant de la droite musclée du Parti social-chrétien (PSC) – le Centre politique des indépendants et cadres (Cepic), pépinière de futurs cadres où l'ami baron Benoît de Bonvoisin arrosait l'extrême droite (3), au sein de laquelle sévissaient le fascisant Front de la jeunesse (ancêtre du Front national), la revue et les clubs du très raciste *Nouvelle Europe Magazine*, le néo-nazi *Westland New Post (WNP)*, leurs artificiers et champs de tir.

L'épisode ne serait que péripétie tragique – avec meurtres et « suicides » – si des agents des polices du royaume (Sûreté de l'Etat, brigade spéciale de recherche [BSR] de la gendarmerie, renseignements militaires) et même quelques hauts gradés de la gendarmerie ne s'étaient inscrits dans cette mouvance. Laquelle, en outre, croise les milieux de trafiquants d'armes et, bientôt, les « tueurs du Brabant ». En ce temps-là, M. Nihoul, qui deviendra plus tard *« informateur codé de la gendarmerie (4) »*, est déjà réputé organisateur de « parties fines » qui, selon des spécialistes, *« ont une fonction précise (...). Des personnes "que l'on connaît" organisent, à l'occasion de ces dîners bien arrosés et diversement "agrémentés" de chair fraîche, leurs contrats d'affaires, et plus particulièrement d'armements. Grâce aux situations scabreuses où sont placés les participants, on met en place des réseaux de chantage. Ils sont à l'œuvre aujourd'hui, très efficaces dans l'étouffement des enquêtes en cours. »*

* Journaliste, Bruxelles (avec la collaboration d'Annick Louviaux).

Le contexte des années 70 et 80 est propice à cette mouvance. Le commandement de l'OTAN en Europe, le Shape, ayant élu domicile en Belgique, la Central Intelligence Agency (CIA) s'inquiète d'un dispositif sécuritaire belge où sévissent des Dupond et Dupont anachroniques. Elle le fait savoir au patron de la Sûreté belge, M. Albert Raes. Les autorités, mais aussi le réseau anticommuniste Gladio (5) doivent plancher sur cette faiblesse du « flanc belge », réputé plaque tournante de l'espionnage soviétique. Par ailleurs, l'après-mai 68 est jalonné de manifestations de masse d'étudiants et de lycéens, de marches pour le Vietnam, d'émeutes de métallos wallons et des plus vastes mobilisations « antimissiles » d'Europe occidentale. C'est l'époque où un autre ami de VDB, le général Robert Close, voit les Russes *« en quarante-huit heures sur le Rhin »*.

La deuxième vague d'« affaires » est très violente. De 1983 à 1985, des tueries dites aveugles, en partie avec des armes de guerre, à la sortie de grands magasins de la périphérie bruxelloise (Brabant), font vingt-huit morts. La commission parlementaire de 1988-1990 retiendra, entre autres, l'hypothèse d'une déstabilisation à l'italienne. Celle de 1997, qui a de réels pouvoirs d'enquête, confirme l'implication de milieux policiers. Mais elle piétine face à plusieurs énigmes.

A la même période, des affaires de trafics d'armes, d'œuvres d'art et de drogues, en partie avec les mêmes protagonistes, font d'autres victimes. D'octobre 1984 à décembre 1985, un groupe ultragauche, les Cellules communistes combattantes (CCC), commet vingt-cinq attentats à l'explosif contre des objectifs de l'OTAN et assimilés. Longtemps impunis, leurs meneurs sont finalement jugés et jetés en prison : leur libération conditionnelle vient d'être refusée, et leur affaire est (curieusement) dite classée. L'épisode a servi de prétexte à un renforcement sensible de la gendarmerie.

La troisième série noire survient au tournant des années 90 : financements occultes des partis *via* des contrats d'armement (Agusta-Dassault) et autres scandales politico-financiers, avec en point d'orgue l'assassinat, le 18 juillet 1991, d'André Cools, ancien vice-premier ministre et président du Parti socialiste (PS). Les soupçons s'orientent vers des dirigeants de ce dernier. Mais on ne peut plus exclure une nébuleuse politico-mafieuse plus large.

C'est alors qu'émerge Marc Dutroux, « monstre » d'exception et pion ordinaire d'un système où il prend place et fonction, au moins dans les réseaux de vol de voitures et de prostitution, le commerce d'enfants n'étant encore qu'une hypothèse plausible...

La Belgique de l'été 1996 est comme circonscrite dans un triangle de la mort. Au nord, la région liégeoise, fief de la mafia qui a abattu André Cools et foyer des petites Julie et Melissa, disparues en juin 1995. A l'ouest, le Brabant et ses tueurs, le bas Ixelles, une des dix-neuf communes de Bruxelles, d'où a disparu, en août 1992, la petite Marocaine Loubna Benaïssa. Au sud, le pays de Charleroi, les fosses de Dutroux, où l'on retrouve, en août-septembre, les cadavres des deux Liégeoises et de deux adolescentes du Limbourg flamand, Ann et Eefje. Liège-Charleroi : le sillon noir de la sidérurgie wallonne, pays des fers corrodés et des aciers refroidis, des trafics de clandestins du tiers-monde, où les frères Dardenne tournent alors leur *Promesse*.

C'est le 20 octobre 1996 qu'a lieu le jaillissement de vie, subit et puissant, incompris et dérangeant : la Marche blanche. Trois cent mille, *« pour les enfants »*, sans slogans ni encadrement, sans un cri et sans incident, foule immense qui piétine et rêve, surprise d'elle-même. D'où vient tant de ferveur ? Les parents des victimes ont dit « non » aux aboyeurs d'échafauds, et même à la pétition pour le retour aux peines incompressibles que plus de deux millions de Belges ont signé. Il est vrai que l'effet Dutroux est déjà perceptible dans l'arrêt des libérations conditionnelles, le surpeuplement aggravé de prisons où les conditions de détention empirent d'année en année.

La Marche, c'est aussi la vraie fin des « vacances » du pouvoir, du roi et du premier ministre Jean-Luc Dehaene, du « quartier libre » aux rebelles et à leurs fervents appuis médiatiques. Il y a de quoi inquiéter en haut lieu. D'abord, le charisme de ces parents-dirigeants improvisés qui ne s'en laissent pas conter : loin de se confiner dans l'émotion, les Russo (Melissa), Lejeune (Julie), Marchal (Ann), Nabela Benaïssa (la sœur aînée de Loubna) se mêlent de la raison d'Etat. Ensuite, non moins redoutables, ces magistrats de Neufchâteau et leurs gendarmes, « sauveurs d'enfants » et enquêteurs musclés. Le procureur du roi Michel Bourlet a glacé ses pairs d'une petite phrase assassine : *« Si on me laisse faire... »* Le juge Jean-Marc Connerotte, a écrit au roi pour dénoncer la pénétration de l'Etat par le crime organisé.

Son dessaisissement, le 14 octobre, par la Cour de cassation à la suite d'un dîner avec des victimes, preuve évidente de *« partialité »* (6), servira de détonateur. Dès le lendemain, des dizaines de milliers d'ouvriers en grève et de jeunes déferlent dans les rues, en Flandre comme en Wallonie. Les ouvriers de Volkswagen occupent les escaliers du palais de justice de Bruxelles : *« Que comprennent-ils à la justice ? »*, osent demander, lors d'un micro-trottoir, des étudiants en droit de l'Université libre de Bruxelles (ULB). *« C'est la justice des riches qui a frappé*, dit un délégué de Volkswagen. *Ça ne peut plus durer. »*

L'irruption du mouvement ouvrier sur ce terrain inhabituel a surpris les dirigeants syndicaux, plutôt réticents. L'un des leurs, M. Albert Faust (7), était aux rendez-vous blancs et rouges : *« C'étaient de vraies grèves spontanées, pas sauvages. Des réactions civiques : des ouvriers ont versé une heure de salaire. J'ai pris part à la Marche, après avoir hésité. Dans les syndicats, les sentiments étaient divers, plutôt sympathiques. Certains voulaient y aller avec des drapeaux rouges et même fournir un service d'ordre. »*

Les parents, eux, refusaient toute récupération. Ainsi avaient-ils écarté les partisans, au rouge trop déclaré, du Parti du travail (marxiste-léniniste). Une « prophylaxie » souhaitée par la gendarmerie. L'extrême droite, annoncée, ne s'est pas montrée.

Médias : la règle et l'exception

LES médias sont constitutifs de l'« année blanche ». Les parents, l'opinion y ont trouvé un appui tardif, mais décisif. Les critiques n'ont pas manqué, souvent justifiées : surenchère dans l'émotion, voyeurisme morbide, course à l'Audimat. Y a-t-il autre chose à signaler ? Absolument. Cette fois, l'analyse de Pierre Bourdieu est démentie : les faits divers n'ont pas fait diversion (1).

Les télévisions ont été le lieu de vrais débats. Des quotidiens comme *De Morgen* (à gauche) et *La Libre Belgique* (à droite), des magazines populaires comme *Télé Moustique* et *Le Soir illustré* ont porté l'investigation et l'exigence démocratique. Particulièrement engagé, le rédacteur en chef adjoint de *Télé Moustique*, Michel Bouffioulx, assume ce *« journalisme civique »*, qui engage son *« intégrité personnelle »*, ne peut s'incliner face aux *« abus du pouvoir »*. Il n'a pas attendu *« la surmédiatisation des parents »* pour les soutenir, alors qu'ils traversaient le désert.

Des critiques disent le danger de ce journalisme en phase avec l'opinion, « consensuel » et « conformiste ». Pourquoi ne pas remarquer que les médias habituellement en phase... avec le pouvoir ne l'étaient précisément pas, en Belgique, pendant les premiers mois de l'année blanche ? Il faudrait savoir ce qui dérange le plus : la règle ou l'exception ?

J.-M. Ch.

(1) Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Editions Liber - Raisons d'agir, Paris, 1996.

Fantasme ou réalité ?

L'INSOUMISSION des parents fait école. Les ouvriers des Forges de Clabecq et de Renault-Vilvorde, en grève contre les menaces de fermeture et de licenciement, vont se sentir des ailes. Le 2 février 1997, cinquante mille personnes (dont les parents Russo-Lejeune) marchent pour l'emploi à Clabecq. « Après la justice, l'emploi », titre *La Libre Belgique*. Et le quotidien conservateur d'évoquer *« le chœur rougeoyant d'une révolution sociale espérée »*. D'autant que ceux de Vilvorde se transforment en *« laboratoire des euroluttes »*.

Présidés par le libéral flamand (VLP) Marc Verwilghen, les travaux de la commission parlementaire d'enquête Dutroux-Nihoul (CPE) sont retransmis en direct à la télévision belge francophone, une des deux chaînes publiques. Ecologistes et socialistes y jouent un rôle moteur. Leurs révélations, d'octobre 1996 à avril 1997, « stupéfient » : enquêtes bâclées ou sabotées, témoignages négligés, suspects non inquiétés parce qu'indicateurs de police, rétention d'informations dans le cadre des enquêtes parallèles de la gendarmerie, guerre des polices et des juges, pauvreté des moyens mis en œuvre, incroyable désinvolture avec les parents.

Eloquence du cas Dutroux : condamné pour viols « atroces » et séquestrations en 1989, libéré en 1992 par M. Melchior Wathelet, ministre social-chrétien de la justice, il se livre à d'autres agressions, recrute les ravisseurs d'enfants, creuse des caches souterraines – des rapports policiers qui en faisaient état dès 1993 et 1995 restent sans suite.

Eloquence de l'enquête initiale (1992) sur la disparition de Loubna Benaïssa : pour la déclarer, le père *« fait la file comme pour la perte d'un portefeuille »*, le procès-verbal de la police est glissé dans le courrier du parquet deux jours après les faits, l'affaire est suivie par une assistante de police communale, la police judiciaire n'intervient que dans des relations « fonctionnelles » avec la famille, dissuadée de prendre un avocat. Des chiens pisteurs ne sont pas utilisés, *« ils sont en vacances »*. Pas d'enquêtes de voisinage systématiques. Pas de désignation d'un juge d'instruction qui aurait pu mener perquisitions et confrontations. Pas de vérification des alibis des suspects. L'un d'eux, Patrick Derochette, se révélera être l'assassin. L'enquête dure effectivement six semaines, avec trois magistrats successifs. Elle sera reprise quatre ans plus tard... à Neufchâteau.

Simultanément, deux autres commissions parlementaires d'enquête sont à l'œuvre : sur les tueurs du Brabant, et sur le Rwanda, où le massacre, aux premiers jours du génocide, le 7 avril 1994, de dix paras belges de la mission des Nations unies, la Minuar, amène à poser des questions *« et à ne pas y répondre*, observe Pierre Galand, président du Centre national de coopération au développement, *sur les liens de la démocratie chrétienne flamande (CVP) et internationale ainsi que du Vatican avec l'ancien régime génocidaire »*. Coïncidence : en 1997 aussi, des parachutistes belges, accusés d'avoir torturé des enfants en Somalie, sont acquittés : leur compagnie a pris part au défilé de la fête nationale, le 21 juillet dernier.

D'une commission et d'une enquête à la suivante, on observe des constantes. Une piste chasse l'autre. Les accusés et suspects se succèdent au gré des luttes que se livrent clans policiers, judiciaires et parfois politiques. L'absence de preuves concluantes est aussi récurrente que les constats d'entrave et de détournement d'enquêtes, de pistes ne menant à rien (les tunnels de Jumet et les milieux satanistes dans l'enquête Dutroux, par exemple), d'implications de policiers et de magistrats dans des affaires criminelles, de destructions de documents-clés, d'intimidations, de menaces, d'agressions, parfois mortelles, envers protagonistes, témoins et investigateurs. Accablantes pour tous les services policiers et judiciaires concernés, votées à l'unanimité, les conclusions de la commission Dutroux-Nihoul paraissent annoncer, à la mi-avril 1997, un séisme politique. Il n'aura pas lieu.

C'est que la « vague blanche » se heurte à de solides brise-lames. Magistrats, juristes, intellectuels d'institutions assurent haut et fort que la démocratie est en péril. Maître à penser du droit à l'Université libre de Bruxelles (ULB), le professeur Marc Uyttendaele est la figure de proue de la résistance au « totalitarisme blanc ». Côté Université catholique de Louvain (UCL), on remarque les positions très différentes du constitutionnaliste Francis Delperée (8) et de la juriste Françoise Tulkens.

Les parents ? On les admire *« pour leur courage et leur modération »*, mais *« un certain nombre de choses leur échappent »*, affirme M. Jean Defraigne, ancien ministre libéral et juriste, pour qui *« il faut faire en sorte que certains qui ont un rôle, mais aucune responsabilité, cessent de faire des déclarations à tort et à travers »*. Les transmissions publiques de la CPE sont mises en cause.

En décembre 1996, un Appel de cent trente-cinq intellectuels de renom s'inquiète du *« lynchage politique »*. Le vice-premier ministre socialiste francophone, M. Elio Di Rupo, qui ne fait pas mystère de son homosexualité, est alors en passe, n'était la ferme réaction du gouvernement, de tomber sous l'accusation de pédophilie. Chasse aux sorcières ? Il s'agit d'un dossier monté sur de faux témoignages, à l'instigation de milieux policiers et judiciaires. L'opération est relayée par la presse de droite flamande et les libéraux – flamands comme francophones –, sans doute pour déstabiliser le gouvernement.

Sous couvert de dénoncer le *« règne de la rumeur »*, certains contestent la notion même de « réseaux » et « protections ». Aux dires d'un connaisseur, M. Paul Vanden Boeynants : *« C'est de la foutaise ! Il n'y en a pas (9) ! »* L'hebdomadaire satirique *Pan*, qu'il dirige, s'acharne contre les *« jugements outran-*

(1) Lire Jean-Marie Chauvier, « En Belgique, "affaires" et crise de régime », *Le Monde diplomatique*, octobre 1996.

(2) Cf. Pierre Ansay, *L'Homme résistant*, EVO, Bruxelles, 1995.

(3) Les dérives malencontreuses de ce parcours financier et l'abandon de ses anciens amis ont, en 1997, mené le « baron noir » aux oubliettes de la prison, dans l'indifférence générale.

(4) Rapport de la commission d'enquête parlementaire « Dutroux, Nihoul et consorts », 14 avril 1997, p. 187.

(5) Lire François Vitrani, « L'Italie, un Etat de "souveraineté limitée" », *Le Monde diplomatique*, décembre 1990.

(6) Lire Dominique Moreau et Michel Petit, *Le Juge Connerotte*, Editions Luc Pire, Bruxelles, 1997.

(7) Président du Syndicat des employés, techniciens et cadres (Setca) et ancien président de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) de Bruxelles.

(8) Lire l'ouvrage collectif intitulé *L'Affaire Dutroux*, Complexe, Bruxelles, 1997.

(9) *La Dernière Heure - Les Sports*, Bruxelles, 23 juillet 1997.

هكذا من الأصل

E, ÉBRANLEMENT

l'« année

DE L'ÉTAT, SOCIÉTÉ TROUBLÉE

blanche » vire au gris

JAMES ENSOR. – « Peste dessous, peste dessus, peste partout » (1904)

DR

ciers » des parents. A un autre pôle, démocrate et libéral, le célèbre chroniqueur judiciaire Philippe Toussaint parle de *« fantasmes »*. On veut la vérité *« avec tant de force qu'on devrait presque finir par l'inventer* (10) *»*.

Et les nombreux témoignages ? *« On cherche à* [les] *étouffer,* assure Me Laurent Arnauts, avocat des Benaïssa et d'autres victimes. *Pourquoi décider à l'avance qu'il n'y a rien à découvrir ? Les vérités que l'on traque, que l'on devine, sont difficiles à faire éclater, et pas seulement par manque de preuves* (...). *Vous savez qu'il y a des magistrats, des témoins menacés, agressés, des "accidents" étranges. Les bonnes volontés de gens bien placés pour aider les enquêtes sont parfois très entravées, on exerce des pressions de toutes sortes, on tente de déstabiliser les gens, voire de les "psychiatriser" comme dans les régimes totalitaires. »*

Un spectre hante les élites : le « populisme ». Philippe Toussaint dit redouter, *thème récurrent de l'extrême droite*, le « coup de balai » à la Degrelle (11) – le chef rexiste et futur Gauleiter nazi Léon Degrelle entendait *« balayer les pourris »*, comme le Vlaams Blok aujourd'hui. Le professeur Claude Javeau impute aux contestataires, y compris d'extrême gauche, l'opposition chère à Charles Maurras entre « pays réel » et « pays légal », tout en concédant que le mouvement ne comporte pas d'antisémitisme, *« du moins pas pour l'instant* (12) ». Elégante insinuation, qui rejoint le propos d'Alain Finkielkraut sur la mobilisation en France contre les pédophiles : selon lui, *« la marche blanche qui déferle »* pourrait bientôt viser *« à tour de bras les hommes politiques, les financiers et les Sages de Sion* (13) *»*.

Des intellectuels classés à gauche ne sont pas moins énervés : « Du blanc jusqu'à la nausée », titre l'éditorial d'une de leurs publications. Les clivages entre intellectuels épousent partiellement ceux de la société : le monde laïque et franc-maçon est plutôt réservé face au phénomène blanc, le monde chrétien plus ouvert (14). Ils tiennent aussi à l'évolution d'une certaine intelligentsia post-soixante-huitarde, assagie et rangée. Le sociologue Felice Dassetto observe la méfiance de ces *« élites cooptées »* envers les expressions populaires autonomes, leur incapacité de penser *« les événements collectifs. A savoir les moments où la question pour les individus n'est plus (seulement) de trouver du sens pour soi, mais de trouver et de faire du sens pour tous »*. Parenté de l'année blanche et du décembre 1995 français...

Parmi les grandes voix laïques à contre-courant, il y a celle d'Isabelle Stengers, *écrivant en préface à La Crise blanche* (15) : *« Les victimes, lorsqu'elles sont reconnues, demandent des comptes, compliquent les situations, contrecarrent les routines ; il faut les "psychologiser", les plaindre, mais les amener à penser qu'elles sont d'abord victimes d'elles-mêmes. »* Les parents que l'on a poussés dans cette voie, et *« qui savaient que ce qui se passait n'était pas normal »*, n'ont pas voulu *« se calmer. Ils ont résisté. »* Et la célèbre philosophe des sciences (16) de ponctuer, lyrique et physicienne : *« Le blanc résulte de l'addition de toutes les couleurs de la lumière* (17). *»*

Le 8 mars 1997, au parc du Cinquantenaire à Bruxelles, entre les arbres décharnés, vingt mille têtes, blondes et brunes, ou blanches – les foulards – sont tournées vers la Grande Mosquée. C'est l'hommage à la petite Loubna Benaïssa, retrouvée au fond d'un garage, à Ixelles, à deux pas de chez elle. Avant l'inhumation à Tanger, la prière musulmane prend ici les allures d'un meeting laïque pour la justice. Le lendemain, le débat public est relancé, avec le concours du premier ministre M. Jean-Luc Dehaene, sur le droit de vote aux immigrés.

l'année blanche ne peuvent être effacées. Elles se projettent déjà dans l'avenir. Mais, à plus brève échéance, les parents avaient espéré un « relais citoyen ». Il n'est pas venu. Que faire sans les syndicats, le monde associatif, les intellectuels ? Ne se heurte-t-on pas, une fois encore, au système belge de compromis et de clientélisme paralysant l'initiative sociale ?

« Les syndicats ne se sont pas sentis interpellés, pense M. Albert Faust. *Mais les retombées existent : l'idée d'un projet de société est à nouveau dans l'air. »* Les enseignements des défaites sociales ? *« C'est la fin du mythe de la résistance locale. Elle doit être européenne. Quant à nous, syndicalistes, la question est : notre job est-il celui de secouristes ? Sommes-nous condamnés à l'accompagnement de la mort sociale ? »*

Le pouvoir d'Etat, lui, ne peut se permettre d'« accompagner la mort ». D'urgence, il doit se réformer. *« La crise,* dit M. Xavier Mabille, *atteint le cœur de l'Etat, la justice et l'appareil policier, autrement dit l'exercice de la force publique. »* Délabrée, la justice sera donc financièrement réoxygénée. On la souhaite « de proximité » envers les victimes, encore que des magistrats redoutent la « promiscuité » (19) : c'est le projet Franchimont (20).

Le gouvernement fourbit un double arsenal, policier et législatif. C'est d'abord le projet de « police unique » ou intégrée, très controversé, soutenu par le ministre de l'intérieur Johann Vande Lanotte, proche de l'état-major de la gendarmerie. Quant au ministre de la justice Stefaan De Clercq (CVP), pour *« démanteler les structures criminelles »*, il a fait voter discrètement, le 2 juin 1997, à la Chambre, une modification des articles 132 et suivants du code pénal. Il s'agit de s'attaquer aux groupes agisssant *« pour obtenir des avantages patrimoniaux ou influencer le fonctionnement d'autorités publiques ou d'entreprises publiques ou privées »*, que leur objectif soit la *« réalisation de profits »* ou la *« déstabilisation de l'Etat »*. Sont visés au même titre les *« groupes extrémistes »* et les terroristes *« à finalité politique »*, y compris *« internationaux »*. Peuvent être incriminées les personnes qui *« participent »* aux agissements du groupe criminel, fût-ce dans le cadre d'activités ou de structures *« licites »*.

Mais qu'est-ce qu'un *« groupe extrémiste »* ? Des syndicalistes comme ceux de Clabecq ou Vilvorde, des partis de gauche, des comités blancs trop remuants, des réfugiés politiques pourraient-ils être inculpés ? L'avocat Georges-Henri Beauthier s'insurge : *« Cet habillage juridique va servir à ficher et surtout à faire pression sur quiconque afin qu'il abandonne ses velléités de contestation. La loi veut punir jusqu'à l'intention. »*

Paradoxalement, la gendarmerie, l'une des institutions les plus critiquées par la CPE, sort renforcée des affaires, alors que ses *« violations caractérisées de la loi et du code pénal »* appelleraient *« une procédure pénale, un procès public plutôt que des poursuites disciplinaires à huis clos »*. Et l'avocat, administrateur de la Ligue des droits de l'homme, d'ajouter : *« La commission a été créée pour calmer l'opinion. Le pouvoir est loin du compte, d'autant que les vraies questions restent sans réponse. Quelles priorités donner à la politique criminelle : s'acharner en traquant les détenteurs de drogues douces jusqu'à quadriller une société d'informateurs, de provocateurs, ou réprimer ceux qui mettent la dignité, la vie des gens et donc des enfants en péril ? Quel accès à la justice, quand on sait que* (...) *la plupart des parents des enfants violés, tués dans des conditions effarantes, n'ont pas pu assurer leur défense, connaître le dossier, faute de moyens financiers ? Quel contrôle démocratique exercer sur des forces de police* [qui] (...) *s'aident d'indicateurs jouissant, comme dans l'affaire Dutroux, d'une redoutable impunité ? Faut-il rappeler que tous les protagonistes dans cette affaire étaient, à tout le moins, des indicateurs ? »* Y compris Dutroux...

« L'attitude qu'adopte M. Dehaene à l'égard de la Commission [parlementaire] *le rend complice des protections »*, déclare M. Marc Verwilghen, son président, (21). De fait, à la mi-septembre 1997, les enquêtes judiciaire et parlementaire sont brusquement déstabilisées : la première par la gendarmerie qui lui retire sept enquêteurs, et par des médias qui jettent le doute sur des témoins *« mythomanes »* ; la seconde, par la haute magistrature et l'avocat Marc Vyttendaele, qui lui reproche d'être *« le camion-balai de Neufchâteau »*. L'opinion n'en est que plus déboussolée. D'ouvertures en crispations, de promesses en menaces, d'espoirs en désillusions, l'année blanche vire au gris. Les forces de réaction n'ont pas pour autant les moyens d'une « normalisation ».

JEAN-MARIE CHAUVIER.

Un arsenal législatif et policier

C'EST le dernier flux de la vague citoyenne. Vient le temps des défaites... Elles s'inscrivent sur fond de débat sociétal chaotique et convulsif. Le bilan « affectif » et sexuel de cette année éprouvante est rien moins que positif. Les enfants sont agressés, moins par les pédophiles que par le défilé des images macabres sur les petits écrans. Les Dutroux-Derochette ont, avec les raviveurs de flammes de l'ordre moral, ranimé l'épouvantail du « sexe sale ».

La chasse aux pédophiles se mue en tracasseries envers homosexuels et autres « déviants », comme le constate Mme Griet Proost, animatrice d'un centre SOS-Enfants à Anvers, qui n'en est pas moins adepte du mouvement blanc et d'une répression des violences sexuelles. Des centres médico-sociaux bruxellois s'inquiètent de la « judiciarisation » de situations de maltraitance, qui relèvent d'une *« approche psychothérapeutique et sociale »* complexe. *« Au lieu d'améliorer le système d'aide publique,* constate la pédopsychiatre Catherine Marneffe, *on encourage suspicion et délation. »*

La hantise d'une régression a dominé, fin avril 1997, le colloque d'un des centres pionniers de l'éducation sexuelle et du planning familial, Aimer à l'ULB. Pour son fondateur-directeur, M. Marc Abramowicz, la pédophilie sadique est, après le sida, *« le deuxième choc associant le sexe et la mort »*, désarmant pour une démarche émancipatrice qui doit pourtant être poursuivie. *« Nous sommes pris dans une contradiction,* ajoute le psychologue, *entre notre option de libération sexuelle et sa perversion par le libéralisme marchand. »* Or le prétendu ordre moral peut aller de pair avec un surcroît *« de machisme et de brutalité envers les femmes et les enfants, tels que les cultive le marché de la pornographie »*.

Dans la foulée de la réaction puritaine, des psychiatres dénoncent tantôt le projet d'une loi abaissant la majorité sexuelle de seize à quatorze ans (*« invitation au viol »*, assurent-ils), tantôt les relations intergénérationnelles (18). Les discours lénifiants sur la protection de l'enfance n'empêchent que l'on décourage puéricultrices et enseignant(e)s à coups de restrictions budgétaires.

L'argent-roi, l'ordre marchand *« qui massacre les emplois et les enfants »*, les maltraitances « des petits et des grands » ont été globalisés par les ouvriers des manifestations d'octobre, les parents ralliés à la Marche pour Clabecq, les comités blancs. Le rapport de la CPE relève le traitement de faveur dont bénéficient, en cas d'enlèvement, les enfants de milieux *« à haute visibilité sociale »*. Qui donc parlait de « justice de classe » ?

Mais, de ces perceptions diffuses à un projet de société cohérent, il y a de la marge. Certains militants des comités blancs tentent de la combler. Pour l'un de leurs coordinateurs, M. Frédéric Lavachery, le mouvement se dresse contre *« toutes les formes de sujétion »* et met en œuvre une *« pédagogie de la résistance individuelle et collective »*. Il est donc moins question d'*« adéquation des institutions à l'image que la démocratie se fait d'elle-même que de la nature même de la démocratie »*. Travail à long terme, révolution culturelle menée par des gens très motivés : les traces de

(10) *Journal des procès*, Bruxelles, 7 mars 1997.

(11) *Journal des procès*, 1er novembre 1996.

(12) *Journal des procès*, 27 juin 1997.

(13) *Le Monde*, 25 juin 1997.

(14) A titre d'exemples d'analyses nuancées : l'ouvrage collectif louvaniste *La Société indicible*, dont un texte de Felice Dassetto, Editions Luc Pire, Bruxelles, 1997, et les articles de *La Revue nouvelle*.

(15) Alain Tondeur, *La Crise blanche*, Editions Luc Pire-Léon Lesoil, Bruxelles, 1997.

(16) Auteur (avec Ilya Prigogine) de *La Nouvelle Alliance*, Gallimard, Paris, 1979, et de la série d'ouvrages intitulée *Cosmopolitiques*, La Découverte, 1997.

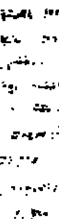
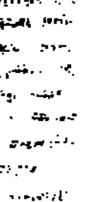
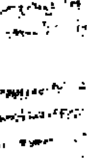
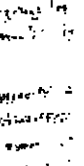
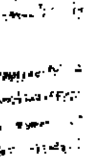
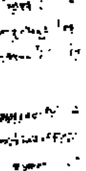
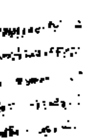
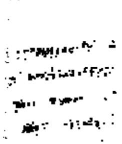
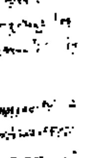
(17) Alain Tondeur, *op. cit.*

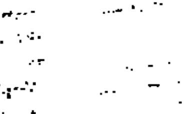
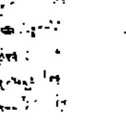
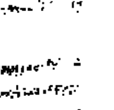
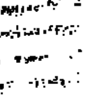
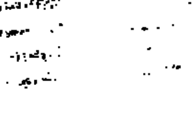
(18) Lire Irène Kaufer, « L'enfant de Bohème et le petit navire » dans le bimestriel *Politique*, avril-mai 1997, Editions Luc Pire, Bruxelles.

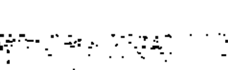
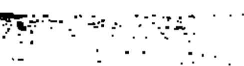
(19) Lire l'entretien avec le juge Christian Panier, de l'Association syndicale de la magistrature, dans *Les Cahiers marxistes*, juin-juillet 1997.

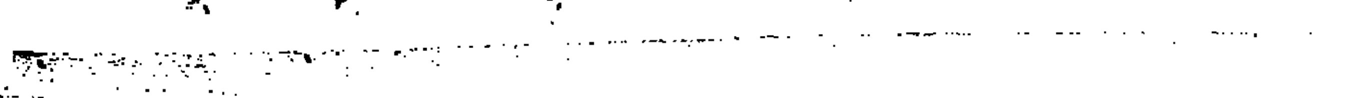
(20) Il accorde aux victimes « parties civiles » les *mêmes droits (accès au dossier) qu*'aux inculpés, mais à l'exception des « mini-instructions » que pourront mener les procureurs du roi, dont les pouvoirs dans l'instruction sont renforcés. La nomination et la promotion de magistrats devraient échapper aux lois de la partitocratie d'usage dans l'Etat et les services publics.

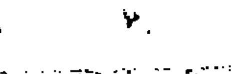
(21) *Télé Moustique*, Bruxelles, 13 août 1997.





CES INONDATIONS, BOUC ÉMISSAIRE DE LA CRISE

Le « miracle tchèque » sauvé par les eaux

CITÉ en exemple il y a encore quelques mois pour avoir su associer stabilisation économique et consensus social, le gouvernement tchèque a dû faire face, cette année, à une double crise, économique et politique. La chute de la couronne a failli entraîner celle du gouvernement. Paradoxalement, c'est aux inondations catastrophiques de l'été dernier que le premier ministre, M. Vaclav Klaus, doit de s'être relativement bien tiré de ce mauvais pas. Mais le malaise demeure.

Par MARIE LAVIGNE *

La Tchéquie a fait longtemps figure d'enfant modèle de la transition en Europe de l'Est (1). L'année 1997 s'était ouverte sous les meilleurs auspices. Le gouvernement de Prague pouvait se targuer d'une remarquable stabilité de la couronne depuis 1991, d'un déficit budgétaire quasi nul (0,1 % du PNB en 1996), d'une inflation passée sous la barre des 10 %, d'une croissance honorable (4,4 %) quoique inférieure à celle de la Pologne (6 %). Seul point noir : le déficit de la balance des paiements courants (8,6 % du PIB).

A ces acquis économiques s'ajoutait le maintien de la « paix sociale » : si la coalition au pouvoir semblait de plus en plus fragile et si sa popularité dans les sondages ne cessait de décroître, les conflits sociaux n'en restaient pas moins localisés – cheminots, médecins et, à un moindre degré, enseignants. Sans doute le faible taux de chômage (3,5 % en 1996) et la hausse continue des salaires réels (dans le public, 8 % par an depuis trois ans) expliquaient-ils ce consensus sans enthousiasme, mais sans explosions. Le premier ministre, M. Vaclav Klaus, pouvait donc à bon droit considérer son pays comme le mieux préparé à entrer dans l'Union européenne, et en même temps se donner le luxe du scepticisme quant aux avantages que la Tchéquie en retirerait (2).

Mais deux crises ont secoué le pays en six mois. La première, économique et politique, a conduit à une dévaluation de la couronne et à l'ébranlement de la coalition, qui ne s'est maintenue, le 10 juin 1997, que par une voix de majorité au Parlement. La seconde, climatique, a été l'inondation du siècle en Moravie et Bohême orientale. Paradoxalement, cette catastrophe aura sauvé le gouvernement, au moins pour quelque temps, en lui permettant de resserrer les rangs de sa majorité et en lui fournissant un excellent bouc émissaire pour les mesures d'austérité à venir. Mais le feu couve toujours.

Ministre des finances de la Tchécoslovaquie depuis 1990, premier ministre de la Tchéquie depuis 1992, M. Vaclav Klaus a modelé l'économie. Il s'est toujours recommandé du conservatisme néolibéral, fustigeant l'interventionnisme étatique et vantant les vertus du marché. Il a pratiqué une politique monétaire et budgétaire plus rigoureuse encore que ne le recommandait le Fonds monétaire international (FMI), au point de rembourser à celui-ci en 1994, par anticipation, une partie de l'argent prêté. La privatisation, ici, a été la plus massive de tous les pays d'Europe centrale et orientale.

Et, pourtant, la Tchéquie ressemble moins à la Grande-Bretagne de Mme Margaret Thatcher qu'à la France des années 90. L'Etat – comme régulateur, propriétaire et protecteur – y conserve un rôle important quoique minimisé. Et conservateurs et sociaux-démocrates se combattent sans qu'émerge une claire opposition dans leurs programmes.

La crise tchèque illustre-t-elle la faillite du libéralisme officiel qui a su stabiliser l'économie, mais non impulser sa restructuration, parce que le marché devait s'en charger ? Ou s'agit-il d'une crise de marché émergent à la mexicaine ou à la thaïlandaise ? Cette seconde hypothèse pourrait sembler crédible si l'on ne s'arrêtait qu'aux causes immédiates de la crise et à ses répercussions à très court terme.

Tout débuta, fin mai 1997, lorsque la couronne fut la cible d'attaques spéculatives venues de l'extérieur (fuite des investissements de portefeuille, déclenchée par les investisseurs américains et les banques européennes, notamment allemandes) et de l'intérieur (conversion en devises d'avoirs d'entreprises et, à un moindre degré, de ménages). La Banque centrale tenta d'enrayer la chute de la monnaie – apparue sur le marché de la couronne de Londres, plus important que celui de Prague ! – en augmentant ses taux d'intérêt et en dépensant en quelques jours 3 milliards de dollars afin de soutenir son cours (ce qui réduisit d'un quart ses réserves, tombées ainsi à 9 milliards de dollars). Après une semaine de résistance à la dévaluation, le 26 mai 1997, le gouvernement décida de laisser complètement flotter la couronne, qui baissa immédiatement de 10 %. Les Bourses d'Europe centrale reculèrent, et le zloty polonais faiblit.

Mais ces réactions ont été de courte durée. Après le vote de confiance du 10 juin dernier, la couronne s'est stabilisée ; l'indice boursier s'est redressé le 12 juin de 0,1 % (après avoir perdu 24 % depuis début mars). Entre mi-juin et fin août, le taux de change de la couronne est demeuré stable vis-à-vis du mark ; il s'est déprécié de moins de 7 % vis-à-vis du dollar. Il n'y a pas eu non plus d'effet durable de contagion. Bref, la Tchéquie n'aura pas été un Mexique est-européen.

Il faut donc en revenir à la première hypothèse. Devant les menaces sur l'équilibre économique, M. Klaus a donné la priorité à la stabilisation, c'est-à-dire à l'austérité. En témoignent les deux « paquets » de réformes engagées. A la mi-avril 1997, le gouvernement adoptait un programme d'urgence comportant une réduction des dépenses budgétaires, notamment une limitation à 7,3 % de la hausse des salaires dans le secteur public (soit moins que les 8 % d'inflation prévus) et une baisse des dépenses publiques d'investissement. Il prévoyait également des restrictions à l'importation de biens de consommation, jugée responsable de l'accroissement du déficit de la balance commerciale, par l'introduction d'un dépôt obligatoire de la contre-valeur de 20 % de ces importations dans un compte bloqué pour six mois, sans intérêt – une mesure levée en août 1997, devant les protestations de la Commission européenne. Le gouvernement « invitait » la Banque centrale à réduire ses taux d'intérêt pour stimuler la croissance. Enfin, il s'engageait à accélérer les privatisations, notamment dans le secteur bancaire, et à réguler le marché financier.



STÉPHANE DUROY/MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

UN MALAISE SOCIAL DIFFUS, MAIS BIEN RÉEL

Voilà bien les contradictions de la méthode de M. Vaclav Klaus. Le cabinet prône et pratique la rigueur. Cependant, il est préoccupé par la chute du taux de croissance : on tablait sur une progression du produit intérieur brut de 4,5 % en 1997 (sur la lancée de 1996), mais l'estimation était ramenée en avril à 2 %. D'où la demande d'un effort de relance faite à la Banque centrale, qui, quelques semaines plus tard, doit faire l'inverse pour soutenir la couronne. S'engager à accélérer les privatisations, c'est reconnaître que le jeu du marché n'y parvient pas spontanément. En acceptant l'idée que le marché financier doit être contrôlé, M. Vaclav Klaus abandonne une de ses convictions maîtresses : la nocivité de toute intervention correctrice à l'égard des mouvements et des opérateurs boursiers.

Après l'échec de ce premier « paquet » et l'annonce de la dévaluation, le premier ministre rend publiques, le 30 mai dernier, en même temps qu'un petit remaniement ministériel, des mesures d'austérité. Le soutien à la croissance n'est plus à l'ordre du jour. Et la cote de popularité du gouvernement dans les sondages passe de 35 % en mai à 22 % fin juin.

C'est alors que la nature offre un répit soudain au pouvoir. Les terribles inondations de juillet-août, qui frappent une bonne partie de l'Europe centrale, touchent l'est du pays. Les dommages sont estimés à 12 milliards de francs, que le gouvernement souhaite couvrir par un effort de solidarité nationale, avec un recours minimal à l'assistance internationale (sauf la réallocation de fonds, jusqu'ici non utilisés, du programme phare de la Commission européenne). Et le débat sur le budget 1998, qui s'annonçait difficile, est partiellement désamorcé.

L'« impôt inondation » ou la hausse de la TVA, envisagés début septembre, conjointement avec un gel des traitements dans le secteur public, seront plus facilement acceptés au nom de la solidarité. Le déséquilibre du budget, apparu pour la première fois depuis des années, sera mis au compte des circonstances exceptionnelles. Déjà, les sociaux-démocrates accusent les autorités de se servir du désastre naturel pour masquer son échec. A quoi le gouvernement, comme la présidence, répond que la réparation des dommages donnera un coup de fouet à l'économie et contribuera à la modernisation des campagnes.

D'ailleurs, l'appel à la solidarité nationale s'est soldé par un grand succès. L'« obligation inondation » – d'une durée de cinq ans et d'un taux d'intérêt garanti à 2,5 % au-dessus de l'inflation – émise en août devrait rapporter 1 milliard de francs. A la suite du président Vaclav Havel et de sa nouvelle épouse, Dagmar, premiers souscripteurs, les petits porteurs ont été si nombreux que les banques n'ont pu offrir assez de titres – il a fallu, pour satisfaire la demande, une émission supplémentaire début septembre.

Le « miracle tchèque » est-il pour autant sauvé ? Au-delà des péripéties persiste une profonde faiblesse micro-économique à laquelle le gouvernement de M. Vaclav Klaus n'a jamais voulu s'attaquer, puisque la micro-économie relève du seul marché. Mais les défaillances structurelles de l'économie pourraient-elles être surmontées par une autre politique ?

Accroissement des inégalités

LA privatisation par coupons a été réalisée sans transparence ni restructuration. Les principaux actionnaires des entreprises privatisées sont des investisseurs institutionnels, fonds d'investissement et banques. Derrière les holdings et les sociétés-écrans, il est impossible de savoir exactement qui en est propriétaire – même les journaux ne peuvent percer ce « secret ». La criminalité en col blanc reste très courante et peu contrôlée, comme l'ont montré les spectaculaires scandales bancaires de 1996. Dite *asset-stripping*, la vente des actifs de sociétés et le transfert des fonds à l'étranger se pratique à grande échelle. Et pourtant, jusqu'en avril 1997, M. Vaclav Klaus ne voulait pas entendre parler de régulation. Alors que, par exemple, pour les entreprises à participation étrangère, la pratique de prix de transfert élevés dans les achats au partenaire étranger réduit les profits déclarés à zéro...

Les entreprises privatisées sont fortement endettées – et, pour cette raison, sous le contrôle effectif des banques, dont la majorité du capital est encore détenue par l'Etat. L'absence de restructuration et le démantèlement physique de leurs avoirs entraînent une faible productivité de l'industrie. La dévaluation est donc peu susceptible de se traduire par une poussée des exportations. Mais elle a toutes chances d'alimenter la hausse des prix.

Rares sont toutefois les entreprises privatisées à faire faillite. La loi n'est pas appliquée. Les banques, principaux créanciers, ne déclenchent pas les dépôts de bilan. Et les procédures en cours s'enlisent souvent rapidement, car les curateurs sont très mal rémunérés. Voilà une illustration du « paternalisme honteux » pratiqué par le gouvernement. Par leur attitude conciliante vis-à-vis des entreprises, les banques – et donc l'Etat, qui, en dernière analyse, en fait les frais – permettent la survie des entreprises endettées, et par là même le maintien de l'emploi.

Y a-t-il un programme de rechange crédible ? Si le parti gouvernemental est divisé, la gauche n'est pas davantage unie. Les sociaux-démocrates ont besoin de l'apport de l'ex-Parti communiste, mais ils souhaiteraient plutôt conclure, le moment venu, une alliance avec les chrétiens-démocrates. Non seulement M. Milos Zeman, le chef du Parti social-démocrate (CSSD), manque de charisme, mais il est aussi autoritaire que son homologue conservateur, M. Vaclav Klaus – et tous deux évoluaient, sous l'ancien régime, dans les mêmes cercles économiques.

Que feraient les sociaux-démocrates en cas d'alternance ? Ils s'attaqueraient sans doute à la criminalité économique, une démarche populaire, mais pas nécessairement efficace, car il s'agit d'arrêter une fuite des capitaux de grande ampleur. Il leur faudrait proposer un programme de reprise à conséquences inflationnistes. Quant aux privatisations, on leur prête l'intention d'y mettre un terme, en tout cas s'agissant des grandes banques – les trois principales devraient prochainement passer au privé (3). Ils envisageraient même de renationaliser des entreprises au nom de la transparence : un grand nombre, on l'a vu, sont de facto sous le contrôle de l'Etat, *via* les banques. Reste à savoir si les sociaux-démocrates auraient les mains libres. M. Vaclav Klaus, très efficace chef de parti, a placé les hommes de son mouvement, le Parti démocratique civique (ODS), à tous les postes décisifs, y compris dans les entreprises privatisées. Cette nomenklatura « rénovée » résistera sans nul doute de toutes ses forces.

Ni le gouvernement ni l'opposition ne s'expriment sur le malaise social de la société tchèque. Plus diffus que dans d'autres pays en transition, celui-ci n'est pas moins réel. Ainsi, depuis 1989, le nombre des naissances a-t-il baissé de près d'un tiers. Le taux d'accroissement naturel de la population est négatif depuis 1994. C'est là le signe de l'inquiétude d'une partie de la société vis-à-vis de l'avenir.

De fait, les inégalités entre riches et pauvres s'accroissent. L'augmentation, au 1er juillet 1997, des prix de l'électricité, du gaz, du chauffage, de la redevance télé et des loyers représente, pour les ménages à bas revenus, une hausse de 25 % de leurs dépenses. Parallèlement, la dégradation des services de santé et d'éducation se poursuivra, sous l'effet des coupes budgétaires. Pour autant, une flambée de grèves est peu vraisemblable, étant donné la faiblesse économique croissante des professions concernées. En juillet, à la suite d'un conflit entre les assurances sociales et les médecins, ceux-ci ont commencé, pour la première fois, à faire payer leurs patients – ils ont finalement dû rendre cet argent sur injonction de l'Ordre, après la signature d'une convention plus acceptable pour eux avec le système de sécurité sociale. Les enseignants quittent l'enseignement public pour des activités plus rémunératrices. Certes, les syndicats de cheminots ont assuré que, si la privatisation annoncée se doublait de 17 000 licenciements, ils se lanceraient à nouveau dans la grève, mais l'échec de celle de l'hiver dernier a émoussé le militantisme...

La dégradation des conditions de vie et de travail des catégories modestes entretient les tendances xénophobes. Les premières victimes en sont les Tsiganes, dont l'intégration (très relative) sous l'ancien régime relevait de programmes sociaux désormais disparus. Souvent exclus de la nationalité tchèque (4), réduits au chômage pour 70 % d'entre eux, accusés de tous les actes de criminalité, les Gitans sont souvent la cible d'agressions inspirées par l'idéologie raciste du Parti républicain (SPR, extrême droite) de M. Miroslav Sladek. Rien d'étonnant, dès lors, si la diffusion, à la mi-août, par la télévision privée Nova d'une émission idyllique sur la vie de Gitans immigrés au Canada a provoqué une véritable ruée de familles prêtes à vendre leur peu de biens pour gagner cette « terre promise ». Et des municipalités n'ont pas hésité à offrir les billets d'avion permettant de se débarrasser de ces gêneurs. Pour sa part, le maire du plus grand arrondissement de Prague, M. Zdenek Klausner, envisageait de « *déporter hors des villes les populations asociales* (5) ».

Que la Tchéquie – avec la Pologne, la Hongrie, la Slovénie et l'Estonie – ait été choisie, à la mi-juillet, pour faire partie du premier cercle de pays est-européens admis à négocier leur adhésion à l'Union européenne n'a représenté, somme toute, qu'un événement mineur. Le gouvernement tchèque s'en tient, depuis longtemps, à la position selon laquelle le pays est prêt à entrer dans l'Union, mais que celle-ci n'est pas vraiment prête pour l'élargissement. Bruxelles l'a invité à améliorer la transparence de ses marchés financiers ainsi qu'à assurer plus de clarté dans la gestion des sociétés privées.

Après la « catastrophe-miracle », d'où pourrait venir le péril pour le gouvernement ? Certes, la population n'a pas le moral, et les coûts de la transition s'avèrent de plus en plus lourds. Nombreux sont, pourtant, ceux qui profitent encore du cours néolibéral. Quant aux autres, ils sont habitués, au pays du brave soldat Schweik, à encaisser les coups durs avec une ironie triste.

* Directeur de recherches à l'Institut de sciences mathématiques et économiques appliquées, Paris.

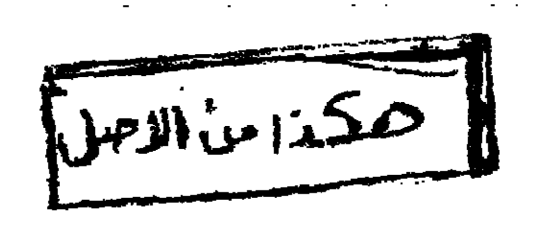
(1) Lire Jean-Yves Potel, « Epreuve sociale pour le miracle tchèque », *Le Monde diplomatique*, octobre 1995.

(2) Lire Karel Bartak, « Querelles de procédure et enjeux stratégiques », *Le Monde diplomatique*, octobre 1996.

(3) Il s'agit de la Caisse d'épargne, de la Banque commerciale et de la Banque de commerce tchécoslovaque.

(4) Un grand nombre de Tsiganes sont d'origine slovaque. Nombre d'autres, bien que Tchèques, se voient refuser la citoyenneté sur la base de leur casier judiciaire.

(5) *Le Monde*, 16 août 1997.





TÉMOIGNAGE

ISRAËL FACE AU TERRORISME

« Bibi, qu'as-tu fait ? »

Par NOURIT PELED-ELHANAN,
professeur à l'université de Jérusalem (département éducation)

L'attentat du 4 septembre, rue Ben-Yéhouda, à Jérusalem, a fait huit victimes. Parmi celles-ci, Smadar Elhanan, une adolescente de quatorze ans. Cruel paradoxe : son grand-père, le général Mattityahou Peled, un des artisans de la victoire-éclair d'Israël en 1967, devenu pacifiste, comptait parmi les pionniers du dialogue israélo-palestinien. Plongée dans le deuil de sa fille, Mme Nourit Peled-Elhanan, fidèle à l'engagement de son père, accuse : non les Palestiniens, mais la politique du gouvernement de M. Benyamin Nétanyahou.

MA fille, Smadar, quatorze ans, a été tuée, à la fleur de l'âge, dans l'attentat de la rue piétonne Ben-Yéhouda à Jérusalem, le 4 septembre, à 15 heures. Elle était sortie, avec son amie Sivane, pour acheter un livre. Je lui avais suggéré d'éviter le centre-ville, pour ne pas risquer un attentat. Elle m'a répondu – et ce furent les derniers mots que j'ai entendus d'elle : « *Ne te fais pas de souci, maman, il n'y aura rien.* » Un silence, et quelques secondes plus tard : « *Quelle chance d'avoir des parents comme vous ! Le père de ma copine, Loulou, ne lui laisse pas du tout la liberté de se balader dans le centre. La pauvre. Vous, vous êtes chouettes. Autrement, je serais embêtée.* » Smadar n'est plus, ni son amie Sivane. Loulou vient souvent chez nous et pleure sans arrêt.

Quelques heures après l'attentat, j'ai vu ma fille à la morgue. Un côté de son visage était complètement brûlé. De l'autre côté, j'ai vu sa bouche ouverte à l'extrême, figée comme dans un cri atroce, insupportable, effrayant. Je garderai cette image-là en mémoire tant que je vivrai. Smadar, le fleuron de notre famille, notre joie permanente, n'est plus parmi nous.

A plusieurs reprises, dans le passé, on m'a posé une question en forme de défi, à moi, la fille de Matti Peled, le combattant pour la paix, qui est passé outre frontières et tabous pour contribuer à une réconciliation historique entre les peuples palestinien et israélien (1) : « *Qu'est-ce que vous diriez si votre fille ou votre fils était tué dans une opération terroriste palestinienne ?* » J'avais l'habitude de rétorquer : « *Je continuerais d'affirmer que la politique désastreuse qui réduit les Palestiniens au désespoir est la source de cette catastrophe. Un tel malheur, s'il devait tomber sur moi, me renforcerait dans ma conviction que seule la coexistence entre les deux peuples mettra fin au cycle de la violence et de la mort d'innocents.* »

Et voilà : la plus monstrueuse parmi les monstruosités qu'on puisse imaginer a frappé notre foyer. Je répète donc aujourd'hui ce que j'ai dit, et avec encore plus de détermination, alors même que mes yeux ruissellent de larmes et que le visage mutilé de Smadar, notre petite et si belle princesse, est toujours là devant moi. Et j'ajoute : c'est la politique du premier ministre, « Bibi » Nétanyahou, qui a amené le malheur dans notre famille.

« Bibi » était, pour moi, un camarade d'école et un ami de jeunesse. Pendant des années, nous avons gardé des liens d'amitié, même après son départ pour les Etats-Unis avec ses parents. Lorsqu'il m'a téléphoné, au soir du jeudi fatidique, pour me présenter ses condoléances, je lui ai dit : « *Bibi, qu'as-tu fait ?* » Il a essayé de se défendre, mais en vain. Car je considère son gouvernement comme coupable, indirectement, de la mort de ma fille et de tous ceux qui ont perdu la vie dans des circonstances similaires. Sa politique est une provocation permanente contre le peuple palestinien. Elle a poussé les kamikazes à commettre ces actes terroristes odieux qui ont coûté la vie à des innocents, dont ma fille Smadar.

Raison de plus pour trouver révoltante la réaction, après chaque opération-suicide palestinienne, de ceux qui, chez nous, ont contribué par leur comportement à ces attentats. Ils disent : « *Vous voyez, ils* [les Palestiniens] *ne sont qu'une bande d'assassins. On ne peut pas leur faire confiance. La paix avec eux n'est qu'un mirage.* » « *Les accords d'Oslo,* ajoutent-ils, *ne sont qu'un malheur dont il faut se débarrasser.* » Voilà leur logique.

« Bibi » s'est attardé, lors de sa conversation avec moi, sur la « *bestialité* » de ces terroristes. S'il savait analyser les événements, au lieu de répéter sans cesse, comme un perroquet, le mot « *terreur* », il mesurerait le rôle majeur que joue sa politique dans ces drames où périssent des adolescents comme Smadar et Sivane – dont les parents, français, avaient immigré en Israël un an avant sa naissance... Mais il est tellement prisonnier de ses propres slogans qu'il ne parvient pas à comprendre sa responsabilité dans cet engrenage tragique. Pis : non seulement l'action du gouvernement a incité les extrémistes à commettre ces attentats visant des civils, mais il ne protège pas les citoyens contre eux. Quiconque joue avec le feu devrait d'abord assurer la sécurité de ses compatriotes. Je me sens complètement trahie par ce gouvernement.

DEPUIS trente ans, Israël a mené une politique désastreuse pour nous comme pour nos voisins. « Nous » avons occupé de vastes territoires, humilié et spolié des hommes et des femmes, détruit des maisons et des cultures. Et, par la force des choses, la riposte est arrivée. On ne peut pas tuer, affamer, « boucler » dans des enclaves et abaisser tout un peuple sans qu'un jour il explose. C'est la leçon de l'histoire. Mais « Bibi » n'a pas la moindre notion d'histoire.

Pour moi, en tout cas, il n'y a pas de différence entre le terroriste qui a tué ma fille et le soldat israélien qui, en plein bouclage des territoires, n'a pas laissé une Palestinienne enceinte franchir un barrage pour se rendre à l'hôpital, si bien qu'elle a finalement perdu son enfant. Je suis persuadée que si les Palestiniens nous avaient traités comme « nous » les traitons, « nous » aurions semé chez eux une terreur cent fois pire. N'oublions pas que chaque famille palestinienne, ou presque, a sacrifié l'un des siens – tué ou blessé – au cours du demi-siècle de conflit qui oppose nos deux peuples.

Comment devrait réagir un Palestinien dont la maison a été dynamitée par les forces d'occupation ? Des milliers de maisons ont été détruites arbitrairement depuis trente ans dans les territoires occupés, sans parler des villages effacés au lendemain de la guerre de 1967. Et que devrait faire un agriculteur dont les oliviers sont arrachés pour faire place à une colonie juive ? Certains de ces oliviers arrachés ont même été emportés à Jérusalem et replantés – quelle honte ! – sur le terrain qui porte le nom de Martin Luther King...

Qui sait ? Peut-être que le kamikaze qui a tué ma fille pensait à sa jeune sœur dont la maison est vide et qui a faim à cause du blocus ? « Mon » gouvernement est responsable du désespoir qui l'a poussé à cet acte terrible, injustifiable.

Une semaine avant le drame, ma mère m'avait demandé pourquoi nous, moi et mes amies, mères de soldats, nous gardions le silence devant la mort presque quotidienne de soldats israéliens qui tombent au Liban. « *On tire sur vos fils comme sur des moineaux, et vous vous taisez. Comme si cela ne vous concernait pas. Descendez dans la rue, et faites trembler le monde pour arrêter cette tuerie !* », avait-t-elle dit. Quelques jours avant la mort de Smadar, j'ai décidé, avec des amies, d'adhérer au mouvement de protestation des mères de soldats contre cette folie nationaliste qui sacrifie nos enfants pour rien.

Deux de mes fils sont mobilisés, l'un a vingt ans et l'autre dix-huit – le troisième n'a que cinq ans. Comme chaque mère en Israël, je tremble depuis que l'armée les a enrôlés. J'ai toujours pensé avec effroi qu'ils pouvaient tomber – pour rien – au Liban sud ou dans les territoires occupés. Mais, même dans le pire de mes cauchemars, je n'avais pas imaginé que ce sort affreux, terrifiant et sordide serait réservé à Smadar, cette adolescente qui commençait à peine à fleurir et avait toute la vie devant elle.

Peu avant sa mort, je m'en souviens, elle s'est approchée de moi et, très humblement, m'a dit : « *Maman, je suis déjà grande, mais je n'ai pas encore d'ami. Pourtant il y a un garçon qui me plaît. J'ai appris qu'il nageait à la piscine de l'université. Viens avec moi là-bas, s'il te plaît.* » Nous y sommes allées, et Smadar a montré comme elle nageait bien. Puis – quel bonheur ! – elle a bavardé avec le premier choix de son cœur. Elle lui a dit sa décision d'adhérer au mouvement de jeunesse de La paix maintenant. Une semaine plus tard, ce jeune homme est venu chez nous avec des camarades de sa classe. Il a pleuré longuement.

Smadar n'aimait pas la polémique, mais elle ne pouvait pas ne pas réagir à une injustice. Ainsi s'opposait-elle à l'une des enseignantes de son lycée, qui tenait des propos racistes contre les Arabes. Elle parlait toujours avec calme et détermination, comme son grand-père. Elle voulait connaître vraiment ce peuple voisin, et, depuis deux ans déjà, elle apprenait l'arabe : elle était fière de ses excellentes notes – nous aussi.

A la maison, les discussions sur la situation politique et la détérioration du processus de paix étaient fréquentes. Smadar y prenait part aussi. Le dialogue est une clé pour l'entente et la réconciliation. Mais pas le dialogue comme « Bibi » l'entend : son dialogue avec les forces du mal n'est que provocation à des ripostes sanguinaires, lesquelles servent en retour les extrémistes au pouvoir chez nous. D'ailleurs, les désespérés que « Bibi » pousse à agir ne sont pas les émissaires de Yasser Arafat, mais ses adversaires.

A vrai dire, l'actuel gouvernement israélien n'a cessé de provoquer les Palestiniens : il a violé les accords d'Oslo, ouvert le tunnel de la Vieille Ville de Jérusalem – dont personne n'avait besoin, mais que « Bibi » appelait « *le rocher de notre existence* » : résultat, une centaine de morts –, lancé la construction de la colonie de Har Homa dans la partie orientale de Jérusalem, et maintenant démarré une petite implantation sauvage à Ras El Amoud, au milieu de la population arabe de Jérusalem-Est. C'est la raison pour laquelle tant d'innocents sont morts dans des attentats aveugles. De jeunes vies, brutalement arrêtées, finissent ainsi dans une tombe, couverte de fleurs, sur laquelle proches et amis viennent pleurer. La politique du gouvernement excite les terroristes. Ces derniers sont comme des microbes ou des moustiques. Pourquoi devrais-je me révolter contre eux ? Etre fâché contre un microbe ou un moustique n'a aucun sens. Il faut plutôt s'en prendre à celui qui aurait dû vous vacciner contre le microbe ou assécher le marais où vivent les moustiques. Telle est la vérité.

Ce sont nos actes qui engendrent le terrorisme. D'ailleurs, « Bibi » a la mentalité d'un terroriste. Toute sa pensée se concentre dans la confrontation. Pour lui, la paix est un mirage, voire un piège. Il n'a que le mot « *terrorisme* » à la bouche. A chaque conversation, dans chaque discours, lors de chaque conférence de presse, il l'utilise. Pour lui, le terrorisme est partout. Mais il ne comprend rien à la nature du phénomène. Aujourd'hui, il a la certitude d'être plus fort que son adversaire palestinien, en qui il voit un ennemi qu'il s'agit d'écraser. D'où cette politique « *catastrophique* », comme l'a fort bien qualifiée le ministre français des affaires étrangères, M. Hubert Védrine : car elle risque, hélas ! de conduire dans l'avenir à la destruction de notre pays...

Nous qui l'avons connu personnellement, nous savons que « Bibi » est un extrémiste parmi les extrémistes. C'est un homme du passé. Lorsqu'il entend les mots « *paix* » et « *réconciliation* » avec les Arabes, il sort son pistolet. Il accusait mon père, partisan de la paix avec les Palestiniens, d'être un agent de l'OLP. Il ajoutait parfois : du KGB... En fait, « Bibi » est incapable de comprendre comment un homme peut être guidé par des idéaux de paix, et donc de compromis.

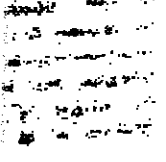
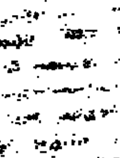
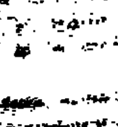
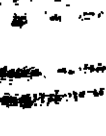
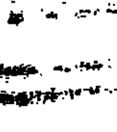
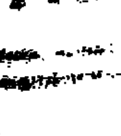
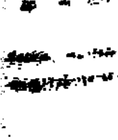
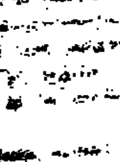
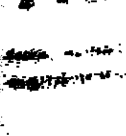
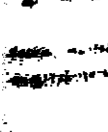
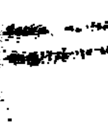
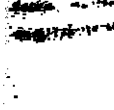
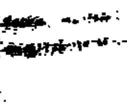
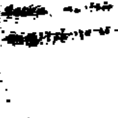
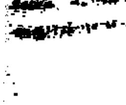
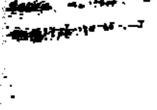
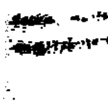
JUSQU'À son décès, il y a deux ans, mon père éprouvait pour Smadar un amour sans limite. Peu avant sa disparition, très malade, il lui confiait devant la famille rassemblée : « *Smadar, tu es notre joie, notre espoir. Quel bonheur de t'avoir parmi nous !* » S'il avait été vivant, à l'annonce de la mort de sa petite-fille, il aurait poussé un cri de révolte à bouleverser le monde. Ses mises en garde contre cette politique nationaliste qui nie les droits des autres peuples se sont révélées justes. Si on l'avait écouté, Smadar serait toujours parmi nous, les vivants, et non auprès de lui, au cimetière...

Sur l'un des murs de notre petit salon trône une affiche que mon mari, Rami, graphiste de profession, avait préparée pour les élections législatives de 1988. On y voit la photo d'un beau bébé de trois ans, aux yeux en amande – notre Smadar. Le texte dit : « *Smadar mérite d'avoir plus que le Likoud ne peut donner.* » Puis : « *La domination des territoires arabes occupés est dangereuse pour la sécurité de nos enfants.* » A l'époque, cette affiche a été publiée en bonne place dans les journaux. Presque dix ans plus tard, la photo de Smadar, déjà adolescente, réapparaît dans les journaux, cette fois ornée d'un cadre noir. Ma fille méritait une vie paisible, mais le Likoud est aux affaires...

Mon cœur saigne. Pour arrêter cet abominable cycle de provocations, de haine, de sang et de destructions, il faut mettre un terme à ce pouvoir dangereux et irresponsable qui joue avec notre vie, avec le sort de nos enfants, avec l'avenir de notre pays. Si l'on n'arrête pas cette folie, les flammes de la guerre consumeront tout.

(Propos recueillis par Amnon Kapeliouk.)

(1) Lire Mattityahou Peled, « Israéliens et Palestiniens côte à côte, sur un chemin piégé » et « Cette guerre qui n'aurait pas dû avoir lieu », *Le Monde diplomatique*, respectivement juillet 1984 et juin 1991.

L'ALGÉRIE SOUS

Les luttes de clan exacerbent

(Suite de la première page.)

La libération de M. Abassi Madani semble s'être effectuée à la suite de tractations secrètes entre des proches du président Liamine Zéroual et des dirigeants du FIS, dont M. Abdelkader Hachani, tête pensante du parti islamiste.

Celui-ci estime que l'heure de la négociation et de la réintégration dans la vie politique a sonné. En effet, le rapport de forces ne cesse de s'infléchir à son détriment : les dissensions internes le minent, ses principaux cadres restent en prison ou sont en exil, des milliers de ses partisans ont été tués, sa place dans la société est de plus en plus occupée par le parti islamiste modéré Mouvement de la société pour la paix (MSP), ex-Hamas, de M. Mahfoud Nahnah, allié du pouvoir et dont plusieurs membres siègent au gouvernement ; enfin, sa branche militaire – l'Armée islamique du salut (AIS), active surtout à l'est et à l'ouest du pays, et qui ne s'attaque pas à des civils – accumule les revers et est menacée de désintégration. Cette situation a conduit, ces derniers mois, le FIS à dénoncer toutes les violences perpétrées contre la population civile, aussi bien celles du pouvoir que, surtout, celles des commandos qui se réclament des Groupes islamiques armés (GIA).

Dans les négociations avec le pouvoir, le FIS aurait réclamé l'élargissement de ses trois chefs historiques : MM. Abassi Madani, Abdelkader Hachani et Ali Belhadj. Les autorités n'ont pas libéré ce dernier, dont le lieu de détention reste secret et dont on demeure sans nouvelles depuis plus d'un an. Considéré comme le « Savonarole d'Alger » en raison de son intransigeance, M. Ali Belhadj est le seul chef du FIS que les islamistes les plus radicaux et les plus extrémistes, même au sein de la constellation des GIA, respectent encore ; le seul qui n'ait jamais été dénoncé ou accusé de trahison par eux ; le seul, par conséquent, qui serait en mesure de les convaincre d'abandonner, à leur tour, la voie des armes et de la terreur. A-t-il refusé de participer à ces négociations ? A-t-il été délibérément écarté par les autorités qui se méfient de sa popularité toujours intacte ? Est-il toujours en vie ?

Quoi qu'il en soit, dans l'espoir de réintégrer progressivement la vie politique, le FIS aurait accepté la plupart des conditions imposées par le pouvoir et, en tout premier lieu, de changer de nom. M. Abassi Madani, avant d'être replacé en résidence surveillée le 1er septembre 1997, s'était engagé, en particulier, à faire une déclaration solennelle radiotélévisée pour rendre public le recentrage de son mouvement. Dans cette allocution, il devait réitérer son opposition à toute forme de violence politique et annoncer la dissolution de l'AIS et la fin de la lutte armée.

Cet accord avec le FIS a bouleversé, pour un temps, la stratégie des deux camps qui s'affrontent depuis janvier 1991. Au sein du pouvoir – l'un des plus opaques du monde –, les divers clans qui coexistent ont trouvé matière à raviver leurs affrontements (1). Ces négociations avec le FIS auraient été conduites par le général Mohamed Betchine, ministre-conseiller (et ami personnel) du président Liamine Zéroual et ancien chef de la Sécurité militaire. Celui-ci aurait rencontré, en mai dernier, l'« émir » Madani Merzak, chef de l'AIS, un homme qui a annoncé un cessez-le-feu unilatéral de ses troupes le 1er octobre. Cette position a reçu le soutien du général Tayeb Derradji, proche lui aussi du président Zéroual, et récemment nommé à la tête de la gendarmerie, un corps très important qui supporte une grande partie du poids de la lutte contre la guérilla islamiste.

Le général Betchine est accusé d'être « l'homme des Américains » par le clan des « éradicateurs », dont le chef de file est le général Mohamed Lamari, chef d'état-major de l'armée et numéro deux du régime. Celui-ci reste partisan de l'instauration d'un Etat autoritaire.

Un troisième clan s'est constitué autour du général Tewfik Médiène, chef des services secrets, et du général Smaïn Lamari, numéro deux de la sécurité militaire et chef des redoutés « commandos de la mort » qui traquent les terroristes islamistes sur le terrain. Ce clan accepte que les combattants islamistes de l'AIS soient intégrés au sein de l'armée, et s'est dernièrement rapproché de celui de la présidence, faisant pencher la balance du côté des partisans du dialogue avec le FIS.

Alors que, au sein du pouvoir, le rapport des forces demeure incertain, Alger bruit de rumeurs de coup d'Etat. Les tensions entre les clans en présence sont si vives que le général Khaled Nezzar, l'instigateur du coup d'Etat contre le président Chadli Benjedid et « autorité morale » du noyau dirigeant de l'armée, a dû rentrer précipitamment à Alger en septembre depuis Washington où il se soignait d'une tumeur au cerveau. Cet épisode a rappelé que, malgré son élection en novembre 1995, le président algérien doit d'abord son pouvoir à ses pairs au sein de l'armée. L'édifice politique savamment construit, la nouvelle Constitution, les élections du 5 juin 1997, ne sont que des façades derrière lesquelles se dissimule – si peu – la réalité du pouvoir, la hiérarchie militaire.

Dans le camp islamiste, l'accord du FIS avec le pouvoir honni semble avoir radicalisé la position de certains groupes autonomes appartenant à la galaxie des GIA. Rendus furieux par ce qu'ils qualifient de trahison, ces derniers se vengeraient en massacrant les villageois connus pour leur sympathie à l'égard du FIS et considérés, jusqu'à une date récente, comme des alliés passifs. D'autres groupes, convaincus désormais de la défaite finale de la cause islamiste, auraient constitué une sorte de « mouvance satanique », reniant Dieu, et se livrant aux actes les plus contraires à l'enseignement de l'islam.

Ce déferlement de violence barbare a fait le jeu de ceux qui, au sein du pouvoir et de l'armée, souhaitent voir tous les islamistes rejetés par une population terrorisée. Cela pourrait expliquer, en partie, l'étrange passivité (voire la complicité) des forces de l'ordre. Mais en partie seulement, car tous les experts savent qu'il est fort difficile de monter une intervention de nuit sans un repérage préalable des lieux, et sans disposer d'un minimum d'informations sur l'adversaire – dispositif et nombre de combattants – pour ne pas courir au désastre.

Beaucoup d'observateurs considèrent cette flambée meurtrière comme une sorte d'infernal bouquet final d'une guerre que le pouvoir aurait largement remportée. On peut aussi l'interpréter désormais comme un des éléments de la guerre de clans qui divise les maîtres du pays. Quoi qu'il en soit, à la veille de la libération de M. Abassi Madani, on constatait une diminution très sensible de la violence dans l'ensemble du pays – à l'exception de la région d'Alger –, signe de la victoire remportée sur le terrain par les militaires.

On se souvient qu'en accédant à la demande de ceux qui réclamaient la création de milices, à l'automne 1994, le général Liamine Zéroual était passé outre l'opposition d'une partie des chefs de l'armée. Il ne faisait cependant qu'autoriser une pratique qui se répandait dans tout le pays. Cette légalisation permettait de remédier en partie à l'insuffisance des effectifs militaires et des forces de sécurité pour protéger l'ensemble de la population des commandos islamiques. Ces derniers prenaient dans les villages des vivres et des armes, et commettaient parfois des exactions.

Pendant l'année 1995, les unités de l'armée avaient lancé de grandes opérations de ratissage pour détruire les groupes d'opposition les plus importants. Si les unités régulières étaient contraintes de se retirer pour être engagées ailleurs, les milices occupaient le terrain, et pouvaient intervenir efficacement contre un ennemi à leur taille. Gardes communales et groupes d'autodéfense – autres milices seulement tolérées par les autorités – détruisaient les combattants islamiques rescapés, isolés ou en petits groupes, qui tentaient de se rassembler. Cette tactique s'est révélée efficace pour réduire sensiblement la


MICHAEL VON GRAFFENRIED

CONTRÔLE DANS UN CAFÉ PRÈS D'ALGER
Massacres islamistes, exactions des « ninjas »

(1) Cf. *Le Monde*, 5 septembre 1997.

Jours ordinaires

Au fil des massacres, on pourrait croire que l'Algérie entière est plongée dans un bain de sang. Il n'en est rien. Certaines villes et régions du pays échappent jusqu'ici au pire. A preuve Annaba, où pourtant le président Mohamed Boudiaf a été assassiné en 1992.

Par notre envoyée spéciale NADJIA BOUZEGHRANE *

A quelques encablures de la côte tunisienne, Annaba a la réputation d'être une ville accueillante, ouverte et tolérante. Annaba – ou encore Hippone, Bouna et Bône – a connu la présence des Numides et l'occupation des Phéniciens, des Carthaginois, des Romains (saint Augustin en fut l'évêque de 395 à 430), des Vandales, des Fatimides, des Zirides, des Hamadites, dont témoignent quelques vestiges tant bien que mal conservés.

Fuyant la violence terroriste, la peur des bombes et des assassinats, de nombreuses familles d'Alger et de la région de la Mitidja (dans l'Algérois) y ont trouvé refuge. Lorsqu'on arrive de l'Algérois, Annaba semble un havre de paix : les derniers attentats remontent à 1994. Ici, les gens paraissent moins angoissés, moins stressés ; leurs problèmes ne sont pourtant pas negligeables : cherté de la vie, chômage, crise du logement, vide culturel... « *Le terrorisme en moins,* ajoutent volontiers les Annabis. *La violence nous concerne et nous affecte, bien sûr, mais elle ne nous touche pas directement.* »

A l'ombre d'un ficus centenaire, se trouve la Table bônoise, fréquentée par des ex-sportifs, anciens champions d'Afrique du Nord et de France, qui ont connu leur heure de gloire. Autour de la table, cinq hommes d'âge mûr sirotent leur premier café matinal. Ils commentent, à l'instar de toute la ville, la défaite récemment infligée par l'équipe de football de Sétif à celle d'Annaba, privée ainsi de remontée en première division.

Kamel est l'un des gérants de l'établissement situé sur le cours de la Révolution, ex-cours Bertagna (du nom d'un maire français de la ville, propriétaire foncier de la région), l'avenue la plus célèbre. Agé d'une quarantaine d'années, chaleureux, il présente en détail sa ville, telle qu'il l'aime à travers son histoire. La ville antique, fondée par les Phéniciens sur la Beïjina, une rivière naguère navigable et aujourd'hui détournée, avec la basilique Saint-Augustin, à 2 kilomètres du cours de la Révolution, le forum et le musée romains. La ville arabe fondée par les Sanhadjas au XIe siècle et dont le cœur est la place d'Armes, derrière le cours de la Révolution. Mais aussi la ville française, avec ce cours Bertagna dont les allées étaient la promenade favorite des familles européennes, le samedi – il y avait l'allée des jeunes, celle des moins jeunes et, enfin, celle des vieux.

Quand ils se retrouvent autour de leur table, les anciens (qui, par habitude, nomment toujours leur ville Bône) aiment parler de sport et raconter des blagues. « *Nous, les Bônois, on nous appelait les Marseillais de l'Afrique du Nord. Car nous parlons en faisant des gestes et avec humour* », explique M. Hadj Kati, six fois champion d'athlétisme d'Afrique du Nord entre 1950 et 1961. Cette année-là, M. Hadj Kati, condamné à mort par l'Organisation armée secrète (OAS) après avoir été déjà blessé à la jambe, a arrêté le sport. Il n'en préside pas moins la section basket de Hamra Annaba.

Autre convive de la table bônoise, M. Saïd Brahimi trouve que « *la ville a changé en bien. Elle a acquis une certaine aisance. Du temps de la colonisation, les Algériens s'entassaient le plus souvent, avec toute leur famille, dans une seule pièce. L'écrasante majorité d'entre nous vivait dans des gourbis : on regardait les Européens vivre mieux. Et, à huit ans, on allait travailler à la Tobacop* ». Cet ancien footballeur ajoute que « *seul le Front de libération nationale (FLN) a permis la création d'universités. Je suis un membre du FLN qui n'a jamais bénéficié de rien* ». M. Brahimi aime rappeler qu'avec Mostefa Zitouni, Abdelaziz Bentifour, Rachid Mekhloufi et d'autres, il fut l'un des fondateurs de l'équipe de football du FLN – il se souvient encore de son premier match, en Tunisie le 13 avril 1958, lors du tournoi maghrébin de solidarité avec Djamila Bouhired, alors emprisonnée (1).

Pour M. Abdelaziz Sedradi, ancien président du club des supporteurs d'Hamra Annaba, « *les gens d'ici vivent comme dans le reste du pays, avec les mêmes problèmes : chômage, crise de logement, absence d'activités culturelles et sportives... La solution est entre les mains des décideurs, les moyens de règler les problèmes existent.* » Il ajoute : « *Annaba, ce n'est pas seulement le cours de la Révolution ou la Corniche. C'est la place d'Armes, le Laurier rose, l'usine à gaz, Sidi Salem, Bou Hamra (quartiers populaires de la ville). On aurait pu y faire bien des choses. Au lieu de ça, les clubs sportifs sont fermés, faute de moyens. Il n'y a pas eu d'investissement destinés à l'élévation du niveau culturel par le biais de maisons de jeunes, d'associations.* » « *Une ville qui a été championne d'Afrique du Nord de water-polo et qui n'a même pas de piscine, c'est inconcevable !* », lâche un autre. Bref, ces anciens sportifs se plaignent d'être mis à l'écart, frustrés qu'on ne tire pas profit de leur expérience et de leur disponibilité. « *C'est comme si on dérangeait.* »

Aux élections législatives du 5 juin 1997, Ennahda, un des deux partis islamistes en lice, a remporté, à la surprise générale, trois des sept sièges de la wilaya (département), devançant le Rassemblement national démocratique (RND, proche du président Liamine Zeroual, deux sièges), le FLN et le Mouvement de la société pour la paix (MSP, ex-Hamas, islamique), lesquels ont obtenu chacun un siège. Encore surpris par ce résultat, nombre d'Annabis expliquent le succès d'Ennahda par le mécontentement de la population.

M. Abderrahmane Boutamine nuance. Cet avocat de renom insiste sur les « amaques, l'affairisme, les relations mafieuses ». « A Alger, poursuit-il, *les gens sont habitués depuis longtemps à voir les richesses s'étaler. Ici, c'était plus discret. Alors, des jeunes conduisant des voitures coûtant 2,5 millions de dinars (2), c'est une agression pour ceux qui vivent le chômage et l'attente d'un logement décent. » « La spéculation et la corruption, qui se sont généralisés dans les années 80 et se sont amplifiées à partir de 1990, ont aggravé,* précise notre interlocuteur, *le sentiment de* hogra *– d'injustice – que ressentaient déjà les plus démunis. D'où la victoire électorale d'Ennahda, il est vrai préparée par le travail de proximité accompli par les militants de ce parti. »*

Pour M. Boubakeur Achaïchia, ancien magistrat, « *Annaba n'est pas une ville où l'intégrisme a droit de cité. La victoire d'Ennahda représente un vote sanction. Les responsables ne se sont pas occupés des problèmes réels. Les gens n'ignorent pas qu'il y a de nouveaux riches, les trabendistes – ceux qui pratiquent la contrebande – alors que des pères de familles n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Les quartiers résidentiels ne sont pas habités par des gens d'ici. L'accumulation de fortunes a commencé au temps du monopole du parti unique. Les magasins sont pleins de produits, mais la plupart des gens n'ont pas l'argent pour les acheter.* »

Suppressions d'emplois dans la sidérurgie

DANS l'histoire contemporaine d'Annaba, et donc dans ses problèmes actuels, le gigantesque complexe sidérurgique d'El Hadjar, surnommée « l'Emur » et situé en périphérie, occupe une place centrale. Le sociologue Ali El Kenz, qui lui a consacré une riche étude (3), le souligne : « *El Hadjar a contribué à la naissance et à l'expansion d'une couche de commerçants et d'entrepreneurs privés qui allait devenir rapidement le noyau d'une classe capitaliste locale. El Hadjar a été un puissant instrument de l'accumulation privée du capital, par le biais des chantiers de construction tout d'abord, celui de l'exploitation de l'usine ensuite. Les fortunes s'accumulaient rapidement, il suffisait d'avoir un capital de départ et des relations. D'où des stratégies d'alliances compliquées où se combinaient l'argent, le pouvoir local, la fonction à l'usine. Ces relations " triangulaires " étaient absolument nécessaires ; sans elles, aucune affaire ne pouvait se faire. D'où aussi la corruption, le népotisme, le trafic d'influence.* »

Spécialisé dans les affaires administratives, l'avocat Abderrahmane Boutamine dispose, de par ses fonctions, d'un bon observatoire. « *J'ai pu mesurer combien le fonctionnement des institutions a été dévoyé. Les gens croyaient en la justice, surtout après octobre 1988, et maintenant ils sont déçus. Il y a trop d'intouchables, surtout dans les institutions d'Etat. Or les gens croient encore – ou voudraient encore croire – en l'Etat. Les règles de droit ne devraient pas créer des dysfonctionnements, mais les éliminer. La loi est faite pour l'intérêt général, pas pour celui des particuliers.* » Et revoilà la *hogra*...

En toile de fond ressurgit le spectre du chômage, un sujet d'inquiétude relativement récent ici. Grâce à son important tissu industriel – et particulièrement à son complexe sidérurgique –, Annaba avait, dans les années 70 et au début des années 80, un des taux d'activité de la population les plus élevés. Les compressions de personnel auxquelles sont contraintes de nombreuses entreprises, y compris El Hadjar, toucheront de plein fouet l'agglomération.

« *En 1980,* rappelle le sociologue Ali El Kenz, *le complexe et les autres entreprises de la Société nationale de sidérurgie (SNS) de réalisation représentaient 20 000 emplois du secteur secondaire de la wilaya (département). Et, si l'on considère avec les responsables de la planification de l'entreprise que " chaque emploi sidérurgique induit la création de deux emplois indirects et que chaque emploi fait vivre en moyenne 5 habitants ", le poids du complexe dans l'économie générale de la région est écrasant.* » Or, face aux difficultés qu'elle rencontre, l'entreprise Sider, issue de la restructuration d'El Hadjar, doit actuellement supprimer 30 % de ses effectifs – soit 7 650 emplois – par le biais de licenciements et de départs "volontaires".

Face à ce drame, la ville dispose d'un atout de taille : sa situation sur la côte. Elle bénéficie de la proximité avec l'Europe, mais aussi d'une frontière terrestre avec la Tunisie, d'un port, d'un aéroport et d'une infrastructure routière dense. De fait, la libéralisation de l'économie aidant, Annaba s'est ouverte, et continue de s'ouvrir, aux capitaux privés, y compris étrangers. Signe de reprise économique, la cité a connu ces derniers temps un intense chassé-croisé de prospecteurs et d'investisseurs étrangers

* Journaliste.

(1) Militante du FLN, condamnée à mort en juillet 1957 pour avoir pris part à des attentats à la bombe à Alger. La peine capitale sera finalement commuée, en mars 1958, en travaux forcés à perpétuité.

(2) 1 dinar algérien = environ 0,1 F.

(3) *Le complexe sidérurgique d'El Hadjar : une expérience industrielle en Algérie*, Editions du CNRS, Paris, 1987.

هكذا من الأصل

LA TERREUR

... la guerre civile

violence armée dans l'ensemble du pays, et permettre l'organisation de l'élection présidentielle de novembre 1995 dans des conditions de sécurité acceptables.

La montée en puissance des gardes communales et des groupes de légitime défense (appellation actuelle des groupes d'autodéfense) a permis depuis cette date de poursuivre l'élimination des « terroristes » sur l'ensemble du territoire, à l'exception de la région d'Alger. Les différentes milices continuent d'autant mieux à empêcher les islamistes armés de se regrouper qu'elles connaissent bien le terrain et la population. Les unités de l'armée sont maintenant surtout utilisées pour affronter un ennemi important, ou lancer de vastes opérations. Les autorités ont pu obtenir des résultats, qu'elles présentent comme appréciables, en adaptant leurs moyens et plus particulièrement les effectifs des forces de sécurité. A la fin de juillet dernier, les autorités ont ainsi pu annoncer que Mustapha Akkal, chef du GIA de l'Ouest algérien, avait été abattu avec trois de ses lieutenants.

Les effectifs des gardes communales sont passés de 15 000 au début de l'année 1995 à environ 100 000 hommes actuellement. Si ces milices semblent toujours instruites et équipées par l'armée, elles sont en revanche employées sur le terrain, plutôt sous les ordres de la gendarmerie. Un décret d'août 1996 détermine leurs attributions. L'augmentation des recettes tirées des hydrocarbures a permis à l'Etat de subvenir au coût de ces forces supplétives. Il rémunère substantiellement le personnel, livre des véhicules tout terrain achetés à l'étranger, fournit des armes légères et des pièces de rechange. Une usine de munitions, dans la région d'Alger, permet d'approvisionner abondamment en cartouches les forces de sécurité, et de façon plus limitée, les milices.

Par ailleurs, les groupes d'autodéfense ont augmenté de la même manière pour atteindre également 100 000 hommes. Ils sont constitués de « patriotes ». S'ils étaient au départ seulement tolérés par le régime, ils ont été regroupés pour la plupart, à la fin de l'année 1996, sous l'appellation de Groupes de légitime défense (GLD). Un décret pris au début de 1997 précise que l'autorisation de créer des GLD est délivrée par le préfet, sur demande des habitants et après avis des services de sécurité. Ces groupes disposent d'une direction générale, au ministère de l'intérieur, depuis le mois d'avril 1997. Ils participent à la lutte contre les commandos islamistes armés, auprès des gardes communales. Ils sont le plus souvent équipés uniquement de leurs armes de chasse et d'armes d'autodéfense.

Des maquis affaiblis

L'ARMÉE nationale populaire (ANP) a maintenant des effectifs pouvant varier entre 150 000 et 180 000 hommes. Lors des consultations électorales, ces effectifs sont augmentés temporairement – par l'allongement momentané de la durée du service militaire, mais aussi par la mobilisation d'une partie des réservistes – afin d'améliorer la sécurité. Les opérations sur le terrain semblent toujours mobiliser de 40 000 à 60 000 hommes. Le reste des forces est chargé d'assurer la sécurité des infrastructures militaires, des exploitations pétrolières, et de surveiller les frontières. Il est aussi nécessaire d'entretenir les véhicules et les armements. Il faut enfin accorder un minimum de repos aux soldats après une période de combat.

Les unités de l'armée engagées sur le terrain sont réparties dans les régions militaires, elles-mêmes subdivisées en secteurs et sous-secteurs. Elles assurent surtout la sécurité des principaux axes de circulation, et interviennent en faveur des différentes milices. Des unités sont placées en réserve à l'échelon de la région. Elles sont destinées à prêter main forte aux forces de sécurité engagées contre des groupes armés islamiques nombreux et mobiles. Il est aussi possible de faire intervenir d'autres unités, aux ordres de l'état-major à Alger, lorsque les effectifs de l'adversaire sont importants. Des opérations de grande ampleur sont enfin organisées afin de détruire les principales concentrations de « terroristes ». Les forces de police, environ 60 000 hommes, ont la responsabilité de la sécurité dans les zones urbaines. Elles bénéficient du renfort des unités de choc spéciales, les ninjas, pour les interventions les plus difficiles.

Depuis le début de l'année dernière, les commandos des GIA ont subi des pertes sévères, et ils tentent de survivre dans des conditions de plus en plus difficiles. Les ralliements des jeunes chômeurs des banlieues sont plus rares, et certains combattants, en nombre certes limité, déposent les armes pour bénéficier de la loi sur la *rahma* (clémence) en vigueur depuis 1995. Les anciens moudjahidines de la guerre d'Afghanistan, engagés très tôt dans le combat, ont vraisemblablement presque tous été tués. Les maquis semblent cependant bénéficier de quelques renforts étrangers, mais très limités.

A l'occasion d'accrochages dans la partie ouest du pays pendant l'année 1996, certaines informations faisaient valoir que des prisonniers faits par les forces de sécurité ne parlaient pas l'arabe dialectal d'Algérie. Des musulmans, combattants venus de l'ex-Yougoslavie, auraient rejoint des maquis algériens. Aucun renseignement suffisamment fiable ne permet de vérifier la véracité de ces assertions. Des combattants et de l'armement parviennent peut-être à entrer dans le pays malgré le bouclage des frontières terrestres par l'armée (2) et la surveillance des côtes par la marine nationale.

Les groupes armés islamiques disposent d'un armement très limité et souvent sommaire. Ils ont obtenu auprès des villageois, bon gré mal gré, fusils et couteaux de chasse dès le début des hostilités. Les autorités ayant établi une réglementation sur les armes, y compris de chasse, l'approvisionnement des maquis est donc difficile. Ils ne peuvent qu'exceptionnellement récupérer des armes de guerre, car ils ne sont plus en mesure d'attaquer des casernes ni de tendre des embuscades aux forces de sécurité comme par le passé. Ils parviennent tout aussi difficilement à obtenir des composants pour fabriquer des bombes, car ces matériaux font l'objet d'une grande surveillance. Ils s'efforcent, à partir de divers produits, de réaliser des explosifs de fortune. Aussi le nombre d'attentats à la voiture piégée a-t-il tendance à diminuer.

Les groupes armés ont dû s'adapter pour pouvoir se déplacer à travers le pays et porter des coups. Il leur faut être d'une taille suffisante pour affronter les troupes supplétives lorsqu'ils veulent pénétrer dans les villages pour pouvoir, notamment, s'approvisionner en vivres. Mais, en même temps, ils ne doivent pas arriver en masse, afin d'éviter d'être repérés et anéantis par l'armée.

L'Armée islamique du salut (AIS), qui agissait surtout dans l'est et l'ouest du pays, n'avait plus une grande capacité d'action. Elle n'était guère en mesure de s'attaquer aux représentants de l'Etat et aux édifices publics qui ont toujours été ses cibles. La libération de deux des chefs historiques du FIS – MM. Abdelkader Hachani et Abassi Madani – avait pour objectif, nous l'avons vu, de négocier la fin des combats avec ces maquis.

Grisée par ses succès, l'armée a donc finalement pensé que les victoires remportées sur le terrain la dispensaient d'un compromis avec les islamistes et que les risques de sécurité représentés par l'Armée islamique du salut et les Groupes islamiques armés étaient désormais minimes.

Pourtant ce calcul pourrait se révéler faux. Malgré les communiqués triomphants, l'armée n'a pu totalement réduire le terrorisme et on peut se demander si elle y réussira. En outre, l'échec des négociations retarde encore plus le retour à l'ordre dans l'ensemble du pays, heurte les aspirations à la paix d'une majorité d'Algériens et accroît leur désespérance. Enfin, la guerre de clans au sein du régime, sans mettre en cause la solidarité fondamentale qui lie la caste des officiers, risque d'ébranler l'autorité déjà incertaine du pouvoir.

BRUNO CALLIES de SALIES.

(2) Le Maroc et la Tunisie ont aussi déployé sur leurs frontières un dispositif militaire. La surveillance est moins importante dans les immenses régions du Sahara. Il est possible de les traverser pour des convois d'hommes et de matériels, mais une telle expédition réclame d'importantes capacités logistiques. Il est aussi nécessaire de contourner les quelques postes de surveillance de l'armée sur les rares axes routiers traversant le désert.

ESPAGNE
MER MÉDITERRANÉE
Bejaïa Djidjelli Skikda Annaba
Blida Alger
Guelma
Sétif
Constantine
Mostaganem
Ech-Chéliff
Ouarsenis
Oran
Mascara
Tiaret
Batna
Tébessa
Aurès
Sidi Bel Abbès
Tlemcen
Saïda
Biskra
TUNISIE
El Oued
Touggourt
Aïn Sefra
El Abiodh Sidi Cheikh
MAROC
Ghardaïa
Ouargla
Hassi Messaoud
Béchar
El Golea
El Agreb
0 100 200 km
Situation à la fin de l'été 1997 :
Zone de violence aiguë
Attentats sporadiques
Zone calme, après forte répression
Zone pétrolière protégée, sous contrôle de l'armée

CÉCILE MARIN

L'AIRE DES MASSACRES

à Annaba

parmi lesquels des Italiens, des Canadiens, des Espagnols, des Français – une délégation de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille a été, en juin 1997, l'invitée de son homologue d'Annaba.

Après une période de repli *« pour cause de situation sécuritaire »*, la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) juge désormais que le risque, en Algérie, est minime. Si bien que les Français y reviennent, et tentent de regagner les parts de marché perdues au profit d'autres partenaires. Ainsi Annaba a-t-elle accueilli, en juin 1997, le Salon des technologies et du savoir-faire canadien, avec la participation d'une quarantaine de sociétés d'outre-Atlantique travaillant dans le domaine de l'agro-alimentaire, de la pêche, de l'électronique, de la santé, du bâtiment, de l'emballage et du papier-carton, et de plus de 350 chefs d'entreprises algériennes, publiques et privées. Les Espagnols ne sont pas en reste : également en juin dernier, la société Fertiberia, spécialisée dans l'ammoniac, a signé avec l'entreprise Asmidal des contrats prévoyant la réfection d'une unité de production à Annaba et la réalisation d'une autre à Skikda, à 50 kilomètres.

Un secteur privé investissant dans le développement local commence à émerger, témoigne M. Mourad Hamami – dont la famille, dit-il fièrement, *« a été une des rares à avoir pu résister à la dépossession de ses terres pendant l'occupation française »*. Ce propriétaire foncier vient de monter – en partenariat avec une entreprise allemande – une verrerie à Sidi Salem, une des trois zones d'activité commerciale (ZAC). L'usine compte 120 employés, dont deux ingénieurs et quatre techniciens supérieurs. M. Hamami a, par ailleurs, ouvert à El Hadjar un complexe hôtelier qu'il appelle El Moungas – du nom de la ferme familiale, dans la région d'Annaba : il héberge les étrangers de passage et les cadres en mission.

Equivalent d'un quatre-étoiles, El Moungas emploie 30 personnes et offre toute une gamme d'installations correspondant au profil de sa clientèle : fax, lignes téléphoniques, salle de conférences, restaurant, libre service, cafétéria, discothèque. Le prix des chambres ou des suites oscille entre 2 500 et 1 800 dinars. Une navette est mise gracieusement à la disposition des clients pour leurs déplacements entre l'hôtel et le centre-ville, l'aéroport ou les plages. Avisé, le propriétaire ajoute qu'une clientèle familiale y trouvera aussi toutes les commodités utiles à son séjour. Cette réalisation, dont la mise en œuvre a duré neuf ans, a coûté 15 milliards de dinars. Un « plan bleu » a d'ailleurs été lancé, en 1995, pour promouvoir le tourisme balnéaire. Ainsi, cet été, des dizaines de milliers d'estivants y ont séjourné, en provenance des régions voisines, du reste du pays et de l'émigration. Car la wilaya d'Annaba – 600 000 habitants, dont 87 % dans la grande agglomération – ne compte que 155 hôtels classés disposant de 9 355 chambres, et 15 autres hôtels non classés : c'est peu, beaucoup trop peu pour accueillir des estivants en nombre croissant, surtout depuis 1992, avec le déchaînement de la violence dans une partie de l'Algérie. Nombre de familles habitant le bord de mer – qui commence au centre-ville – en tirent profit en prenant des locataires à domicile pour l'été.

Dès la tombée de la nuit, des familles déballent leur pique-nique et dînent sur la plage, dans une ambiance détendue. Les amoureux en quête d'un coin discret se donnent plutôt rendez-vous à Ras El Hamra (cap de Garde), la pointe de la Corniche. La côte est parsemée de complexes touristiques : Chems El Hamra (Soleil rouge), un hôtel avec restaurant, cabaret et discothèque ; Rym El Djamil (la Belle Gazelle), que les jeunes mariés choisissent souvent pour leur nuit de noces ; El Moua, surplombant la plaine Ouest, avec ses suites nuptiales et ses salles de fêtes. Sans oublier le restaurant La Potinière, le club fermé du cours de la Révolution, dont la clientèle est triée sur le volet. A une cinquantaine de kilomètres du centre, sur la route de Skikda, s'étend la baie Chetaïbi (ex-Herbillon), la « plus belle du monde ».

Ces attraits contribuent au succès, en juillet, des troisièmes Journées cinématographiques méditerranéennes (les deuxièmes remontaient à 1988). Quelque 300 invitations avaient été envoyées à des artistes, cinéastes, producteurs du monde entier.

Tourisme et sidérurgie ne résument cependant pas l'activité de la région d'Annaba. L'agriculture domine dans l'arrière-pays, intégré depuis 1984 à une autre wilaya : celle de Tarf. Longtemps délaissée, elle connaît un certain regain. *« Des paysans, particulièrement des jeunes sortis des écoles agricoles, commencent à s'y intéresser. L'Etat a compris qu'il faut les aider, il existe une volonté politique pour en faire des véritables producteurs »*, affirme M. Brahim Mérad, wali (préfet) d'Annaba. Ce représentant de l'Etat, nommé ultérieurement dans un autre département, reconnaît les *« conséquences fâcheuses qu'ont eues, pour la région, en matière d'environnement, la construction du complexe sidérurgique et de l'entreprise Asmidal. Le gigantisme d'El Hadjar a entraîné un urbanisme anarchique, avec à la fois l'émergence de bidonvilles et un fort exode rural. On a autorisé des entreprises et des spéculateurs à construire n'importe où, n'importe comment. Toute la plaine Ouest a été consommée, le béton a colonisé les terres agricoles. L'Etat n'a pas suivi : il n'a pas viabilisé l'habitat, ni construit les routes nécessaires. D'où des situations difficiles à gérer. »*

Ces propos du wali sont étayés par l'étude, déjà citée, d'Ali El Kenz sur le complexe d'El Hadjar. Le sociologue y considérait qu'*« en même temps qu'il prenait forme, cet ensemble industriel bouleversait tout la région, attirant à lui des milliers de travailleurs qui désertaient leur campagne et le travail agricole. Il en faisait des prolétaires déracinés, rejetés par le système urbain dans l'enfer des bidonvilles, profondément traumatisés par leurs nouvelles conditions sociales d'existence »*.

D'où l'objectif numéro un de l'Etat : supprimer les bidonvilles. Mais plus de 30 000 personnes y habitent. Pour résorber cet habitat précaire, le gouvernement a donc décidé, en 1994, un programme de 6 200 logements, plus les réseaux d'assainissement et les routes indispensables. Pourtant, la moitié seulement a été réalisée. La seconde tranche attend la dotation budgétaire. Par ailleurs, la wilaya a lancé l'opération « 1000 studios » pour ceux qui n'ont pas d'argent. Le prix des studios de 60 m², dont l'aménagement intérieur est à la charge des acquéreurs, est abordable, selon le préfet.

C'est à Annaba que le président Mohamed Boudiaf fut assassiné, le 29 juin 1992, à peine revenu de vingt-huit ans d'exil pour prendre la tête du Haut comité d'Etat (HCE). M. Boubakeur Achaïchia avait été un des premier à collecter ici des signatures pour le Rassemblement populaire national (RPN) que le dirigeant disparu voulait créer. *« Je ne le connaissais pas personnellement*, raconte-t-il. *Mais, à mes yeux, il symbolisait le patriotisme, l'intégrité, l'espoir pour la jeunesse. C'est le seul qui avait su s'adresser aux jeunes dans une langue qu'ils comprenaient parfaitement. Il était désintéressé. »*

Pour « pérenniser la mémoire » de Mohamed Boudiaf, M. Achaïchia a monté un comité en 1993, puis rejoint en 1996, lors de sa création, la fondation Boudiaf présidée par la veuve du dirigeant assassiné. Il est aussi de ceux qui ont contribué à ériger une stèle, surmontée du buste du défunt, à l'entrée de la maison de la culture d'Annaba, là où il a été tué. *« Quand Boudiaf a voulu s'attaquer aux racines du mal, il a été assassiné. Je souhaite que le président Zeroual et toutes les institutions en place suivent la voie tracée par Mohamed Boudiaf pour construire une Algérie républicaine et démocratique »*, souligne M. Boubakeur Achaïchia. Et d'ajouter : *« Avec cet assassinat, Annaba est entrée dans l'histoire et les Annabis ont un devoir particulier, celui de perpétuer le testament de Boudiaf. Son dernier message au peuple algérien a été délivré à Annaba. Il parlait alors de l'Algérie avant tout. Sa devise était qu'il fallait servir l'Algérie et non se servir. »*

NADJIA BOUZEGHRANE.



ROGER VIOLLET

QUAND ANNABA S'APPELAIT BÔNE

L'ALGÉRIE SOUS LA TERREUR

Illusions perdues et espoirs des femmes



Entre l'Algérie et ses femmes, le malentendu n'a jamais cessé. Elles avaient pourtant été, dans les années 50 et 60, aux avant-postes de la lutte de libération. Mais la relative liberté des *« sœurs »*, célébrées pour avoir *« combattu comme des hommes »*, ne dura guère. En 1972, le couvercle retombait déjà : le Code de la famille menaçait d'officialiser la tutelle masculine. Il fallut une ample mobilisation féminine pour faire reculer provisoirement le Conseil de la révolution. Depuis le début des années 80, les tenants de la société patriarcale ont reçu le renfort massif des mouvements islamistes. L'affrontement est devenu sanglant. Malika raconte.

Par BAYA GACEMI *

« *AVANT, il y avait ma mère. Après, il y aura mes filles. Moi, je ne suis qu'une transition vite passée. Les femmes de ma génération croyaient avoir ouvert la voie à celles qui allaient suivre. Nous nous sommes trompées. En trois générations, trois visions du monde se sont succédé.* »

Malika n'est ni blasée ni déçue. Elle se dit seulement, *« un peu prise de court »*, surtout depuis que sa fille aînée s'est plongée, voici trois ans, dans la prière. *« Je sais que je ne peux pas mettre cela uniquement sur le compte d'une crise mystique par laquelle passent souvent les adolescents,* avoue-t-elle. *Je sais qu'il y a autre chose. »* Un jour, sa fille lui a lancé : *« Tu crois être une authentique Algérienne alors que tu n'es que la mauvaise copie d'une Européenne. »* Depuis, elle essaie de comprendre. Pour elle, les femmes devaient suivre son propre parcours, c'est-à-dire les études, puis le travail, préalable à une émancipation totale. Il n'était surtout pas question de porter le voile, ce *« symbole de la répression patriarcale »*, comme elle le qualifie. Personne n'y pensait d'ailleurs.

* Journaliste. Alger.

En voyant ses filles évoluer, Malika se rend compte que la réalité ne correspond pas à ses rêves. *« J'avais sous-estimé les pesanteurs culturelles »*, admet-elle, avant de souligner l'un des effets pervers de la crise économique sur la société et surtout sur les femmes : *« N'ayant plus rien à obtenir de l'Etat, la population se retourne contre lui et, lui reprochant ses choix, elle se referme sur le seul bien qu'elle est sûre de posséder encore : ses valeurs ancestrales. »*

Cheveux courts, vive et l'allure sportive, Malika travaille dans une entreprise publique. Elle affirme n'avoir pas, en règle générale, souffert de discrimination sexiste dans sa vie professionnelle, mais reconnaît que son statut de cadre, son apparence énergique et son absence de timidité l'ont bien aidée... Née quelques années avant l'indépendance dans un milieu défavorisé, elle estime, à quarante-quatre ans, avoir eu plutôt de la chance et avoir bien rempli sa vie. De son père, ouvrier dans une usine, ne sachant ni lire ni écrire, ce qui ne l'empêchait pas d'être un syndicaliste actif, elle a gardé des convictions et un parler franc.

Divorcée, mère de deux filles âgées de dix-sept et quatorze ans, intelligente et à l'écoute des autres, elle se fait cependant un reproche majeur : de n'avoir pas anticipé une évolution qui s'est opérée sous ses yeux. *« Ma mère, analphabète, avait tout misé sur l'école. Pour elle, le salut des femmes devait venir de l'éducation et... de Boumediène. »* Pas de doute à l'époque sur le sens de l'histoire, qui allait vers une libération totale des femmes.

A l'indépendance, Malika avait dix ans. Dans sa petite ville côtière de l'Est algérien, Skikda, ses parents lui disaient, en regardant partir les bateaux remplis de pieds-noirs : *« C'est vous, nos enfants, qui les remplacerez. Notre pays nous appartient maintenant. Et nos filles travailleront avec leurs frères pour le construire. »*

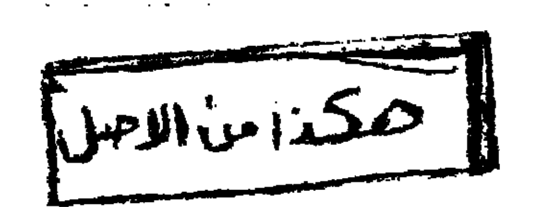
Les choses n'ont bien sûr pas toujours été aussi faciles, mais Malika ne garde pas, dans l'ensemble, de mauvais souvenirs de toutes ces années-là, bien au contraire. Ingénieur en informatique, elle a bénéficié d'une bourse, comme tous les bacheliers de l'époque. La révolution agraire a été pour elle une autre école de volontariat et de dévouement. *« Les universitaires devaient aider les paysans analphabètes. On était sincère... Oui, le volontariat dans les campagnes permettait aux étudiants, filles et garçons, réunis autour de la même cause, de connaître une fraternité qu'ils ne pouvaient connaître ailleurs. »* Et les parents ne trouvaient rien à redire à cette promiscuité entre filles et garçons. *« Le plus étonnant a été l'attitude de nos mères. Très traditionnelles, elles ont procédé sans le savoir, et très vite, à un bouleversement total de leurs mentalités. Elles ont accepté pour leurs filles des choses qu'elles ne se seraient pas permises pour elles-mêmes. Même si, à la maison, certains tabous demeuraient très forts. »*

La mère de Malika avait une idée bien précise de ce que devait être la femme du futur : sans voile, instruite et travailleuse. L'enseignement généralisé permettrait d'arrimer l'Algérie au vaisseau Europe. Cette école allait aider les filles à sortir du carcan familial, à se débarrasser du poids de traditions, à s'émanciper pour devenir des adultes responsables et maîtresses de leur sort. *« Aujourd'hui, lorsque j'entends certains affirmer que c'est l'école qui a engendré l'intégrisme, j'avoue que je suis un peu perplexe. »*

Pourtant, des signes inquiétants étaient déjà là. Les batailles – nombreuses et âpres – autour de l'élaboration d'un code de la famille en étaient les plus visibles. Mais qui, en ces années d'après l'indépendance, aurait pensé à s'alarmer, alors que l'on continuait de proclamer de grands idéaux révolutionnaires et des principes d'égalité et de progrès ? Malika, comme la plupart de ses amies, suivait les débats épisodiques autour du statut de la femme d'une oreille distraite. Pour elle, les pressions des traditionalistes n'étaient rien d'autre que *« des incursions sans importance dans une histoire qui suivait imperturbablement son cours »*.

La première alerte sérieuse est venue en 1972. Cette année-là, un code de la famille a été présenté au Conseil de la révolution, la seule instance dirigeante à cette époque. Il renforçait et codifiait les coutumes d'une société profondément patriarcale, officialisait la tutelle de l'homme sur la femme, considérée comme mineure du berceau au tombeau. Le contrat de mariage, par exemple, ne pouvait être conclu qu'entre l'époux et le tuteur de l'épouse, c'est-à-dire le père de la jeune fille, ou bien l'un de ses oncles, ou son frère (peu importe qu'il soit plus jeune qu'elle), ou encore, en l'absence d'un parent masculin, un juge. En cas de divorce, la femme se voyait dépossédée de tout, de son domicile d'abord, de la tutelle parentale ensuite, même dans le cas où les enfants lui étaient confiés... Il s'en est fallu de peu que ce texte, très rétrograde, soit adopté. Une levée de boucliers réussit à faire avorter ce projet qui menaçait d'entériner légalement la situation tragique dans laquelle beaucoup de femmes se trouvaient déjà plongées, de fait.

Regroupées autour des moudjahidates (combattantes de la guerre de libération, dont l'aura était encore intacte) et de l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA, liée au FLN mais largement influencée à l'époque par des militantes communistes), universitaires, salariées et syndicalistes se mobilisèrent en effet éner-





giquement. Elles organisèrent de nombreuses manifestations, en particulier devant le palais du gouvernement, avec un slogan : « Pour une *citoyenneté entière* » et un argument : le rappel à leurs anciens compagnons de combat qu'elles avaient porté les armes comme eux, qu'elles s'étaient sacrifiées, *comme eux. Mais* la plupart des moudjahidins répondirent que les femmes seraient aussi bien à la maison, avec une pension, pour élever les enfants, *maintenant* que le pays était libéré.

En l'absence de Parlement, il ne fut cependant pas trop difficile de faire reculer le Conseil de la révolution. Celui-ci puisait sa légitimité dans la guerre de libération et n'avait pas intérêt à s'aliéner les représentantes d'une partie de la population féminine, ses héroïnes surtout. Il continua donc, comme par le passé, à rendre régulièrement hommage au courage de ses « sœurs » qui avaient combattu « comme des hommes », les armes à la main (ce qui ne l'empêchait pas de n'avoir intégré aucune femme en son sein...). S'il résista un certain temps aux coups de boutoir des traditionalistes, le Conseil de la révolution se montra moins ferme au fil des ans, surtout quand il eut besoin d'eux pour faire passer certains projets (en particulier la réforme agraire en 1974).

Lorsque les premières manifestations d'islamistes ont éclaté, en 1975, Malika était étudiante et elle n'y a pas prêté attention. *« Ils ne pouvaient pas nous faire peur, ils allaient à contre-sens de l'histoire. »* Sa mère, une femme pieuse pourtant, était, pour sa part, plus inquiète et plus sévère. Elle, qui ne savait même pas lire et avait toujours été confinée à la maison, voyait d'un mauvais œil ces jeunes gens agressifs qu'elle accusait de vouloir *« nous ramener à l'âge de pierre »*.

Un dossier « secondaire »

CE n'est qu'au début des années 80 que la pression est devenue vraiment très forte et qu'il a bien fallu ouvrir les yeux. En mars 1980, Malika s'en souvient, les islamistes ont organisé la première marche de leur histoire, et réussi à rassembler 5 000 partisans devant l'université d'Alger. Presque aussitôt après sont nées dans les universités les premières associations féministes, profitant de l'ouverture politique amorcée par le président Chadli Bendjedid. Mais ces mouvements n'ont pas réussi à s'implanter en dehors des grandes villes, en dépit de leurs efforts. L'analphabétisme – qui fait un retour en force dans le pays depuis une dizaine d'années et touche plus de 40 % de la population – y est assurément pour quelque chose.

Le véritable choc allait venir quatre ans plus tard, en 1984, avec l'adoption du code de la famille. *« Toutes les clauses les plus injustes, celles qu'on avait réussi à repousser en 1972 comme la polygamie, la question du demi-héritage pour les femmes, et surtout la soumission totale de la femme à son tuteur... tout cela se voyait légalisé. Et ça l'était en contradiction totale avec la Constitution, qui, elle, est très égalitaire. »* De ce qu'elle a vécu comme un traumatisme, Malika s'efforce cependant de tirer un aspect positif : *« Ça nous a obligées à perdre nos illusions et à reprendre nos esprits. On a compris que la lutte devrait se faire en profondeur et qu'il ne faudrait plus compter sur le pouvoir, quel qu'il soit, pour apporter des changements. C'était de la base, et des femmes elles-mêmes, qu'il fallait espérer quelque chose. »*

Malika s'était promis que ses filles, Lamia et Nadia, seraient plus libres qu'elle ne l'avait été et qu'elles auraient tous les droits dont elle-même – pourtant privilégiée – avait été frustrée. Le droit d'avoir une vie privée, surtout. Que ses filles n'aient plus à lutter contre la famille à la maison, et contre la société à l'extérieur, c'était son vœu le plus profond, et il lui paraissait évident que ses enfants non seulement partageraient cette aspiration, mais lui en seraient reconnaissantes.

Alors, quand Lamia, sa fille aînée – *qui veut devenir architecte* – lui renvoie à la figure ses idées *« décadentes et anti-musulmanes »*, Malika n'en revient pas et elle se sent profondément déstabilisée. La mère et la fille ont l'impression de ne pas parler le même langage. *« Maman croit que, pour être moderne, il faut lui ressembler,* s'irrite de son côté la jeune fille. *Se demande-t-elle seulement pourquoi elle refuse, elle, de ressembler à sa propre mère ? S'est-elle seulement demandé ce qu'est la modernité ? »*

Sans trop y croire, Malika suit les quelques initiatives prises de temps à autre, ici et là, en faveur des femmes. A l'initiative d'une journaliste, Mina Zerrouk, et de son association « Femmes en communication », a été lancée, en février dernier une pétition prudemment intitulée : *« Un million de signatures pour le droit des femmes dans la famille. »* En dépit de l'appel publié avec insistance, tous les jours dans différents journaux, on est loin du million espéré...

Cette initiative n'a pas manqué de déclencher une surenchère immédiate de la section femmes du Mouvement de la société pour la paix (MSP) de M. Mahfoud Nahnah... Ce parti, qui se définit comme islamiste modéré et qui compte 17 % de femmes au sein de son conseil de direction, a menacé de lancer une pétition destinée à recueillir trois millions de signatures, *« pour que les femmes algériennes retrouvent leur dignité de musulmanes »*... Maintenant que le MSP participe au gouvernement, qu'il est présent en nombre important au Parlement et que les différents élus islamistes forment presque le tiers de l'Assemblée, il est clair qu'il ne faut pas s'attendre à de grands bouleversements dans le code de la famille. La balance penchant nettement en faveur des conservateurs – parmi lesquels il faut compter des courants qui ne se réclament pas forcément de l'islamisme –, aucun gouvernement ne se risquerait à ouvrir un front supplémentaire, avec la crise violente qui secoue déjà le pays. Il s'y risquerait d'autant moins sur la question des droits des femmes que ce dossier reste, malgré tout, perçu comme secondaire.

Depuis que la violence a fait irruption dans le paysage politique algérien, toute autre préoccupation se voit reléguée à l'arrière-plan. D'ailleurs, parmi la dizaine de partis politiques présents au Parlement, seul le Front des forces socialistes (FFS) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) demandent l'abrogation totale du code de la famille.

Si tout reste à faire sur le plan juridique pour les femmes, certaines avancées ont lieu sur le terrain, même si elles passent inaperçues à l'extérieur du pays. Des espaces de liberté sont conquis, de façon probablement irréversible. C'est ainsi que le travail des femmes, à l'extérieur ou à domicile, est entré dans les mœurs et qu'il n'est plus perçu comme exceptionnel ou marginal. Détail significatif : les cafés et les commerces tenus par des femmes (jeunes et moins jeunes) se multiplient – un phénomène impensable il y a encore cinq ans.

Si l'Algérie, malgré tout, tient bon depuis plus de cinq ans, au milieu de l'horreur de la guerre civile, c'est d'abord grâce à ses femmes. Qui continuent à travailler. Qui veillent sur leur famille. Qui maintiennent le dialogue entre les générations. Qui se battent à leur manière. Depuis 1992, la photographe Nadia Benchallal témoigne de cette résistance. Titulaire du Visa d'Or du Festival de Perpignan 1994, elle fait partie de l'agence internationale Contact Press Images.

Entre « hidjab » et « modernité »

LA détérioration grandissante de la situation économique pousse de plus en plus de femmes sur le marché de l'emploi. La proportion de travailleuses est ainsi passée d'environ 8 % en 1987 à près de 14 % à présent. Plutôt que de se plaindre de la dureté de leurs journées, la quasi-totalité d'entre elles soulignent le poids grandissant acquis au sein de leurs familles, qu'elles soient mariées ou non. *« On a notre mot à dire maintenant, pour toutes les décisions importantes, puisque bien souvent c'est nous qui rapportons de l'argent à nos frères, à nos pères, ou à nos maris. Eux traînent dans les rues à discuter, nous, on s'active. On se sent beaucoup moins vulnérables. »* Il convient donc, plus que jamais, de ne pas se fier aux apparences. Contrairement à il y a vingt ans, beaucoup de celles qui travaillent n'ont plus honte de porter le voile. La plupart le font parce que le *hidjab* cache leur misère, et parce qu'il leur permet de passer inaperçues dans les rues, donc d'être moins importunées. Elles ne s'en déclarent pas moins « modernes » pour autant.

« Il faudrait savoir une bonne fois pour toutes ce qu'est la modernité », lance Lamia, qui a, pour l'instant, renoncé à porter le voile, au grand soulagement de sa mère. *« Si j'ai fait ce choix, il ne faut surtout pas croire que j'ai abandonné ma recherche d'authenticité*, précise la jeune fille, s'interrogeant tout haut sur les multiples contradictions qui la tenaillent, comme toutes les adolescentes de son âge. *C'est tout simplement que je ne suis pas sûre que le voile soit la bonne réponse. En fait, je n'ai pas envie qu'il manque une dimension à ma personnalité... »*

Si elle avait eu l'âge requis le 5 juin dernier, Lamia aurait voté aux élections législatives. Elle ne sait pas très bien pour qui, mais en tout cas, souligne-t-elle, *« je n'aurais voté ni pour le MSP ni pour Ennahdha, les deux partis islamistes »*. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'elle se méfie de tous les hommes politiques, *« même s'ils se réclament de l'islam »*, dit-elle. *« L'islam, c'est une culture, ce n'est pas une politique*, ajoute-t-elle avec véhémence. *Si être moderne, c'est avoir une place dans la société, rien ne m'en empêche. Je suis convaincue, contrairement à ma mère, que ma personnalité reste à trouver. Elle croit que je cherche à la contredire à tout prix, mais ce n'est pas vrai. Je cherche ma voie, et je sais que je la trouverai, quelque part entre la sienne et celle de ces femmes qui appliquent à la lettre ce que disent les dirigeants islamistes. Eux ne font que de la politique. »*

BAYA GACEMI.

Nos précédents articles :

- Eclaircie économique pour le pouvoir, par *Akram Ellyas* (mai 1997).
- Dossier « L'Algérie et les droits humains » (mars 1996).
- *Avoir vingt ans en Algérie*, par *Meriem Vergès* (novembre 1995).
- Persistante impasse militaire en Algérie, par *Bruno Callies de Salies* (mars 1995).
- Document : La plate-forme de Rome (mars 1995).
- Pacte pour l'Algérie, par *Ignacio Ramonet* (février 1995).
- Voyage au bout des peurs algériennes, par *Lyes Si Zoubir* (mai 1994).
- *Batna dans le vertige des peurs et des frustrations*, par *Florence Beaugé* (mars 1993).
- Economie de guerre en Algérie, par *Larbi Talha* (août 1992).
- L'Algérie au risque des impatiences, par *Maurice Lemoine* (juillet 1991).
- Le gardien, par *Rachid Mimouni* (juin 1990).
- De la démocratie en Algérie, par *Lahouari Addi* (octobre 1989).
- L'Algérie sous le choc, par *Ignacio Ramonet* (novembre 1988).
- Les défis de la crise, par *Abdelkader Djeghloul* (novembre 1986).
- Vent de réforme en Algérie, par *Ignacio Ramonet* (octobre 1986).





DE L'ART DE FAIRE PARLER LES STATISTIQUES

L'Afrique à l'aune du développeme[illegible]

DEPUIS plusieurs mois, les institutions financières internationales s'efforcent d'accréditer l'idée que le continent noir est sur la voie de la prospérité. Une rafale de rapports parus ces dernières semaines s'appuient sur de douteuses statistiques pour conforter cette thèse. A confondre taux de croissance et développement, à occulter le poids de la dette, la manipulation permet de masquer le fait que les peuples d'Afrique sont les victimes emblématiques du creusement des inégalités.

Par CHRISTIAN DE BRIE

« *L'Afrique est en marche* (1). » La croissance mondiale inspirant une « *exubérance rationnelle* (2) », « *pour la première fois en une génération des signes encourageants de progrès se font jour* (3) ». « *L'espoir et de réels succès sont en train de transformer le continent* (...) *Les changements dont nous sommes les témoins, en bâtissant les fondations de la prospérité et du bien-être, donnent un sens nouveau à l'espoir en l'avenir* (4). »

Serait-ce la bonne nouvelle tant attendue ou un de ces moments de lyrisme grisé de fin de banquet ? Propos d'orfèvres, tenus par le directeur et le directeur Afrique du Fonds monétaire international (FMI), MM. Michel Camdessus et Evangelos A. Calamitsis, et deux vice-présidents de la Banque mondiale, MM. Callisto Madavo et Jean-Louis Sarbib. Confirmés par les récents rapports élaborés par les experts réputés des plus grands organismes internationaux. Tandis que celui du FMI affirme, preuves à l'appui, que « *les résultats de l'Afrique en 1996 sont particulièrement encourageants* (5) », le rapport 1997 de la Banque mondiale propose d'« *agir ensemble, par-delà les frontières, pour le bien commun* », afin que « *la moitié environ de la population du monde en développement* [en particulier celle d'Afrique subsaharienne] *qui n'a pas encore profité de la mondialisation puisse bénéficier de cette augmentation – dont il est tant question – du commerce international et des flux de capitaux* » et que la région connaisse à son tour le « *miracle* » économique de l'Asie (6). En attendant, si l'on s'en donne les moyens, comme le propose le rapport mondial 1997 sur le développement humain, « *d'éradiquer la pauvreté extrême de la surface du globe d'ici au début du siècle prochain* (...), *il importe désormais de la reléguer dans les oubliettes de l'Histoire* (7) ». On n'avait rien entendu de tel depuis l'époque des « lendemains qui chantent ».

D'aucuns croyaient l'Afrique subsaharienne ravagée depuis des années par d'interminables guerres civiles – Ethiopie, Somalie, Mozambique, Angola, Liberia, Ouganda, Rwanda, Burundi, Zaïre... – avec leurs centaines de milliers de victimes, les cortèges de réfugiés parqués dans les camps, les villages dévastés, les zones abandonnées aux seigneurs de la guerre ; atteinte par la désertification et la malnutrition qui l'accompagne, les déforestations et une pollution accélérées ; déstabilisée par l'exode rural, l'insécurité et l'insalubrité urbaines ; écrasée par le poids de la dette, la paupérisation des populations et des Etats, de moins en moins en mesure d'assurer le fonctionnement régulier des services publics, de financer les infrastructures, de garantir à tous et à toutes l'accès à l'éducation et à des conditions sanitaires décentes. Une Afrique s'éloignant inexorablement du modèle de développement façonné après la seconde guerre mondiale et la décolonisation.

Economistes, statisticiens et experts de quelque deux douzaines d'instances internationales se font fort d'apporter la preuve du contraire. Rien qu'à la Banque mondiale, qui dépense 100 millions de dollars dans la recherche, ils sont cinq cents professionnels et autant de consultants extérieurs à collecter l'information correcte et à diffuser la bonne nouvelle (8). Il suffit d'aller y voir.

En ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, la visite vaut le détour et réserve quelques surprises. Dans le luxueux volume de statistiques sur le développement publié par la Banque mondiale, les centaines de tableaux aux mesures puisées aux meilleures sources ont toute l'apparence d'une somme du savoir chiffré. Mais à y regarder de plus près, on constate tout d'abord que, sur un grand nombre d'items, les données sont partielles ou tout simplement inexistantes. Quand elles existent, elles sont souvent sujettes à caution. Quand elles ne le sont pas, elles ont plutôt tendance à dire le contraire de ce que l'on voudrait leur faire dire.

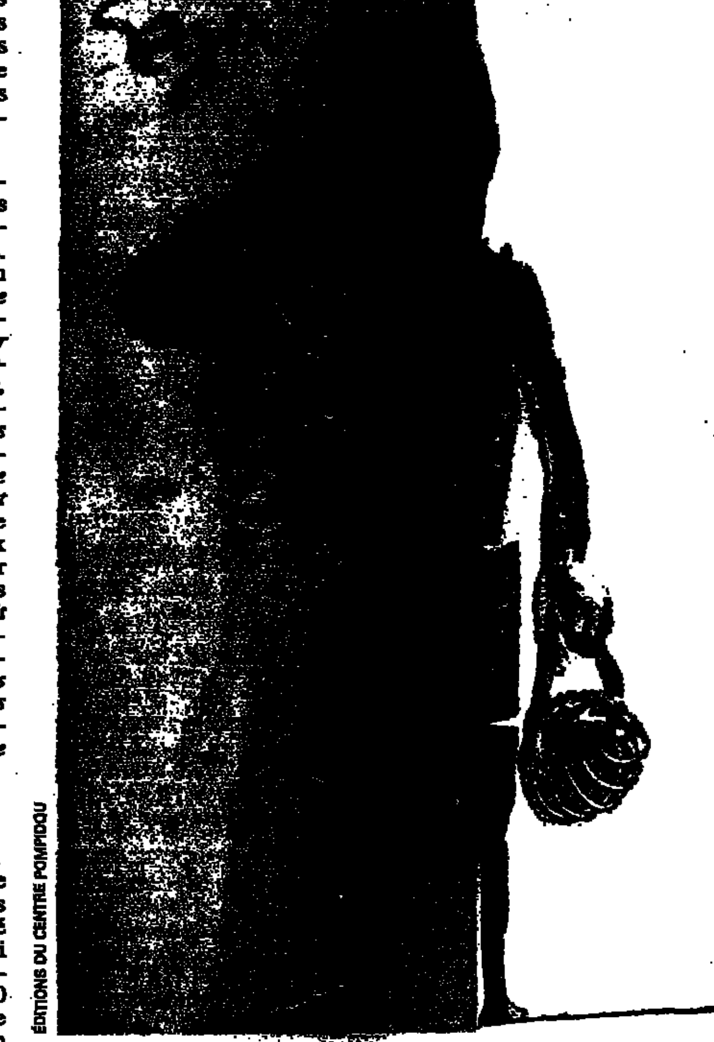
Pour commencer, aucun des 48 pays de la zone ne dispose de statistiques de base complètes et fiables. Certaines parmi les plus importantes, relatives par exemple à l'activité industrielle, font fréquemment défaut (Angola, Tchad, Erythrée, Guinée, Mozambique, Namibie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe...) ou *datent* de dix ans et plus (Nigeria, Rwanda, Gabon...). De même pour le recensement agricole ou les ressources en eau. D'autres sont si incomplètes qu'elles interdisent de mesurer les variations dans le temps, qu'il s'agisse de l'accès de la population aux soins médicaux, à l'eau potable ou au tout-à-l'égout.

Ensuite, les données fournies, éventuellement par d'autres organismes internationaux, sont souvent dépourvues de signification ou peu crédibles. Ainsi par exemple, bien que figurant au titre des statistiques 1997, « *l'âge moyen des dernières données disponibles au niveau international pour trois indicateurs clés – le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, le taux net de scolarisation (pourcentage d'enfants scolarisés parmi les enfants en âge de fréquenter l'école primaire) et le pourcentage des enfants de moins de cinq ans dont le poids est insuffisant* » – varie de un an pour le Sénégal à cinq ans pour le Nigeria, dix ans pour le Gabon, quinze ans pour l'Angola (elle atteint ou dépasse les trois ans dans 32 pays). « *Un petit nombre de pays n'ont pas de statistiques connues pour certains indicateurs. Les données publiées pour ces pays représentent habituellement des estimations fondées sur des nations voisines ayant des niveaux similaires de PNB par habitant* (9). »

Manipulation des chiffres

AU-DELÀ commence la manipulation plus ou moins subtile. Les procédés classiques consistent, pour masquer la réalité, à remplacer les anciens items par de nouveaux, rendant impossibles les comparaisons dans le temps qui pourraient se révéler non conformes au discours officiel, ou à choisir des périodes de référence les plus favorables à la démonstration. Sachant que, au cours des années 60 à 80, *nombre de pays ont connu* des progrès sensibles en matière de développement économique et social et que, depuis, ces progrès se sont ralentis ou ont fait place à une régression avec les plans d'ajustement structurel, on sera tenté, pour dissimuler l'effet négatif, de prendre pour *référence, l'année 1970 plutôt que* l'année 1980, où les résultats étaient les meilleurs, qu'il s'agisse de mortalité infantile ou d'espérance de vie. Ainsi par exemple le taux de mortalité infantile au Mali a baissé de 23 % entre 1960 et 1980, puis augmenté de 26,5 % de 1980 à 1985, pour revenir en 1994 à un niveau proche de celui de 1980. En comparant les années 1970 et 1994, on escamote la hausse de la mortalité et l'on donne l'illusion d'une baisse continue.

On peut faire mieux, et on ne s'en prive guère. Autre signe encourageant, les statistiques faisant apparaître une baisse sensible du taux de mortalité infantile dans les pays de la région. Ces *statistiques sont établies à partir des* accouchements pratiqués en maternité. Or, les plans d'ajustement structurel préconisant la prise en charge des soins de santé par les bénéficiaires eux-mêmes, les consultations et accouchements en maternité, devenus trop onéreux, dimi[illegible] [illegible] fortement. Pour les femmes [illegible] [illegible] les moyens d'être [illegible] [illegible] leur grossesse et d'accoucher [illegible] [illegible] hospitalier, les risques de [illegible] [illegible] effectivement en [illegible] [illegible] ce temps, on ne comptabilise [illegible] [illegible] nombre croissant d'accouche[illegible]



ÉDITIONS DU CENTRE POMPIDOU

MIQUEL BARCELÓ. – [illegible] (1990)

Sortir du cycle infernal de lette

Par ÉRIC TOUSSAINT *

BIEN qu'elle ait déjà remboursé deux fois le montant de sa dette extérieure entre 1980 et 1996, l'Afrique subsaharienne se retrouve trois fois plus endettée qu'il y a seize ans. Elle devait à ses créanciers 235,4 milliards de dollars fin 1996, contre 84,3 milliards en 1980. Entre-temps, le sous-continent aura déboursé 170 milliards de dollars pour le service de la dette (intérêts et capital) ; un service qui lui coûte chaque année quatre fois le montant des budgets de santé et d'éducation (1).

Malgré cela, les 48 pays de la région ont accumulé d'énormes arriérés : 48 milliards de dollars en 1994 (2) ; 31 d'entre eux sont classés en 1996 par la Banque mondiale dans la catégorie des pays à bas revenus sévèrement endettés, soit 6 de plus qu'en 1994. Pour rembourser une dette extérieure entièrement libellée en devises fortes, ils doivent prélever une part considérable de leurs revenus d'exportation. Pour se libérer de la totalité, ils devraient reverser l'intégralité de ces revenus d'exportation pendant plus de trois ans.

Depuis le début des années 80, les termes dans lesquels les produits d'exportation de l'Afrique subsaharienne s'échangent, sur le marché mondial, contre les produits qu'elle importe des pays industrialisés n'ont cessé de se dégrader. Malgré la hausse passagère du prix de quelques matières premières en 1995-1996 (café, cacao), la tendance au déclin est évidente. Le panier des produits exportés a perdu la moitié de sa valeur face aux produits importés du Nord. L'Afrique réagit en tentant d'augmenter le volume de ses exportations sur le marché mondial, mais sans *résoudre le problème, car les prix de* celles-ci baissent plus vite que les prix des produits importés. En réalité, dans le système actuel du commerce mondial, les pays du Sud sont désavantagés et en particulier ceux d'Afrique subsaharienne, qui exportent beaucoup moins de produits manufacturés que ceux d'Amérique latine ou d'Asie de l'Est : toute augmentation du volume de leurs exportations tend à faire baisser la valeur de celles-ci. En conséquence, leur balance commerciale connaît un déficit croissant. Après plus de dix années de politiques d'ajustement structurel dictées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), l'échec est cuisant.

L'Afrique subsaharienne ne représente, en 1995, que 1 % des investissements directs étrangers dans les pays en voie de développement : 2,2 milliards de dollars sur 240,3 milliards (3). La situation est encore plus critique si l'on tient compte du fait qu'un tout petit nombre d'Etats reçoivent plus de 90 % de ces crédits (Afrique du Sud et quelques pays producteurs de pétrole et de minéraux, Nigeria, Angola, Gabon, Cameroun...). En revanche, les maisons mères des sociétés multinationales implantées dans la région ne se privent pas de rapatrier les bénéfices dont le montant est deux fois plus élevé que celui des investissements *(voir tableau ci-dessous)*.

Endettement croissant malgré le remboursement de montants importants ; échange inégal creusant le déficit commercial ; faibles apports de capitaux extérieurs, mais rapatriement vers les multinationales du Nord de bénéfices relativement considérables : les bulletins de santé satisfaits des médias et des institutions financières internationales ont peu à voir avec la réalité.

« *Savez-vous qu'en dépit des sommes considérables affectées aux aides bilatérales et multilatérales le flux des capitaux qui viennent d'Afrique vers les pays industriels est plus important que le flux des capitaux qui vont des pays industriels vers ce continent* », constatait déjà le président François Mitterrand lors de la réunion du Groupe des *sept pays les plus industrialisés* (G 7) en juillet 1994 (4). Demi-vérité, car il n'est pas vrai que les sommes affectées aux aides bilatérales et multilatérales soient considérables. L'aide publique au développement est à son niveau le plus bas depuis quarante-cinq ans (5), inférieure à 0,33 % du produit national brut (PNB) des pays développés, alors que l'objectif fixé par l'Organisation des Nations unies à la fin des années 60 était d'atteindre 0,7 % et que les chefs d'Etat réunis au sommet de Rio en 1992 s'étaient engagés à tripler son volume.

En définitive, le processus de l'endettement africain est similaire à celui qui affecte les autres régions du Sud. A partir de la seconde moitié des années 60, les banquiers du Nord ont cherché des acquéreurs pour leurs surplus de liquidités. Le phénomène s'est amplifié avec le recyclage des pétro-dollars. Sous la présidence de M. Robert McNamara (ancien secrétaire à la défense des Etats-Unis pendant l'escalade de l'intervention américaine au Vietnam), la Banque mondiale a poussé dans la même direction : elle a décuplé ses prêts entre 1968 *et 1973* et les a augmentés encore plus rapidement durant les cinq années suivantes.

La crise économique qui frappa de plein fouet les économies des pays les plus industrialisés à partir de 1973 amena leurs gouvernements à tenter une relance en prêtant davantage de capitaux au Sud, à condition que celui-ci leur achète leurs marchandises. Envoyés de la Banque mondiale, banquiers et ministres de la coopération extérieure des pays du Nord firent le siège des gouvernants africains pour que ceux-ci empruntent et réalisent de grands projets d'infrastructure avec l'équipement et le savoir-faire des pays industrialisés. Ce qu'ils ont fait d'autant plus volontiers que les taux d'intérêt étaient très bas, que les grands travaux ne pouvaient que renforcer leur pouvoir et qu'ils s'accompagnaient de nombreuses commissions versées par entreprises et gouvernements des pays industrialisés se disputant les clients. La corruption venue du Nord *entretint* celle existant au Sud et renforça clientélisme et kleptocratie de beaucoup de régimes. La dette de l'Afrique subsaharienne fut multipliée par douze entre 1970 et 1980.

La crise survient au début des années 80 quand, sous l'impulsion de la Réserve fédérale des Etats-Unis, les taux d'intérêt connaissent une hausse très forte. Les pays de la zone, comme l'ensemble des pays en voie de développement, sont confrontés à des charges d'intérêts multipliées par trois au moment où les prix de leurs exportations commencent à baisser. Débute alors un cycle infernal : les pays empruntent pour rembourser et, bien qu'ils remboursent, leur dette extérieure s'accroît.

Au cours des dernières années, les banques privées se sont fait rembourser leurs créances par les pays endettés et par les gouvernements du Nord (6), qui détiennent près de la moitié de la dette des pays d'Afrique subsaharienne (hors Afrique du Sud), les institutions financières internationales (Banque mondiale, FMI, Banque africaine de développement) en détenant plus d'un tiers. Plus un pays africain est pauvre, plus grande est la part de sa dette détenue par les institutions financières internationales : 79 % pour le Burundi, 81 % pour le Rwanda, 77 % pour la République centrafricaine, 61 % pour la Guinée-Bissau, 77 % pour l'Ouganda. Au total, Banque mondiale et FMI reçoivent des pays endettés plus qu'ils ne leur prêtent (7) et sont les premiers à être remboursés.

Une partie considérable de l'aide publique au développement octroyée par les pays du Nord est dès lors utilisée par les pays endettés pour rembourser [illegible]

[illegible]itutions financières internationales. [illegible] à part l'Afrique du Sud [illegible] son économie) et le S[illegible] [illegible] tout contact avec ces [illegible] [illegible] les gouvernements du [illegible] [illegible] sont littéralement sous la [illegible] FMI, de la Banque mondiale [illegible] Club de Paris, qui laisse aux deux [illegible] le soin de mettre au point les [illegible] que les gouvernements [illegible] appliquer.

[illegible] près de quinze ans, des plans [illegible] structurel sont imposés à [illegible] des pays d'Afrique subsaha[illegible] Assortis d'un moyen de chan[illegible] [illegible] : la ligne de crédit est sus[illegible] si les autorités refusent le plan. [illegible] effets sociaux et économiques [illegible]

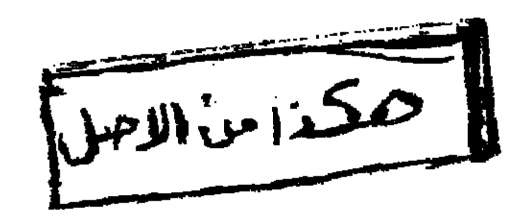


* Président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM, Bruxelles), auteur de *La Bourse ou la Vie*, à paraître en novembre 1997 aux Editions Luc Pire (Bruxelles) / Syllepse (Paris) / Cétim (Genève).

UN SERVICE DE LA DETTE CINQ FOIS SUPÉRIEUR AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS
(en milliards de dollars)

	1980	1990	1995	1996
DETTE EXTÉRIEURE	84,3	186	228	235,4
SERVICE DE LA DETTE	9	15,2	13,6	12,6
BALANCE COMMERCIALE	2,2	– 0,6	– 11,4	– 11,5
INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS (FLUX NETS)	0	0,9	2,2	2,8
RAPATRIEMENT DE BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES	4	4,5	4,4	4,2

Sources : Banque mondiale : *World Debt Tables*, Washington ; *Global Development Finance*, Washington, 1997, vol. I.



DE L'ART DE FAIRE PARLER LES STATISTIQUES

à l'aune du développement virtuel



« Carnets de Segou » (1996)

…ment fortement. Pour les femmes qui ont encore les moyens d'être suivies durant leur grossesse et d'accoucher en milieu hospitalier, les risques de complication sont effectivement en diminution. Pendant ce temps, on ne comptabilise pas le nombre croissant d'accouchements extra-hospitaliers et la mortalité maternelle et infantile qui les accompagne.

Enfin, à défaut de données statistiques, on élabore des instruments de mesure à fort contenu idéologique, mais dépourvus de toute pertinence scientifique. Le tout récent rapport de la Banque mondiale intitulé « L'Etat dans un monde en *mutation* » *est un* modèle du genre (10). Toute à sa préoccupation, non pas de réhabiliter l'Etat, comme l'ont prétendu quelques commentateurs pressés, mais de justifier son cantonnement dans ses seules fonctions régaliennes de maintien de la loi et de l'ordre pour la sécurité prioritaire des capitaux étrangers, la Banque s'essouffle, à grand renfort de graphiques, à tenter de donner une légitimité statistique à ses positions ultra-libérales.

On y mesure de très subjectifs indices de corruption et de crédibilité des Etats. On y apprend sur des figures artificiellement fabriquées que les pays qui suivent la bonne politique économique, celle, bien sûr, préconisée par la Banque mondiale, ont une croissance plus rapide que les autres et d'autant plus rapide qu'ils la *suivent sans écart*. Ou encore comment devenir un Etat efficace en sautant par petits bonds de la zone 1, celle de l'Etat le moins capable qui veut tout faire avec peu de moyens, à la zone 3, celle du plus capable *concentré sur un petit nombre de* tâches essentielles, après avoir abandonné, en zone 2, la plupart de ses activités à la communauté du *business*.

On y trouve même un petit guide du propagandiste libéral : « Six objections aux privatisations et comment y répondre », et le pays modèle à suivre. Cette année, le meilleur élève de la classe africaine des « ajustés structurels » est sans conteste l'Ouganda – qui a succédé au Ghana dans le rôle de « miraculé » –, félicité par ses maîtres pour son aptitude à *« réaliser des réformes de grande envergure »* en *« comprimant très fortement les effectifs de la fonction publique »* et en y *« stimulant la compétition »*, en *« sous-traitant les services sociaux à des organisations non gouvernementales »* et en *« s'ouvrant à la concurrence extérieure »*. Car *« la participation à l'économie mondiale est une protection supplémentaire contre l'action arbitraire de l'Etat ; elle limite ses droits régaliens en matière d'imposition des capitaux et expose les politiques monétaires et budgétaires aux regards attentifs des marchés financiers* (11) ». On aura compris que l'intérêt des peuples n'était pas la première préoccupation des experts des institutions financières internationales.

Reste à trouver les motifs de cette *« exubérance rationnelle »* suscitée par une *« Afrique en marche* [vers] *la prospérité et le bien-être »* découverte par les vice-présidents de la Banque mondiale, quand les propres statistiques fournies par leur organisme et confirmées par d'autres – en particulier *le Rapport mondial sur le développement humain 1997* du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (12) – révèlent une tout autre réalité. Sur les 50 pays les plus pauvres du monde, classés selon l'indice de pauvreté humaine du PNUD, 33 sont situés en Afrique subsaharienne. *« 45 % de sa population, soit 266 millions d'habitants sur 590 millions, souffrent de pauvreté.* (...) *L'acuité de cette pauvreté y est plus prononcée que partout ailleurs* (13). »

Disneyland de la mondialisation

ET la *situation* ne fait que s'aggraver : la proportion des pauvres a augmenté et les personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour sont passées de 179 millions en 1987 à 218 millions *en 1993*, soit 85 % de la *population* en Zambie, 72 % à Madagascar, 65 % en Angola, 61 % au Niger, 50 % en Ouganda (14). *« Entre 1981 et 1989, on a enregistré en Afrique subsaharienne une baisse cumulée de 21 % du PNB réel par habitant. Ce recul a touché à la fois les pays ayant entrepris des ajustements structurels et les autres* (...). *Les reculs les plus graves ont été observés au Gabon (58 %), au Nigeria (50 %), en Côte-d'Ivoire (42 %)* (...). *Même dans les années 90, près de 32 % des personnes vivant dans la région ne devraient pas atteindre l'âge de quarante ans* (15). » On y compte un médecin pour 18 000 habitants (contre un pour 350 dans les pays industrialisés), les deux tiers des 23 millions de séropositifs, et le virus y progresse plus rapidement que partout ailleurs, moins d'une personne sur deux y dispose d'eau potable, une sur deux n'a pas accès aux services de santé, la production alimentaire par habitant a régressé depuis 1980, la population illettrée est passée de 125,9 millions en 1980 à 140,5 millions en 1995, etc. Pendant ce temps, les inégalités dans le monde ne cessent de s'accroître. *« En 1994, le rapport de revenu entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres était de 78 contre un, nettement plus qu'en 1960 : 30 contre un* (16). »

Les anciens planificateurs socialistes *cultivaient le mensonge statistique*. Tandis que les unités de production, armées de la géniale pensée du camarade Staline, dépassaient allègrement en quelques mois les objectifs assignés pour un *quinquennat*, la pénurie s'installait partout. Il restait au petit père des peuples à expliquer l'échec par... *« le vertige du succès »* (17). C'était le temps des *« hauteurs béantes »* (18). Voici venu celui de l'économie virtuelle, l'ouverture du gigantesque Disneyland de la globalisation. Visitez sa croissance enchantée, son monde merveilleux du développement, ses dragons émergents faiseurs de « miracles », ses petits nains, pays dociles de la bonne « gouvernance » guidés par les Blanche-Neige de Bretton Woods. Feuilletez le magnifique guide du développement mondial, fruit du travail de centaines de spécialistes à 100 000 dollars par an, ses jolis graphiques couleur pastel expliquant aux enfants à l'aide de petits cubes comment un pays peut grandir plus vite et plus fort en consommant la bonne politique économique du catalogue.

Toute cette mascarade tente vainement de camoufler l'échec patent des politiques d'ajustement structurel imposées depuis quinze ans aux pays du sous-continent africain dans le seul intérêt des membres du club du G7 et les ravages opérés par le modèle économique de la mondialisation capitaliste. Plus l'écart grandit entre riches et pauvres, plus la pauvreté s'étend dans les populations d'Afrique subsaharienne, plus il faut entretenir l'illusion. Celle du progrès, du développement et d'un prochain « miracle », image fétiche de néo-libéraux qu'on aurait cru plus attachés aux comportements rationnels et qui ne semblent plus compter que sur ces interventions divines bienveillantes, à l'égard desquelles les Eglises elles-mêmes gardent pourtant la plus grande méfiance.

En janvier 1949, dans le point 4 de son « discours sur l'état de l'Union », le président américain Harry Truman ouvrait l'ère du « développement ». Désormais, il n'y aurait plus de Berbères, de Thaïs, d'Achantis ou de Guaranis, mais des « sous-développés », « en voie de développement » grâce à l'aide apportée par les pays « développés », dont les Etats-Unis prenaient tout naturellement la tête d'un classement effectué à l'aide d'un nouvel indicateur : le produit national brut (PNB).

L'impérialisme avait trouvé une idéologie nouvelle pour légitimer l'expansion du capitalisme, un temps menacé au Sud par la revendication d'un nouvel ordre économique international (NOEI) et le « tiers-mondisme », avant que celui-ci, devenu une « bête à abattre » (19), ne laisse bientôt la place aux lois universelles du marché. Désormais, elles seraient seules chargées de régler les rapports entre forts et faibles, riches et pauvres, Nord et Sud. Aux bons docteurs libéraux le soin d'administrer aux laissés-pour-compte le traitement de choc, l'ajustement structurel, relevant de l'ingérence humanitaire. Le 25 septembre 1972, devant le conseil des gouverneurs de la Banque mondiale, son président, M. Robert McNamara, appelait à *« se lancer à l'assaut de la pauvreté »* et des *« conditions de dénuement qui défient la dignité humaine »*. Vingt-cinq ans après, au vu des résultats, il serait temps pour les pays d'Afrique subsaharienne de remettre en question un modèle de croissance occidental voué à couvrir l'injustice de la cape délabrée du développement (20).

CHRISTIAN DE BRIE.

(1) *International Herald Tribune*, Paris, 21-22 juin 1997.

(2) Selon M. Michel Camdessus, in *Les Echos*, vendredi 25 et samedi 26 avril 1997.

(3) Entretien de M. Evangelos A. Calamitsis. *FMI Bulletin*, vol. 26, nº 13, 14 juillet 1997.

(4) *International Herald Tribune, op. cit.*

(5) *Rapport sur les perspectives de l'économie mondiale*, cité par le *Financial Times*, 14 mai 1997.

(6) Banque mondiale, *World Development Indicators 1997*, Oxford University Press, 1997.

(7) Programme des Nations unies pour le développement, *Rapport mondial sur le développement humain 1997*, Economica, Paris, 1997.

(8) Catherine Caufield, « Masters of Illusion, The World bank and the Poverty of nations », cité in *Bank Check Quaterly*, nº 17 juin 1997.

(9) *Le progrès des nations*, rapport Unicef, Genève, 1997, p. 68.

(10) *Rapport sur le développement 1997*, Banque mondiale, *op cit.*

(11) *L'Etat dans un monde en mutation*, rapport de la Banque mondiale, 1997, résumé en français, pp. 11 et 13.

(12) Lire Alain Gresh, « L'ombre des inégalités », *Le Monde diplomatique*, septembre 1997.

(13) *Rapport du PNUD op. cit.* pp. 23 et 37.

(14) *World Development Indicators, op. cit.*, p. 31.

(15) *Rapport* du PNUD, *op. cit.*, pp. 35 et 26.

(16) *Idem*, p. 27.

(17) Titre d'un célèbre article de Staline, publié dans la *Pravda* du 2 mars 1930.

(18) Alexandre Zinoviev, *Les Hauteurs béantes*, Laffont, Paris, 1990.

(19) Voir le dossier publié sous ce titre dans *Le Monde diplomatique*, mai 1985.

(20) Sur ce point, lire Gilbert Rist, *Le Développement, histoire d'une croyance occidentale*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris 1996, et Serge Latouche, *La Planète des naufragés, essai sur l'après-développement*, La Découverte, Paris, 1991.

cle infernal la dette

les institutions financières internationales. Mis à part l'Afrique du Sud (vu le poids de son économie) et le Soudan (qui a rompu tout contact avec ces institutions), les gouvernements du sous-continent sont littéralement sous la coupe du FMI, de la Banque mondiale, et du Club de Paris, qui laisse aux deux premiers le soin de mettre au point les politiques que les gouvernements doivent appliquer.

Depuis près de quinze ans, des plans d'ajustement structurel sont imposés à la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Assortis d'un moyen de chantage efficace : la ligne de crédit est suspendue si les autorités refusent le plan, dont les effets sociaux et économiques sont souvent désastreux : abaissement du rôle redistributeur de l'Etat, baisse de la production *nationale dans* les secteurs agricole et semi-industriel, dégradation des conditions de vie de la majorité de la population.

Ainsi par exemple, en Zambie, entre *1990 et 1993*, le gouvernement a dépensé 37 millions de dollars pour l'enseignement primaire, tandis qu'il remboursait 1,3 milliard de dollars en service de la dette (8). Autrement dit, pour 1 dollar investi *dans l'enseignement* primaire, le gouvernement en paie 35 au club des pays riches. En 1995, le gouvernement dépensait six fois moins pour l'éducation primaire par habitant *que dix ans auparavant* et 30 % de moins pour la budget de la santé. Conséquence : 80 % des coûts de l'école primaire étaient pris en charge par les familles elles-mêmes et la mortalité infantile augmentait de 20 % au cours de la période.



… par leur mère » (1996)

Depuis 1994, le Club de Paris négocie des réductions de dette, au cas par cas, avec les pays africains désignés comme bons élèves par le FMI, et proclame son intention de réduire jusqu'à 67 % le stock de la dette bilatérale des pays les plus endettés. En réalité, les conditions d'accès sont tellement draconiennes que la réduction promise se réduit à très peu de choses. Le premier pays (l'Ouganda) à bénéficier des largesses du Club de Paris n'a obtenu que 3 % de réduction de sa dette extérieure, et l'ensemble des annulations et allégements accordés en 1995 à tous les pays de l'Afrique subsaharienne *représente moins* de 1 % du stock de leur dette (9).

En 1996, la Banque mondiale, le FMI et le Club de Paris ont pris une nouvelle initiative, visant à rendre « soutenable » le paiement du service de la dette des plus pauvres et des plus endettés dont le total représente plus de 200 milliards de dollars. Les premières réductions sont attendues pour 1998, mais la plupart n'interviendront *qu'après l'an 2000. Banque mondiale et* FMI se déclarent prêts à réunir un maximum de 7 milliards de dollars pour financer l'ensemble de l'initiative, soit *« à peu près autant que la construction du parc d'attraction Eurodisney en France* (10) », et trente fois moins que les 200 milliards de dollars volatilisés sur les places boursières asiatiques au cours du seul mois d'août 1997.

La dette extérieure de l'Afrique subsaharienne où vivent plus de 10 % des habitants de la planète représente moins de 1 % des dettes libellées en dollars dans le monde. Vu son coût social, refuser de l'annuler équivaut à un refus de porter assistance à personne en danger de mort. Pour éviter qu'une telle annulation donne un ballon d'oxygène à des régimes corrompus, il faut également geler les avoirs que détiennent les gouvernants africains et leur entourage afin de permettre aux organisations démocratiques de chaque pays, avec l'aide des pouvoirs judiciaire et législatif, de procéder à un audit. S'il apparaît que ces avoirs ont été mal acquis, ils devraient être rétrocédés et financer un fonds de développement social sous contrôle public. Ces deux propositions que relaie le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde sont des conditions préalables nécessaires à un renouveau économique et démocratique en Afrique.

ÉRIC TOUSSAINT.

(1) Daniel Comanne et Eric Toussaint, *La dette : ce nouvel esclavage de l'Afrique*, dossier CADTM/GRESEA nº 15, Bruxelles, 1995, p. 91.

(2) Jacques Alibert, « La dette extérieure de l'Afrique », *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 29 mars 1996, Paris.

(3) Jacques Alibert, *op. cit.*

(4) D. Comanne et E. Toussaint, *op. cit.*, p. 90.

(5) *Le progrès des nations*, rapport Unicef, Genève 1997 et *Alternatives économiques*, nº 146, mars 1997.

(6) Cela a pris plusieurs formes. Des pays du Nord ont racheté aux banques privées certaines de leurs créances (en utilisant une partie du budget de la coopération extérieure). Les banques ont bénéficié de réductions d'impôts pour des créances qu'elles *déclaraient non recouvrables (même si au* bout du compte les débiteurs ont fini par payer).

(7) PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, Editions Economica, Paris, 1994, p. 68.

(8) Oxfam international, *Multilateral Debt : the Human Costs*, Washington, février 1996, p. 11.

(9) Banque mondiale, *Global Development Finance*, Washington, 1997, vol. 1, p. 203.

(10) PNUD, *Rapport sur le développement humain 1997*, p. 103.

COMMENT SURVIVRE SANS LA « COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE »

Somaliland, le pays qui n'existe pas

INSTALLÉE dans les frontières de l'ancienne colonie britannique, la République du Somaliland, pour avoir quitté la Somalie et proclamé son indépendance en 1991, se trouve privée de toute reconnaissance et de toute aide. Pauvre et isolée, elle s'emploie à marier pacifiquement démocratie et traditions culturelles avec un succès que l'on ne rencontre guère dans les pays d'Afrique bénéficiaires de l'assistance internationale. Une expérience originale sinon un modèle pour le continent.

Par notre envoyé spécial GÉRARD PRUNIER *

Après en avoir fait pendant plusieurs années le symbole de l'activisme charitable, les médias ont cessé de s'intéresser à la Somalie, seul Etat au monde dont le siège à l'ONU soit vacant. En mars 1995, la fin de l'intervention des Nations unies (Onusom) a marqué l'entrée de cet ex-pays dans une de ces *« zones grises »* dont parle l'écrivain et essayiste Jean-Christophe Rufin (1). La *Somalie n'est pas abolie mais, sur ses* quelque 637 000 km², elle n'existe que de manière indéterminée.

Ce qui fut la République de Somalie peut être divisé en quatre zones. Au *nord-est, autour de sa « capitale »* Bossaso, le pays majertine connaît une paix presque complète depuis la fin de la guerre contre l'ancien dictateur Syaad Barré, en janvier 1991. Plus au sud, de *Galkayo à Belet Weyn, une région charnière* peuplée de Marehans et de nombreux sous-clans hawiyés, moyennement troublée, sert d'interface, notamment sur le plan commercial, *entre le Nord-Est en paix et le Sud en* guerre. Car c'est au sud, du Bénadir (région de Mogadiscio) jusqu'à la frontière kenyane, que la guerre civile continue depuis six ans.

Six ou sept seigneurs de la guerre principaux s'y affrontent au gré d'alliances fluctuantes mais toujours ordonnées par la grande division binaire entre les deux principaux rivaux hawiyés, *MM. Ali Mahdi Mohamed* et Hussein Farah Aïdid. Ce dernier a succédé à son père, le général Mohamed Farah Aïdid, « tombeur » de l'armée américaine à Mogadiscio en 1993, tué *au combat contre les forces de* M. Ali Mahdi en août 1996. Les seigneurs de la guerre ne sont nullement des chefs claniques traditionnels, mais des parvenus qui ont émergé au premier plan *politico-militaire pendant* la *guerre contre* la dictature (1981-1991). Ils rassemblent des groupes d'hommes jeunes, pauvres et récemment urbanisés, appartenant à plusieurs fractions de clans et ne *connaissant d'autre métier que la* guerre.

C'est contre ce « système » que s'est déterminée la quatrième partie de l'ex-Somalie, la République du Somaliland. A l'origine de ce phénomène, ce que l'on pourrait appeler le « différentiel de colonisation » entre l'ancien British Somaliland, au nord, et sa contrepartie au sud, la Somalia Italiana.

Dans le Nord, les Britanniques, qui n'avaient occupé le pays que pour contrôler le détroit stratégique du Bab-el-Mandeb et accessoirement pour trouver un approvisionnement alimentaire à bas prix pour la garnison rocheuse et désolée d'Aden, se souciaient fort peu de « leur » Somalie. Ils laissèrent donc les indigènes libres de vivre selon leurs coutumes et surtout selon le droit nomade typiquement somali du *xeer*.

Il en allait tout autrement de l'Italie, humiliée par la manière cavalière dont les grandes puissances la traitaient avant 1914, humiliation renforcée par le « syndrome de Caporetto » (lieu de la désastreuse rupture du front italien face à l'offensive austro-allemande en octobre 1917) et par les traités de paix de 1919-1920. Pour cette Italie qui allait *tenter de panser les plaies de son nationalisme* blessé en se jetant dans les bras du fascisme, les colonies étaient une grande compensation (2).

Le traitement de la Somalie fut brutal. La colonie devait se plier à la volonté du vainqueur et subir son droit, ses usages et ses préférences économiques. Un droit romain artificiel fut imposé, les pratiques sociales nomades, notamment dans la résolution des conflits, furent abolies, le *xeer* somali devint symbole d'indocilité. Des affrontements militaires se poursuivirent entre rebelles somalis et troupes *italiennes jusqu'à la fin des années 20.*

Par ailleurs, les Britanniques, plutôt que de promouvoir une scolarisation de masse, très aléatoire en milieu nomade, créèrent quelques rares écoles de bonne qualité, dont les meilleurs élèves allèrent en Grande-Bretagne étudier à l'université. Il en sortit une petite élite, bien formée, à partir des années 40. *Dans le Sud au contraire, les Italiens* poursuivirent une politique de scolarisation générale mais de bas niveau, aboutissant à la constitution d'un groupe important de demi-intellectuels partiellement prolétarisés et au nationalisme exacerbé. Ainsi, malgré l'enthousiasme de l'indépendance, l'« unité » de juin 1960 fut un peu le mariage de la carpe et du lapin (3).

Cette différence de structures et de fonctionnement mina peu à peu l'unification. Tous les cadres techniques ou presque vinrent du Nord tandis que les postes politiques-clés passaient aux *mains des sudistes*, renforçant les tensions. Or il n'existait même pas de langue administrative commune, les uns parlant anglais et les autres italien tandis que le somali, que tous connaissaient, n'était pas encore une langue écrite (4).

Le désenchantement des nordistes se transforma en colère à partir de 1978. Vaincu dans sa guerre contre l'Ethiopie, le président Syaad Barré (5) entreprit de faire porter le fardeau économique de la défaite par les populations de l'ex-Somaliland. Trois ans plus tard, en 1981, les nordistes créaient, à Londres, le Somali National Movement (SNM), le premier des mouvements de guérilla somaliens.

La guerre atteignit une violence extrême au nord, en 1988, avec la destruction totale de la capitale, Hargeisa, au prix de 50 000 morts. Puis elle s'étendit peu à peu à l'ensemble du territoire, où d'autres mouvements opposés à la dictature s'organisèrent en 1989, amenant la chute du régime en 1991. Mais, alors qu'au sud les organisations combattantes, qui correspondaient toutes à des clans ou à des fractions de clan, s'entre-déchiraient pour la conquête d'un pouvoir effondré, au nord, le SNM s'engageait dans une voie radicalement différente, de réconciliation nationale, jusqu'à la sécession.

Après la guerre, le pardon

LORS du *shir* (conseil) de Berbera en février 1991, les clans issaks (80 % des 2,3 millions d'habitants de l'ex-colonie britannique) décidèrent de pardonner aux autres clans (Gaddaboursis, Dolbahantes, Warsangelis) bien que ceux-ci aient combattu pendant la guerre aux côtés de l'armée sudiste. Les prisonniers de guerre furent échangés et il n'y eut pas de représailles. Quatre mois plus tard, lors d'un deuxième grand *shir* réuni cette fois à Burao, la population fit pression sur la direction du SNM pour abroger l'acte d'union de juin 1960 et proclamer l'indépendance. Certains cadres SNM, dont le président Abd-er-Rahman Tour (qui deviendra le premier président du Somaliland indépendant) étaient d'anciens membres du gouvernement de Mogadiscio et ne croyaient pas à la viabilité de la sécession (6).

L'indépendance est simplement venue d'un très profond sentiment de rejet des sudistes et de toute la politique « somalie » depuis 1960. Dû aux injustices de la paix et aux violences de la guerre, ce rejet s'est encore amplifié depuis 1991 devant l'anarchie persistante au sud. « *La communauté internationale nous demande de nous réunir avec les gens du Sud*, disait un politicien somalilandais, *mais avec lesquels ? Ils sont absolument incapables de s'entendre de manière durable* (7). »

Malgré ses efforts méritoires au début de 1991, le Somaliland a aussi connu la guerre des clans. Les Issaks, quasiment hégémoniques, se sont fragmentés pour se disputer les maigres restes de l'économie monétarisée, essentiellement les rentes portuaires, routières et aéroportuaires (8). Il y eut deux guerres claniques, en 1992 puis de nouveau en 1994-1995. Mais les choses n'ont pas évolué comme au sud. Grâce à la survivance des structures du *xeer* permettant le règlement des conflits, des « conférences de paix à la somalienne » se réunirent et aboutirent à des formes de règlement adaptées à la culture nationale ; de vastes assemblées régionales parvenant à imposer le paiement du prix du sang *(mag)* qui seul permet de désamorcer une guerre clanique en combinant compensations matérielles et rétablissement symbolique de l'honneur.

Un tel processus peut être long (de deux à six mois) et assez pénible pour un observateur étranger. Mais il est adapté à *la réalité sociale et culturelle* du pays, ce qui n'était certainement pas le cas des « conférences de paix » à l'occidentale que l'ONU s'obstina à bricoler périodiquement à Addis-Abeba, en 1993-1994, et qui n'*aboutirent jamais* à *quoi que ce* soit.

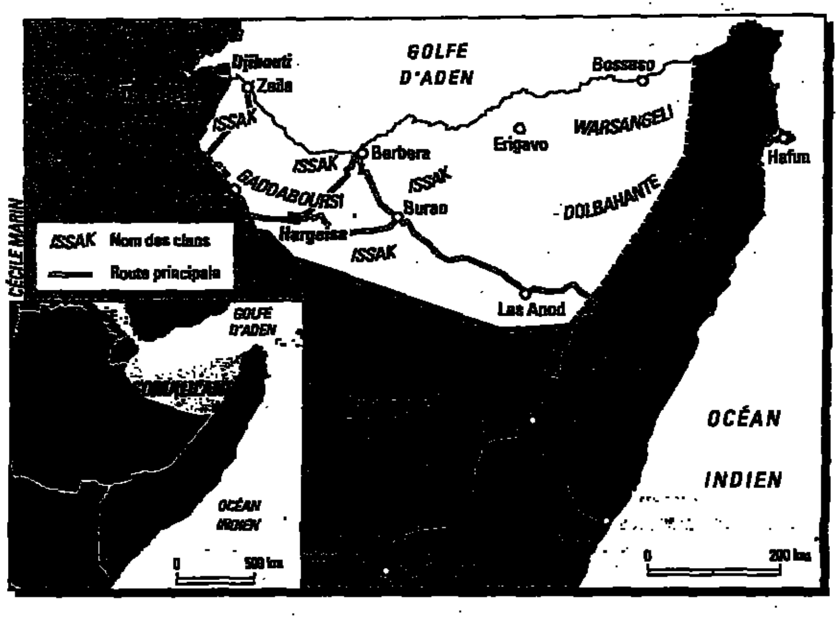
L'idée même d'Etat est complètement étrangère à la culture somalie, qui n'en a connu aucune forme avant la période coloniale. Quant à la *société nomade*, elle est par essence anarchique car jamais un surplus économique suffisant n'a *été* développé pour permettre à des groupes humains d'une taille un tant soit peu *importante de se sédentariser*, condition favorable à toute forme d'Etat (9). Les grands *shir* successifs de Burao (1991), Borama (1993) et Hargeisa (1996-1997) sont appelés par les Somalilandais « *conférences* nationales » pour les distinguer des *shir* locaux qui ont servi à régler les conflits claniques. Dans chacune de ces trois « conférences nationales », ce qui s'est joué, au-delà de tel ou tel enjeu de politique politicienne (et il y en avait !), c'était la forme même de l'Etat, les modalités de son existence.

Au lendemain de la troisième conférence nationale (octobre 1996-mars 1997), non seulement l'Etat n'est plus contesté par personne (même si son fonctionnement fait toujours l'objet de vifs débats) mais il y a maintenant deux assemblées élues, l'une de délégués « simples » et l'autre d'« anciens » choisis non par les électeurs mais par les conseils des clans. Cette seconde Chambre, contrairement à la première, ne peut être dissoute par le président et chaque représentant d'un clan ou d'un sous-clan ne peut être remplacé en cas de décès, d'incapacité ou de rappel que par un autre représentant du même clan ou du même sous-clan. Ces mesures sont formalisées dans une Constitution approuvée en février 1997 par les deux tiers des représentants.

Les Somalis sont certes anarchiques, mais ils sont aussi des ultra-démocrates, l'un étant d'ailleurs la conséquence de l'autre. Pendant les dix années de guerre, le SNM a eu cinq présidents. Tous ont été démocratiquement élus par des Congrès, tous ont été pendant leur mandat les véritables chefs du mouvement et tous ont quitté leurs fonctions en vie et libres, une performance dans les mouvements de guérilla en Afrique.

Cette patiente construction d'un Etat hybride occidentalo-nomade a conduit peu à peu à un approfondissement démocratique, non pas, comme c'est le cas ailleurs sur le continent, pour faire plaisir aux bailleurs de fonds étrangers (il n'y en a pas), mais pour répondre à une véritable nécessité fonctionnelle : le choix étant entre une réelle démocratisation ou la guerre civile. Le résultat est paradoxal : un Etat sans doute plus légitime et mieux enraciné socialement que les trois quarts de ses homologues en Afrique, fonctionnant avec des moyens financiers infimes et ne bénéficiant d'aucune forme d'*aide extérieure* (10) parvient à vivoter et à maintenir une paix fragile en dépit de l'indifférence quasi totale de la communauté internationale. « *Dieu nous préserve de la communauté internationale*, expliquait en mai dernier un marchand somalilandais. *Lorsqu'ils sont venus, c'était pour nous offrir la guerre civile qu'ils soutenaient au sud.* »

Le Somaliland, étant resté à l'écart de l'intervention armée de l'Onusom, vit effectivement débarquer, à la mi-1993, M. Léonard Kapungu, représentant adjoint des Nations unies à Mogadiscio, porteur d'une carte géographique surprenante. Comme au bon vieux temps du congrès de Berlin, les étrangers avaient décidé d'une partition territoriale. L'ONU « offrait » au président Mohamed Ibrahim Egal, récemment élu, l'administration du pays issak, en « attribuant » les régions peuplées d'autres clans à diverses milices claniques sans existence sur le terrain mais dont les représentants exilés à Nairobi ou à Londres étaient parvenus à convaincre l'organisation mondiale de leur représentativité. Le résultat de cette étonnante idée ne pouvait être qu'un renouveau des affrontements claniques. M. Kapungu fut poliment remis dans son avion et prié d'aller exercer ailleurs ses talents diplomatiques. L'épisode n'en laissa pas moins à Hargeisa une solide méfiance vis-à-vis des « bonnes intentions » internationales.



Le *Somaliland* est *pauvre et isolé*. Mais, au moment où l'Afrique se cherche à tâtons entre les vieux tyrans qui tombent et les jeunes démocraties qui trébuchent, il offre une expérience *originale d'approfondissement démocratique* réalisée en harmonie avec des traditions culturelles vieilles de plusieurs siècles dont on a patiemment tenté de préserver les atouts et d'élaguer les *dangers. Signe parlant de maturité politique*, les propos d'un opposant radical à l'actuel président Mohamed Ibrahim Egal, réélu en mars 1997.

Après avoir longuement expliqué pourquoi le président Egal ne méritait pas son poste et comment il l'avait acquis en achetant les voix des grands électeurs, ce politicien conclut qu'il serait facile de le renverser car sa corruption était de notoriété publique. « *Mais*, ajoute-t-il, *ce serait une folie de le faire et nous ne le ferons pas. Nos institutions sont bien trop jeunes et trop fragiles pour supporter le choc d'un coup d'Etat ou d'une insurrection. Dans quatre ans, il y aura d'autres élections. D'ici là, nous ferons beaucoup de* shir. » Ce qu'ailleurs on appellerait des réunions électorales.

* Chercheur au CNRS, Paris, auteur notamment (en collaboration avec Bernard Lolas) de *L'Ouganda contemporain*, Karthala, Paris, 1994.

(1) Jean-Christophe Rufin, *L'Empire et les Nouveaux Barbares*, J.-C. Lattès, Paris, 1991. Lire également, Philippe Leymarie, « La Somalie, nation éclatée », *Le Monde diplomatique*, janvier 1993, et « L'inconcevable aveuglement de l'ONU en Somalie », *Le Monde diplomatique*, novembre 1993.

(2) En 1926, Rome ira jusqu'à demander aux Anglais de lui rétrocéder le Jubaland (qui faisait alors partie du Kenya), genre de redécoupage des frontières coloniales qui semblait plutôt appartenir à l'époque, alors déjà révolue, du partage de l'Afrique. Puis, en 1935, il y eut l'invasion de l'Ethiopie.

(3) Après avoir occupé la Somalie italienne en 1941, les Britanniques avaient fini par en rendre le contrôle en 1948 à une administration italienne déléguée par l'ONU, l'Amministrazione Fiduciaria Italiana in Somalia (AFIS), qui géra le pays jusqu'en 1960 en utilisant le plus souvent les vieux cadres coloniaux de l'époque mussolinienne. Ce sont les nordistes qui vinrent volontairement se joindre au Sud, quatre jours après que les Britanniques leur eurent accordé l'indépendance.

(4) Il ne le deviendra qu'en 1971, soit onze ans après l'unification des deux ex-colonies.

(5) Syaad Barré appartenait au clan sudiste des Marehans et détestait les clans issaks du Nord.

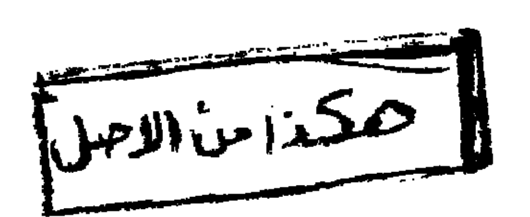
(6) A l'expiration de son mandat, M. Abd-er-Rahman Tour devait d'ailleurs rejoindre la milice sudiste de M. Hussein Farah Aïdid et se déclarer en faveur d'une hypothétique réunification.

(7) Il y a eu cinq ou six « accords de paix » signés entre les factions sudistes depuis 1992, successivement sous l'égide de Djibouti, de l'ONU, du Kenya et de l'Ethiopie. Aucun n'a duré plus de quelques semaines.

(8) La seule richesse-marchandise est représentée par le bétail (ovins et chameaux, essentiellement exportés vers l'Arabie saoudite et les pays du Golfe), qui a rapporté plus de 150 millions de dollars en 1996. La seule forme de ponction du profit par des entités « étatiques » se situe donc au niveau des douanes et des barrages routiers, légaux si on contrôle le « gouvernement », illégaux quand on ne le contrôle plus.

(9) Sauf évidemment sur la côte, où des cités-Etats commerçantes s'étaient organisées du XIVe au XIXe siècle sous forme de micro-sultanats. Mais ces villes très cosmopolites et arabisées, tournées vers le grand large, n'ont jamais eu le contrôle de leur hinterland.

(10) Le programme de réhabilitation du port de Berbera, annoncé à grand bruit par l'Union européenne, n'est absolument pas visible sur le terrain après un an de « développement ».



COURSE FOLLE À LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE

L'asphyxie des économies paysannes du Sud

DU fait de la révolution des transports et de la libéralisation des échanges, la concurrence des agricultures les plus hautement capitalisées entraîne le blocage du développement et le marasme des économies paysannes les moins performantes des pays en voie de développement : moindre productivité, baisse tendancielle des prix et donc des revenus, sous-équipement, dégradation de l'écosystème cultivé, endettement, migrations massives vers les villes, etc. Cette crise agraire étendue explique, pour partie, les difficultés de beaucoup de ces pays.

Par MARCEL MAZOYER et LAURENCE ROUDART *

Amorcé dès la première moitié du siècle, s'accélérant à partir des années 50, un immense bouleversement *a transformé l'agriculture de* l'ensemble des pays développés. Il a reposé sur le développement des moyens de production issus de la seconde révolution industrielle : la motorisation (moteurs à explosion ou électriques, tracteurs et engins automoteurs de plus en plus puissants), la *grande mécanisation (machines* complexes et performantes) et l'essor de la chimie agricole (engrais minéraux et produits de traitement). Il s'est également appuyé sur la sélection de variétés de plantes et de races d'animaux domestiques à haut rendement tout à la fois adaptées à ces moyens de production et capables de les rentabiliser, ainsi que sur la spécialisation des exploitations et des régions, permise par les nouveaux moyens d'échange eux aussi d'origine industrielle.

En *céréaliculture*, par exemple, les meilleurs rendements à l'hectare ont presque décuplé grâce aux engrais et à la *sélection* ; la *superficie cultivable* par un homme seul a été multipliée par plus de dix grâce à la motomécanisation. De ce fait, la production maximale de grain d'un travailleur agricole a pu centupler, *et la productivité nette du travail (1) être* multipliée par cinquante. Ces énormes progrès ont eu pour conséquences une importante diminution de la part des ruraux dans la population active qu'une forte *baisse tendancielle* des prix réels des denrées agricoles – au premier rang desquelles les céréales. Aux Etats-Unis, le prix réel du blé a quasiment été divisé par quatre, en tendance, depuis le début du *siècle, alors* que celui du maïs, *tout* comme celui du riz, l'était par deux en cinquante ans.

Or, *malgré les milliards de francs* dépensés pour le promouvoir, ce modèle agricole n'a pénétré que dans quelques secteurs limités des pays en développement : plus des trois quarts des agriculteurs d'Afrique et plus de la moitié de ceux d'Amérique latine et d'Asie continuent de travailler avec des outils *manuels* (machette, houe, bêche, faucille...), seuls 15 % à 30 % d'entre eux disposant de la traction animale (araire ou charrue, charrette...).

En cette fin de XXe siècle, les agriculteurs les mieux équipés des pays développés et de quelques secteurs réduits de l'agriculture du Sud peuvent atteindre un niveau de productivité nette de l'ordre de 5 000 quintaux d'équivalent-céréale par travailleur ; au même moment, dans les pays en développement, la masse des cultivateurs *manuels produit* toujours de l'ordre de 10 quintaux. Multiplié par cinquante en un peu moins d'un siècle, un rapport de 1 contre 500 !

* Enseignants-chercheurs à l'Institut national agronomique Paris-Grignon, auteurs de *Histoire des agriculteurs du monde*, à paraître aux éditions du Seuil en novembre 1997.

Cette formidable avancée d'une certaine forme d'agriculture « moderne » n'avait, en elle-même, aucune raison de *nuire au développement des autres, et* elle ne saurait donc être incriminée à ce titre. Mais la révolution des transports a progressivement désenclavé et mis en concurrence toutes les agricultures du *monde*, de sorte que les moins productives se sont trouvées confrontées, l'une après l'autre, aux bas prix des céréales et des autres denrées de base *provenant* des pays les mieux équipés. Avec le temps, et faute d'être suffisamment protégées, elles ont été soumises à la forte baisse tendancielle des prix agricoles *réels* (2).

Cette baisse n'a pas seulement concerné les céréales, elle a aussi touché les *cultures tropicales d'exportation*, concurrencées soit par des cultures motorisées et mécanisées des pays développés (betterave contre canne à sucre, soja contre arachide et autres oléo-protéagineux *tropicaux, coton* du sud des Etats-Unis...), soit par des produits industriels de remplacement (caoutchouc synthétique contre hévéaculture, textiles synthétiques contre coton...) (3). Le prix réel du sucre, par exemple, en tendance a été divisé par trois en un siècle, le prix du caoutchouc l'*étant par près* de dix. Pour certaines cultures tropicales d'exportation (banane, ananas...), de nouveaux moyens de production ont été mis au point et adoptés par une minorité de *grandes exploitations capitalistes ou* étatiques et d'exploitations de paysans aisés ; là encore, du fait des gains de productivité, les prix agricoles réels ont baissé.

Ainsi, à raison de 100 F le quintal de grain, un céréaliculteur bien équipé d'Europe, produisant à lui seul *8 000 quintaux par an* (100 hectares × 80 quintaux à l'hectare), obtient un produit brut de 800 000 F. Après déduction de la valeur des amortissements et des biens et services utilisés, il lui reste entre 400 000 F et 500 000 F, une somme qu'il doit partager avec son *propriétaire s'il est fermier*, avec son banquier s'il est endetté, et avec le fisc s'il est soumis à l'impôt. Moyennant quoi, il lui reste entre 100 000 F et 250 000 F par an pour rémunérer son propre travail et pour investir.

LE MAÏS AU TEMPS DES AZTÈQUES
(Codex Florentino, Archives générales de la nation, Mexico)

MIREILLE VAUTIER

Payé à la même aune (100 F le quintal), un cultivateur manuel andin, soudanais ou indien, produisant *10 quintaux* nets de grain, recevrait 1 000 F s'il vendait toute sa production. Mais il doit garder au moins 7 quintaux pour se nourrir, lui et sa famille : son revenu monétaire ne peut guère dépasser *300 F* par an. A condition qu'il ne paie ni fermage, ni intérêt d'emprunt, ni impôt. Dans ces conditions, il lui faudrait une vie de travail (trente-trois ans) pour acquérir une paire de bœufs et un petit matériel de culture attelée coûtant 10 000 F, à supposer qu'il puisse consacrer tout son revenu monétaire à cet achat ; il lui faudrait trois cents années pour acheter un tracteur à *100 000 F*, et... trois mille ans pour acquérir un équipement complet de motomécanisation, d'une valeur de 1 million de francs, comparable à celui d'un agriculteur européen ou américain.

Exode vers les bidonvilles

L'UNIFICATION *du marché* et la baisse tendancielle des prix agricoles réels ne risquent donc pas de conduire les agriculteurs manuels sur le chemin des investissements productifs et des gains de productivité. De moins en moins capables d'investir dans un matériel performant, ou même d'acheter semences sélectionnées, engrais et autres produits de traitement, ces paysans *appauvris ont été contraints, pour* renouveler au minimum l'outillage indispensable, à de lourds sacrifices : vente de bétail, réduction de leurs maigres achats... Et ils ont dû étendre le *plus possible les cultures destinées* à la vente ; dès lors, la superficie qu'ils peuvent cultiver avec leur faible outillage étant strictement limitée, il leur a fallu réduire celle des cultures vivrières. *Autrement dit, le blocage du développement* et la baisse tendancielle des prix agricoles se combinent pour entraîner la *paysannerie faiblement équipée dans* une crise qui se manifeste par la décapitalisation (réduction du cheptel vif, outillage de plus en plus réduit...), la sous-consommation et la sous-alimentation.

Mal outillés, mal nourris, mal soignés, ces paysans ont une capacité de *travail réduite. Ils doivent donc concentrer* leurs efforts sur les tâches les plus immédiatement nécessaires à la survie (préparer le terrain, semer, récolter...), négligeant les travaux d'entretien, à *moyen et à long terme, de l'écosystème* cultivé : ici, les aménagements hydrauliques mal entretenus se dégradent ; là, pour réduire la difficulté du défrichement, les paysans s'attaquent à des *friches de plus en plus jeunes, ce qui* accélère le déboisement et la dégradation de la fertilité ; ailleurs, la réduction du cheptel vif entraîne une diminution de la fumure des terres de culture.

La dégradation de l'écosystème cultivé et l'affaiblissement de la force de travail conduisent aussi les paysans à simplifier leurs systèmes de culture, au détriment de la diversité et de la qualité des denrées végétales autoconsommées. Ajouté à la quasi-disparition des produits animaux, cet enchaînement de causes et d'effets accroît les carences alimentaires en protéines, en minéraux *et en vitamines*.

Exploitant un milieu de plus en plus dégradé, ces paysans affaiblis sont, un jour ou l'autre, obligés de s'endetter pour pouvoir subsister durant les mois de soudure précédant la récolte suivante. Le plus souvent, après remboursement, il leur reste à peine de quoi manger pendant quelques mois. Ils sont alors contraints d'emprunter à nouveau, *encore plus tôt, encore plus lourdement*. Leurs possibilités de remboursement se réduisent et il arrive un moment où ils ne trouvent plus prêteur. Ils doivent alors envoyer les membres encore valides de leurs familles à la recherche de revenus extérieurs. Si ces revenus ne suffisent pas, il ne reste *qu'une issue*, l'exode vers les bidonvilles – à moins de pouvoir se replier sur des cultures illégales (pavot à opium, coca, chanvre indien, etc.). Et à condition de ne pas être condamné à la *famine sur place* par quelque accident climatique (inondation, sécheresse), biologique (maladie des plantes, des animaux ou des hommes, invasion de prédateurs), *économique (mévente des produits*, fluctuation à la baisse) ou politique (guerre civile, passage de troupes).

Dans les pays développés, les dizaines de millions de paysans exclus de l'agriculture depuis le début du siècle ont été, sauf dans les périodes de crise des années 30 et depuis 1975, progressivement *absorbés par l'industrie* et les services, sans pour autant amoindrir la capacité de production de l'agriculture, toujours plus performante. Dans la plupart des pays en développement, en revanche, cet exode massif n'a pas *été* entièrement compensé par les gains de productivité agricole, et les investissements venus du monde entier n'ont pas suffi – et ne suffiront pas, tant s'en faut – à absorber le *flot ininterrompu de ruraux* à la recherche d'un nouveau moyen d'existence.

Ces migrations ont entraîné, au cours des dernières décennies, un accroissement démesuré des villes d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, alors même que celles-ci ne disposaient ni des *infrastructures nécessaires pour accueillir* les nouveaux venus ni des activités industrielles et de service capables de les employer. Dès lors, l'immense majorité est vouée soit au chômage, soit aux emplois précaires et *sous-rémunérés* des entreprises du secteur dit informel, soit encore aux petits métiers produits par le foisonnement *et par* la subdivision à l'infini des activités de service. Sans parler de la prostitution, de la délinquance et de la mendicité.

Dans ce contexte, le salaire journalier *d'un manœuvre occasionnel est à peine* supérieur au prix de sa nourriture quotidienne ; le salaire annuel d'un employé non qualifié avoisine la valeur d'une dizaine de quintaux de céréales (une *centaine de francs par mois), soit de* quoi nourrir très chichement une famille de quatre à cinq personnes ; le salaire annuel d'un employé peu qualifié couvre les besoins alimentaires d'une *famille ainsi qu'un minimum* d'autres besoins essentiels.

C'est pourquoi le salaire de base payé par une firme, nationale ou étrangère, fût-elle la plus moderne du monde, est sans rapport avec la productivité du travail *dans cette entreprise* : il est aligné sur le prix de marché de la main-d'œuvre locale et s'établit à moins de 1 dollar par jour, soit trente à quarante fois moins que dans les pays développés.

Enfin, le très bas prix de la main-d'œuvre peu qualifiée réduit fortement les coûts de production et les prix des biens et services produits et consommés *localement, entraînant* à la baisse les salaires des autres catégories d'employés. C'est ainsi que, à qualification et à travail égaux, l'expert ou l'interprète originaire d'un pays en *développement, employé dans* son pays par une firme ou par une organisation internationale, est payé jusqu'à dix fois moins que son homologue d'un pays développé.

En fin de compte, il *faut des dizaines* d'années de travail d'un paysan ou d'un salarié d'un pays en développement pour acheter le produit d'une année de travail dans un pays développé ; inversement, quelques jours de travail d'un salarié ou d'un agriculteur d'un pays développé suffisent pour acheter le produit d'une *année* de travail dans un pays en développement.

Or, mis à part les rares pays développés déjà industrialisés au début du XXe siècle et une poignée de nations en voie de développement pourvues d'activités agricoles relativement performantes ou de rentes commerciales ou pétrolières importantes, la très grande majorité des pays du monde n'ont hérité, en tout et pour tout, que d'un secteur agricole très faiblement équipé, incapable de financer une modernisation *coûteuse importée des pays développés*.

Intégrés à un système international d'échanges qui les a mis en concurrence avec des pays disposant d'une agriculture beaucoup plus productive, ces pays dits en voie de développement sont en fait devenus des « pays agricoles appauvris », peu ou pas industrialisés, produisant peu, disposant de très faibles recettes publiques et de très faibles recettes en devises ; des pays endettés n'ayant pas les moyens d'accumuler du capital pour amorcer un réel développement, ni même les moyens de moderniser suffisamment leurs infrastructures pour attirer les capitaux extérieurs ; des pays en crise depuis longtemps où la faim et les massacres ne sont pas rares, où l'*impuissance* et l'*effritement* de l'Etat sont de plus en plus manifestes.

Dans ces conditions, la libéralisation des échanges empêche toute politique économique et agricole nationale permettant de sortir *de la pauvreté*. Pour donner à ces pays appauvris une chance d'accumuler quelque capital et de se développer, il est nécessaire de rompre avec un système dans lequel les prix agricoles tendent à s'uniformiser et à baisser en termes réels, réduisant leurs revenus à la mesure de l'indigence de leur héritage agraire. Il faudrait promouvoir un modèle plus équitable, dans lequel les prix seraient au contraire différenciés et relevés de manière à compenser les formidables handicaps d'*équipement et de productivité* dont souffre le Sud (4).

(1) La productivité nette du travail est égale à la valeur de la production annuelle d'un travailleur, moins la valeur des amortissements du matériel et celle des biens et services utilisés pour assurer cette production.

(2) Lire Karen Lehman, « Libre commerce ou sécurité alimentaire », *Le Monde diplomatique*, novembre 1996.

(3) Lire Jean-Louis Gombeaud, « La grande crise du commerce des produits tropicaux », *Le Monde diplomatique*, mars 1994.

(4) Lire Bernard Cassen, « Contre le désert et la jachère, un monde rural solidaire », *Le Monde diplomatique*, mars 1995.

DERRIÈRE LA FAÇADE DES RÉFORMES

Grande pauvreté à la chinoise

Avec le renforcement du pouvoir de son secrétaire général, M. Jiang Zeming, le XVe Congrès du Parti communiste chinois s'est surtout soldé par une nouvelle avancée de la « réforme ». Les précautions de langage n'ont pas trompé le directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, qui a jugé *« encourageant »* le fait que les dirigeants de Pékin *« mettent le doigt sur ce qui sera le principal défi des prochaines années : la transformation des sociétés d'Etat en sociétés efficaces »*. Des privatisations qui ne peuvent qu'accroître les inégalités : entre individus et groupes sociaux, mais aussi entre provinces. A preuve le cas du Guizhou, typique de cette Chine pauvre oubliée par le Congrès.

Par notre envoyé spécial GUILHEM FABRE *

Vu de Guiyang, la capitale provinciale, on serait bien en mal de déceler les multiples handicaps qui frappent la province du Guizhou, enclavée entre le Sichuan, le Yunnan et le Guangxi. Les innombrables chantiers de construction, les grands magasins regorgeant de marchandises, l'animation des marchés et de la vie nocturne témoigneraient plutôt d'une pénétration en douceur du mode de vie des riches régions côtières.

Mais les campagnes offrent un tout autre aspect. Sous la mer de nuages, qui enserrent la province l'hiver, des collines vertigineuses se succèdent, au milieu de cours d'eau aux méandres erratiques. Accrochés aux flancs des vallées ou dispersés dans les montagnes à plusieurs heures de marche, les villages des peuples miaos et dongs. Majoritaires dans certaines préfectures, ces « minorités », comme celle de Kaïli, vivaient auparavant dans une économie d'autosubsistance peu à peu déséquilibrée par la densification du peuplement et l'application mécanique des directives du gouvernement central.

Historiquement, la région a été créée sous la dynastie des Ming en 1414, mais c'est avec le boom démographique du XVIIIe siècle que la colonisation des *Hans*, les *Chinois de souche*, a *été* privilégiée à des fins essentiellement militaires, non sans susciter des révoltes, notamment dans la seconde moitié du XIXe siècle. La Chine de Mao Zedong n'a pas rompu avec cette orientation : le gouvernement central a privilégié, dans le Guizhou, les investissements du complexe militaro-industriel sans retombée réelle sur l'économie locale, dans le cadre du repli programmé des installations stratégiques vers les régions de l'ouest. Le quadrillage administratif, des sous-préfectures jusqu'aux cantons et aux bourgs, a facilité la mise en œuvre de politiques écologiquement dévastatrices pour une agriculture qui occupe encore les trois quarts de la population active et représente 38 % du produit intérieur brut de la province.

Pis : la priorité accordée à la production céréalière et l'absurde généralisation des petits hauts-fourneaux à l'époque du Grand Bond en avant (1958-1960) ont détruit irrémédiablement l'essentiel des forêts primaires et de la faune, accélérant l'érosion des sols et la diminution des ressources en eau. L'ère des réformes et de la décentralisation, amorcée au début des années 80, s'est traduite ici par un décuplement en moyenne des effectifs de l'administration locale, sans rapport avec l'accroissement de ses tâches.

C'est dans ce contexte historique, culturel et institutionnel que s'inscrit le problème de la pauvreté au Guizhou. Malgré un taux de croissance moyen de plus de 9 % depuis quinze ans, le revenu par tête de la province est tombé de 50 % de la moyenne nationale à près du tiers.

Sur ses 35 millions d'habitants, 8 millions vivent dans une grande pauvreté et la sous-alimentation, avec des revenus annuels officiellement inférieurs à 530 yuans par tête (350 F).

Rien là d'une exception : avec la corruption, un des effets pervers les plus graves des réformes, c'est l'écart croissant des revenus entre les « gagnants » des provinces côtières et des grandes villes, et les « perdants » des campagnes du centre et de l'ouest du pays. Il est certes inévitable qu'un développement économique d'une telle rapidité – 9 % de croissance en 1996 – s'accompagne de disparités sociales à l'échelle d'un pays continent. Les écarts de revenus atteignaient dès 1994 une moyenne de 1 à 9 sur l'ensemble du territoire, soit des proportions égales à celles des Etats-Unis (1).

La province du Guizhou constitue l'exemple le plus parlant de cet écart, avec le revenu par tête le plus bas du pays, 11,5 fois inférieur à celui de la municipalité de Shanghaï. On peut, bien sûr, se contenter d'énumérer les handicaps, bien réels, de la province pour expliquer ce « phénomène du Guizhou », comme l'a qualifié l'économiste Hu Angang, dans un article qui a attiré l'attention de Pékin et alimenté le débat local (2). Cette succession sans fin de collines de karst de plus de 1 000 mètres d'altitude, paradis des peintres et des visionnaires, représente un enfer pour les constructeurs de routes et d'infrastructures. L'absence de cours d'eau propice au transport de marchandises et de débouché sur la mer, comme au sud le Guangxi, ou sur des pays limitrophes, comme à l'ouest le Yunnan, réduit les possibilités d'échanges. Enfin, l'importance des minorités (environ un tiers des habitants) ne facilite pas les tâches d'éducation et de formation technique, uniquement conçues en termes de sinisation. La langue chinoise est loin d'être maîtrisée à mesure qu'on s'éloigne des axes de communication, et les communautés locales sont structurées autour des cultures traditionnelles.

Mais, tout bien pesé, la question de la pauvreté reste essentiellement politique. La pénurie de capital, due à une spécialisation de la province dans les secteurs primaires à faible valeur ajoutée (comme l'agriculture, les mines ou dans l'industrie lourde), ne peut être compensée que par un apport extérieur qui ne fait pas partie des priorités du gouvernement central. Après l'extension de la politique d'ouverture vers le nord et l'ensemble des régions côtières, Pékin entend avant tout développer les provinces centrales, en se conformant au vieil adage : *« Quand le centre est stable, l'univers le devient. »*

Une compassion très médiatisée

LE but essentiel des autorités est de garantir la stabilité sociale de cette région en subventionnant ses déficits et en luttant contre la grande pauvreté. Depuis 1995, le Guizhou bénéficie d'une allocation prioritaire de fonds dans le cadre de programmes d'aide, pourvus la même année de crédits de 12 millions de dollars de la Banque mondiale. Les dirigeants ont multiplié les tournées d'inspection pour manifester leur compassion – très médiatisée – à l'égard des masses déshéritées.

Du coup, les cadres locaux, relayés par la propagande, se targuent, dans la lutte contre la grande pauvreté, de résultats grossièrement falsifiés. Dans un canton d'altitude non loin de Guiyang, l'administration affiche un revenu annuel de 1 000 yuans (650 F) par tête, alors que les paysans – dont certains vivent dans des baraques de paille plus que sommaires – déclarent gagner la même somme par famille, soit cinq fois moins.

Cette pauvreté absolue, avec son cortège de problèmes sanitaires, s'explique par une conjonction de facteurs assez représentatifs des problèmes de la province. Les arbres ont pratiquement disparu à la fin des années 60, comme dans de nombreux villages du Guizhou, dont la couverture forestière (12,6 % du territoire) se situe au dernier rang des neuf provinces du Sud. La croissance démographique, plus rapide que dans le reste du pays, a accéléré la dégradation de l'environnement et de la qualité des sols, tout en diminuant la surface cultivable par tête, inférieure de moitié à celle des provinces côtières. La nourriture quotidienne se réduit à une marmite de légumes avec un peu de riz et de la graisse de porc. Pour les hommes adultes, les stratégies de survie passent par la recherche difficile d'un travail en ville ou par des expédients, comme le colportage d'oiseaux capturés sur place, qui feront les délices des collectionneurs citadins.

Ailleurs, le long des voies de communication, les villages peuvent bénéficier de la proximité des bourgs pour écouler une partie de leur production. Mais l'émigration vers les chantiers du Guangdong ou des provinces côtières mobilise souvent les trois quarts des hommes adultes, laissant les femmes vaquer aux travaux des champs. Les 1 000 à 2 000 yuans par an (650 à 1 300 F) que rapportent ces ouvriers sous contrat – quand ils ne sont pas escroqués – représentent un complément important pour ces familles en difficulté. Quant aux jeunes filles, elles se voient parfois proposer des offres de travail alléchantes par des rabatteurs professionnels, qui les vendent ensuite dans d'autres provinces, où elles doivent au mieux se marier, au pis se prostituer.

Dans les villages plus éloignés des districts pauvres peuplés de minorités, l'environnement a été préservé, ce qui constitue un atout de taille pour les communautés locales, à la fois en matière d'habitat, de combustible et de ressources en eau. Mais, là encore, la moyenne des familles vit sur un budget annuel de 500 yuans (325 F). Un tiers d'entre elles survivent avec 100 yuans (65 F). Et les 10 % de ménages « aisés » peuvent espérer un revenu de 1 000 yuans par an.

Pour comprendre le fossé entre les déclarations officielles et la réalité, il faut revenir sur le rôle de la bureaucratie locale. Les trois quarts des sous-préfectures du Guizhou restant déficitaires, l'administration est essentiellement soucieuse de maximiser ses revenus fiscaux pour assurer les salaires des fonctionnaires. Le moyen couramment choisi consiste à encourager la culture lucrative du tabac, qui représente 45 % des impôts locaux, en exerçant toutes sortes de pressions sur les foyers récalcitrants (3). Mais les branches locales de la Corporation générale du tabac, monopole d'Etat, sous-évaluent fréquemment les prix à la production, qui peuvent varier, en fonction de la qualité, de 1 à 6. Les autorités locales touchent une taxe de 31 % sur ces ventes, qui s'ajoute à celle sur les alcools, perçue dans tous les foyers, et à celle sur les plantes médicinales.

L'économie rurale reste donc largement monopolistique et administrée, contrairement au modèle qui prévaut dans les autres provinces depuis la décollectivisation des campagnes dans les années 80. Ces ressources ne couvrant toujours pas leurs dépenses, les autorités locales détournent à leur profit la moitié des fonds alloués pour la réduction de la pauvreté, et attribuent le reste des crédits aux foyers relativement aisés qui peuvent garantir leur remboursement (4). Cette situation s'est généralisée dans toute la Chine, à en croire le gouverneur de la Banque de développement agricole. (5).

Le quadrillage administratif et politique se traduit par la redondance des fonctionnaires du parti et du gouvernement, l'entretien des « élus » des assemblées locales et des conférences consultatives jusqu'au niveau des bourgs et des cantons, les subventions aux partis satellites, aux syndicats, aux organisations de femmes et de jeunesse... Le coût de ce quadrillage peut être supporté dans d'autres régions, et notamment sur la côte, par la reconversion managériale et relativement fonctionnelle de l'Etat local, qui se transforme en Etat entrepreneurial (6). Tel n'est pas le cas au Guizhou, spécialisé dans des activités à faible valeur ajoutée, et manquant d'opportunités et de débouchés du fait de son enclavement. Le contexte de pénurie accentue alors les tendances purement prédatrices de l'appareil, dont l'hypertrophie apparaît ici dans toute sa violence.

De cette « politique du ventre » qui règne dans l'ensemble de la province, du sommet à la base de l'appareil, un bon exemple est fourni par la sous-préfecture de Changshun, décrite avec une ironie incisive par Sun Baoluo (7). Cette ville, au sud de Guiyang, compte 220 000 habitants, dont 60 % vivent au-dessous du seuil de pauvreté et 35 % dans la pauvreté absolue. Or le nombre des cadres locaux atteint les 5 000... Les salaires et les primes des fonctionnaires dévorent 85 % d'un budget à moitié déficitaire, subventionné par le gouvernement central et par les fonds régionaux de lutte contre la pauvreté. Le reste des fonds se répartit sur l'ensemble des offices locaux (éducation, santé, voirie, planification des naissances, forêts, police, agriculture...). Encore faut-il soustraire les frais de réception et de banquets de l'administration, qui engloutissent fréquemment 20 % de cette enveloppe. *Dans ces conditions*, toute politique de développement local est condamnée d'avance. Le principal souci de l'administration est d'assurer sa paye en proclamant que *« la garantie du salaire des cadres est une condition de la stabilité générale »*.

Un simple coup d'œil sur l'ambiance des bourgs suffit à souligner la dynamique de recherche de rente qui prévaut dans l'encadrement local : des bureaux déserts ou soigneusement cadenassés, des fonctionnaires introuvables ou paressant au soleil... Un responsable explique qu'*« un tiers des cadres fait de l'absentéisme, un tiers de la présence, le dernier tiers seulement étant actif »*. La même situation semble régner au niveau du gouvernement provincial, dont dépendent, hormis les appareils du parti, de l'Assemblée et de la Conférence consultative, 58 offices et 485 bureaux régionaux (8)... Fait rarissime en Chine à ce niveau hiérarchique, la femme du premier secrétaire du parti a été condamnée à mort et exécutée, il y a quelques années, dans le cadre d'une série d'affaires de détournements de fonds.

La corruption et l'inflation administratives peuvent être envisagées soit comme les principales causes du retard économique du Guizhou, soit comme ses symptômes institutionnels les plus évidents. Si l'on s'en tient à la première idée, elles seraient l'héritage de tendances séculaires qui ne pourraient s'inverser qu'en accordant une autonomie réelle à des régions de minorités autonomes *uniquement sur le papier*. Dans le second cas de figure, elles ne seraient que le reflet de l'impuissance d'une économie locale monopolistique, qui, avec le poids démesuré de son secteur public, n'est pas encore entrée dans l'ère des réformes, près de deux décennies après leur lancement.

Mais cette impuissance renvoie à l'absence de politique effective du gouvernement central dans les domaines décisifs de l'infrastructure et de l'éducation. En définitive, le « phénomène du Guizhou » pose avec acuité l'un des enjeux décisifs de l'après-Deng Xiaoping, que le pouvoir ne pourra régler par une fuite en avant dans la croissance et l'extraversion économique, sous peine de nouveaux désordres ; celui de la répartition sociale et spatiale des revenus de l'expansion, et donc de la capacité redistributive d'un Etat-parti largement érodé par la corruption généralisée.

MARC RIBOUD-MAGNUM

AFFICHE PUBLICITAIRE A PÉKIN
Chine de la consommation, Chine de la misère

* Responsable du DESS commerce et échanges, université du Havre.

(1) *Cf.* Li Qiang, *Xinhua Wenzhai*, 1996, n° 12, et Paul Krugman, *The New York Times Magazine*, 5 janvier 1997.

(2) *Cf.* Hu Angang, *Lianhe Zaobao*, Singapour, 1995, et *Guizhou Caijing Xueyuan Xuebao* (Journal de l'Institut d'économie et des finances du Guizhou) nos 1 à 5, 1995.

(3) *Cf.* Yali Peng, « The politics of tobacco : relations between farmers and local governments in China's southwest », *The China Journal*, n° 36, juillet 1996.

(4) *Cf.* Zhang Xia, Cai Hong et Wei Houkai, *China Daily*, 25 septembre 1996, 15 octobre 1996 et 25 novembre 1996.

(5) *Cf. Quotidien du peuple*, 28 octobre 1996, p. 2.

(6) *Cf.* les travaux de Jean C. Oi, et notamment « The role of the local state in China's transitional economy », *The China Quarterly*, n° 144, décembre 1995.

(7) *Cf.* Sun Baoluo, « Mettons les cadres qui se la coulent douce au chômage technique », *Nanfang Zhoumo (L'Hebdomadaire du Sud)*, Canton, 24 septembre 1996.

(8) *Ibidem.*

هكذا من الأصل



UN MODÈLE DE CROISSANCE EN ÉCHEC

Typhon financier sur les tigres d'Asie

Bien que le Fonds monétaire international (FMI) ait mobilisé 17 milliards de dollars pour venir au secours de la Thaïlande plongée dans une brutale crise sociale et économique, les conséquences financières du krach des Bourses asiatiques semblent loin d'être maîtrisées. A l'heure où les docteurs en certitude présentent les pays de l'Asean comme un modèle pour l'Afrique, les énormes sommes dilapidées en quelques semaines de crise et la fuite des investisseurs laissant une lourde facture témoignent de la volatilité des capitaux privés, plus intéressés par la spéculation que par le développement.

Par FRÉDÉRIC F. CLAIRMONT *

Depuis une trentaine d'années, l'Asie du Sud-Est est l'une des régions économiques les plus prospères de la planète. Et, de la Banque mondiale au Fonds monétaire international en passant par le département d'Etat américain, on vénère ses performances.

Dans le bestiaire de l'économie mondiale, on a assimilé ces pays à des prédateurs, tigres ou dragons. Mais, avec le déclenchement de la tempête économique et financière la plus sérieuse de l'histoire récente de l'Asie, les tigres ont perdu leurs griffes. Et le retentissement de la crise s'étend à tout le continent, Japon compris.

Au départ, il n'y avait rien eu de très miraculeux dans le « miracle économique » que chacun célébrait. Les capitalistes nationaux et étrangers installés dans ces pays n'avaient cessé d'accroître leurs parts de marché en stimulant les exportations, grâce à la fois à une main-d'œuvre abondante et bon marché (parce que surexploitée), à l'intervention systématique de l'Etat, à la généralisation des subventions publiques, au mépris des institutions démocratiques, à une corruption politique n'épargnant pas les plus hauts niveaux de l'Etat et à la liquidation de toute résistance syndicale. L'Indonésie, régie depuis plus de trente ans par une dictature installée au pouvoir en 1965 grâce au massacre de 500 000 militants de gauche, alla simplement plus loin que d'autres.

Avec l'essor des entreprises transnationales, les économies de ces pays devinrent de plus en plus imbriquées dans l'ordre mondial. Entre 1960 et 1996, ce monde a connu l'une des périodes de croissance les plus explosives de l'histoire. Non sans disparités entre les pays : Hongkong et Singapour ont des revenus par tête supérieurs à celui du Canada ; l'enrichissement de la Chine continue avec vigueur là où d'autres pays industrialisés montrent des signes de fatigue.

Le contraste est particulièrement net quand on compare la balance extérieure des nations les plus développées du Nord et celle de certains pays d'Asie du Sud-Est déjà cités, qui, tous, accumulent des excédents exceptionnels. Une fois encore, le cas de la Chine est remarquable. Ses réserves de devises, supérieures à 220 milliards de dollars si l'on y ajoute celles de Hongkong, sont les plus importantes du monde. L'augmentation de la part des exportations de biens et de services dans la production est particulièrement nette dans le cas de Hongkong et de Singapour : supérieures de 39 %, dans le premier cas, et de 79 %, dans le second, à leurs produits nationaux bruts respectifs.

L'illusion d'une prospérité prolongée

CETTE montée en puissance de la machine exportatrice est cependant très dépendante des trois grands marchés mondiaux : Japon, Etats-Unis et Union européenne. Mais le ralentissement de l'économie européenne et la résistance de certains Etats du Nord à la pénétration de leurs marchés nationaux par des productions asiatiques rendent plus difficile la perpétuation des performances exportatrices de l'Asie du Sud-Est. L'impossibilité d'une prolongation indéfinie de l'euphorie boursière mondiale ne peut qu'assombrir un peu plus les perspectives financières de pays déjà déstabilisés par la bourrasque qui vient d'éclater.

Quand la Thaïlande dévalua sa monnaie, le baht, le 2 juillet dernier, il n'était pas évident que cette décision provoquerait autant d'effets, et aussi considérables. Les tumultes qui secouèrent la Bourse thaïlandaise se propagèrent très vite à tous les autres marchés financiers régionaux. Pourquoi la Thaïlande ? Depuis quelques mois, les opérateurs financiers avaient décidé de cibler ce pays, à la fois alertés par la dégradation de sa balance des paiements et conscients de l'incompétence notoire de sa classe politique. Dans l'espoir de mettre un terme à l'effondrement monétaire et aux assauts de la spéculation, les banques centrales sacrifièrent des milliards de dollars en pure perte. Aux Philippines, les taux d'intérêt atteignirent 39 % avant que les autorités ne se résignent à laisser flotter la monnaie. Un peu à la manière de ce qui s'était passé au Japon à la fin des années 80, le marché de l'immobilier s'effondra. Après avoir bien profité du boom asiatique, les capitaux étrangers cherchèrent aussitôt d'autres refuges.

En dépit de leurs indicateurs économiques flatteurs (croissance, exportations, épargne et réserves de devises), les pays d'Asie du Sud-Est étaient fragiles à cause du déséquilibre de leurs comptes courants, particulièrement depuis le début des années 90. Les plus exposés étaient la Thaïlande (– 8,2 % du PNB) et la Malaisie (– 7,5 %). Or ni l'un ni l'autre ne manifestait le moindre signe de redressement ; leur endettement public et privé ne cessait de croître. Toutefois, l'illusion d'une prospérité prolongée était nourrie par le simple fait que... la prospérité se prolongeait.

La crise actuelle ne se manifeste pas partout de la même manière. Les capitaux étrangers ne se sont pas, par exemple, détournés de la Chine. Et les cas de Hongkong et de la Thaïlande sont assez distincts. La situation financière de Hongkong reste saine : pas de dette extérieure, et des réserves de devises pléthoriques gérées par une autorité monétaire connue pour sa rigueur. En revanche, la Thaïlande est fragilisée par son implosion politique et par l'épuisement du niveau de ses réserves. A Hongkong, la production industrielle ne représente que 16 % du PNB, la plupart des activités de ce secteur ayant déjà été transférées dans les régions côtières de Chine. L'économie est très largement dominée par les services financiers, même si, à Hongkong comme en Thaïlande, la spéculation immobilière a atteint une ampleur considérable.

Pékin s'est bien gardé de mettre en cause le comportement des investisseurs étrangers comme M. George Soros et les fonds de pension américains – dénoncés avec quelque virulence par le premier ministre malaisien, M. Mahathir Mohamad –, car ils détiennent en Chine des actifs considérables. Pékin s'est contenté de prévenir que toute tentative de déstabiliser le dollar de Hongkong se heurterait à une riposte immédiate. Par ailleurs, le yuan chinois est une monnaie non convertible. On le voit, la Chine disposait d'arguments que ni la Thaïlande ni les autres Etats d'Asie du Sud-Est ne pouvaient opposer à la spéculation.

L'implosion financière qui vient de se produire n'est séparable ni de la situation générale de surproduction ni d'un endettement mondial qui atteint 32 000 milliards de dollars. Les économies de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), dominées par le capital financier, fonctionnent un peu comme le prolongement des deux cents grosses sociétés qui dominent la planète (1). Les principales décisions en matière d'investissement et de production les concernant sont donc prises par les conseils d'administration des entreprises multinationales. Déréglementés, les flots de capitaux internationaux ont déstabilisé les institutions monétaires des pays de l'Asean, quand elles ne les ont pas détruites.

La puisssance de ce complexe transnational se manifeste en particulier à travers la présence des sociétés japonaises, elles-mêmes presque entièrement sous le contrôle de quinze ou vingt conglomérats industrialo-bancaires. Les investissements japonais à l'étranger, qui se tournaient précédemment en priorité vers le secteur primaire (agriculture et matières premières), se sont récemment surtout intéressés à l'industrie et à l'immobilier. Les sous-traitants en Asie du Sud-Est des conglomérats japonais produisent à présent toute une gamme de biens manufacturés et emploient près d'un million de salariés. Les géants de l'automobile nippone, par exemple, contrôlent la quasi-totalité de cette industrie. Le célèbre Proton malaisien est tributaire de composants importés du Japon. Près de 6 % du produit national brut de la Malaisie dépend des seules activités de la société Matsushita. La situation de surproduction est manifeste dans l'électronique, en particulier dans le secteur des semi-conducteurs, à la fois frappé par une demande anémique et par des prix qui ne cessent de baisser : ils ont déjà chuté de 80 % l'année dernière, et ce n'est pas fini.

Cet effondrement des prix a eu un impact délétère sur l'ensemble du secteur. D'autant qu'il est survenu au moment où les capacités de production se multipliaient de manière spectaculaire. Pour se faire une idée assez précise de l'impact du choc créé par la coïncidence d'une chute des cours et d'une poussée de la production, il suffit de savoir que le quart des exportations de Hongkong, de Taïwan et de la Thaïlande et la moitié de celles de Singapour sont liées à l'électronique.

Des contradictions explosives

L'INDUSTRIE sud-coréenne a beau être l'une des plus puissantes du monde, elle est en train de connaître – et les banques sud-coréennes avec elle – l'une des crises cycliques les plus sévères de son histoire. Trois des principaux conglomérats (*chaebols*) se sont déjà effondrés. La survie du groupe automobile Kia n'est plus assurée. Or, dans les trois dernières décennies, les liens étroits entre ces *chaebols* et la caste politique au pouvoir leur avaient permis d'obtenir des dizaines de milliards de dollars en dons publics ou en prêts avantageux, parfois non remboursables. Il fallait en effet transformer au plus vite la nation en un atelier de taille mondiale (2).

Et c'est à présent l'heure de vérité. Les *chaebols*, tout comme près de 75 % des industries exportatrices sud-coréennes, croulent sous les dettes. Huit des principales banques sont atteintes du syndrome japonais : les prêts à haut risque, susceptibles de n'être jamais remboursés, représentent près de 40 % de leurs engagements financiers. Et, leur situation de trésorerie étant déjà précaire, on voit assez mal comment elles pourraient intervenir pour soulager l'endettement des *chaebols*. Or le pouvoir politique, affaibli et soupçonné de corruption, ne peut guère concevoir un plan de sauvetage qui exigerait des sommes supérieures aux 17 milliards de dollars récemment annoncés en Thaïlande. Pour presque tous les pays d'Asie du Sud-Est, le remboursement des intérêts de la dette, publique et privée, absorbera chaque année des dizaines de milliards de dollars. Au moins jusqu'au début du siècle prochain.

La recherche de marchés du travail toujours plus « compétitifs », c'est-à-dire moins chers, explique pour une bonne part la situation actuelle. Les mouvements d'investissements ne se font plus seulement entre pays industrialisés et pays du Sud, mais de plus en plus souvent d'un pays du Sud à l'autre. La Malaisie est ainsi jugée « non compétitive », et Philips s'apprête à quitter le pays – y supprimant 1 500 emplois – en raison de ses coûts du travail trop élevés, surtout pour qui les compare à ceux de la Chine.

La Chine attire. Une fois achevées les privatisations massives qui sont en cours, la nécessité de se faire une place sur les marchés mondiaux deviendra encore plus pressante. Et la crise actuelle risque d'accélérer le rythme des restructurations et des concentrations, devenues un objectif stratégique majeur en Asie du Sud-Est et en Chine. Mais, en ajoutant le choc des restructurations et des délocalisations à celui des dévaluations compétitives et de la chasse aux marchés étrangers, la réponse à la crise risque d'aggraver la situation à laquelle elle prétend remédier. Désormais, l'ensemble de la région est confrontée au risque d'une déflation majeure. Même en admettant que les principales entreprises thaïlandaises retrouvent un rythme de croissance annuel de 6 %, cela ne leur permettrait pas de rembourser leurs dettes. Celle du pays atteint 100 milliards de dollars, dont une partie importante doit être remboursée l'année prochaine.

Les salariés de la région seront certainement appelés à faire de nouveaux sacrifices. Mais le mouvement ouvrier a déjà montré sa puissance, en Corée du Sud et ailleurs. Assurément, un réveil du militantisme syndical aurait de profondes implications politiques. Il rendrait encore plus explosives les contradictions d'un mode de développement présenté comme exemplaire... l'année dernière.

* Economiste.

UNE EXPANSION LIÉE AUX EXPORTATIONS

	PRODUIT NATIONAL BRUT (PNB) (% moyen d'augmentation annuel, en prix constant)				EXPORTATIONS (biens et services) (en % du produit national brut)			
	1960-1970	1970-1980	1980-1990	1990-1996	1970	1980	1990	1994
PAYS DÉVELOPPÉS	5,1	3,1	3,0	1,8	14	20	19	18
PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT	6,0	5,7	3,7	4,5	13	26	27	30
Chine	6,1	5,5	9,8	11,8	3	10	19	24
Corée du Sud	8,9	10,1	9,4	7,1	14	34	30	36
Hongkong	13,7	9,1	6,9	5,4	93	89	135	139
Indonésie	5,2	7,8	5,2	7,2	13	33	27	25
Malaisie	5,9	7,9	5,3	8,7	42	57	77	90
Philippines	5,2	6,0	1,0	2,7	22	24	28	34
Singapour	9,4	8,3	6,4	8,2	101	207	185	179
Taïwan	9,9	9,4	6,3	6,2	30	53	48	44
Thaïlande	8,3	7,1	7,6	8,0	15	24	34	39

(1) Lire « Ces 200 sociétés qui contrôlent le monde », *Le Monde diplomatique*, avril 1997.

(2) *Cf.* Laurent Carroué, « Les travailleurs coréens à l'assaut du dragon », *Le Monde diplomatique*, février 1997.

FACE-À-FACE AMÉRICANO-RUSSE

« Grand jeu » pétrolier

SIGNÉ le 9 septembre 1997, un accord entre la Russie et la Tchétchénie permettra au pétrole azerbaïdjanais de se déverser sur le marché mondial via le port russe de Novorossiisk. D'autres oléoducs sont envisagés, aboutissant l'un à un port géorgien, l'autre à un port turc. Les immenses convoitises liées aux hydrocarbures ont contribué à un calme relatif dans ce Caucase en proie à de nombreux conflits. Mais l'or noir fournira-t-il la base d'une stabilité régionale durable ? Pour les pays riverains de la Caspienne et de la mer Noire, mais aussi pour la Russie et les Etats-Unis, l'enjeu est considérable.

Par VICKEN CHETERIAN *

Des côtes de la mer Noire à la frontière chinoise, une zone grise a émergé au cœur de l'Asie. Les fragiles Etats de la Transcaucasie et de l'Asie centrale font l'objet d'une féroce compétition. Une multitude d'hommes d'affaires, de diplomates, de conseillers et, surtout, de magnats du pétrole sont attirés par les possibilités de gloire et de richesse rapides. Objets des convoitises, le pétrole de la mer Caspienne, le gaz du Turkménistan, le coton de l'Ouzbékistan, l'or du Kirghizstan... Les parts de marché et les zones d'influence mal définies, ainsi que les alliances changeantes, ajoutent à l'incertitude. Et les médias de qualifier la confrontation entre intérêts occidentaux grandissants et traditionnels intérêts russes de « Grand jeu » – par référence à la rivalité qui, au XIXe siècle, opposa l'Empire britannique et la Russie tsariste pour la domination de l'Asie centrale.

L'émergence de la Transcaucasie est d'une importance géopolitique capitale (1). Pour les compagnies occidentales, elle représente un pont qui relie la mer Caspienne, l'Asie centrale et les mers ouvertes, permettant du même coup de contourner l'Iran et la Russie. Pour Moscou, confrontée aux pressions expansionnistes de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), la région constitue à la fois une des portes du Proche-Orient et une protection contre la propagation de l'influence occidentale ou turque vers ses frontières méridionales. Quant à la Turquie et à l'Iran, tous deux veulent mettre à profit la chance historique qui s'offre d'étendre leur propre emprise.

Les sommes immenses investies dans le pétrole de la Caspienne et son transport créeront-elles les conditions matérielles de la stabilité et de la coopération régionales ? Les Etats enclavés ont besoin de leurs voisins pour acheminer leurs matières premières jusqu'aux mers ouvertes. Les revenus des hydrocarbures pourraient contribuer à transformer les économies locales et, en premier lieu, à reconstruire les zones ravagées par les récents conflits. Or c'est l'inverse qui se produit : une polarisation s'affirme, mais autour des lignes de fracture des dernières années, au cours desquelles les enjeux économiques sont venus confirmer les rapports de force, en faveur de certains Etats et au détriment d'autres.

Les compagnies pétrolières américaines se sont intéressées à la mer Caspienne bien avant que le département d'Etat soit à même d'articuler une politique cohérente dans cette région. Après l'effondrement de l'Union soviétique, Washington avait misé sur l'exportation du « modèle turc » afin de bloquer la possible expansion de l'influence iranienne. Mais il est vite apparu évident que la puissance russe ne refluerait pas si rapidement, d'autant qu'Ankara se montrait incapable de présenter la moindre solution aux problèmes des nouvelles Républiques indépendantes. Avec la négociation de contrats pétroliers, Washington a pu manifester un intérêt direct pour la région.

Le gouvernement américain y voit une source supplémentaire d'énergie, au cas où le pétrole du golfe Persique serait menacé. Il entend également détacher – sur le plan tant économique que politique – les anciennes Républiques soviétiques de la Russie afin de rendre impossible la formation d'une union dirigée par Moscou. Dans un article publié au printemps, l'ancien ministre de la défense Caspar Weinberger écrivait : « *Si Moscou réussit* [à dominer la Caspienne], *cette victoire pourrait être plus importante que, pour l'Ouest, l'élargissement de l'OTAN* (2). » Autre priorité américaine : stopper l'expansion de l'influence iranienne.

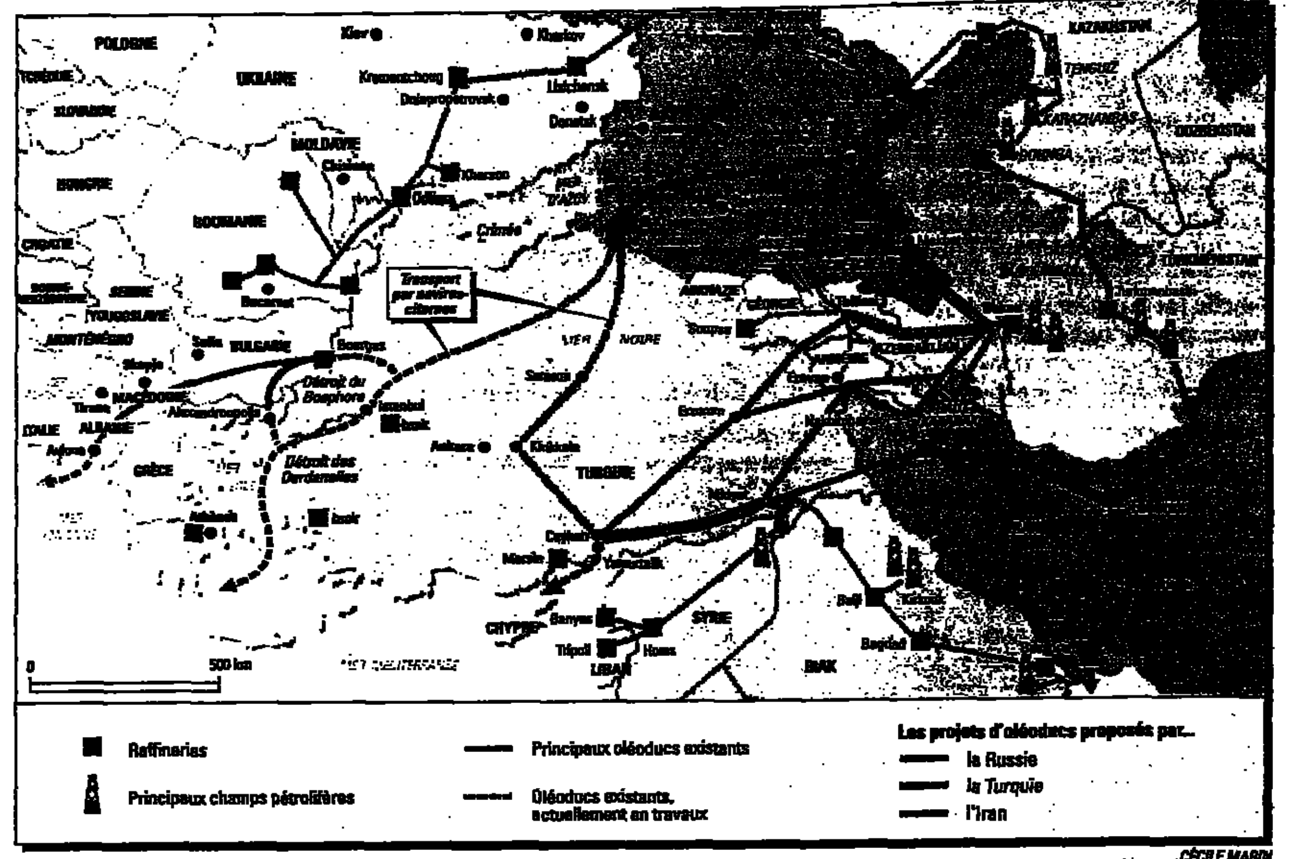
Pour contrebalancer le lobby pro-arménien à Washington, un groupe de pression pro-azéri s'organise à son tour, avec plusieurs anciens hauts responsables de l'administration qui travaillent simultanément comme conseillers politiques et « consultants » auprès de compagnies pétrolières américaines actives en Azerbaïdjan (3). Néanmoins, une disposition du Freedom Support Act de 1992, qui interdit toute aide américaine directe au gouvernement azerbaïdjanais en raison de son blocus contre l'Arménie, reste toujours en vigueur. Résultat : la politique américaine ressemble à un patchwork entre les priorités traditionnelles de politique intérieure qui poussent les membres du Congrès à courtiser les électeurs américano-arméniens (après Israël, l'Arménie reçoit le plus fort montant *per capita* d'aide américaine) et les impératifs de politique extérieure, avec l'engagement croissant de Washington dans le pétrole d'Azerbaïdjan.

L'intérêt de l'Union européenne (UE) pour la région s'est, lui aussi, accru : entre 1993 et 1995, le tiers de son aide humanitaire est allé aux trois Républiques transcaucasiennes. L'Union est active par l'intermédiaire du projet Traseca, qui vise à établir des liens maritimes et ferroviaires entre les côtes géorgiennes de la mer Noire et l'Asie centrale. Ce qui fait défaut à l'Europe, comme souvent, c'est une vision politique cohérente. L'Allemagne est surtout préoccupée par la Géorgie en raison du rôle joué par le président Edouard Chevardnadze, alors ministre soviétique des affaires étrangères, lors de l'unification allemande. La France se sent plus proche d'Erevan, en raison de son importante communauté arménienne. Et le Royaume-Uni donne la priorité à l'Azerbaïdjan, où la British Petroleum est très engagée. Curieusement d'ailleurs, les intérêt actuels des pays européens ressemblent à ce qu'ils étaient dans les années 1918-1920, lors de l'éphémère indépendance des trois Etats transcaucasiens.

Malgré leur importante présence économique, les Etats européens ne jouent aucun rôle dans les décisions stratégiques relatives aux questions énergétiques. C'est Washington qui a exclu l'Iran de la liste des tracés d'oléoducs « possibles », bien que cette solution apparaisse comme une des plus courtes et des plus sûres. La Maison Blanche entérine l'exportation du pétrole en provenance de Bakou *via* le port russe de Novorossiisk – cet oléoduc devrait fonctionner avant la fin de l'année. Mais elle préconise aussi un tracé alternatif *via* le port géorgien de Soupsa, réalisable d'ici la fin 1998. Elle appuie enfin, à plus long terme, un tracé reliant la Caspienne au port turc de Ceyhan, pour des raisons écologiques (*lire page suivante « Eldorado ou mirage ? »*) et surtout stratégiques.

Dans l'affaire tchétchène, le pétrole a joué un rôle décisif : il a provoqué à la fois le début et la fin des hostilités. En décembre 1994, l'armée russe a entamé sa marche sur Grozny afin de démontrer qu'elle contrôlait bien les seuls oléoducs opérationnels permettant d'exporter la production de la mer Caspienne, et de renforcer ainsi la position de Moscou dans les négociations en cours sur les contrats pétroliers. De même, au mois d'août 1996, Moscou a dû mettre fin à ce « conflit de basse intensité » pour que le tracé Bakou-Novorossiisk ne soit pas exclu du « Grand jeu ». Cependant, l'humiliation subie en Tchétchénie, l'absence grandissante de pouvoir au Daghestan et l'accroissement des intérêts occidentaux en Azerbaïdjan ont sérieusement limité l'emprise de Moscou sur le Caucase. Les dirigeants russes réalisent que, en perdant de l'influence en Transcaucasie, ils risquent de rencontrer une opposition en Tchétchénie, voire dans d'autres « Républiques autonomes » du nord du Caucase.

L'énergie fait figure de colonne vertébrale des projets d'intégration renforcée dont – au-delà de la Communauté des Etats indépendants (CEI) – on rêve à Moscou. Non seulement la Russie est le principal pays producteur de pétrole et de gaz, mais les exportations pétrolières en provenance du Kazakhstan ou du Turkménistan vers l'Ukraine ou la Géorgie traversent son territoire. Kiev doit importer 90 % de son pétrole et 80 % de son gaz, principalement de Russie (4). Des exportations directes de la région de la mer Caspienne vers l'Ukraine ou d'autres membres de la CEI diminueraient leur dépendance.



LE TRACÉ DES OLÉODUCS, UN ENJEU GÉOPOLITIQUE

Dilemme à Ankara

LE secteur de l'énergie tient une place prédominante dans l'économie de la Russie et la formation de son élite. Gazprom – le géant du gaz naturel – est la plus riche compagnie du pays et la plus importante source de devises fortes pour l'Etat. D'où l'inquiétude de Moscou devant les investissements occidentaux massifs dans l'exploration et l'exploitation du pétrole en mer Caspienne : ceux-ci pourraient avoir pour conséquence l'émergence, dans quelques années, de rivaux redoutables pour la Russie le long de ses frontières méridionales. Voilà qui éclaire les débats en cours au Kremlin : faut-il préserver les coûteuses bases militaires en Géorgie et en Arménie alors que, partout, l'armée russe manque cruellement de fonds ?

La réponse est sans doute dans la modification, obtenue par Moscou en mai 1997, du traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) : la Russie a réussi, par ce biais, à « légaliser » la présence de forces armées additionnelles dans le Caucase (tout comme dans la région de Saint-Pétersbourg), signe qu'elle est décidée à ne pas évacuer la Transcaucasie. Mais comment fera-t-elle pour y conserver une influence déclinante ? Si elle est en mesure de créer des obstacles pour les projets occidentaux et pour les Etats transcaucasiens, elle est incapable de proposer un système économique et politique sous sa direction.

Malgré ses atouts, la Turquie n'est pas parvenue jusqu'ici à jouer un rôle majeur dans la région de la mer Caspienne. Ankara a tout d'abord donné la priorité à l'Azerbaïdjan, République turcophone la plus proche et porte d'entrée de l'Asie centrale, mais sans résultats tangibles. Pourtant, la Turquie s'est rangée du côté de Bakou dans le conflit du Haut-Karabakh, ne lui ménageant son soutien ni sur le plan diplomatique ni sur celui du matériel de guerre et des instructeurs militaires. Les relations entre les deux capitales se sont tendues après le coup d'Etat contre le président pro-turc Aboulfaz Eltchibey et son remplacement par l'ex-membre du Politburo du Parti communiste soviétique, M. Gueïdar Aliev, en juin 1993. Lors d'une récente visite à Ankara, ce dernier expliqua à ses interlocuteurs à quel point il était insatisfait de leur faible aide économique, accusant même certains d'entre eux d'avoir été derrière la tentative de coup d'Etat avortée perpétrée contre lui en mai 1995 (5).

Malgré quelques efforts récents, la Turquie a accordé peu d'attention à la Géorgie, dont l'importance, avec les projets d'oléoducs, ne saurait pourtant échapper à personne. Elle a également raté plusieurs occasions d'améliorer ses relations avec Erevan. Pourtant, l'Arménie, devenue indépendante, était prête à entretenir des relations normales avec sa voisine sans poser en préalable la reconnaissance par celle-ci de sa responsabilité dans le génocide des Arméniens au cours de la première guerre mondiale. Mais la Turquie a toujours refusé de nouer des liens diplomatiques et même économiques. A l'exemple de Bakou, elle a imposé un blocus à Erevan et lui a demandé de « retirer ses troupes du Karabakh ». Le dilemme d'Ankara est le suivant : comment jouer un rôle géopolitique en Transcaucasie et au-delà, en concurrence avec la Russie, alors que ses intérêts économiques se développent non avec les Républiques turcophones de l'ex-URSS mais avec... la Russie elle-même ? En 1995, les échanges commerciaux d'Ankara avec Moscou – d'une valeur de 3,5 milliards de dollars – représentaient en effet 6 % de ses échanges totaux, et des entreprises turques avaient des contrats d'une valeur de plus de 10 milliards de dollars avec la Russie (6).

L'Iran a négocié d'une façon pragmatique et non idéologique avec ses voisins du Nord. Principal partenaire commercial de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, la République islamique a réussi, de la sorte, à briser le mur derrière lequel les Etats-Unis tentaient de l'isoler. En outre, le Turkménistan a signé un accord aux termes duquel il fournira du gaz naturel au nord-est de l'Iran, qui, en échange, exportera 8 milliards de mètres cubes de gaz en Turquie. Les 287 kilomètres d'oléoduc entre le Turkménistan et l'Iran coûteront 160 millions de dollars à ce dernier, et devraient être prêts fin 1997. De surcroît, l'Iran a construit des lignes de chemin de fer qui relient, par le Turkménistan, son réseau à toute l'Asie centrale – les derniers tronçons ont été officiellement inaugurés en mars 1996 (7).

Si les pressions américaines sur Téhéran ont poussé l'Iran à rechercher l'alliance de la Russie, la République islamique constitue, géographiquement, la meilleure solution de rechange à la Russie pour désenclaver les Etats riverains de la Caspienne. Mais toute la géopolitique régionale pourrait être bouleversée si un dialogue s'engageait entre Washington et Téhéran, comme le sug-

* Journaliste, Genève.

(1) Lire Nur Dolay, « Grandes manœuvres pétrolières dans le Caucase », *Le Monde diplomatique*, juillet 1995.

(2) *International Herald Tribune*, Zurich, 10-11 mai 1997.

(3) On retrouve parmi ces consultants M. Zbigniew Brzezinski, ex-assistant du président James Carter pour les questions de sécurité nationale, MM. John Sununu, Richard Cheney, Brent Scowcroft et James Baker (respectivement ex-directeur de cabinet, ex-ministre de la défense, ex-assistant pour les questions de sécurité nationale et ex-secrétaire d'Etat du président Bush) et M. Lloyd Bentsen (ex-ministre des finances du président Clinton). Voir *International Herald Tribune*, Zurich, 7 juillet 1997.

(4) *Jane's Intelligence Review*, Londres, janvier 1997.

(5) *Turkish Daily News*, Ankara, 8 mai 1997 : *Sevodnia*, Moscou, 12 mai 1997.

(6) Suha Bolukbasi, « Ankara's Baku-Centered Transcaucasia Policy : Has it failed ? », *Middle East Journal*, Washington, vol. 51, n° 1, hiver 1997.

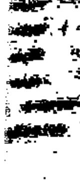
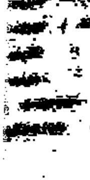
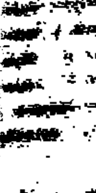
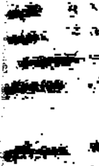
(7) *Far Eastern Economic Review*, Hongkong, 10 avril 1997. *International Herald Tribune*, Zurich, 28 juillet 1997.

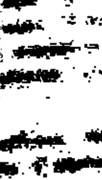
…MÉRICANO-RUSSE

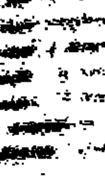
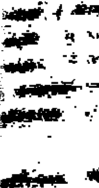
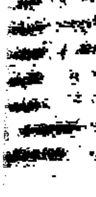
› pétrolier

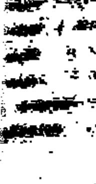


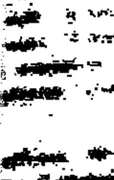
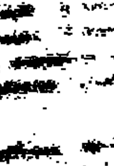
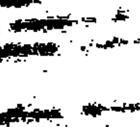
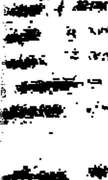
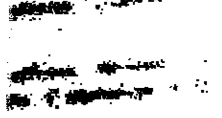
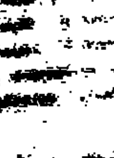
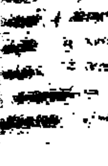
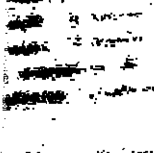
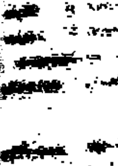
…U GÉOPOLITIQUE

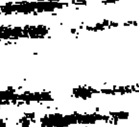
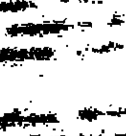
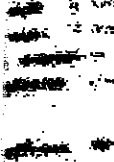
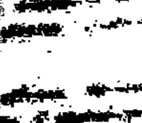
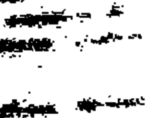









AUTOUR DE LA CASPIENNE

en Transcaucasie

gèrent plusieurs hommes politiques américains influents (8). Or Washington ne s'est pas opposé à un contrat de 1,6 milliard de dollars entre le Turkménistan et la Turquie pour la construction d'un oléoduc de 3 200 kilomètres passant par l'Iran. N'est-ce pas là un signe de bonnes intentions à l'endroit du nouveau président iranien, M. Mohamad Khatami ?

Il y a quelques années, les médias occidentaux qualifiaient les habitants du Caucase de *« sauvages »* et les nouvelles Républiques d'*« Etats ratés »*. Depuis deux ans, ils présentent au contraire l'Azerbaïdjan comme un « nouveau Koweït », applaudissent à la stabilisation de la Géorgie et aux réformes économiques de l'Arménie. Les projets pétroliers, à commencer par les oléoducs, apparaissent comme des Eldorados, qui transfigureront le paysage régional. Cependant, quatre Etats caucasiens autoproclamés n'ont, malgré une indépendance *de facto*, pas été reconnus internationalement. Or il est difficile d'imaginer que le Haut-Karabakh, l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et la Tchétchénie renonceront à une indépendance si durement acquise. Ou, à l'inverse, que l'Azerbaïdjan, la Géorgie ou la Russie soient prêts à reconnaître la perte de ces territoires (9). Dans cette situation de « ni guerre ni paix », la pression économique s'intègre à la logique des conflits. Et la question du pétrole se présente donc aussi, voire surtout, sous un angle politique.

Une mosaïque d'alliances

LORS de ses récentes visites à Moscou et à Washington – ses premières comme président de l'Azerbaïdjan –, M. Gueïdar Aliev a mis en avant deux sujets : le pétrole de la Caspienne et le conflit du Haut-Karabakh. Avec les compagnies américaines, il a signé, aux Etats-Unis, pour 10 milliards de dollars de contrats. En Russie, M. Aliev a discuté – sans parvenir à un accord – avec le général Igor Sergueïev, le ministre de la défense, du statut de la station russe de radars de détection avancée située à Gaballa – il s'agit, avec 400 experts, de la dernière présence militaire russe en Azerbaïdjan. Le président Aliev a reproché à Moscou de fournir des armes à l'Arménie et de ne pas avoir livré à Bakou les dissidents azerbaïdjanais, à l'instar de l'ancien président Ayaz Moutalibov.

La « diplomatie pétrolière » du président Aliev lui a valu de remarquables succès : elle lui a permis d'accroître l'influence de son pays en échange des contrats passés avec les principales puissances intéressées. Jusqu'en 1994, date du premier accord signé à Bakou, l'Azerbaïdjan était ignoré tant de l'Europe que des Etats-Unis. Désormais, il peut se fixer des objectifs ambitieux : faire des pétrodollars la base de son indépendance économique ; prendre ses distances avec Moscou ; enfin capter suffisamment l'intérêt du monde pour être en mesure de récupérer le Haut-Karabakh, par la négociation ou par les armes.

Atteindra-t-il ses buts ? Jusqu'à l'arrivée de M. Gueïdar Aliev à la présidence, l'instabilité régnait dans le pays, avec de constants changements de pouvoir. En combinant « main de fer » et promesses de prospérité, M. Aliev pourrait réussir à stabiliser l'Azerbaïdjan. Mais il faudra attendre que la production atteigne son maximum – soit dix à quinze ans – pour que les revenus pétroliers fassent sentir leurs effets. Parviendra-t-on à contenir jusque-là l'attente populaire d'un « avenir meilleur » alors qu'un tiers de la main-d'œuvre n'a pas de travail et que le salaire mensuel moyen plafonne à 30 dollars ? Sans oublier l'âge du président : soixante-quatorze ans – la plupart des diplomates en poste à Bakou estiment que la lutte pour sa succession pourrait être mouvementée...

Erevan, à l'inverse de Bakou, est le grand perdant des changements géopolitiques. Des pressions internationales de plus en plus fortes s'exercent sur l'Arménie pour qu'elle reconnaisse l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan – autrement dit qu'elle renonce au Haut-Karabakh. Ou plus exactement qu'elle entérine le compromis proposé par les diplomates représentant les Etats-Unis, la France et la Russie, qui sont à la tête du groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), en charge de la médiation dans ce conflit. Leur suggestion : le Haut-Karabakh demeurerait au sein de l'Azerbaïdjan, mais conserverait son système économique et ses propres forces de police ; quant au corridor de Latchine, qui relie le Haut-Karabakh à l'Arménie, il resterait sous contrôle international. *« L'Azerbaïdjan dit qu'il est prêt à donner au Karabakh la plus grande autonomie possible,* confiait au printemps dernier le conseiller présidentiel arménien Jirayr Libaridian. *Nous avons demandé à nos interlocuteurs de mettre sur papier ce qu'ils voulaient dire par là, mais, un an plus tard, nous n'avons toujours pas reçu de réponse. »*

Il est vrai que la dynamique de la politique intérieure arménienne ne va guère dans le sens des concessions. Après l'élection de septembre 1996, la victoire du président Levon Ter-Petrossian a été contestée par l'opposition, au point de déclencher des émeutes réprimées par l'armée. Pour recouvrer sa légitimité dans son propre pays, M. Ter-Petrossian a nommé le président du Karabakh, M. Robert Kocharian, au poste de premier ministre d'Arménie. La question du Haut-Karabakh est une des rares raisons d'être du Mouvement national arménien, actuellement au pouvoir, et deux institutions qui garantissent la survie du régime – les politiciens du Haut-Karabakh et l'armée – accepteraient difficilement le compromis proposé par les Occidentaux. Et le ministre arménien de la défense, M. Vazgen Sarkissian, a déclaré : *« Aucun Etat ne réussira à subordonner les intérêts du Haut-Karabakh aux profits pétroliers* (10). *»*

Pour la Géorgie aussi, l'enjeu géopolitique de l'or noir est considérable. Certes, le transit du pétrole sur son territoire ne lui apportera pas de substantiels revenus (11), mais Tbilissi espère qu'il mettra l'Occident en confiance et accélérera l'arrivée d'investissements étrangers. L'intérêt économique, espère-t-on, pourrait aller de pair avec l'intérêt politique qui contrebalancerait la traditionnelle hégémonie russe. Le président Edouard Chevardnadze subit la pression de l'opposition nationaliste et des groupes de réfugiés qui le poussent à reprendre l'Abkhazie par des moyens diplomatiques, voire par la force. Selon M. Giorgi Gogsadze, analyste à Tbilissi, *« ici, les partis politiques ne sont pas fondés sur des intérêts socio-économiques. La question nationale est donc le seul moyen de renforcer sa popularité »*.

« En dépit des négociations, les dirigeants géorgiens continuent de nous menacer d'une autre invasion », affirme M. Sergeï Shamba, ministre abkhaze des affaires étrangères. M. Vladislav Ardzinba, le président autoproclamé de l'Abkhazie, a proposé d'appliquer un accord inspiré de celui intervenu entre la Russie et la Tchétchénie : reporter la discussion sur la question du statut légal de l'Abkhazie pour plusieurs années, pendant lesquelles les relations économiques entre les deux parties se normaliseront. Mais Tbilissi a refusé l'idée.

En attendant, depuis un an, un groupe de guérilla appelé « Légion blanche » multiplie les attaques contre des cibles abkhazes et contre les forces russes de maintien de la paix. Selon les officiels de Tbilissi, ce groupe serait constitué de réfugiés géorgiens d'Abkhazie. Du côté abkhaze, en revanche, on accuse les services secrets géorgiens d'être derrière ce groupe armé. En Géorgie, l'exigence a grandi, cet été, d'un remplacement des forces de Moscou par des « casques bleus » des Nations unies. Mais un tel retrait risque de provoquer un affrontement entre forces géorgiennes et abkhazes.

A l'occasion d'un voyage surprise, le 14 août 1997, le ministre russe des affaires étrangères, M. Evgueni Primakov, s'est rendu à Tbilissi avec le dirigeant abkhaze, M. Vladislav Ardzinba. Sans entrer dans le vif des questions du statut politique de l'Abkhazie et du retour des réfugiés, MM. Chevardnadze et Ardzinba se sont engagés à rechercher des solutions pacifiques au conflit. Reste à savoir s'il s'agit d'une nouvelle page dans l'histoire des relations entre la Géorgie et l'Abkhazie, ou simplement d'un geste spectaculaire de M. Primakov pour signifier le rôle que la Russie continue à jouer dans la région.

Depuis la fin de la guerre de Tchétchénie, le Caucase vit une chance unique de calme relatif, où la diplomatie a pris le pas sur la violence comme moyen de régler les différends. Toutefois, tourner la page des conflits ethnico-territoriaux ne signifie pas pour autant ouvrir celle d'une ère de stabilité durable. L'amélioration relative des conditions de vie en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie ne résulte pas, jusqu'ici, de l'arrivée massive d'investissements étrangers, mais de l'impact positif de la fin des guerres. Le pétrole n'est d'ailleurs pas perçu par les dirigeants transcaucasiens comme fondement de la prospérité régionale : pour eux, c'est d'abord une arme. C'est que, dans leur esprit, la sécurité dépend non d'un système régional solide, mais des garanties étrangères...

Jamais les puissances étrangères n'ont eu autant de responsabilités dans le règlement des conflits caucasiens. Les médiateurs internationaux ont beaucoup insisté sur le principe de l'intégrité territoriale des Etats, s'aliénant les régions séparatistes du Haut-Karabakh, de l'Abkhazie et de la Tchétchénie, qui insistent sur un autre principe : l'autodétermination des groupes nationaux. Comme Joseph Staline l'avait jadis compris, les « demi-solutions » représentent la meilleure manière de maintenir la tension et de faire exploser le Caucase au moment critique. L'apparition des nouveaux Etats indépendants s'est produite au détriment d'autres groupes minoritaires, comme les Ossètes ou les Lesghines. Mais on imagine mal les grandes puissances, dont l'intérêt pour le Caucase se concentre sur le pétrole, accorder suffisamment d'attention à ces « détails » que sont les minorités.

Autre aspect préoccupant : l'augmentation des forces militaires dans la région. Cette année, un scandale a éclaté à Moscou : entre 1992 et 1996, la Russie aurait fourni pour 1 milliard de dollars d'armes à l'Arménie. Réfutant cette affirmation, Erevan a fait observer que l'Azerbaïdjan achetait des chars et de l'artillerie à l'Ukraine et à la Turquie. Pour sa part, la Géorgie attend avec impatience que les Etats-Unis rebâtissent son armée. L'Iran a fermement rejeté l'idée de l'envoi des « troupes étrangères » au Haut-Karabakh en cas d'accord de paix...

En cette période d'après-conflit, le Caucase a les allures d'une étonnante mosaïque d'alliances, où chacun recherche le patronage d'une ou plusieurs puissances étrangères. Nouveaux arrivants, les Etats-Unis tentent de s'y assurer une place de taille, réduisant d'autant la présence russe et les ambitions iraniennes. La Russie, jalouse de ces développements dans ces zones nouvellement étrangères, reste sous le choc de sa défaite en Tchétchénie. Bref, c'est entre la montée en puissance américaine et la résistance russe que se jouera la prochaine étape de l'histoire caucasienne.

VICKEN CHETERIAN.

STANLEY GREENE-VU

TRAVAILLEURS DU PÉTROLE, BAKOU
Pour 200 milliards de barils...

(8) Zbigniew Brzezinski, Brent Scowcroft et Richard Murphy, « Differentiated Containment », *Foreign Affairs*, New York, mai-juin 1997.

(9) Lire « Réactions en chaîne dans le Caucase », *Le Monde diplomatique*, octobre 1996.

(10) Armenpress, Erevan, 17 juillet 1997.

(11) Les revenus des oléoducs sont évalués, pour la Géorgie, à seulement 8 millions de dollars par an. Voir *Transition*, Prague, 14 juin 1996.

Eldorado ou mirage ?

M. SAPARMOURAD NIAZOV, le président turkmène, prend un crayon et, devant les journalistes occidentaux, raye un nom sur une carte pour écrire le sien à la place. *« Je vais mettre mon propre nom dessus pour qu'il n'y ait pas d'erreur à savoir à qui elle appartient »*, blague-t-il (1). L'anecdote a de quoi alimenter les ambitions rivales des compagnies pétrolières en mer Caspienne.

Selon M. Niazov, l'Azerbaïdjan a vendu à des firmes occidentales le droit d'exploiter des champs pétrolifères appartenant... au Turkménistan. Ashkabad réclame ainsi deux des trois gisements – ceux d'Azeri et de Cirag (2) – concernés par le contrat de 8 milliards de dollars conclu par Bakou avec un consortium occidental. Toutefois, le président turkmène ne se contente pas d'amuser la galerie : il a fait pression – avec succès – pour que Moscou annule le contrat signé par deux compagnies pétrolières russes avec l'Azerbaïdjan pour l'exploitation du champ pétrolifère de Kyapaz, dont le Turkménistan revendique la propriété (3). La controverse entre Turkmènes et Azerbaïdjanais n'est pas la seule. Le Kazakhstan a fait part de ses préoccupations après l'offre présentée par la Russie, le 27 août, pour développer l'exploitation d'une région de la Caspienne qu'il considère comme sienne (4).

L'incertitude des contrats en cours tient également au statut de la mer Caspienne elle-même (5). La Russie, l'Iran et le Turkménistan se sont mis d'accord pour fixer la limite de leurs eaux territoriales à 45 milles, avec des droits exclusifs d'exploitation, la zone centrale étant gérée en commun par les cinq Etats littoraux. Mais l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan rejettent cette proposition, exigeant que l'ensemble de la Caspienne soit divisé entre les pays.

Il faut dire que les quantités exactes de pétrole et de gaz recelées par cette mer sont inconnues. Selon certaines sources, elles se situeraient entre 10 milliards et 40 milliards de barils de pétrole, soit entre 1 % et 4 % des réserves mondiales – contre 65 % dans le golfe Persique (6). En revanche, à en croire le secrétaire d'Etat adjoint américain Strobe Talbott, les réserves de la mer Caspienne se monteraient à *« 200 milliards de barils »* – d'où son affirmation à Radio Free Europe, le 22 juillet dernier, selon laquelle la région serait *« stratégiquement vitale »*. Les seuls gisements d'Azeri, de Gunesli et de Cirag représenteraient de 3 milliards à 5 milliards de barils. Celui de Tenguiz, au Kazakhstan, une entreprise mixte (joint venture) entre le gouvernement et la compagnie américaine *Chevron*, contiendrait pour sa part de 6 milliards à 9 milliards de barils. Des sources russes doutent qu'il y ait encore beaucoup de pétrole dans la mer Caspienne, faisant valoir que les chiffres actuels, datant des années 80, sont en fait exagérés (7). Une autre différence avec le golfe Persique est le coût de production du baril de pétrole : 4 à 5 dollars contre moins de 1 dollar au Koweït.

Loin de toute mer ouverte

PRINCIPAUX obstacles pour l'exportation du pétrole de la mer Caspienne : les gisements pétrolifères sont situés loin de toute mer ouverte, et les systèmes d'oléoducs ne sont pas adaptés. Le contrat de 20 milliards de dollars conclu par Chevron avec le Kazakhstan pour l'exploitation du champ pétrolifère de Tenguiz l'a bien montré. Les premières livraisons de pétrole (80 000 barils par jour) suivront deux tracés : de Bakou au port russe de Novorossiisk, via les zones peuplées de Lesghines de l'Azerbaïdjan et du Daghestan ainsi que Grozny ; de Bakou au port géorgien de Soupsa, en passant également par des zones de conflits, tout d'abord en Azerbaïdjan, non loin de la ligne de feu avec le Karabakh, et ensuite dans l'ouest de la Géorgie, près de l'Abkhazie et de l'Adjarie, deux régions qui échappent au contrôle de Tbilissi. Une fois parvenu à la mer Noire, le pétrole doit être embarqué afin de franchir les détroits de Turquie, déjà saturés de bateaux et menacés de catastrophe écologique. Le problème sera encore plus aigu quand la production pétrolière azerbaïdjanaise atteindra son maximum, soit 700 000 barils par jour. Sans oublier les répercussions des conflits, qui pourraient rendre ce pétrole non compétitif...

Si l'or noir de la mer Caspienne devenait trop coûteux et trop incertain, les contrats d'investissements signés pourraient être retardés, voire oubliés. L'industrie pétrolière russe a besoin d'énormes investissements – évalués entre 50 et 70 milliards de dollars – pour stabiliser sa production au cours des prochaines décennies (8). Pour cela, Moscou devra, lorsqu'elle sera prête à ouvrir son industrie pétrolière, trouver des investisseurs internationaux. Le retour possible de l'Irak sur le marché modifiera également les ressources pétrolières, mais aussi la destination des investissements occidentaux.

Mais l'économie compte moins que la géopolitique dans la décision d'exploiter le pétrole du Kazakhstan et de l'Azerbaïdjan et de l'amener, par oléoduc et bateau, jusqu'à la Méditerranée, pour qu'il se déverse sur les marchés européens. D'ailleurs, la plupart des experts pensent que, au cours des deux prochaines décennies, la consommation européenne de pétrole sera stable et que les fournisseurs traditionnels du Golfe et de l'Afrique du Nord suffiront. En revanche, l'Europe aura besoin de quantités supplémentaires de gaz naturel, qui pourraient provenir de Russie, d'Iran ou du Turkménistan. Par ailleurs, l'Asie du Sud représentera un client de taille pour le pétrole de la mer Caspienne. L'incertitude qui règne en Afghanistan bloque enfin un projet d'oléoduc des autorités turkmènes avec les compagnies Unocal (Etats-Unis) et Delta (Arabie saoudite), concernant un oléoduc qui relierait le Turkménistan au Pakistan par l'Afghanistan.

Des négociations sont en cours pour la construction d'un oléoduc entre le Kazakhstan et la Chine, estimé à 3,5 milliards de dollars (9). Simultanément, on envisage une solution moins coûteuse permettant au Kazakhstan d'exporter son pétrole vers l'Asie orientale, *via* l'Iran (10).

Des compagnies françaises ont aussi placé leurs pions sur la carte de la Caspienne. Total a obtenu 20 % du champ pétrolifère off-shore d'Absheron, dont la propriété n'est pas contestée et dont le développement reviendra à 15 milliards de francs français. A la fin de l'année dernière, Total avait décroché 10 % du champ de Lenkoran-Shah Deniz, revenu pour 40 % à Elf Aquitaine (11).

Outre le pétrole, le nom de la mer Caspienne a également été associé au caviar. Depuis l'effondrement de l'URSS, le commerce de ce produit n'est plus contrôlé, et plusieurs groupes s'adonnent sans aucune restriction à la pêche à l'esturgeon. D'où une réduction de 80 % de la production officielle. Et certains craignent que la pollution engendrée par une production pétrolière à plein régime ne condamne à mort l'industrie du caviar.

V. C.

(1) *Financial Times*, Londres, 23 janvier 1997.

(2) United Press International, Ashkabad, 8 juillet 1997.

(3) *Inside Central Asia*, BBC Monitoring, Londres, 28 juillet-3 août 1997.

(4) Radio Free Europe/Radio Liberty News Line, Washington, 28 août 1997.

(5) Lire « Quel statut pour la Caspienne ? », *Le Monde diplomatique*, juillet 1995.

(6) John Roberts, *Caspian Pipelines*, The Royal Institute of International Affairs, Londres, 1996.

(7) *New Times*, Moscou, août 1996.

(8) James Watson, « Foreign Investment in Russia : The Case of the Oil Industry », *Europe-Asia Studies*, Glasgow, vol. 48, n° 3. *International Herald Tribune*, Zurich, 10 juin 1997.

(9) *Business Week*, Londres, 15 septembre 1997.

(10) *Etellaat*, Téhéran, 3 septembre 1997.

(11) *La Tribune*, Paris, 3 septembre 1997.

COMBATS FRATRICIDES SUR

Haïti dans la spirale

ELLES sont bien loin les formidables espérances suscitées par l'élection du Père Aristide à la présidence d'Haïti en décembre 1990. Non seulement les trois années de dictature militaire consécutives au coup d'Etat de 1991 ont littéralement « cassé » une économie déjà branlante, mais le retour à la démocratie, en octobre 1994, n'a aucunement amélioré la situation des populations. Au lieu de faire front commun, les forces de l'ancienne coalition *Lavalas sont engagées dans des combats fratricides pour un « pouvoir »* dépourvu de toute substance.

Par notre envoyé spécial BERNARD CASSEN

« Le tableau est déprimant et fait peur. La nation est malade. Haïti est abattue et semble se résigner à mourir après avoir nourri tant d'espoir (1). » Ce constat, dressé par la Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti, fait l'unanimité à Port-au-Prince, en ce début d'automne 1997. Même chez les politiques où l'on se soucie prioritairement de tactique.

De tactique et pas de stratégie. De la tactique de préservation, de conquête ou de reconquête d'un « pouvoir » politique pourtant vidé de toute substance, la stratégie restant l'apanage de Washington, où se trouvent les véritables maîtres du jeu : le gouvernement des Etats-Unis et les institutions financières internationales – Fonds monétaire international (FMI) et Banque mondiale – qui font cause commune avec lui. Une situation que l'on pourrait qualifier de surréaliste si elle n'était aussi tragique : celle où le pot de terre, confronté à un pot de fer résolument néolibéral, multiplie les discours sans prise sur la réalité. Devant un peuple désespéré !

D'abord le pot de fer. C'est la CIA, dans la capitale fédérale américaine, qui, en septembre 1991, donna implicitement le « feu vert » à son protégé et salarié, le général Raoul Cédras, pour son coup d'Etat contre le président Jean-Bertrand Aristide entré en fonctions sept mois auparavant. Avec le Père Aristide, premier chef d'Etat haïtien élu démocratiquement, une ère nouvelle semblait s'être ouverte, irréductible aux schémas, éprouvés depuis des décennies, de domination et de manipulation des « élites » locales : l'irruption, pour la première fois depuis l'indépendance (1804), du peuple – en l'occurrence des masses rurales et des habitants des bidonvilles – dans le jeu politique. Avec le mouvement Lavalas (le « torrent »), l'entrée du *« pays en dehors »* (2) dans le périmètre jusqu'alors interdit de la citoyenneté. Un outrage, un véritable traumatisme pour les nantis et leurs protecteurs américains, et un fâcheux exemple pour le sous-continent.

Les « officiers traitants » de Washington réagirent alors avec les réflexes acquis pendant une guerre froide qui venait pourtant de s'achever. Comme, en d'autres temps, ils avaient agi au Guatemala, à la baie des Cochons, à Saint-Domingue, au Chili, à la Grenade, etc. Ils eurent terriblement peur, explique le sociologue Laënnec Hurbon, tout comme l'armée et la bourgeoisie, *« qui semblent avoir compris le vote populaire en faveur d'Aristide comme une sorte de « fin des temps » ou de « fin de leur temps »*. Il n'y aurait pas d'autre explication à l'intensité de la répression sans précédent qui s'est abattue sur le peuple pendant les trois années du coup d'Etat (3). *« La bourgeoisie payait les soldats pour qu'ils cassent l'épine dorsale du 16 décembre. Sa complicité et sa coopération ont été totales avec les forces de répression, à quelques exceptions près »*, témoigne le journaliste politique Jean Dominique, dans son bureau de Radio-Haïti Inter.



HERVÉ TÉLÉMAQUE. – « La Tache bleue » (1983)

Avec l'arrivée au pouvoir de M. William Clinton, en janvier 1993, et alors que le Père Aristide, exilé à Washington, continuait à être universellement reconnu comme le seul représentant légitime de son pays, la nouvelle administration démocrate se donna un double objectif : remporter un succès de politique intérieure et internationale, en *« rétablissant la démocratie en Haïti »* – que ses prédécesseurs républicains avaient contribué à détruire –, et, simultanément, veiller à ce que cette démocratie soit calibrée aux normes traditionnelles, c'est-à-dire hors de toute participation authentique du *« pays en dehors »*. Il s'agissait de faire rentrer le « torrent » populaire dans le lit dont il n'aurait jamais dû sortir.

Pour ce faire, la diplomatie américaine joua pendant plus de deux ans les bons offices entre la dictature militaire – ses alliés et complices des grandes familles haïtiennes – et un président isolé parce qu'exilé. La solution qu'elle s'évertuait à mettre en place à Port-au-Prince était une cohabitation respectant le formalisme démocratique, tout en préservant à la fois les intérêts de la haute bourgeoisie locale et la capacité dissuasive de l'appareil de répression, promis à une généreuse amnistie. Le socle de cette cohabitation serait une politique économique et sociale classique d'« ajustement structurel », placée sous la tutelle directe d'un FMI jouant un rôle de cerbère : les futurs dirigeants devraient strictement se plier à ses « conditionnalités » pour recevoir le moindre dollar des autres bailleurs de fonds nationaux et internationaux.

Tel fut, en gros, le marché, à prendre ou à laisser, proposé au Père Aristide pour prix de son retour en Haïti avant que n'expire son mandat de cinq ans (février 1996). Un mandat qu'il s'engageait, par ailleurs, à ne pas tenter de prolonger des trois ans pendant lesquels la dictature militaire l'avait tenu éloigné de son pays.

Ces conditions léonines, le président n'avait, à ce stade, d'autre choix que de les accepter. Sa réinstallation au Palais national, le 19 septembre 1994, sous la protection des marines, ne signifiait donc nullement le retour à la case départ du 30 septembre 1991. M. Jean-Bertrand Aristide – il avait abandonné la prêtrise pour se marier – entendait cependant rectifier au maximum les termes du diktat en utilisant sa popularité et sa fine connaissance des *« entrailles du monstre* (4) » acquise pendant son exil forcé dans la capitale fédérale.

C'est ainsi qu'il réussit à prendre en défaut la vigilance des nombreux « conseillers » et autres « experts » américains – *« ils ont eu la surprise de leur vie »*, commente un diplomate – en procédant au limogeage de tous les officiers, prélude au démantèlement définitif de l'armée, consommé en avril 1995, alors que Washington avait seulement prévu une épuration limitée à quelques têtes trop voyantes... De même, tout en ayant signé un accord de « stand-by » avec le FMI en février 1995, le gouver-

(1) Déclaration de la chambre de commerce et d'industrie d'Haïti publiée dans *Le Nouvelliste* (Port-au-Prince), 7 juillet 1997.

(2) L'expression est utilisée depuis deux siècles par les « élites » haïtiennes pour désigner le reste - 99 % - de la population. Lire Gérard Barthélemy, *Le Pays en dehors*, Editions Henri Deschamps, Port-au-Prince, 1987.

(3) Laënnec Hurbon, « Haïti entre la guerre froide et le nouvel ordre mondial » in *Les Transitions démocratiques*, sous la direction de Laënnec Hurbon, Syros, Paris, 1996.

(4) La formule est de José Marti, « père de la patrie » cubaine.

A Jérémie, si loin

Par CHRISTOPHE WARGNY *

LES 250 kilomètres qui séparent Port-au-Prince de Jérémie, chef-lieu de la Grande Anse – c'est le nom du département –, se font en une huitaine d'heures de voiture... quand les gués sont franchissables. Les transports en commun sont incertains. Un bateau chaque semaine, plus lent encore, *du genre radeau de la Méduse : Le Neptune, prévu* pour 300 passagers, coula en 1993, et 1 200 personnes périrent noyées. Et, le 8 septembre dernier, la *Fierté-Gonavienne* coula dans le détroit de Saint-Marc avec plusieurs centaines de personnes à bord. Reste l'avion. Treize personnes maximum atterrissent tous les deux jours entre les nids de poules de la piste. Le prix, de toute façon, n'est pas adapté aux bourses haïtiennes.

Trente mille Jérémiens, un demi-million d'habitants dans la Grande Anse, une pression démographique lancinante – sujet presque tabou –, des catastrophes météorogiques, les cyclones, qui enfoncent ou isolent un peu plus, depuis quatre décennies, la « cité des poètes ». La pire tornade fut pourtant politique. Et décisive dans le déclin économique de la vieille cité coloniale, dont les produits *agricoles – café, cacao, bananes plantain, mangues*, patates et ignames – s'exportaient bien au-delà de Port-au-Prince et faisaient la richesse d'une bourgeoisie mulâtre, soucieuse de profits rapides et plus habile à l'import-export qu'au développement d'une industrie locale de transformation. François Duvalier (1), pour mieux contrôler la population, commença par interdire le commerce international, *le réservant exclusivement à Port-au-Prince. Puis*, en 1964, il fit massacrer l'élite métisse : un commando macoute, venu par mer, extermina plusieurs dizaines de Jérémiens. *Pour mieux intimider la bourgeoisie* commerçante de l'île et promouvoir le « noirisme ». Jamais la région n'a retrouvé la relative prospérité d'alors.

Les peintures des maisons à arcades sont un peu *délavées. Soleil et pluie sont ici prodigues. Mais la* ville, trop tranquille, assoupie même, apparaît proprette – il y a même quelques égouts, à ciel ouvert, mais cimentés – et s'anime en milieu de journée, quand s'ébrouent les bataillons d'écoliers en uniforme. Le bord de mer sert de réceptacle aux déjections et accueille sous quelques tôles brûlantes les plus démunis. Au bleu caraïbe se mêle la boue des rivières de la Vodroque et de la Grande Anse, précieux limons arrachés aux montagnes dénudées, agents destructeurs du plancton littoral.

On ne se plaint pas trop ici de la « situation électrique », éternel sujet de conversation des familles haïtiennes, car la ville est mieux lotie que les bourgades environnantes. Sans parler des mornes, les collines, où l'électricité reste à l'état de revendication... cinquantenaire. Les élèves s'agglutinent donc le soir sous les quelques réverbères, psalmodiant les leçons en français couchées sur leurs cahiers d'écolier. Des heures durant, ils nourrissent à voix haute une cacophonie de résumés d'histoire ou de biologie, appris par cœur dans une langue qu'ils comprennent mal et qu'ils ne maîtriseront jamais. Car l'école secondaire est en français, langue officielle, mais non utilisée dans la vie quotidienne et réservée aux livres et à une « élite » réduite. Le parler de tous, c'est le créole.

Jour ou nuit, la rue est d'abord aux piétons. Et parfois aux gamins qui rêvent à Cantona en courant derrière une boule de chiffons. Trente mille citadins, mais combien de voitures ? Quelques dizaines, la moitié appartenant aux organisations internationales. La rue est aussi, certains soirs, à l'Eglise catholique. Deux longues files de pénitents, femmes et enfants surtout, descendent en procession de l'évêché vers la cathédrale. Mgr Willy Romélus ferme la marche, précédant *une image de la Sainte Vierge. L'homélie commence* avec une définition de l'Esprit saint, mais glisse vers une mise en garde aux *« citoyens qui se laissent acheter et qui ne devront pas s'étonner d'être demain vendus »*.

Figure emblématique de la résistance au macoutisme, l'évêque de Jérémie est d'abord un pieux personnage. *Messes et prières requièrent* quatre heures de son emploi du temps quotidien, rappelle un de ses proches. L'homme est accueillant, mais réservé, voire timide, le regard pénétrant derrière de grosses lunettes. Rien à voir avec les transports d'affection, plus ou moins sincères, si habituels en Haïti. Avant le retour à la démocratie, il faisait face aux menaces et aux attentats, comme à autant d'inévitables et banales péripéties qui jalonnent toute existence. Il est aujourd'hui sur tous les fronts, mais réaliste quant aux attentes réelles de ses ouailles : *« Qu'il s'agisse de problèmes individuels ou collectifs, quand on ne peut payer l'écolage* [frais de scolarité] *ou que les pluies tropicales arrachent les vagues remparts du quartier, on vient ici. Voir l'évêque. Les gens n'ont personne d'autre à qui demander... On ne peut que poser quelques rustines sur un corps social troué de toutes parts. Les gens savent qu'il n'y a pas d'Etat. »*

Mgr Romélus est l'acteur principal sur la scène locale... et au-delà. Certains ont proposé sa candidature au Nobel de la paix. Depuis 1977, le prélat a été de *toutes les batailles contre les dictatures successives.* Prenant au mot Jean-Paul II et son *« fok sa chanj* (2) », *il s'est progressivement isolé d'un épiscopat haïtien ultraconservateur.* Après la chute de M. Jean-Claude Duvalier, en 1986, il lance la campagne « Raché maniok » (arrachons le manioc), prélude au succès de Lavalas : *« Prendre vos responsabilités, être acteur du changement, arracher les racines de l'injustice »*, martèle *l'homme qui prie. Toute son énergie, tous les* moyens collectés auprès des amis européens débouchent sur des réalisations : création de la radio Tèt ansamn, mitraillée plus tard par les militaires, lancement d'un projet régional de développement, construction de nombreuses écoles... Quand se déchaîne le coup d'Etat du général Cédras, en septembre 1991, il préside la commission Justice et Paix qui enquêtera sur les tortures, les disparitions et les meurtres. Il s'en faudra de peu, en 1993 – seconde tentative – qu'il ne soit assassiné à la sortie de la cathédrale de Port-au-Prince.

En trois ans, pas de changement

TROIS ans après le retour du président Aristide et après plus d'un an et demi de mandat de son successeur René Préval, rien n'a vraiment changé. Les revendications restent entières. On a bien nommé un délégué départemental, mais il paraît consacrer son énergie à quémander d'improbables aides dans les labyrinthes de la bureaucratie port-au-princienne. Les 12 000 *habitants d'Anse-d'Hainault, la bourgade la* plus à l'ouest, eux, attendent l'eau. Depuis si longtemps. Les pirogues à voile font 20 kilomètres pour la quérir, les poids lourds ne se hasardant plus sur les fondrières boueuses de la route côtière. L'isolement est pire encore pour les villes du littoral. Rejoindre Jérémie, c'est traverser une chaîne de montagnes. La route, empierrée lors de l'occupation américaine (1915-1934), n'a jamais été entretenue. Là aussi, les tap-taps, les transports en commun, ont renoncé.

La sait-on, à Port-au-Prince où résident la majorité des agronomes ? Quelqu'un croit-il qu'un jour puisse exister un Etat un tant soit peu décentralisé ? Des mili-

* Ecrivain, auteur de plusieurs ouvrages sur Haïti.

(1) Elu président de la République en 1957 après avoir obligé le président Magloire à démissionner, François Duvalier établit un régime dictatorial et, appuyé sur les sinistres « tontons macoutes », se proclama président à vie. Son fils, Jean-Claude, lui succéda à sa mort, en 1971. A la suite de forts mouvements populaires, il dut s'exiler en 1986.

(2) *« Il faut que les choses changent »*, avait dit Jean Paul II, recevant une délégation d'évêques et de laïcs haïtiens lors de sa visite en République dominicaine en octobre 1992.

S FRATRICIDES SUR

la spirale

UN BATEAU QUI COULE

du désespoir

nement du premier ministre désigné par M. Aristide, M. Smarck Michel, refusa – sous la pression populaire, il est vrai – d'entreprendre les privatisations exigées par les Etats-Unis et démissionna en octobre 1995. Avec une équipe de gestion des affaires courantes, dirigée par Mme Claudette Werleigh, et deux mois avant l'élection présidentielle de décembre destinée à désigner le successeur de M. Aristide, il n'était plus question de procéder aux « réformes » structurelles. Néanmoins, avant de quitter le Palais national, le président fit un ultime pied de nez à Washington en reconnaissant Cuba.

C'est à partir de ce moment qu'apparaissent les fortes ambiguïtés du comportement de M. Aristide. Des ambiguïtés qui ont dégénéré en crise ouverte, voire en affrontements, au sein du mouvement Lavalas, et qui hypothèquent gravement la capacité de résistance d'Haïti à la normalisation voulue par Washington. L'implosion du pot de terre... *« Aristide a vécu l'amputation de son mandat comme une spoliation, un drame personnel »*, explique Jean Dominique, ce qui l'a conduit, consciemment ou pas, à délégitimer son successeur et fidèle entre les fidèles, son « jumeau », M. René Préval : *« Pendant la campagne de décembre 1996, il est resté derrière lui, mais très loin derrière, jusqu'au dernier moment. Ce qui revenait à justifier par avance l'abstention massive lors du scrutin : 72 %. »* Et c'est ce président affaibli qui héritait des inévitables renégociations avec le FMI et les bailleurs de fonds. M. Aristide pouvait ainsi entamer, les mains redevenues propres de toute compromission, une « traversée du désert » dont, à certains moments, on a pu penser qu'elle pourrait être abrégée – la prochaine présidentielle étant normalement prévue en décembre 2000 – par une opportune démission de son successeur...

A cette frustration personnelle s'ajoutait un conflit de fond avec le noyau dur de la coalition Lavalas : l'Organisation politique Lavalas (OPL). Ce groupe, fédérant cinq courants – de la « petite Eglise » au mouvement paysan, en passant par des « aristidiens » en quête de structuration –, s'était constitué en parti, sous l'impulsion, entre autres, d'intellectuels marxistes exilés en Amérique latine pendant le duvaliérisme, tels M. Gérard Pierre-Charles, Mme Suzy Castor et M. Rosny Smarth. Et ce, à la faveur du formidable mouvement de masse qu'avait constitué le « phénomène » Aristide, avant et immédiatement après le coup d'Etat. D'un côté, un dirigeant charismatique, en prise directe avec le peuple, viscéralement hostile à tout « appareil » intermédiaire, et tenant l'OPL pour une sorte de coucou qui aurait fait son nid sous sa bannière. De l'autre, un groupe numériquement peu important, mais organisé, avec militants, cadres, congrès, programme et direction collégiale. Donc réfractaire à toute personnalisation du pouvoir.

Dès la prise de fonctions de M. René Préval, dont l'entourage était constitué d'anciens « aristidiens », une partie de bras de fer s'engagea entre le nouveau président et l'OPL, majoritaire au Parlement, appelée à ratifier le choix présidentiel. L'enjeu : la nomination du premier ministre, auquel la Constitution de 1987 donne des pouvoirs propres. M. Préval voulait désigner M. Ericq Pierre, haut fonctionnaire de la Banque interaméricaine de développement (BID), que M. Aristide avait connu à Washington et qui affiche sans complexe ses convictions néolibérales. L'OPL réussit néanmoins à imposer l'un des siens, M. Rosny Smarth, les autres postes-clés du gouvernement lui étant cependant refusés. *« Nous avons dû porter le chapeau de la succession, sans avoir les moyens politiques d'appliquer notre programme »*, explique M. Gérard Pierre-Charles, coordinateur de l'OPL.

Sous la tutelle des bailleurs de fonds

A partir de ce moment, chacun des deux camps en présence – les autres formations politiques étant trop atomisées, et certaines d'entre elles discréditées par leurs compromissions avec la dictature militaire – commença à jouer à contre-emploi. L'OPL, dont ses adversaires critiquaient pourtant volontiers l'organisation « stalinienne », s'était donné comme priorité l'institutionnalisation démocratique, la création et le rodage de structures décentralisées dans lesquelles la paysannerie puisse s'exprimer, et donc la réhabilitation d'un Etat qui, historiquement, avait toujours été oppresseur, prédateur et corrompu. Un objectif évidemment partagé par M. Préval, qui insiste devant nous sur le *« pas énorme »* que constitua le passage de témoin entre deux présidents élus démocratiquement et sur la situation inédite (mars 1997) d'un Parlement mettant en cause un gouvernement : *« Avant, cela se faisait par les armes... »* Mais, en misant sur le moyen et le long terme, l'OPL dut cautionner, dans l'immédiat, un projet économique imposé de l'extérieur, et déjà partiellement mis en œuvre, en s'efforçant, revendique M. Pierre-Charles, d'y ménager des *« espaces alternatifs »*.

De son côté, M. Aristide commença à se désolidariser avec un gouvernement et une administration où il comptait pourtant nombre de ses partisans. En premier lieu, le tout-puissant M. Leslie Delatour, un *Chicago boy* disposant de la confiance des bailleurs de fonds, qu'il avait nommé gouverneur de le Banque centrale. En proclamant, contre toute évidence, que, tant à Washington qu'après son retour, il *« n'avait rien signé avec le FMI »*, et en dénonçant la *« politique néolibérale »* du gouvernement, il encouragea diverses organisations populaires à réclamer le départ de M. Smarth. En mars dernier, il s'en fallut de peu qu'une interpellation parlementaire, activée par les amis de l'ancien président, n'aboutisse à ce résultat et ne permette – deuxième tentative – la désignation de M. Ericq Pierre.

La troisième allait-elle être la bonne ? Le 9 juin 1997, M. Smarth présenta sa démission en invoquant les graves irrégularités – relevées, entre autres, par une mission d'observation de l'Organisation des Etats américains (OEA) – lors des élections sénatoriales partielles du 9 juin – marquées par un abstentionnisme de 95 % – au profit des candidats du nouveau parti créé en novembre 1996 par M. Aristide : la Famille Lavalas. L'OPL, qui avait jusque-là évité de critiquer publiquement M. Préval – lui-même parfois indirectement visé par les attaques de M. Aristide –, l'accusa cette fois de cautionner un *« coup d'Etat électoral »* et de *« graviter autour des projets de pouvoir de l'ex-président Aristide »*. Le départ de M. Smarth permettait à M. Préval de nommer au poste de premier ministre M. Ericq Pierre, le 28 juillet. Un homme acquis au programme d'ajustement structurel du FMI... Mais l'Assemblée nationale ne l'entendait pas ainsi qui, le 26 août, refusa de ratifier le choix présidentiel. Les choses en sont là...

Ces querelles fratricides ont un impact désastreux sur une population en passe de désespérer de la démocratie. Par sa volonté de reconquête immédiate du pouvoir de fait, car nul ne doute de son succès en cas d'élection présidentielle, M. Aristide s'est aliéné un grand nombre de ses anciens partisans. Ainsi M. Paul Dejean, lavalassien « historique » et ministre des Haïtiens de l'étranger dans le gouvernement de M. Smarth, n'a pas hésité à déclarer que *« l'ancien président, mu par une ambition démesurée de pouvoir, est le principal responsable de la situation politique actuelle, faite de tension, d'insécurité, de crime et de désordre »*, et qu'il constitue actuellement *« le plus grand obstacle à la démocratie qu'il avait contribué à ramener dans le pays* (5) *»*.

Quant à M. Camille Chalmers, chef du cabinet de M. Aristide en exil, et actuellement professeur à l'université nationale d'Haïti, il incrimine *« la faiblesse organique du mouvement Lavalas, très flou, reposant sur une personne et pas sur un projet, sans qu'il y ait jamais eu débat de fond sur les options économiques »*, et il éclaire ainsi la contradiction entre les déclarations antilibérales de l'ancien président et sa propension à confier ou faire confier les postes-clés à des néolibéraux confirmés : *« Pendant leur séjour forcé à Washington, beaucoup de cadres ont été fascinés par la façon de faire américaine. »*

La confusion est désormais totale. M. Aristide entend retrouver au plus vite le Palais national, mais pour y faire quoi et avec qui ? Pour un grand nombre d'Haïtiens, notamment dans les milieux populaires, il est resté « Titid », celui qui a supprimé l'armée, celui qui sait trouver les mots exprimant leurs aspirations. Mais pour d'autres, les plus politisés, il est devenu un simple professionnel de la politique. Un responsable d'une association de base opérant en milieu rural affirme que les militants sont *« très remontés contre lui »*. Ce qui ne semble plus être le cas de plusieurs des grandes familles de Port-au-Prince – les Bigio, Brandt, Madsen, Mews, Boulos, Accra, Nadal, Moscoso et autres Deschamps –, auxquelles l'ancien président, dont elles avaient été les ennemis jurés, avait accordé des faveurs au nom de la « réconciliation ». Pour Jean Dominique, *« elles sont contre tout gouvernement constitutionnel, elles piaffent »* et peuvent tactiquement être amenées à soutenir M. Aristide si elles voient en lui un facteur de déstabilisation de la démocratie. L'intéressé se refuse à répondre directement aux attaques dont il est l'objet et proclame : *« Du fond de nous-même, nous appelons à l'unité, à la non-violence, au respect* (6). *»*

Quant aux dirigeants américains, qui n'ont jamais considéré l'ancien curé de Saint-Jean-Bosco comme une personnalité fiable, ils ont cependant de quoi se rassurer : les hommes que M. Aristide a mis en place offrent toutes les garanties d'orthodoxie économique. Reste à savoir si, dans l'état de misère et de désespérance où il se trouve, le peuple haïtien sera encore longtemps gouvernable...

BERNARD CASSEN.

(5) Propos reproduits dans *Le Nouvelliste*, 27 mai 1997.

(6) Déclaration à l'agence Reuter reprise dans *Dial*, dossier 2168, 16-31 juillet 1997.

mie, si loin

de Port-au-Prince...


CHRISTOPHE BOURGUEDIEU-COURTESY NCE

A JÉRÉMIE, « LE PAYS EN DEHORS »

tants lavalassiens, regroupés dans la coalition Rendévou bo tab la (3) en 1995 le répétaient. Ils sont aujourd'hui divisés entre partisans de la Famille Lavalas, créée par l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, et ceux du mouvement rival, l'Organisation politique Lavalas (OPL). Et les ministres successifs de la culture savent-ils dans quel état se trouve le seul équipement de la ville, du département : la « bibliothèque nationale » de Jérémie, construite il y a plus de vingt ans ?

Sur une table, impeccablement alignés, mais un brin poussiéreux, les journaux et revues, principalement français, datent du milieu des années 80. Il reste aussi cinq mille à six mille livres, alignés sur les rayonnages en un ordre alphabétique plein de fantaisie, dans une arrière-boutique aux fenêtres volées. Mais le bâtiment prend l'eau. Sur l'étagère supérieure, les pages agglutinées ne forment plus qu'un bloc compact. La moisissure ronge le reste et, tout en bas, les rats s'en donnent à cœur joie.

A parcourir la Grande Anse, on cherche un chantier, une expérience pilote. En vain. Ou presque. Tout juste une réhabilitation partielle de l'hôpital, qui ne dispose pas, de toute manière, du personnel compétent pour les cas graves. Quelques menues réparations de route, qui ne résisteront pas à la prochaine saison des pluies. Et la construction, par la Mission des Nations unies pour Haïti (Minhua) (4), et principalement pour ses besoins propres, d'un « terminal » pour l'aéroport de Jérémie, avec une salle d'attente et des toilettes. Trafic hebdomadaire actuel, rappelons-le : moins d'une centaine de passagers. Reste un capital d'enthousiasme chez les *ti-legliz*, les journalistes locaux, dépourvus de moyens logistiques, et chez une pincée de fonctionnaires décidés, mais sans budget.

En fait, ici, le délégué (préfet), c'est l'évêque, avec son équipe. Porte-parole, principal employeur, aménageur en chef, défenseur des plus démunis, c'est-à-dire de pratiquement tout le monde. L'évêché est d'ailleurs presque le seul édifice à étages. Il domine la ville, la baie, et ces quartiers du bord de mer, halte provisoire des *braceros* (coupeurs de canne) qui n'ont trouvé là qu'un autre enfer, et rêvent de Port-au-Prince où rien ne les attend, mais dont ils espèrent tout.

L'Eglise s'est dotée d'un vaste centre pour stages de moyenne durée. Elle y forme agents de santé, d'éducation, d'agriculture... pour chaque communauté rurale. Ceux qui pourront lire les directives, informer un minimum la population, faire appel à l'infirmière ou à l'agronome, si nécessaire. A la ferme modèle, on encourage les paysans à se regrouper. En fournissant à bas prix (mais jamais gratuitement), à de petites communautés, des semences ou des couples de porcs – le cochon est la caisse d'épargne du paysan. En expliquant le rôle du compost et des greffes. Surtout en liant les aides à l'obligation de reboisement. Dûment contrôlé.

L'Eglise se substitue ainsi à l'Etat défaillant. Depuis si longtemps. L'école, dans 90 % des cas, est payante, les parents étant disposés à consentir de gros sacrifices pour que leurs enfants, au moins, sortent de l'extrême pauvreté. Mais, dans la plupart des cas, il s'agit d'un véritable abus de confiance, le niveau des établissements étant quasi nul. Des écoles *borlette*, dit-on ici, du nom de la loterie nationale. Dans chaque paroisse, cependant, une ou plusieurs écoles ont été construites par l'Eglise : *« Le fonctionnement aurait dû être financé par l'écolage, même réduit à quelques dizaines de gourdes* (5) *par an dans le primaire. Même cela, les gens ne peuvent pas. Bien sûr, on ne renvoie personne. L'argent « perdu » nous contraint à ralentir les investissements... »*, explique Mgr Romélus.

Autre préoccupation : faire que les jeunes restent au pays. Après une école d'infirmières, l'Eglise a construit une école des arts et métiers. Y a-t-il, sur le terrain, d'autres agronomes que ceux qu'elle appointe ? Bien peu... Si partisans qu'ils soient du principe de la décentralisation – d'ailleurs inscrite dans tous les programmes et jusque dans la Constitution de 1987 –, les fonctionnaires haïtiens détestent la province. Nommés ici, ils se trouvent toutes les raisons pour séjourner dans la capitale, puisque tout s'y décide ! Les organisations populaires de Marché-Léon dénoncent *« l'irresponsabilité le mépris, le mensonge »* du gouvernement et de ses agents, incapables de mesurer l'enclavement, ne serait-ce que parce qu'ils ne le vivent pas. Un seul dirigeant échappe à la critique, parce qu'il leur a donné ce qu'ils tiennent pour essentiel, la sécurité : *« A son retour, Aristide nous a débarrassés des voyous. Il n'a pas réformé l'armée : il n'y a plus d'armée, plus de chefs de section. Je vis ici depuis quarante-cinq ans, je sais le prix de la liberté. »*

« Titid, c'est nous, nous, c'est lui », entend-on encore dans la bouche des *ti legliz*. Même s'ils se déplacent de moins en moins pour voter : 15 % pour élire René Préval président, le tiers (5 %) pour arbitrer, au printemps 1997, entre les frères ennemis de Lavalas. Les électeurs sont las d'une démocratie politique ressentie comme formelle et opaque et favorable, elle aussi, aux *« grands mangeurs* (6) *»*. La Grande Anse, peut-être moins touchée que d'autres par la répression, grâce, en particulier, à la stature de son évêque, compte d'abord sur Aristide. Car la théocratie accidentelle a ses limites, économiques notamment. Mgr Romélus et l'Eglise n'ont pas l'intention de créer des usines. Et quel investisseur serait assez fou pour venir s'installer ici, quand personne ne se soucie des routes, des ports, de l'électricité... et du reste ?

CHRISTOPHE WARGNY.

(3) En créole : rassembler tout le monde autour de la table.

(4) La Minhua est ensuite devenue Mission d'appui des Nations unies en Haïti (Manuh) puis, le 30 juillet 1997, Mission de transition des Nations unies en Haïti (Mitnuh) dont le mandat est limité à une période unique de quatre mois qui se terminera le 30 novembre 1997.

(5) Trois gourdes valent environ 1 franc.

(6) Expression populaire désignant les officiels qui, depuis le retour à la démocratie, ont surtout œuvré à leur enrichissement personnel. C'était le thème du carnaval de février dernier dans toutes les villes d'Haïti.

Points de repère

Février 1986 : Départ forcé du pouvoir du « président à vie » Jean-Claude Duvalier, dit « Baby Doc », fils du dictateur François Duvalier (« Papa Doc »), mort en 1971.

1986-1990 : Directement ou par civils interposés, l'armée est au pouvoir et s'en partage les prébendes.

16 décembre 1990 : Election triomphale (68 % des suffrages exprimés et seulement 20 % d'abstentions) du Père Jean-Bertrand Aristide à la présidence de la République d'Haïti.

30 septembre 1991 : Coup d'Etat militaire, dirigé par le général Raoul Cédras. C'est le début d'une des plus féroces répressions de l'histoire du pays : 4 000 personnes assassinées, 350 000 déplacées.

Octobre 1991 : Début d'un embargo international.

3 juillet 1993 : Sous l'égide du gouvernement de M. William Clinton, accord de Governors Island entre le président Aristide et le général Cédras, qui prévoit un retour pacifique à l'ordre constitutionnel. Les militaires renient rapidement leurs engagements.

19 septembre 1994 : Débarquement de 20 000 soldats américains à Port-au-Prince pour rétablir le président Aristide dans ses fonctions.

Avril 1995 : Suppression définitive de l'armée haïtienne et création d'une police nationale.

25 juin et 15 juillet 1995 : Elections locales et législatives marquées par une très forte abstention.

17 décembre 1995 : Election de M. René Préval à la présidence de la République, avec 88 % des suffrages exprimés, mais 72 % d'abstentions.

LES NOUVEAUX RÉSEAUX DE COMMUNICATION,

Le journalisme au

INTERNET est en train de bouleverser la pratique du journalisme. Pour séduire un public jeune, qui a de plus en plus tendance à délaisser les kiosques, la plupart des grands quotidiens du monde se sont lancés en force sur le réseau. Afin de ne pas diffuser de simples répliques des journaux imprimés, ils y font preuve d'imagination et découvrent une autre logique, de nouvelles structures qui transforment en profondeur tout le champ de l'information.

Par ANGELO AGOSTINI *

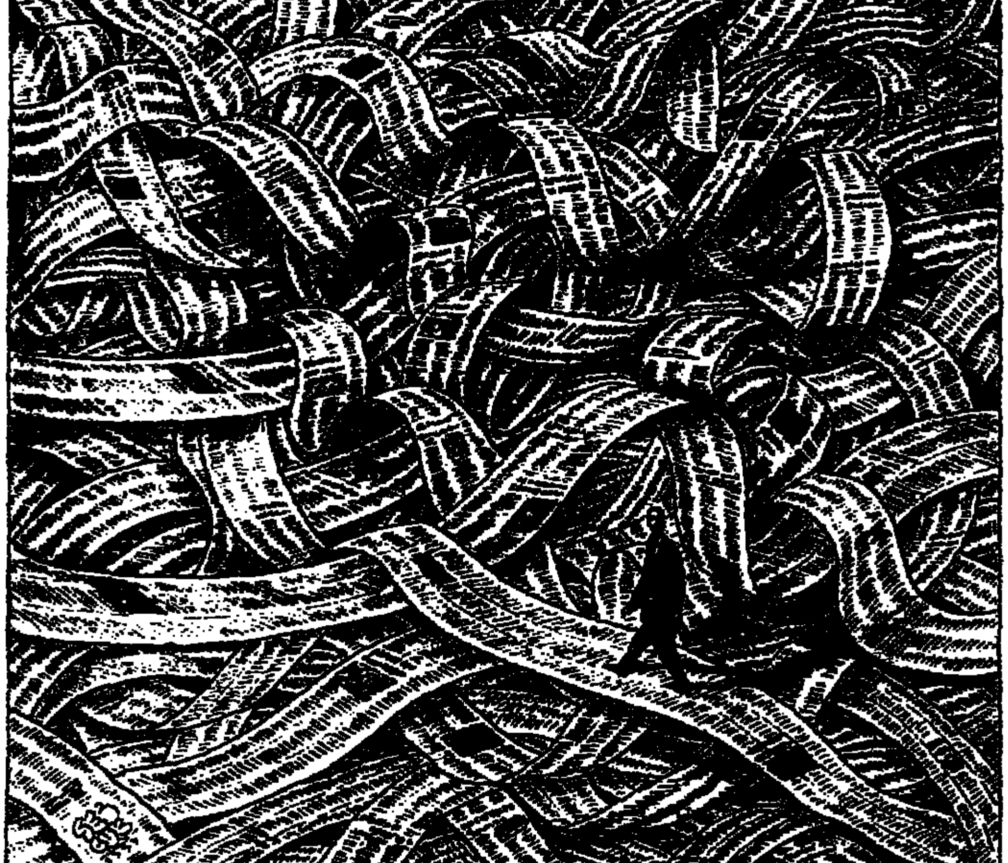
Pour le journalisme aussi, Internet représente un défi. Les nouveaux réseaux de la communication modifient en profondeur la recherche, la production et la diffusion de l'information. En fait, la révolution numérique a déjà transformé la réalité. Mais, paradoxalement, au beau milieu d'un tournant historique, nous ne parvenons pas à en prévoir les effets. Pis : entrepreneurs, professionnels et formateurs mettent en œuvre des stratégies dont les présupposés ne sont peut-être pas avérés. Et nous allons vers une révolution dans la pratique journalistique sans disposer de la moindre analyse commune.

D'un côté, les adorateurs de l'innovation sont prêts à ériger un monument à l'information numérisée et à enterrer journaux et journalistes. Indépendamment des techniques, il faudra toujours des professionnels pour vérifier les nouvelles, rétorquent, de l'autre, les sceptiques obstinés. Imagine-t-on, ajoutent-ils, des vacanciers allant sur la plage avec leur ordinateur portable pour s'informer ? Posée dans ces termes, l'alternative paraît banale. Elle l'est moins dès qu'on examine l'environnement social et culturel qu'impliquent les deux options.

Surtout si l'on entend l'avertissement d'Umberto Eco qui, sans préjugé à l'égard de la technologie, met en garde contre l'aggravation des inégalités d'accès à l'information. Si la lecture d'un quotidien est la prière laïque de l'homme moderne, seuls s'y adonnent ceux qui ont appris à lire le journal – et ils sont de moins en moins nombreux. Qu'on imagine le gigantesque travail d'alphabétisation nécessaire si les réseaux informatiques deviennent le principal vecteur d'information. Sans aucune garantie contre la création de nouveaux fossés culturels...

Pourtant, il faut le rappeler, dans l'histoire de la communication, jamais une innovation n'a chassé les technologies antérieures. Ce qui a disparu, ce sont des modes de production et des instruments : il n'y a plus de linotypes dans les ateliers de presse ; seuls les journalistes rétifs à l'ordinateur utilisent encore la machine à écrire. Cette évolution a influé sur la profession et sa culture, mais sans rendre caduque la presse écrite. De même, la radio n'a pas éliminé les journaux, ni la télévision la radio. La vidéo et le Minitel n'ont pas enterré les médias antérieurs.

Non seulement les différents moyens d'information n'ont pas subi la mort annoncée, mais ils ont appris à vivre les uns avec les autres et conquis des publics distincts. Le journalisme multimédia prendra donc sa place aux côtés des journalismes traditionnels. L'information du futur sera l'œuvre de médias proposant chacun une information différenciée. Bref, il est temps de renoncer à cette entité presque mythologique qu'on appelait le journalisme et d'admettre l'existence de journalismes différenciés en fonction des publics, des contenus, des formes, des modes de production, de diffusion et de consommation de l'information.


SELÇUK

Il y a quelques années, Tom Koch, un reporter canadien free-lance, apprend par le *New York Times* la mort d'un enfant de six ans, à New York, pendant une opération de chirurgie dentaire sous anesthésie. Le juge chargé de l'affaire la classe comme « accident ». Les sources médicales évoquent un risque de un pour mille, mais Tom Koch, qui enquête sur un cas similaire à Vancouver, refuse de les prendre pour argent comptant. En ligne, il interroge des banques de données scientifiques, consulte les archives des principaux quotidiens nord-américains et, via les listes de discussion *(newsgroups)* auxquelles il est abonné, demande l'aide de journalistes spécialisés. En vingt-quatre heures, il apprend que le type d'anesthésie utilisé provoque des problèmes respiratoires chez les personnes âgées et les enfants en cas de contrôle insuffisant, que le risque est bien supérieur à un pour mille et que de nombreux cas ont été recensés. Les *questions* qu'il peut ainsi poser dans ses articles contraignent le juge à revoir ses conclusions. Victoire pour la justice... et pour le journal, qui bat tous ses records de vente. Faite « à la main », la même enquête aurait coûté cher et surtout duré beaucoup trop longtemps. Grâce aux réseaux, en vingt-quatre heures et pour 50 dollars, le *tour était joué* (1).

Mais il ne faut pas perdre de vue une vérité importante, confirmée par l'histoire de Tom Koch : les archives deviennent une source intéressante pour le journaliste s'il peut les exploiter à une vitesse compatible avec la production d'un quotidien. Remarque essentielle, si l'on repense aux débats sur la difficulté de prendre le temps de la réflexion, de la conceptualisation, de l'approfondissement, de la recherche et de la vérification des informations dans cette tempête qu'est la fabrication d'un quotidien. On ne saurait sous-estimer l'apport de l'informatique au travail du journaliste – sous réserve qu'il y soit préparé.

Selon toutes les enquêtes, moins de 10 % des informations diffusées par les agences de presse sont reprises par les journaux, la radio et la télévision : 90 % sont écartées par manque de place ou

(1) Lire « Tom Koch. The Reporter in the Information Age », dans « Computer Assisted Research and Reporting », sous la direction de Perter Vasterman et Peter Verwey, cahier *Journalistiek en Communicatie*, n° 11, Culemborg, Pays-Bas, 1994.

* Journaliste, directeur de l'Institut de formation au journalisme, Bologne.

Révolution

Par BRUNO GIUSSANI *

IL y une douzaine d'années, en Europe, la plupart des journaux étaient encore composés au plomb. On rédigeait sur de vieilles machines à écrire électriques. Les dépêches d'agence crépitaient sur les téléscripteurs et, à tour de rôle, les journalistes allaient « déchirer les rouleaux » pour les « cuisiner ».

Dans certains bureaux trônait un fax qui ressemblait plus à un radiateur qu'à une machine à transmettre des informations. La salle des linotypistes jouxtait celle où les correcteurs se penchaient sur des morasses irrégulières, chargés de réduire le texte au nombre exact de lignes requises pour être casé dans la forme en acier de la page. Seules la comptabilité et la gestion des abonnements étaient, parfois, confiées aux premiers ordinateurs.

Cette période paraît préhistorique lorsqu'on la compare aux prouesses de l'ère Internet. On s'en rend mieux compte quand on a passé vingt mois à concevoir, puis à développer, et finalement à gérer, entre septembre 1995 et février 1997, la partie éditoriale du premier journal suisse sur Internet : le Webdo (1), un jeu de mots à partir du nom du magazine dont il est issu, *L'Hebdo*, publié à Lausanne par le groupe Ringier.

On savait qu'un service d'information en ligne devait être conçu selon d'autres mécanismes éditoriaux que ceux d'un journal imprimé ; il ne s'agissait pas de mettre un nouvel emballage autour d'un vieux contenu. Seule l'exploitation pertinente des caractéristiques propres à cet outil – l'interactivité, l'hypertexte et le multimédia notamment – permettrait de réussir. Car Internet n'est pas un phénomène de substitution mais un canal de communication supplémentaire. Les journalistes ont un rôle essentiel à jouer dans la « société interactive » de demain.

Trois concepts dessinent les contours de ce « journalisme en ligne » : la diversité, la communauté et le mouvement.

Lorsqu'on écrit pour un journal imprimé, un même problème se manifeste : il y a soit trop, soit trop peu de place pour raconter une histoire. Puisque la presse vit d'équilibre entre espaces rédactionnels et publicitaires, de formats fixes, de tarifs postaux dépendant du poids, et de mille autres limitations, le métier du journaliste consiste souvent à condenser une histoire dans un espace inextensible.

Un article est donc toujours le fruit d'un compromis entre ces règles et l'intérêt supposé du public, que le journaliste cherchera à satisfaire de la meilleure manière possible. Il se fondera sur son expérience, ses compétences et sur ce qu'il imagine être l'intérêt général pour arrêter ses choix.

Le problème est qu'il n'y a pas un public – et qu'on ne peut systématiquement satisfaire tous les lecteurs. C'est plutôt le contraire qui est vrai. Il y a des publics, qui lisent le même journal, *mais qui ne sont en rien homogènes*. En bref : comment mettre en forme, dans un nombre de lignes déterminé, assez d'informations pour satisfaire le lecteur très intéressé par ce sujet, tout en évitant de décourager celui que le thème ne passionne point ?

Comme le dirait George Gilder (2), en posant l'existence d'une audience de masse, donc homogène, les médias nient la première propriété de leurs utilisateurs : leur diversité, la variété de leurs intérêts et de leurs passions.

En permettant la création de journaux à plusieurs dimensions, la Toile d'Internet peut constituer une réponse à ce phénomène. En exploitant l'espace virtuellement illimité qu'on appelle cyberespace, il est possible de satisfaire de multiples niveaux d'intérêt : autant de niveaux qu'il y a de lecteurs. Le spécialiste descendra assez profondément dans les ramifications du « papier » pour satisfaire son besoin d'information, alors que d'autres se contenteront de la surface.

L'hypertexte est le moteur de cette diversification de l'information. La possibilité de créer une véritable « toile » informationnelle, faisant appel à différents types d'approches, de sources et de médias, tous liés entre eux par un réseau de références, change la perspective du journaliste autant que celle du lecteur. La photo, le graphique, l'image animée, la modélisation en trois dimensions ont chacun leur logique propre, autant que l'écrit, et ils parlent aussi bien à l'affectif qu'à la raison et à l'intelligence.

Ici, tous les médias n'en forment désormais qu'un seul – des séquences de 0 et de 1, ce que l'on appelle le numérique. D'où une démultiplication des points de vue, une pression accrue de la technique, et surtout – vu les capacités virtuellement illimitées du support – un renversement de la nature du jugement journalistique. Les maîtres dans l'exercice de tirer l'essentiel d'une histoire devront apprendre à l'élargir et à la développer de la façon la plus imaginative et la plus complète.

Il y a aussi d'autres phénomènes dont le « journaliste en ligne » devra apprendre à tenir compte. Premièrement, les comportements des utilisateurs en ligne varient énormément : les « surfeurs » se contentent de voir ce qu'il y a, leurs priorités sont la surprise et le plaisir ; les « chercheurs » sont en quête d'une information précise et leurs priorités sont la rapidité et la précision.

Ensuite, la relation à la géographie n'est plus la même. Du fait de l'extension mondiale du réseau, aux audiences de type géographique peuvent se superposer des audiences ethniques (les Suisses établis à l'étranger qui lisent le Webdo) ou thématiques (les passionnés de course automobile qui font appel aux informations du journal d'Indianapolis).

Troisièmement : le développement de multiples formes d'agents intelligents double le public « humain » d'un public « artificiel ». Il faudra penser les articles autant pour des gens que pour des machines : des systèmes logiciels qui opéreront les choix en fonction des commandes.

Il faudra aussi tenir compte de nombreux types d'informations qui ne correspondent pas à la définition de la « nouvelle » : des communiqués de service (météo, trafic, résultats sportifs, marché immobilier), des documents en version intégrale, des textes à la limite de la communication publicitaire, etc.

Cinquièmement : on va voir apparaître de nouveaux concurrents venant de l'extérieur du monde des médias, utilisant d'autres approches journalistiques. Le nom qui vient immédiatement à l'esprit est celui de Microsoft, avec son magazine Slate, sa chaîne télé-site Web MSNBC, ses projets de sites web locaux Sidewalk, dont le premier a été récemment lancé à Seattle (3). Mais ils sont des centaines à faire de même...

Découvrir et apprivoiser l'interactivité

ENFIN, on va assister à un éclatement des supports. La révolution numérique est en train de donner naissance à de nombreux types de machines qui associent la qualité des images de télévision, la force communicative du téléphone, la mémoire et la vitesse de l'ordinateur, la sélectivité et la maniabilité des journaux – et qui les déploient dans les formes et les lieux les plus divers : des téléphones cellulaires avec courrier électronique au terminal de réseau, du vidéotex au papier électronique en passant par le porte-monnaie électronique, de la reconnaissance vocale à l'audiotex, bref, une informatique omniprésente.

Ce dernier concept, que l'on peut résumer par la formule « une personne, plusieurs terminaux », montre bien la direction du développement. Le défi des chercheurs de Palo Alto, en Californie, est d'extraire l'informatique des ordinateurs et de la disperser dans la société (4). D'éliminer l'ordinateur tel que nous le connaissons, boîte en plastique avec écran, clavier et cœur en silicium. De l'ouvrir comme une huître, d'en retirer l'élément vital, le microprocesseur, pour le fondre dans les portes, les murs, les lampes, les bureaux, les porte-monnaie, les chaussures, les grille-pain... L'ordinateur, affirment ces chercheurs, doit devenir « fonctionnellement invisible » comme l'est le téléphone. Pour Mark Weiser, responsable du projet, *« un outil de poche doit suffire pour nous insérer dans le grand courant informatif mondial, à tout moment, où que nous nous trouvions »*.

Comme l'écrit Katherine Fulton dans la *Columbia Journalism Review*, *« les journalistes étaient habitués à travailler dans un média, et passaient leur vie à en maîtriser toutes les nuances. A*

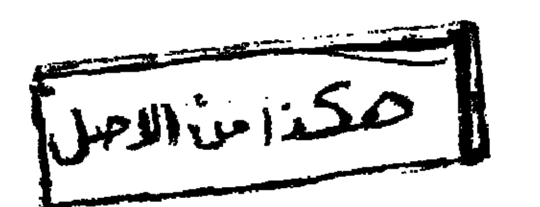
(1) http://www.webdo.ch/

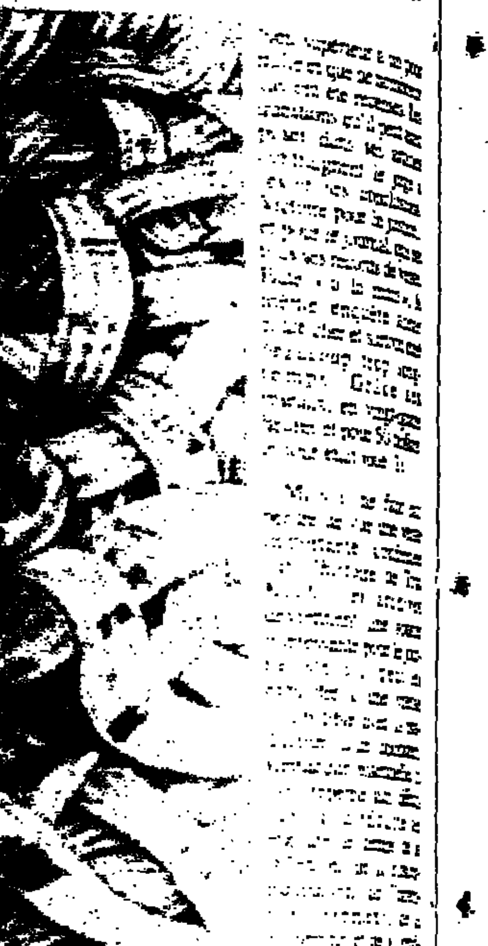
(2) George Gilder, *Y a-t-il une vie après la télé ?*, Editions Dagorno, Paris, 1994.

(3) http://www.slate.com
http://www.msnbc.com
http://seattle.sidewalk.com

(4) Xerox Palo Alto Research Center, http://www.ubiq.com/hypertext/weiser/UbiHome.html

* Journaliste (bruno@giussani.com), tient une chronique hebdomadaire dans l'édition électronique du *New York Times* (http://www.nytimes.com).





ATOUT OU MENACE POUR LA PRESSE ?

défi d'Internet

d'intérêt, voire par routine. Or, selon les chercheurs, on ne mémorise en moyenne que 10 % des informations reçues. Un lecteur (ou un auditeur ou un téléspectateur) moyen ne retient donc que 1 % de l'information disponible.

Il y a quelques années, les chercheurs de Sony avaient étudié la mémorisation des informations par une personne de culture moyenne en fonction du média. Les nouvelles sont retenues à 18 % quand elles sont entendues à la radio, à 19 % si elles sont lues dans les journaux, à 52 % lorsqu'elles sont vues à la télévision. Mais le pourcentage atteint 75 % si à la vision, à l'écoute et à la lecture s'ajoute une activité physique et intellectuelle liée à l'information. Ainsi, avec un ordinateur, il faut effectuer plusieurs opérations pour obtenir les nouvelles : connexion en ligne, ouverture d'un cédérom, lecture, vision, écoute, sélection des thèmes, utilisation des liens en hypertexte, etc.

Même interprétées avec les précautions d'usage, ces données esquissent un scénario radicalement différent de l'actuel mode de communication. Quel sera le rapport entre le journaliste et ses « lecteurs » lorsque ceux-ci pourront choisir *(lire, sur le site Internet du* Monde diplomatique *l'étude de Valérie Jeanne, Le cyberjournal et son public : le cas du* Monde diplomatique) la manière de lire les informations ? Avec ses connexions électroniques permettant de « sauter » librement d'un document à l'autre, la liaison hypertexte rend le lecteur libre, soit d'opter pour une lecture linéaire classique, soit d'effectuer un parcours individualisé, en fonction de ses désirs.

Bref, l'hypertexte bouleverse les données spatiales et temporelles de la production et de l'exploitation de l'information. Rien n'empêche de produire, via Internet, un bulletin de l'étranger avec les nouvelles du jour, mais également les archives historiques s'y rapportant et l'ensemble des textes déjà publiés sur le sujet traité, et ce de manière virtuellement illimitée. Professionnel ou passionné, le lecteur peut exiger de son journal télématique ce qu'il ne pouvait pas attendre de la presse écrite ou audiovisuelle : l'insertion d'une information dans son contexte historique, géographique, économique, idéologique... Chacun est à même d'approfondir seul un sujet, en faisant appel aux connexions nécessaires, services d'information quotidienne ou banques de données.

Quelle stratégie pour les entreprises ?

FINIE l'unicité des sources d'information : Internet permet de croiser quotidiens, radios, télévisions, agences de presse et archives. Finie aussi, la linéarité de la lecture : nul ne peut garantir à un journaliste écrivant en hypertexte que le lecteur suivra son « article » de l'attaque à la chute, sans obliquer vers un autre document. Or ces deux données ont fondé des règles d'écriture qui conditionnent la recherche et l'élaboration des informations. Les fameux « cinq w » (2), la loi du « message essentiel » (3), la technique anglo-saxonne de la « pyramide inversée » (4), les techniques de synthèse de l'entretien ou d'intégration de déclarations dans un texte font partie du bagage des journalistes depuis plus d'un siècle. Valables pour les journaux, ces règles le sont restées dans l'audiovisuel. Mais le mode de consommation des informations « électroniques » n'implique-t-il pas de nouvelles techniques journalistiques ?

Les moyens d'information et les canaux de diffusion disponibles dans le monde occidental constituent une véritable galaxie. Des banques de données aux journaux, des télévisions à Internet, des radios aux cédéroms, en passant par les câbles, les satellites, mais aussi les kiosques et le téléphone, tout cela dessine comme une constellation d'une extrême complexité. Si les premières éditions des quotidiens sur les réseaux ont déçu, c'est qu'elles se contentaient d'*adapter* la page *écrite* à l'*écran* de l'ordinateur. Elles ont, depuis, bien changé : les journaux proposent aux internautes des services exclusifs, donnent (ou vendent) l'accès à leurs archives, mettent en ligne leurs éditions locales (ce qui permet aux lecteurs se trouvant loin de leur ville de savoir ce qui s'y passe). Souvent, ils offrent aussi à leurs lecteurs la possibilité de débattre avec la rédaction et entre eux.

Pour les périodiques spécialisés, Internet réduit également de manière sensible les coûts d'impression et de distribution tout en multipliant le nombre de lecteurs. Les agences réalisent, en ligne, des services à usage professionnel fondés sur le même principe : alors que la connexion télégraphique revenait très cher à l'utilisateur privé, l'accès à Internet n'implique pas de gros frais. A l'offre des médias traditionnels s'ajoutent une foule de nouveaux services, souvent intéressants. Les « moteurs de recherche » deviennent plus « intelligents » ; Pointcast ou Fishwrap, par exemple, sélectionnent les informations, articles et images de nature à intéresser l'utilisateur, et les installent sur son ordinateur...

Derrière la profusion de ces services, dont la rentabilité n'est pas encore assurée, on ne voit pas encore se dessiner clairement de stratégie des entreprises. Et pourtant, les évolutions intervenues ces dernières années dans le monde des médias confirment les prévisions de Nicholas Negroponte. Dans un livre consacré au Media Lab par Stuart Brand (5), le « gourou » estimait que les vingt années à venir verraient se multiplier les fusions entre entreprises travaillant dans le domaine des technologies numériques. C'est bien ce qui s'est passé. Le multimédia ne représente donc pas seulement une révolution de l'information et des loisirs, mais aussi – et peut-être surtout – une perspective de développement industriel et commercial. De la superposition confuse des secteurs et des services naît, progressivement, un ordre nouveau : l'interpénétration et la fusion des industries de la presse, de la télévision et de l'électronique (6).

Trois facteurs convergent :

– l'évolution technologique, qui accroît les possibilités techniques des nouveaux médias et leur permet de mettre en place des services d'information créatifs dans la forme comme dans le contenu ;

– la différenciation et l'individualisation des modes de consommation des nouveaux médias par leurs utilisateurs ;

– l'interpénétration des intérêts et des stratégies des entreprises dans le domaine de la communication. Au cours du dernier demi-siècle, le journalisme occidental a déjà vécu un changement majeur : autrefois destiné à l'élite, il s'est progressivement inséré dans la communication de masse. Mais cela n'a pas modifié les critères, les valeurs, les techniques sur lesquels la profession se fondait. La révolution numérique, elle, bouscule les bases mêmes de l'activité journalistique. Qu'il s'agisse des techniques de recherche et de présentation de l'information, de l'évolution du rapport entre journaliste et lecteur ou encore de la restructuration industrielle et commerciale, l'avenir comporte encore bien des incertitudes.

L'indispensable exigence éthique

PLUS encore que dans les médias traditionnels, l'activité journalistique devient, avec l'informatique, ce qu'elle est réellement : un travail intellectuel collectif, une interaction entre professions différentes. Et, bien sûr, un mode de production pris en étau entre la loi du marché, qui régit toute activité industrielle et commerciale, et la responsabilité sociale à laquelle le journalisme ne saurait renoncer sans perdre son identité, qui le distingue des mille métiers de la communication.

Dès janvier 1994, lors d'un séminaire organisé par l'Ecole supérieure de journalisme (ESJ) de Lille, M. Patrick Pépin, le directeur de l'ESJ, posait la question des mutations qu'imposent les nouveaux médias au métier de journaliste : *« Demain, le journaliste ne pourra plus n'être qu'un journaliste. Il devra avoir au moins deux compétences différentes. »* Et de citer par exemple : *« journaliste spécialisé en systèmes informatiques, journaliste spécialisé en système documentaire, journaliste-éditeur, journaliste-visuel, journaliste-infographe, etc. (7) ».*

Ainsi la complexité des modes de production engendrera une différenciation des profils et des compétences professionnels, qu'uniront toujours néanmoins non seulement leur responsabilité sociale commune, mais aussi l'obligation de travailler en équipe, dans l'interaction de toutes les spécialisations. Nous voilà à cent lieues des horizons fumeux des futurologues : le changement radical ainsi esquissé s'enracine dans la volonté de faire coexister le journalisme en ligne et le journalisme traditionnel, intègre les évolutions de la technologie comme celles du marché et appelle évidemment une exigence éthique et déontologique plus forte que jamais.

ANGELO AGOSTINI.

(2) Un article doit répondre à cinq questions : *what, when, where, why* et *how* (quoi, quand, où, pourquoi et comment).

(3) La principale nouvelle doit se trouver dès l'attaque de l'article.

(4) Un article doit développer progressivement l'information, en donnant de plus en plus de détails, de façon à pouvoir, en cas de manque de place, être coupé par le bas.

(5) Stuart Brand, *Media Lab. Il futuro della communicazione*, Baskerville, Bologne, 1993.

(6) Lire Dan Schiller, « Les marchands à l'assaut d'Internet », *Le Monde diplomatique*, mars 1997.

(7) « Journaliste en 2010. Nouvelles technologies et nouveaux métiers dans la presse écrite », *Cahiers de l'Ecole supérieure de journalisme de Lille*, nº 6, 1994.

dans l'information



« LA PRIÈRE LAÏQUE DE L'HOMME MODERNE »

l'avenir, quand l'écrit, le son, les images et la vidéo ne seront plus que des simples bits, ils passeront plutôt leur temps à se demander quels outils sont les plus adaptés pour quelle information (5) ».

Tenir compte de ces éléments, de la diversification des publics, des cultures, des moyens d'expression, des supports, et les conjuguer dans un cadre cohérent avec le rôle social et politique de l'information sera le grand défi des dix prochaines années pour les professionnels des médias.

La deuxième tendance est celle de communauté. Nonobstant le flot de paroles qu'on lui consacre, l'interactivité n'est pas une notion bien comprise dans les milieux de la presse. Elle ne se limite pas à la possibilité de cliquer sur une icône pour déclencher une réaction de la machine. C'est avant tout une communication interpersonnelle. Souvent, les lecteurs qui envoient un message électronique à un journal en ligne reçoivent une réponse générée automatiquement par l'ordinateur. D'autres attendent des semaines avant que quelqu'un leur envoie une réponse. Autrement dit, le lecteur est là-bas et le journaliste ici, en haut, en train de raconter ce qu'il a découvert et de dire ce qui est important.

C'est oublier que l'environnement électronique écrase cette hiérarchie en conférant le même pouvoir communicationnel à chacun. Le rôle du journaliste en tant qu'expert décline. Un des phénomènes marquants que l'on observe dans un environnement numérique interactif est la progressive disparition de la séparation entre producteur et consommateur d'information. Dans le cyberespace, chacun est simultanément écrivain et journaliste, éditeur et lecteur, vendeur et acheteur.

Répondre au courrier des lecteurs, ouvrir des forums ou des espaces de discussion « en temps réel » sur la Toile, sont les premiers pas vers le développement d'une « communauté » : ce groupe de personnes qui s'identifient à un titre non pas uniquement parce qu'il constitue une source d'information, mais surtout parce qu'il propose des connexions, un espace public, des formes d'agrégation collective, un lieu de production d'idées et de solutions.

Dans ce contexte, les faits et les informations circulent souvent sans médiation du journaliste, amené à renoncer à une partie de son pouvoir traditionnel pour devenir animateur. C'est tantôt un agent qui dirige le trafic, parfois un explorateur, souvent un « facilitateur » de discussions.

« Un journaliste avec peu d'expérience en ligne tend à réfléchir en termes d'histoires, de valeur journalistique, de service public, de style », remarque Melinda McAdams dans son récit sur la naissance du service en ligne du *Washington Post* (6). *« Un journaliste avec une grande expérience en ligne, en revanche*, poursuit-elle, *pense plus en termes de connexions, d'organisation, de mouvement entre et à travers de grandes quantités d'informations, et de communication entre les gens. »* Le journal n'est plus un produit, il devient un lieu où des gens, la « communauté », passent du temps, nouent des relations, reviennent régulièrement, et bâtissent des projets.

Comme aux débuts de la télévision

TROISIÈME et dernier point : la notion de mouvement, ou plutôt de flux. Les journalistes sont habitués à écrire en suivant une forme primaire d'organisation du texte, qui comporte une progression linéaire du début à la fin. Sur Internet, cette structure est cassée. La page d'accueil de leur publication est au sommet d'une arborescence, dont les éléments correspondent aux différentes branches, aux cheminements que le lecteur peut parcourir à sa guise. Plus « bas » dans l'arborescence, des chemins de traverse permettent de passer d'une branche à une autre.

Cette structure non linéaire est un défi majeur pour le journaliste. On navigue dans un univers qui s'apparente au collage, à une avancée par fragments successifs (le *« texte brisé »* dont parlait Roland Barthes), fragments qui ne sont pas nécessairement composés de texte et qui sont appelés à se recomposer selon les désirs, les intérêts, les besoins ou les intuitions du lecteur.

En redessinant les formes du raisonnement et de l'argumentation, la non-linéarité redéfinit la culture tout entière.

Les nouvelles technologies modifient aussi la relation au temps. Un journal se construit sur une succession de délais : livraison des articles, correction, mise en page, bouclage, impression, distribution, etc. Si l'un de ces délais est dépassé, le journal perd de sa valeur. L'information est figée autour de ces délais, et elle vieillit avec le papier qui la porte. Sur la Toile le journal reste, en revanche, un média fluide, mouvant. Il ne connaît pas de délais de livraison, ni de lecture, des articles. Le « en ligne » casse la chronologie et permet de réutiliser à l'infini des informations, de les réactualiser, de les corriger, de les compléter. Un article devient une « histoire en progression », pouvant puiser dans une série d'autres histoires, grâce à l'hypertexte, et peut faire l'objet d'une recomposition constante.

Diversité, communauté et mouvement sont donc trois concepts autour desquels il devrait être possible de développer une théorie et une pratique du « journalisme en ligne ». Il a fallu des lustres pour développer une esthétique du langage télévisuel. Nous en sommes, avec Internet, un peu comme aux débuts de la télévision, quand on plaçait les gens de radio devant une caméra.

Pour le moment, nous n'avons qu'un glossaire d'emprunt, avec des concepts comme « journal », « magazine », « site », « page », « lecteur », « usager », « naviguer », « surfer », « se brancher », « téléshopping ». Ces termes sont imparfaits, issus d'autres réalités. Nous faisons violence à leur étymologie.

La première et plus urgente mission pour les journalistes est de créer le langage de la « société de l'information », créer les mots pour dire la révolution numérique, et donc pour la comprendre. En reconnaissant que la révolution de l'information n'est pas uniquement une question de microprocesseurs ou de fibre optique, mais avant tout une question de cerveaux connectés à d'autres cerveaux.

BRUNO GIUSSANI.

(5) Katherine Fulton, « A Tour of our Incertain Future », *Columbia Journalism Review*, New York, mars-avril 1996. http://www.cjr.org

(6) Melinda McAdams, *Inventing an Online Newspaper*, Center for Teaching and Technology, Georgetown University, Washington DC, 1996, http://www.sentex.net/~mmcadams/invent.html

LES AMIS DU « MONDE DIPLOMATIQUE »

Une étape vers l'indépendance

LE premier objectif que s'étaient assigné Les Amis du *Monde diplomatique* est atteint : nos lecteurs et l'équipe du journal – par le biais de l'association Gunter Holzmann – *détiennent aujourd'hui, conjointement, au sein de la société Le Monde diplomatique SA, la minorité de blocage* (33,34 % des parts du capital). Ainsi, lecteurs et rédacteurs disposent désormais d'un pouvoir de contrôle décisif, garantissant l'indépendance de la ligne rédactionnelle de notre mensuel. *C'est, il faut en être conscient, une situation* d'une extrême rareté dans l'univers de la presse. En nous donnant les moyens de rester fidèles à une certaine « manière de voir » et aux valeurs démocratiques que vous partagez avec nous, vous avez, chers amis lecteurs, servi le pluralisme de l'information.

C'est un signal – certes bien modeste – d'une volonté de résistance qui se manifeste dans bien d'autres domaines, comme *Le Monde diplomatique* s'en fait régulièrement l'écho, en *particulier dans ce numéro (lire pages 4 à 7).* Un tout petit « grain de sable » dans les méca*nismes bien huilés qui, partout dans le monde,* réduisent la liberté de l'information à l'apologie de la liberté du commerce et du profit.

Appel

A la date de sortie de ce numéro, près de 5 800 amis, sur les 8 745 ayant adhéré à l'association en 1996, ont renouvelé leur cotisation pour 1997. A trois mois de la fin de l'année, un peu moins de 3 000 d'entre eux ne sont donc pas encore à jour. Nous sommes persuadés que, dans la plupart des cas, il s'agit d'un simple oubli. Pour l'association, dont le fonctionnement ordinaire repose exclusivement sur les cotisations de ses membres, cela équivaut à un défaut de rentrées de 3 000 x 100 F, soit 300 000 F. Et ce dans un budget *déjà très serré.*

Nous comptons donc sur ces 3 000 amis pour que, sans trop tarder, ils fassent parvenir à la délégation générale le montant de leur cotisation. Loin d'être une simple formalité, ce *geste témoignera de leur solidarité* envers l'association, et donc envers le journal.

Déjà peu fiable, le système d'information se trouve, *on le sait,* au seuil d'une révolution radicale avec l'avènement d'Internet et du multimédia que certains n'hésitent pas à comparer, par les chamboulements induits, à l'invention de l'imprimerie par Gutenberg. L'articulation du *téléviseur,* de l'*ordinateur* et du téléphone crée une nouvelle machine à *communiquer, interactive, fondée sur* les performances du traitement numérique. En *assemblant les talents multiples* de médias dispersés (auxquels s'ajoutent la télécopie, la télématique et la monétique), le multimédia marque une rupture et pourrait bouleverser le champ de la communication.

De gigantesques concentrations se poursuivent entre les mastodontes du téléphone, du câble, de l'informatique, de la publicité, de l'édition, *de la télévision, de la vidéo et du* cinéma. Rachats et fusions se succèdent, *mobilisant des dizaines de milliards* de francs... Certains rêvent d'un marché parfait de l'information et de la communication, totalement intégré grâce aux réseaux électroniques et satellitaires, sans frontières, fonctionnant en temps réel et en permanence ; ils l'imaginent construit sur le modèle du marché des capitaux et des *flux financiers ininterrompus*...

POURTANT, dans ce grand schéma industriel, chacun constate que l'information est avant tout considérée comme une marchandise ; *et que ce caractère l'emporte, de loin,* sur la mission fondamentale des médias : éclairer *et enrichir le débat démocratique.* A cet égard, on peut se souvenir des mises en garde lancées naguère par George Orwell et Aldous Huxley contre le faux progrès d'un monde administré par une police de la pensée.

En ce qui nous concerne, nous voici désormais préservés de ce *maelström* et de ces menaces parce que nous disposons, lecteurs et équipe de notre mensuel réunis, de nouveaux pouvoirs juridiques au sein de l'entreprise Le Monde diplomatique SA. Mais aussi, ne l'oublions pas, parce que notre actionnaire majoritaire, Le Monde SA, appartient également, comme nous, en premier lieu à ses rédacteurs et à ses *lecteurs (actionnaires principaux)* et demeure dépositaire des principes *humanistes de notre fondateur commun,* Hubert Beuve-Méry. Après avoir rappelé, lors de l'assemblée générale des Amis, le 3 mai dernier, que, à certains égards, « Le Monde *est un journal d'opinions, au pluriel, et le* « Diplo » *un journal d'opinion, au singulier* », Jean-Marie Colombani a affirmé avec force : *« Nous sommes là, bien sûr, en soutien. »*

Ce qui est important pour *Le Monde diplomatique,* dans cette étape de la vie du journal, c'est que l'association des Amis continue à collecter de l'argent pour arriver, avec l'association Gunter Holzmann, à *détenir,* comme le permettent les statuts, 49 % des actions du Monde diplomatique SA. Le conseil d'administration de l'*association, qui se réunit le 15 octo*bre, prendra sans aucun doute les initiatives appropriées en ce sens, mais développera aussi d'autres initiatives dont nous rendrons compte le mois prochain. Son président, Riccardo Petrella, *écrivait* dans la dernière Lettre des Amis : *« La collecte des apports financiers indispensables à l'indépendance du Diplo est sans doute un objectif nécessaire, mais nullement suffisant.* » L'équipe du journal partage ce point de vue.

Les multiples rencontres-débats auxquelles nous participons ne sont pas seulement l'occasion de fructueux échanges de points de vue sur les grandes questions de l'actualité. Elles constituent aussi un puissant stimulant pour notre travail. *Elles confirment l'exigence d'une* information fiable et d'analyses qui rompent avec le consensus ambiant. C'est pourquoi nous souhaitons que, en bien plus grand nombre, nos lecteurs rejoignent les rangs des Amis. *Le Monde diplomatique* a besoin d'eux.

I. R.

Conférences et débats

● **NÎMES.** Le jeudi 2 octobre à 20 h 45, au cinéma Le Sémaphore, 25, rue Porte-de-France, réunion des amis de la région. *(Contact : Alain Pinol. Tél. : 04-66-26-53-04.)*

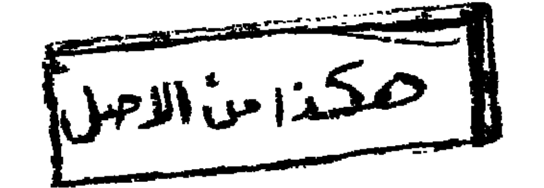
● **GENÈVE.** Le vendredi 3 octobre à 20 h 30, à l'aula de l'université, rue de Candolle, conférence-débat « L'univers *des médias et le détournement du langage* ». Avec Serge Halimi. Ce sera la première manifestation publique de l'Association suisse des amis du *Monde diplomatique* récemment créée. *(Contact et adhésions : Adrienne Sautter, présidente, 4, rue Saint-Victor, 1206 Genève. Tél. et fax : 346 69 40.)*

● **MONTPELLIER.** Le vendredi 10 octobre, à partir de 19 heures, salle Rabelais, boulevard Sarrail, soirée organisée par le collectif de solidarité avec les dockers de Liverpool, avec le soutien des Amis de Montpellier. A 20 h 30, projection du film de Ken Loach *Les Dockers de Liverpool,* suivie d'un débat. *(Contact : Jean-Jacques Gandini. Tél. : 04-67-66-32-49.-Fax : 04-67-60-90-81. Il s'agit de nouvelles coordonnées.)*

● **NIORT.** Le jeudi 16 octobre à 20 h 30, salle polyvalente, 1, place Jacques-de-Liniers, réunion des amis et des lecteurs du *Monde diplomatique* pour une réflexion sur le travail. (Contact : Jacques Duhurt. Tél. : 05-49-28-54-96.)

● **NANTES.** Le mercredi 5 novembre, à la Manufacture des tabacs, 10 *bis,* boulevard de Stalingrad, conférence-débat « La « bulle » du commerce international et le rôle de l'OMC ». Avec Bernard Cassen. *(Contacts : Bertrand Chateigner, Guy Goureaux. Tél. : 02-20-15-87-45.)*

● **TOULOUSE.** Les Amis de Toulouse préparent un cycle de rencontres-débats sur quelques grands problèmes, notamment les mutations de l'emploi, les inégalités dans la répartition de la richesse créée, l'articulation entre les pouvoirs international, national et local. Pour la recherche des intervenants et la conception de ces réunions, ils souhaitent s'associer avec d'autres correspondants locaux des Amis susceptibles de reprendre les mêmes thèmes. *(Contact : Monique Baboulène. Tél : 05-61-08-28-72.*



« LE BASCULEMENT DU MONDE », de Michel Beaud

Quels sacrifices pour le temps libéré ?

Dans un ouvrage qui paraît ce mois-ci et dont on lira ci-dessous des extraits (1), Michel Beaud propose une réflexion sur les rapports entre l'économie et la société, entre la Terre et les hommes, entre ceux-ci, leurs œuvres et leurs déprédations. Face aux signes de la fin d'un monde, il esquisse des perspectives et des propositions d'action.

(...) Toute mutation économique signifie, sauf pour les pays qui se résignent au déclin, non seulement destruction, mais aussi création d'emplois. De même, l'émergence de nouvelles technologies s'est toujours accompagnée d'une accentuation de la division du travail, qui engendre de nouvelles activités et de nouveaux emplois. Rien, là, qui permette d'entrevoir la fin du travail. A l'inverse, il y a au moins trois raisons déterminantes pour que le travail demeure, encore pendant des décennies et probablement des générations, une composante majeure de nos sociétés.

D'abord, la généralisation des rapports monétaires et marchands implique, pour chacun, l'obtention d'un revenu monétaire. Or aucun pays riche n'est en mesure d'assurer à l'ensemble (ou à une très large part) de sa population une rente monétaire ou un revenu garanti à la hauteur des aspirations à consommer. Le travail demeure donc la principale source de revenu. Et, si les emplois offerts dans les secteurs officiellement patentés ne suffisent pas à accueillir tous ceux qui souhaitent l'être, ce sont les secteurs « informels » qui se développent, de la zone grise de la débrouille individuelle ou familiale à la zone noire où prédominent mafias et trafics criminels.

Ensuite, plusieurs phénomènes, liés pour partie aux *transformations* de modes de vie, et pour partie aux dynamiques de la marchandise et du capitalisme, *concourent au foisonnement des besoins* : besoins solvables dès aujourd'hui, auxquels ce sont bien des emplois et des activités qui vont répondre ; et, engendrés par les précédents, besoins qui vont demeurer non satisfaits parce que non solvables, mais dont certains se traduiront un jour, sur la base de la formation de nouveaux pouvoirs d'achat, par des demandes monétaires auxquelles répondront encore travail et activités. L'immense masse actuelle de besoins non solvables non satisfaits et l'incessante *croissance de toutes les catégories* de besoins interdisent pour longtemps d'envisager la fin du travail.

Enfin, les pays, les continents qui sont en train d'émerger ou de réémerger dans le champ de l'économie, de s'industrialiser, de se moderniser, le font en mobilisant des travailleurs par dizaines ou centaines de millions. La plupart de ces travailleurs n'ont guère le choix, mais beaucoup acceptent de sacrifier une large part de leur vie pour atteindre – eux-mêmes ou leurs enfants – de meilleures conditions de vie (...).

Certes, ils ont en un sens raison ceux *qui disent qu'avec les moyens technologiques* dont nous disposons nous pourrions, dans les pays riches, sans travailler beaucoup, *satisfaire tous les besoins* essentiels. Mais, dans un monde où l'achat de marchandise est devenu la *principale manière de répondre à chaque* besoin et où le pouvoir d'achat monétaire est la condition non seulement du « vivre » mais encore du « subsister », la croissance multiforme des besoins renouvelle sans cesse et renforce la soumission *des hommes et des sociétés* à l'économie.

Alors que s'élargit l'empire de la marchandise et de l'argent, alors que rien n'est fait pour limiter la destruction des ressources *essentielles et des productions* non marchandes, alors que se poursuit la multiplication des périls et des besoins *dans un monde de plus en plus complexe*, il y a grand danger à remettre en selle l'utopie de la fin du travail (2). Car nos *sociétés sont aujourd'hui intégrées dans* la machinerie économique, hétérogène et mouvante, du capitalisme national/mondial ; c'est dans cette machinerie que se créent et se distribuent emplois et revenus, insertion ou exclusion, besoins, chômage, opulences et pauvretés. Les hommes et les *sociétés* conservent des marges de manœuvre et des possibilités de choix ; mais, dans les engrenages où *ils sont pris, la plupart des changements* qui font reculer les besoins de travail, loin d'apparaître libérateurs, accentuent l'emprise de la nécessité économique.

Pour parler sérieusement de la fin du travail, il ne suffit pas de dire qu'avec les moyens techniques disponibles une manière d'abondance est à portée de main, sur la base d'une très faible durée de travail. Il conviendrait aussi de dire *qu'il faudra non* seulement modérer nos besoins, mais tailler très vigoureusement dans leur foisonnement ; et qu'il faudra *aussi engager un processus durable de* réduction des inégalités sur une base qui assure la satisfaction des besoins fondamentaux : *ce qui implique de se dégager* de l'emprise quasi totale de la marchandise, des rapports d'argent et de la *logique du profit. On mesure* l'ampleur des remises en cause que de tels choix signifient.

Les classes riches et très riches bénéficient de l'abondance, une abondance fondée sur l'inégal partage des ressources, mais aussi du travail, du chômage, de l'exclusion, du bien-être et de la sécurité. Pour elles, il n'y a rien à gagner, mais beaucoup à perdre, à s'engager dans une *telle voie*.

Cependant, la bifurcation existe. Sur la lancée actuelle, avec les dynamiques de l'inégalité et de la création de besoins pour les détenteurs de pouvoir d'achat, on va vers un monde et des sociétés profondément fracturés, avec la perspective *ultime d'un nouvel apartheid*. L'autre voie est celle d'un monde plus humain, non dominé par l'argent et la marchandise : le temps consacré au travail contraint et à tout ce qui l'environne pourrait encore se réduire fortement, laissant du temps pour les autres ordres d'activité. Mais, redisons-le, cela implique une très forte réduction des inégalités, l'arrêt de la prolifération des besoins, le renoncement à un certain nombre de besoins superflus, l'arrêt des gaspillages, des destructions et dégradations de ressources et de la multiplication des menaces et périls liés à la fuite en avant techno-industrielle.

Il est donc faux de penser que la voie d'une société où le temps consacré au travail aurait fortement reculé pour laisser *plus de place au temps de vivre* est parsemée de pétales de roses. Cette voie, si elle existe, sera difficile. A supposer qu'on sache l'ouvrir et qu'on s'y engage, elle sera ardue, ne serait-ce que parce que le monde dans lequel nous sommes est un monde dur, et qui va encore se durcir. En outre, elle impliquera plusieurs décennies de sacrifices et de désintoxication pour ceux (individus, groupes, sociétés) qui vivent pour consommer (au lieu de consommer pour vivre).

Mais elle offrirait, comme première perspective, un monde moins déchiré, moins inégal, donc moins agressif et moins violent ; et, comme perspective ultime, les chances d'accéder à un nouvel épanouissement des hommes et de l'humanité. Dividendes certes bien lointains pour des pouvoirs myopes et timorés, *placés devant des décisions difficiles* à prendre.

(1) Michel Beaud, *Le Basculement du monde. De la Terre, des hommes et du capitalisme*, La Découverte, Paris, 1997, 293 pages, 145 F.

(2) Lire, par exemple, Jeremy Rifkin, *La Fin du travail*, La Découverte, Paris, 1996, et Viviane Forrester, *L'Horreur économique*, Fayard, Paris, 1996.

DANS LES REVUES

□ **NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** Theodor Draper : « La CIA est-elle nécessaire ? » ; Jeffrey Madrick : « *L'illusion de la prospérité* (aux Etats-Unis) » ; Timothy Garton Ash : « Les difficultés de la reconstruction en Afrique du Sud ». **(Nº 13, 14 août 1997, 20 numéros par an, 3,50 dollars. – 1755 Broadway, 5th Floor, New York, NY 10019-3780.)**

□ **REVUE INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE.** Un dossier consacré à la convention sur les armes bactériologiques (et biologiques), vingt-cinq ans après, avec ses *forces et ses faiblesses. Pour qu'on ne l'oublie* pas, alors que tous les regards sont tournés vers la convention sur les armes chimiques... **(Nº 825, mai-juin 1997, bimestriel ; abonnement un an : 30 francs suisses. – 19, avenue de la Paix, CH 1202 Genève, Suisse.)**

□ **FUTURIBLES.** Une étude sur l'échec de la politique de communication de l'Union européenne, imputable à l'absence de projet susceptible de provoquer l'adhésion des citoyens. **(Nº 223, septembre 1997, mensuel, 70 F. – *55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07.*)**

□ **BALKANOLOGIE.** Pour son premier numéro, la revue propose sept articles (en français *et en anglais*) sur les *sociétés* balkaniques, autour des thèmes du nationalisme, de la xénophobie, de la citoyenneté – on notera en particulier celui du *professeur* Glenn Bowman sur « La logique de la violence nationale dans l'ancienne Yougoslavie ». ***(Nº 1, vol. I, juillet* 1997, semestriel, 60 F. – C/o Patrick Michels, 18, rue de la Guesle, 78125 Poigny-la-Forêt.)**

□ ***PROBLÈMES POLITIQUES* ET SOCIAUX.** Sur le thème « Les capitalistes russes », des extraits d'articles sur les sources du capitalisme, la formation des empires, le capital et l'Etat, avec une bibliographie et un glossaire. **(Nº *789*, 18 numéros par an, 45 F. – La Documentation française, Paris.)**

□ **POINTS CRITIQUES.** Pour sa reparution, après un an d'absence, la revue de l'*Union progressiste* des juifs de Belgique propose notamment trois articles sur le Proche-Orient : une analyse *du débat politique en* Israël, un reportage en Cisjordanie, et une étude historique sur le « séisme » de juin 1967. **(Nº 60, août-septembre 1997, quadrimestriel ; abonnement 3 numéros : 3 000 francs belges. – Rue de la Victoire, 61, 1060 Bruxelles, Belgique.)**

□ **MIDDLE EAST REPORT.** Lire, en particulier, deux articles sur les changements en Syrie : la prudente réforme de l'économie et les relations entre capital privé et Etat. **(Nº 203, printemps, trimestriel, 8,25 dollars. – MERIP, suite 119, 1500 Massachusetts Avenue, NW, *Washington* DC 20 005.)**

□ **CHRONIQUES YÉMÉNITES.** Une mine d'informations sur le Yémen grâce aux études et aux brefs comptes rendus de mission des chercheurs français. Lire, en outre, l'article sur le quartier colonial de Djibouti, écrit par Eric *Mercier, assassiné en Ethiopie en 1996.* **(Nº 96-97, pas de périodicité ni de prix indiqués. – Centre français d'études *yéménites*, Beit Al Ajami, rue du 26-Septembre, Sanaa, Yémen.)**

□ **VIVANT UNIVERS.** Une présentation de l'islam et de ses multiples facettes sous le titre « Le péril vert, mythe ou réalité ? ». **(Nº 430-431, juillet-septembre *1997, bimestriel*, 350 francs belges. – Chaussé de Dinant, 115, 5000 Namur, Belgique.)**

□ **LA REVUE NOIRE.** Ce trimestriel de grande qualité, édité à Paris depuis 1991, avait *déjà* publié l'an dernier un numéro remarquable sur l'Ethiopie et Djibouti. Il consacre l'ensemble de sa vingt-sixième livraison à Madagascar, une île-continent dont la culture contemporaine est largement *méconnue*. L'équipe animée par Jean-Loup Pivin a « découvert » des dizaines d'artistes, le plus souvent jeunes, ignorés des circuits habituels, et a « ressuscité » les plus âgés, qui ont souffert longtemps du manque d'*espaces pour s'exprimer*. La revue, d'une centaine de pages, somptueusement illustrée, fera figure d'anthologie sur une capitale vivant *« d'élections en désillusions, saturée de silences et d'embouteillages, au rythme de ses misères et de ses désirs »*, qui est loin d'être un « désert culturel » mais ne se livre qu'avec *pudeur*. **(Nº 26, septembre-novembre 1997, trimestriel, 120 F. – 8, rue Cels, 75014 Paris.)**

□ **L'AUTRE AFRIQUE.** Ce jeune hebdomadaire publié à Paris s'affirme comme une excel*lente source d'information et d'analyse sur le* continent noir, dans toutes ses dimensions. Au sommaire de ce numéro : « Pourquoi l'ajustement structurel ne marche pas », un dossier sur la rentrée scolaire, une enquête sur le tabagisme. ***(Nº 17, 17 septembre 1997*, hebdomadaire, 15 F. – 6, rue de Berri, 75008 Paris.)**

□ **LES NOUVELLES D'ADDIS.** Un nouveau *bimestriel* francophone d'*informations* sur l'Ethiopie. **(Nº 1, septembre 1997 ; abonnement un an : 180 F. – 24, Le Moulin du Pont, 77320 Saint-Rémy-de-La Vanne.)**

□ **ESPACES LATINOS.** Un dossier très complet sur « la terre » en Amérique latine, dans l'espace et le temps : depuis l'*encomienda* des conquérants espagnols, les heurs et malheurs des *réformes et tentatives de réformes* agraires, jusqu'au mouvement des sans-terre au Brésil. **(Nº 145, septembre 1997, mensuel, 25 F. – 10, rue Lanterne, 69001 Lyon.)**

□ **MULTINATIONAL MONITOR.** Un numéro presque entièrement consacré à la Chine analyse la naissance d'un mouvement syndical indépendant, la mondialisation du complexe militaro-carcéral mis en place par les dirigeants de Pékin et la campagne du lobby chinois aux Etats-Unis pour une libéralisation *encore plus poussée des échanges*. **(Vol. 18, nº 6, juin 1997, 10 numéros par an, 3 dollars. – 1530 P. Street, NW, Washington DC 20 005, Etats-Unis.)**

□ **CHRONIQUES VIETNAMIENNES.** Un bilan des *élections législatives : plusieurs éclairages* sur l'histoire du communisme vietnamien. **(Numéro spécial, automne 1997, 20 F. – BP 246, 75224 Paris Cedex 11.)**

□ **CULTURES & CONFLITS.** Au moment où le gouvernement de la gauche « plurielle » discute d'un simple retoilettage des lois Pasqua-Debré, un indispensable numéro sur « Le contrôle de l'immigration : mythes *et réalités* ». On lira également le document rédigé par Amnesty International et France Terre d'asile sur le droit d'asile en France. **(Nº 26-27, été-automne 1997, trimestriel ; abonnement un an : 360 F. – L'Harmattan, Paris.)**

□ **HOMMES ET MIGRATIONS.** L'Alsace : approches statistique et historique *de l'immigration* ; l'*immigration alsacienne* dans le bassin rhénan ; l'Alsace, terre d'élection du Front national. **(Nº 1209, septembre-octobre 1997, bimestriel, 70 F. – 40, rue de la Duée, 75020 Paris.)**

□ ***NON AUX MOTS QUI TUENT.*** Un numéro spécial réalisé et édité par la Cimade, pour répondre aux affirmations de l'extrême droite et du Front national concernant les étrangers et l'immigration. Sont ainsi démontés une *série de contre-vérités, de « fausses évidences et de chiffres faussement évidents »* que l'on ne peut laisser passer. **(Brochure de 28 pages, offerte sur demande. – Cimade Rhône, 14 *bis*, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon.)**

□ **PROBLÈMES ÉCONOMIQUES.** Une livraison qui pose une excellente question : faut-il supprimer le prix Nobel d'économie ? *La liste des lauréats depuis 1969 fournit* des éléments de réponse... **(Nº 2534, 17 septembre 1997, hebdomadaire, 16 F. – La Documentation française, Paris.)**

□ **PROJET.** Dix-huit - trente ans, les aventures de la mobilité : itinéraires et stratégies entre héritage et invention. **(Nº 251, septembre 1997, trimestriel, 65 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)**

□ **REGARDS.** Dans le mensuel communiste, sous le titre « Aux actes, citoyens ! », un débat *sur la politique* de l'emploi avec Jean-Paul Fitoussi, Thomas Coutrot, économiste, Hoang-Ngoc Liem, animateur de l'Appel des économistes contre la pensée unique, et Jean-Christophe Le Duigou, dirigeant de la CGT. **(Nº 27, *septembre* 1997, *mensuel*, 30 F. – 15, *rue* Montmartre, 75001 Paris.)**

□ **CAHIERS FRANÇAIS.** « Citoyenneté et *société* », avec des contributions, entre autres, de Dominique Schnapper, Dominique Wolton, Pierre-André Taguieff. **(Nº 281, mai-juin 1997, 5 numéros par an, 57 F. – La Documentation française, Paris.)**

□ ***LA REVUE NOUVELLE. Dans ce*** numéro de rentrée, un dossier sur « Sciences : f(r)ictions démocratiques », avec trois articles : « Démocratisation de la culture technologique », « L'enseignement des sciences promeut-*il la* démocratie ? », « *Galilée*, mort ou vivant ? La fin de la science ? » **(Nº 9, vol. CVI, septembre 1997, mensuel ; abonnement 10 *numéros* : 2 800 francs belges. – Boulevard Général-Jacques, 126, 1050 Bruxelles, Belgique.)**

□ **LE FRANÇAIS DANS LE MONDE.** Pour éviter de parler franglais, comme croit devoir *le faire M. Claude Allègre, lorsqu'on évoque* Internet, un recensement des moteurs français de recherche sur la Toile et une liste de sites francophones d'intérêt général et éducatif. **(Nº 291, 8 numéros par an, août-septembre *1997, 65 F.* – TSA 80230, 92887 *Nanterre* Cedex 9.)**

□ **M.** Une livraison consacrée à la télévision, avec des entretiens utiles (Marcel Trillat) et de vraies enquêtes, dont une éclairante sur l'omniprésence de M. Alain Touraine dans les médias *au moment du mouvement social de novembre-*décembre 1995. **(Nº 1, septembre-décembre 1997, bimestriel ; abonnement un an : 370 F. – 17-19, rue des Envierges, 75020 Paris.)**

□ **COMMENT TÉLEZ-VOUS ?** Cette publication belge destinée aux « téléspecta*teurs actifs » analyse le livre de Pierre Péan* et de Christopher Nick sur TF 1 et consacre un dossier au comportement des médias belges pendant la « marche blanche ». **(Nº 35, septembre 1997, mensuel, prix non indiqué. – *Rue américaine, 106, 1050 Bruxelles*, Belgique.)**

□ **HOMMES ET LIBERTÉS.** Un dossier sur les libertés individuelles et la vie privée : la télésurveillance, l'interconnexion des fichiers sociaux, l'informatisation de la médecine sont *de puissants leviers de contrôle social.* **(Nº 94, mars, 6 numéros par an, 35 F. – Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.)**

□ **DEDANS DEHORS.** Accès aux soins et rôle du médecin en milieu carcéral. Pourquoi *les prisons ne devraient pas contenir plus de* 10 000 à 15 000 personnes. **(Nº 3, septembre-octobre 1997, bimestriel, *25 F.* – 25, rue Henri-Monnier, 75009 Paris.)**

□ **TERRAIN.** Une belle réflexion sur « Vivre le temps », introduite par un texte d'Alban Bensa sur « Images et usages du temps », avec des textes sur Port-Moresby, Berlin, les prisons portugaise, ainsi que sur *l'expérience* de l'histoire chez les Jivaros. **(Nº 29, septembre 1997, semestriel, 90 F. – CID, 131, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.)**

□ **LE GENRE HUMAIN.** « Juger en Algérie : 1944-1962 », un retour sur un aspect *méconnu de l'histoire coloniale.* **(Été-automne 1997, trimestriel, 95 F. – Le Seuil, Paris.)**

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 octobre 1997

1er	CHINE	Fête nationale
	CHYPRE	Fête de l'indép.
	NIGERIA	Fête de l'indép.
2	GUINÉE	Fête de l'indép.
3	ALLEMAGNE	Fête nationale
	CORÉE	Fête nationale
4	LESOTHO	Fête de l'indép.
9	OUGANDA	Fête de l'indép.
12	ESPAGNE	Fête nationale
	GUINÉE ÉQUATORIALE	Fête de l'indép.
13	FIDJI	Fête nationale
22	SAINT-SIÈGE	Fête nationale
23	HONGRIE	Fête nationale
24	ZAMBIE	Fête nationale
25	KAZAKHSTAN	Fête de l'indép.
26	AUTRICHE	Fête nationale
27	TURKMÉNISTAN	Fête de l'indép.
	ST-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	Fête de l'indép.
28	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	Fête nationale
29	*TURQUIE*	Fête nationale

LES LIVRES

MUTATIONS DE LA PALESTINE

Les leviers secrets de l'émancipation

LE ROCHER ET LA PEINE (Mémoires I), de Fadwa Touqan. Traduit de l'arabe par Joséphine Lama et Benoît Tadié. L'Asiathèque, coll. « Langues et mondes », Paris, 1997, 292 pages, 98 F.

POUR les intellectuels arabes, l'heure semble être au bilan. Jamais les Mémoires n'ont autant proliféré. Le sentiment qu'une période historique est désormais révolue serait à l'origine du phénomène. C'est particulièrement vrai pour la Palestine, qui a subi des transformations dramatiques bien connues. Là réside tout l'intérêt des Mémoires de Fadwa Touqan, poétesse bien connue dans le monde arabe, mais surtout figure exemplaire d'une femme qui s'est émancipée grâce à la culture et à l'engagement politique, à un moment où la Palestine émergeant à peine d'un Moyen Age tardif faisait face à une rupture des plus marquantes du siècle.

La société palestinienne, qui sort de la domination ottomane pour passer sous le mandat britannique, y apparaît régie par un système traditionnel, dont la bourgeoisie se fait gardienne. Celui-ci est peu tendre pour la petite Fadwa, née avec la déclaration Balfour (1917) : enfant non désiré, interdite d'école, père despotique bien que militant patriotique, mère soumise... L'auteur en démonte le mécanisme sans concession, au mépris des tabous et des interdits sociaux, et diagnostique lucidement son mal-être. Son itinéraire est fait de souffrance et de vertige. *« Mon histoire, c'est l'histoire de la lutte d'une graine aux prises avec la terre rocailleuse et dure. C'est l'histoire d'un combat contre la sécheresse et la roche »*, dit-elle en conclusion. Elle précise que son temps *« était celui de l'asservissement »* et son espace *« celui de la prison domestique »*. Mais la victoire est au bout du chemin.

Une arme décisive dans cette lutte : l'amour de la poésie. Pour le meilleur et pour le pire, celle-ci fait partie de l'âme populaire arabe. Levier de créativité et de libération, elle peut constituer aussi une échappatoire, loin des contraintes du réel. Et il n'est pas faux de dire que les Arabes sont les gens de la parole, celle donnée et celle bien dite. Sauvée par la poésie, l'auteur la façonne à son tour en contribuant à la naissance de cette poésie moderne qui a donné un Mahmoud Darwich.

MAIS la société elle-même ne manque pas de leviers secrets favorisant l'émancipation. Les fêtes populaires, comme celle du *« Prophète Moïse »* instituée par Saladin, qui rassemblait à Jérusalem, pendant la Pâque chrétienne, une bonne partie de la population musulmane de Palestine. L'action des communautés soufies actives parmi les femmes. Certaines figures sortant du lot, comme cette Chaïkha en rupture de ban avec la société mais qui a réussi à s'y imposer. Et, bien sûr, ces écoles chrétiennes de Jérusalem et d'ailleurs.

L'image de la Palestine d'alors apparaît contrastée : strictement codifiée, déchirée entre bourgeoisie et milieu populaire, ville et campagne, monde masculin et monde féminin..., elle est aussi conviviale (différentes communautés), traversée par des forces souterraines – que la morale bourgeoise tente de réprimer – et soulevée par une grande aspiration au dépassement.

Paradoxalement, la tragédie de l'occupation britannique puis sioniste semble contribuer à cette œuvre d'émancipation. Elle oblige la société à accélérer sa modernisation. Le rejet du voile et la mixité se font jour à Naplouse *« deux ans après la catastrophe* [1948] *»*, souligne l'auteur. Certes, le défi peut susciter un sursaut ; mais, devenu trop lourd, il écrase. La Palestine d'aujourd'hui en témoigne.

Ces Mémoires – dont nous espérons que les traducteurs éviteront dans le second tome certaines platitudes de style – sont aussi une belle profession de foi dans l'homme : *« Qu'elles soient d'ordre religieux, social ou politique, les forces du mal se dressent toujours contre l'homme, pour essayer de le détruire. Le destin de l'homme, si faible soit-il, est de relever le défi sans faillir. »* Or ce défi palestinien, dont il est question ces derniers temps dans deux autres ouvrages (1), parus à l'occasion du « Printemps palestinien » organisé à Paris, vaut la peine d'être relevé et gagné, et ce au nom des valeurs humaines universelles.

BOUTROS HALLAQ.

(1) Jabra Ibrahim Jabra, *Le Navire*, Arcantères-Unesco, 1997, 220 pages, 120 F ; traduit par Michel Burési et Jamel Chhayed. Ghassan Kanafani, *Retour à Haïfa*, Sindbad - Actes Sud, 1997, 126 pages, 80 F ; traduit par Jocelyne et Abdellatif Laabi.

PROCHE-ORIENT

RUBBER BULLETS. Power and Conscience in Modern Israel. – Yaron Ezrahi

★ **Farrar, Straus and Giroux, New York, 1997, 308 pages, 25 dollars.**

« Les balles en caoutchouc étaient-elles destinées à épargner ceux sur qui elles étaient tirées, ou à protéger l'âme tendre des soldats israéliens, dont on attendait qu'ils utilisent leurs armes pour maîtriser l'Intifada ? » L'humour grinçant de Yaron Ezrahi n'explique pas seulement le titre de son livre. Il en éclaire aussi la démarche. Pour ce professeur de sciences politiques de l'Université hébraïque de Jérusalem, la contradiction motrice d'Israël réside dans le conflit entre d'un côté le « collectivisme » caractéristique des premières décennies de l'Etat juif, de l'autre l'« individualisme » qui s'y fraye progressivement un chemin, sur le modèle des démocraties dites libérales. Chapitre après chapitre et sur un ton très personnel, l'auteur analyse la lente affirmation d'un « moi » longtemps écrasé par le « nous » de la religion, du sionisme, de l'Etat, bref d'un peuple nouveau et fort constitué à partir de vieilles communautés dispersées, faibles et persécutées. La lutte pour la paix avec les Palestiniens, montre-t-il, est donc inséparable de l'action pour la démocratisation et la laïcisation d'Israël, Etat de tous ses citoyens, juifs et Arabes. *« Et ce n'est pas du tout un hasard*, conclut-il notamment, *si, au cours des années 90, beaucoup de Juifs israéliens ont commencé à se sentir assez forts et en sécurité non seulement pour passer de la confrontation à la négociation avec les Palestiniens, mais aussi pour commencer à regarder leur passé en face, de manière critique, et à exprimer leur ambivalence grandissante à l'égard de la mystique du pouvoir et du sacrifice juifs. »*

D. V.

ASIE

L'ASIE CENTRALE : HISTOIRE ET CIVILISATIONS. – Jean-Paul Roux

★ **Fayard, Paris, 1997, 528 pages, 180 F.**

L'Asie centrale (Ouzbékistan, Kirghizstan, Turkménistan et Kazakhstan turcophones et Tadjikistan iranophone) émerge comme une région énergétique à la fois potentiellement très riche (du moins certaines de ses républiques) et une possible « zone des tempêtes » située entre Russie, mer Caspienne, Sinkiang chinois, Iran-Afghanistan et monde indo-pakistanais. L'actualité qui prévaut en Asie centrale est relativement connue. Mais que sait-on du substrat culturel et historique d'un monde où se rencontrèrent pendant des siècles peuples « altaïques » turco-mongols des steppes, iraniens, grecs d'Alexandre et de ses successeurs hellènes, chinois, mongols, arabes, slaves, et toutes les grandes religions universelles véhiculées sur la Route de la soie par la conversion ou la conquête (mazdéisme, chamanisme, manichéisme, christianisme, bouddhisme et islam) ? La synthèse impressionnante de Jean-Paul Roux répond à toutes ces questions à travers de courts chapitres aérés qui passent en revue jusqu'à nos jours près de quatre millénaires de civilisation (s) centre-asiatique (s) sous tous leurs aspects : historique, géographique, économique et politique mais aussi ethnique, linguistique, religieux et artistique.

YVES THORAVAL.

MONDIALISATION

● MONDIALISATION AU-DELÀ DES MYTHES. – *(La Découverte, coll. « Les dossiers de l'Etat du monde », Paris, 1997, 174 pages, 85 F.)* En une douzaine d'essais, des éléments de réponse à certaines questions essentielles que pose la mondialisation : les mots qui la définissent et les réalités qu'elle recouvre ; les tendances ; les enjeux politiques.

● L'EUROPE ET LA MONDIALISATION. – Frédérique Sachwald. *(Flammarion, coll. « Dominos », Paris, 1997, 127 pages, 39 F).* Un rappel de l'histoire de l'intégration économique de l'Europe sous la coupe de la libéralisation et de l'ouverture à la concurrence extérieure. Ce qui laisse les Européens sans politique...

● DÉMYSTIFIER LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE. – Sous la direction d'Annie Fouquet et Frédéric Lemaître. *(Les Editions d'organisation, Paris, 1997, 192 pages, 12 F.)* Une présentation (plutôt optimiste) de l'impact de la mondialisation, en particulier sur l'emploi. Egalement un passage en revue des ripostes possibles.

● ENTRE MONDIALISATION ET NATIONS, QUELLE EUROPE ? – Semaines sociales de France. *(Bayard Editions/ Centurion, Paris, 1997, 220 pages, 120 F.)* Retranscription des conférences et interventions prononcées lors des Semaines sociales de novembre 1996, avec un éclairage sur le rôle que peuvent jouer, dans cette perspective, l'Eglise et les chrétiens. Avec, notamment, des textes de Jean-Louis Bourlanges, Krzysztof Pomian, Jacques Delors et Henri Madelin.

● INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES. – Michel Bélanger. *(Economica, coll. « Droit international », 6e édition refondue, Paris, 1997, 218 pages, 125 F.)* Une présentation très pédagogique des acteurs multilatéraux (FMI, OMC, OCDE, etc.) et privés (firmes transnationales) qui « produisent » la mondialisation.

EUROPE

LES INSTITUTIONS FONDAMENTALES DE LA BELGIQUE. – Marc Uyttendaele

★ **Bruylant, Bruxelles, 1997, 184 pages, 1 250 francs belges.**

Depuis l'affaire Dutroux, la Belgique n'est plus tout à fait terre inconnue et son système politique complexe est sans doute devenu plus familier aux Belges eux-mêmes, vissés devant leurs écrans de télévision pour suivre en détail les travaux de la commission parlementaire d'enquête sur les disparitions d'enfants. Manquait-il un ouvrage décrivant les institutions de la Belgique, y compris la crise du régime parlementaire et du monde judiciaire ? Depuis que la Belgique est fédérale, nombre d'auteurs se sont efforcés d'expliquer le plus clairement possible un « fédéralisme du possible », forcément compliqué.

Marc Uyttendaele, chargé de cours à l'Université libre de Bruxelles, a ajouté sa pierre à cet édifice. L'ouvrage recèle quelques réflexions intéressantes, notamment sur les péripéties qui ont amené feu le roi Baudoin, se refusant à sanctionner une loi qui dépénalisait l'avortement, à se trouver pendant quelques jours – avec l'aval du gouvernement de l'époque – dans « l'impossibilité de régner ». Il ne tranche guère sur l'ensemble de la production de ses confrères. Pas de surprise : c'est d'un cours qu'il s'agit, l'auteur n'en fait pas mystère. Le lecteur le prendra donc comme tel, en regrettant que ce didactisme n'empêche pas quelques fautes d'orthographe ou même purement factuelles (les réunions de commissions de la Chambre des représentants de Belgique sont désormais, sauf exception, toujours publiques).

SERGE GOVAERT.

HISTOIRE POLITIQUE DE LA BELGIQUE. Facteurs et acteurs de changement. – Xavier Mabille

★ **Editions du CRISP, Bruxelles, 1997, 474 pages, 980 francs belges.**

L'historien et politologue Xavier Mabille n'est pas coutumier des jugements hâtifs. On n'en appréciera que plus son estimation selon laquelle *« l'année 1996 a marqué l'entrée* [de la Belgique] *dans une période d'ébranlement profond des structures »*. Une crise est née, *« politique au sens le plus large du terme »* et d'une *« extrême gravité »*. Elle est ici resituée dans sa perspective historique. L'originalité de la démarche de l'auteur tient à son analyse des clivages de la société belge dans leurs enchevêtrements, leurs interactions, leur manière d'être souvent transcendés par les enjeux qui mobilisent cette société. Une référence première, désormais classique, et néanmoins projetée au cœur de l'actualité récente. Dans un autre livre, *Belgique, la force de la désunion* (Complexe, Bruxelles, 1996), Xavier Mabille entre en débat avec d'autres auteurs sur les hypothèses de développement et d'*« éclatement »* de l'Etat belge. Une éventualité qu'il n'exclut pas, mais qu'il ne tient pas pour *« la plus probable »*.

JEAN-MARIE CHAUVIER.

POLITIQUE À L'ITALIENNE. – Ilvo Diamanti et Marc Lazar

★ **PUF, Paris, 1997, 230 pages, 128 F.**

Les treize chercheurs italiens et français rassemblés par les coauteurs de ce livre proposent une analyse sociologique et politique de l'Italie contemporaine, depuis les élections de 1994. Leur approche est à la fois scientifique et accessible au grand public. La comparaison entre les résultats électoraux de 1994 (victoire du centre-droit) et de 1996 (victoire du centre-gauche) souligne bien les anomalies des institutions du pays, qu'il s'agisse de la loi électorale ou du système des partis. Particulièrement intéressant est le point de vue de Marc Lazar, selon qui l'Italie constitue un véritable laboratoire politique et social où se concentrent tous les problèmes européens. On appréciera également les considérations de Mauro Calise sur *« le long adieu des partis politiques »* ainsi que les conclusions d'Ilvo Diamanti en forme d'hypothèses pour l'avenir de l'Italie et de l'Europe.

PAOLO RAFFONE.

AMÉRIQUES

LOCKED IN THE CABINET. – Robert Reich

★ **Alfred A. Knopf, New York, 1997, 338 pages, 25 dollars.**

Principal conseiller économique du candidat William Clinton et membre de son premier cercle d'amis, Robert Reich est devenu ministre du travail en 1992. Après quatre années d'« enfermement dans le cabinet », il choisit de quitter ses fonctions et de reprendre sa liberté. Il avait tenu un journal : il le publie. C'est une sorte de « comédie du pouvoir » à l'américaine. Il y retrace sa découverte, tour à tour amusée et horrifiée, du microcosme politique : conseils des ministres inutiles et ennuyeux au cours desquels son esprit vagabonde, solitude de l'homme de gauche dans une équipe qui poursuit son inexorable virage à droite, frustration du militant dont les grandes causes – réduction des écarts de salaires, augmentation des dépenses de formation – sont perdues d'avance, « écœurement » enfin en 1996 lors de la signature par le président Clinton de la loi régressive sur la « réforme » de l'aide sociale. L'ancien universitaire fustige les conseillers de la Maison Blanche – *« blancs becs d'une vingtaine d'années »* –, mais il réserve ses flèches les plus acérées à M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale et gardien de la rigueur, pour qui toute amélioration des conditions de travail serait génératrice d'inflation et sèmerait le trouble au sein des marchés. Tout au long de l'ouvrage, on ressent la déception de l'allié de la première heure face à un président pour qui *« le désir de satisfaire l'autre camp est devenu si fort qu'il en est venu à oublier ce qu'il est venu faire à Washington »*.

IBRAHIM WARDE.

PORTO, VILLE MOITE

Un polar mélancolique

LA TÊTE PERDUE DE DAMASCENO MONTEIRO, d'Antonio Tabucchi. Traduit de l'italien par Bernard Comment. Christian Bourgois, Paris, 1997, 246 pages, 120 F.

LES problèmes de la justice – ses abus, ses limites et ses illusions – sont au centre du débat politique dans de nombreux pays. C'est aussi le thème qu'a choisi le romancier italien Antonio Tabucchi pour son nouveau livre, en nous rappelant que le droit peut être bafoué et vidé de sens. Et que c'est une tâche collective de le faire respecter, en évitant les bavures et les défauts de la justice à deux vitesses, forte avec les faibles, faible avec les forts.

Pour cette invitation à la vigilance, l'écrivain italien – qui, déjà, avec *Pereira prétend*, son précédent livre, avait proposé une version tout à fait personnelle du roman à thèse – a écrit un étrange roman noir, un faux polar aux allures de roman philosophique baignant dans une atmosphère mélancolique et nostalgique.

Le Portugal étant pour lui une seconde patrie, Tabucchi a utilisé Porto comme fascinante toile de fond de son récit. Mais, derrière le climat moite, les vieux monuments et la bonne cuisine de la ville du nord du Portugal, il n'est pas difficile de retrouver les échos de l'actuelle réalité italienne et de ses contradictions irrésolues.

La Tête perdue de Damasceno Monteiro tourne autour d'un banal fait divers qui, peu à peu, se transforme en affaire judiciaire dévoilant une sale affaire de corruption et de violence policière. Le tout à partir du cadavre décapité dudit Damasceno Monteiro, un jeune homme qui avait, par hasard, découvert un trafic de drogue et tenté d'en profiter. Ingénuité qu'il paiera très cher, puisque les criminels à l'origine du trafic ne sont que des policiers corrompus de la Guarda civil.

TOUT *en respectant les étapes nécessaires du roman noir*, l'écrivain s'intéresse surtout aux personnages qui, avec obstination et parfois inconscience, vont dévoiler l'affaire : un jeune journaliste passionné de littérature et fin connaisseur du théoricien Georges Lukacs, une vieille dame propriétaire d'une petite pension, et un avocat obèse pratiquant la bonne table, la théorie du droit et la défense des pauvres. Ce bizarre trio de détectives improvisés mène l'enquête et découvre la vérité, mais il aura bien du mal à démontrer la culpabilité des responsables dans une salle de tribunal, les policiers corrompus disposant évidemment de bonnes protections.

La *« conjuration des honnêtes »* (selon la formule d'un critique italien) se heurte ainsi à la résistance d'une justice pas toujours impartiale et préoccupée *avant tout* de protéger le pouvoir. La fin du roman est ouverte et incertaine, peut-être parce que Tabucchi veut éviter le cliché trop édifiant d'un heureux dénouement.

Toutefois la quête du jeune journaliste n'aura pas été inutile, puisque, dans l'optique de l'écrivain italien, elle devient une sorte d'initiation à la complexité de la réalité. Grâce à l'aide de ses deux alliés – qui sont en même temps ses guides et ses maîtres –, le jeune journaliste avance dans le labyrinthe du monde, en essayant sans cesse d'en trouver la sortie. C'est la leçon de ce polar atypique qui, grâce à son art didactique, se révèle un captivant conte philosophique.

FABIO GAMBARO.

هكذا من الاصل



DU MOIS

STRATÉGIE

L'OTAN DANS L'APRÈS-GUERRE FROIDE. – Rémy Hyppia

★ **L'Harmattan, Montréal et Paris, 1997, 105 pages, 70 F.**

Permettre, en une centaine de pages, au lecteur non spécialiste de comprendre les enjeux de sécurité auxquels s'est retrouvé confrontée l'OTAN au lendemain de la guerre froide et de la dissolution du pacte de Varsovie : c'était le pari lancé par Rémi Hyppia. Pari réussi. Avec beaucoup de recul et parfois une certaine dose d'humour, ce spécialiste canadien des questions russe et est-européenne entraîne le lecteur dans les coulisses de l'OTAN et de diverses négociations internationales. Il garde à chaque fois à l'esprit le souci de souligner la complexité des situations et d'étayer ses analyses en prenant appui sur des sources irréfutables. Au cœur de l'ouvrage : le dossier de l'élargissement de l'OTAN aux pays est-européens et la façon dont tout s'est accéléré à partir de 1995. On mesure comment les Etats-Unis, l'Allemagne et la France, chacun sur la base de ses intérêts propres, ont pesé sur cette évolution. L'auteur exprime, en termes nuancés, ses inquiétudes pour le futur, en particulier sur la façon dont l'élargissement a été imposé aux Russes. Pour lui, l'avenir d'une sécurité collective couvrant les régions euro-atlantiques et eurasiennes nécessite une organisation dans laquelle la Russie aurait sa place.

MICHEL ROGALSKI.

LE CHANTIER STRATÉGIQUE. – Lucien Poirier, entretiens avec Gérard Chaliand

★ **Hachette, « coll. Pluriel », Paris, 1997, 310 pages, 65 F.**

C'est à Lucien Poirier que l'on doit l'élaboration de la stratégie nucléaire française. Stratégie du faible au fort, elle exploitait au mieux le pouvoir égalisateur de l'atome et permettait au petit (la France), par quelques messages clairs adressés au puissant (l'URSS), de dissuader celui-ci de lui chercher noise. Doctrine strictement négative, elle ne fut pas facilement acceptée. L'Union soviétique et les Etats-Unis se sont longtemps refusés à admettre le bien-fondé des « stratégies de suffisance » ; fin de la guerre froide aidant, c'est chose faite. Mais Lucien Poirier, stratège occasionnel, est d'abord « stratégiste ». Il a décidé de prendre la stratégie elle-même pour objet de ses méditations. Des formes diverses qu'elle a revêtues dans l'histoire, il dresse la généalogie. Il scrute la façon qu'ont les grands esprits qui s'y sont appliqués de discipliner l'étrange objet. « Comment fait-on pour faire ? », telle est la question qui le passionne. Gérard Chaliand, dans ce livre-entretien, donne à l'expert l'occasion de s'expliquer et de présenter sous un tour abordable une œuvre essentielle, qui compte sept livres publiés.

CLAUDE LE BORGNE.

SOCIÉTÉ

FEMMES PUBLIQUES. – Michelle Perrot

★ **Textuel, Paris, 1997, 159 pages, 159 F.**

Dans la langue française, un « homme public » est un éminent sujet de la Cité, alors qu'une « femme publique », elle, n'est traditionnellement qu'une prostituée : cette dissymétrie des mots et des images est le point de départ du parcours proposé par l'historienne Michelle Perrot, dans un livre remarquablement écrit et illustré. Quelle avancée, en à peine deux siècles, pour les femmes européennes ! Longtemps confinées à des espaces propres – la maison, le lavoir, le boudoir –, seulement tolérées dans les lieux mixtes de la ville, elles conquièrent peu à peu la sphère publique. L'éducation, la santé, le droit puis le journalisme s'ouvrent à elles. Mais le véritable enjeu reste la circulation de la parole qui modèle l'espace matériel : de la maîtrise de la conversation, idéal des salons aristocratiques du XVII[e] siècle, au gouvernement de l'« opinion » dans une société démocratisée, la route est longue, notamment en France. Car le paradoxe du modèle républicain universaliste prôné par la Révolution est qu'il reposait sur l'exclusion des femmes, subordonnées au mari par le code civil et réputées influençables par les prêtres. Ainsi la gauche radical-socialiste s'opposera-t-elle jusqu'en 1945 au vote féminin. Si désormais l'égalité hommes-femmes semble faire consensus, les divergences se cristallisent autour de la question de l'identité sexuelle, entre un féminisme « différencialiste » et un courant « universaliste » qui veut achever les idéaux révolutionnaires en transformant, de l'intérieur, la citoyenneté.

JOËLLE STOLZ.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

ATLAS MONDIAL DES DROGUES. – Observatoire géopolitique des drogues

★ **PUF, Paris, 1997, 250 pages, 248 F.**

Parce que les drogues sont intimement liées à la culture, à la vie sociale et politique des peuples et aux réseaux d'échanges entre les sociétés, un atlas des drogues, tout à la fois historique, économique, sociologique, culturel, traçant les circuits de l'argent et les filières commerciales, suivant les conflits qu'elles génèrent et financent est un outil sans équivalent pour découvrir la dimension géopolitique de la question. Celle-ci est traitée ici par les meilleurs spécialistes français, s'appuyant sur une centaine de cartes remplies d'informations et d'une grande lisibilité, assorties d'un index et d'une bibliographie sélectionnée. Seule réserve : la place un peu courte laissée au financement, au blanchiment, aux réseaux des banques et paradis fiscaux et à la corruption liés au trafic des drogues.

C. B.

CULTURE

COBRA AU CŒUR DU XX[e] SIÈCLE. – Edouard Jaguer

★ **Galilée, Paris, 1997, 204 pages, 98 F.**

Il y eut d'abord le groupe expérimental néerlandais Reflex, avec les peintres Appel, Corneille, Constant. Et, au début de novembre 1948, à Paris mais aussi contre Paris, naît Cobra. Christian Dotremont est l'inventeur du sigle. Cobra, parce que le nouveau collectif rassemble le danois Asger Jorn (COpenhague), les belges Dotremont et Noiret (BRuxelles), et les membres de Reflex (Amsterdam).

Critique d'art, Edouard Jaguer fut le rédacteur français de la revue publiée par Cobra. Ce qu'il propose dans la première partie d'un livre passionné, c'est donc, de l'intérieur même, une chronique du collectif jusqu'à sa disparition en 1951. Il apporte d'utiles précisions sur les origines de celui-ci. Sans négliger Constant, il montre l'importance prépondérante qu'ont prise Dotremont et Jorn. Retraçant les polémiques, particulièrement parmi les proches du surréalisme, il émaille son récit d'anecdotes et met les choses au point avec humour.

Dans une deuxième partie, Edouard Jaguer a réuni quelques-uns de ses articles de 1944 à 1989. Il consacre d'excellentes pages, notamment à l'artiste britannique Stephen Gilbert, dans lequel il voit un précurseur de Cobra, et qui, vers 1949, passa du côté de l'abstraction, puis abandonna la peinture pour la sculpture.

LIONEL RICHARD.

IMAGERIES POPULAIRES EN ISLAM. – Pierre Centlivres et Geneviève Centlivres-Demont

★ **Editions Georg, Paris, 1997, 106 pages, 149 F.**

Dans cet ouvrage sont présentées quelques-unes des estampes (chromolithographies sur papier) les plus significatives de la collection de Pierre et Micheline Centlivres. Produites en masse dans le monde musulman et vendues à bas prix, ces images sont destinées à une vie éphémère, car elles sont punaisées ou collées par leurs acheteurs. Les symboles ou les personnages réels et sacrés qu'elles reproduisent occupent une place importante dans l'univers des représentations et des croyances des pays islamiques. Apparues à la fin du XIX[e] siècle en Turquie et au Caire, elles ont joué et jouent encore un rôle important dans des sociétés où les analphabètes sont nombreux. Leur acquisition est un acte de piété. Actuellement, on assiste à un éclatement des normes rigides concernant ces images colorées, parfois criardes. Multipliées par les nouvelles techniques industrielles, la photo tend à y remplacer le dessin. Très populaires mais rarement étudiées, parfois occultées, elles comportent souvent un texte. Leurs motifs sont profanes ou religieux. On y voit Allah, représenté par les lettres de son nom, Mahomet, sa famille, les montures sacrées (Al Buraq), des saints et soufis, des mosquées, Adam et Eve...

ODILE FELGINE.

CITOYENNETÉ EN FRANCE

La pluralité des appartenances

RÉFLEXION sur le pluralisme des notions de citoyenneté en France, l'ouvrage de Sophie Duchesne *Citoyenneté à la française* (1) distingue deux modèles. Celui de l'*héritage*, reposant sur l'équivalence entre la citoyenneté, l'identité nationale et la nationalité, caractérisé par le partage d'une histoire, d'une terre et de valeurs familiales. Celui des *scrupules*, qui dissocie citoyenneté et nationalité, fondé sur des choix supposés libres d'individus vivant en des sociétés diverses, mais partageant tous un fond commun l'emportant sur les appartenances particulières. Catégories connues.

Mais l'originalité de ce livre repose d'abord sur sa méthodologie. Il est construit à partir d'une quarantaine d'entretiens non directifs et nous restitue les représentations de la citoyenneté vécue dans la vie ordinaire, plus que les débats entre intellectuels. D'autre part, il montre clairement que ces modèles s'entrecroisent dans les discours ici présentés : on n'appartient jamais totalement à un seul des deux ; de plus, chaque modèle comprend des sous-modèles. Tous se rejoignent cependant sur un point : la condamnation de l'individualisme égoïste, assimilé à l'incivisme.

Mais l'incompatibilité logique des deux modèles, conjuguée au désir de leur association, produit une tension qui paraît à l'auteur caractéristique de la citoyenneté à la française : *on veut être quelqu'un, mais de quelque part.* Tension contrôlée par l'insistance sur la définition du citoyen par ses droits et ses devoirs, l'assimilation de la citoyenneté au vote, la réduction de l'héritage à la Déclaration de 1789. Au-delà, et on partagera cette conviction, la spécificité française réside moins dans l'existence de deux modèles dominants que dans une difficulté particulière à penser le pluralisme des systèmes d'appartenance autres que la nation. Les critères la définissant peuvent varier, elle seule est en cause. Les autres collectivités (famille, classe sociale, ville, région, etc.), même dans le modèle de l'héritage, ne sont que des degrés qui y conduisent. La force unitaire du modèle français semble donc bien résister, au moins dans les représentations, aux complexifications de la modernité, même si celle-ci ne se confond plus avec l'uniformité.

D'une autre manière, l'ouvrage de Mohamed Hassini (2) démontre aussi la difficulté de certaines catégories sociales – ici les enfants d'immigrés – à vivre des appartenances multiples. La réussite des filles d'immigrés maghrébins paraît contraster avec le stéréotype communément admis suivant lequel un fort pourcentage d'élèves maghrébins est un facteur global d'échec ou de retard scolaires. En fait, l'auteur démontre qu'à milieu social égal, les taux d'échec et de réussite sont les mêmes suivant les groupes d'appartenance.

LA supériorité des performances scolaires des filles sur celles des garçons est par ailleurs un phénomène général, englobant donc les Maghrébines. Mais, dans leur cas, certains facteurs spécifiques interviennent. Le caractère strict de leur éducation au sein de leur famille les prédispose à accepter plus facilement les contraintes de la vie scolaire. Mais surtout le contraste entre leur encadrement familial, beaucoup plus fort par rapport à la liberté relative des autres filles, incite à valoriser plus que leurs frères l'institution scolaire, gage de libération. La culture traditionnelle ne sort pas indemne de ces évolutions : la religion est intériorisée, voire abandonnée. Mais dans l'immédiat, cette culture fait moins l'objet d'un rejet que de « bricolages » : le plus grand prix attaché à la virginité en témoigne.

A long terme, cependant, on peut douter de la survie des traditions. Ce qui incline à penser que l'intégration à la française – définie comme un processus d'osmose entre plusieurs cultures – ne serait pas vraiment distincte de l'assimilation, mais constituerait seulement un passage en sa direction. Car les cultures ne sont pas sur un pied d'égalité. Certaines sont donc mortelles.

NORBERT ROULAND.

(1) Sophie Duchesne, *Citoyenneté à la française*, Presses de Science Po, Paris, 1997, 330 pages, 148 F.

(2) Mohamed Hassini, *L'Ecole : une chance pour les filles de parents maghrébins*, Ciemi-L'Harmattan, Paris, 1997, 271 pages, 140 F.

UN FILM DE JOHAN VAN DER KEUKEN

Amsterdam, mémoires d'exil

« J'*AI toujours pensé que la vie, c'est 777 histoires en même temps.* » Cette phrase de l'écrivain hollandais Bert Shierbeek figure au générique d'*Amsterdam global village*, de Johan van der Keuken (1). Et pour cause : ce film, présenté au huitième Festival international du documentaire de Marseille, dépeint la capitale néerlandaise à travers ses minorités ethniques. Mais il le fait en s'attachant à l'histoire de chacun de ses personnages, que le réalisateur suit d'Amsterdam vers leur pays d'origine – Bolivie, Thaïlande et Tchétchénie – pour évoquer le retour de la mémoire vers son lieu d'origine. Comme Roberto, le Bolivien, filmé dans sa maison natale, en compagnie de sa mère dont il recueille les souvenirs.

C'est dire qu'*Amsterdam global village* est un film sur l'enfance, le retour et l'exil dans lequel *« retourner au pays, c'est renouer avec l'enfance. D'où la position des mères dans mon film »*, explique van der Keuken. L'exilé fait fonction de mémoire en revenant dans son village, comme Roberto, qui encourage les siens à conserver leurs traditions *« parce que l'exilé vit la fragilité de cette mémoire »*, explique le réalisateur.

Van der Keuken, dont c'est le quarante-septième film, développe dans ce documentaire un de ses thèmes de prédilection : la visibilité et l'invisibilité. Déjà, en 1964, dans son film *L'Enfant aveugle*, il abordait la question de la cécité. Il s'agit, dans ce nouveau documentaire, de poursuivre le thème du *« voir et du non-voir, ce gouffre qui nous sépare du réel, et le fait qu'on n'arrive pas à voir ce qui est perçu par l'autre, parce qu'on est limité à ses propres conditionnements, culturels, et émotionnels »*.

Le réalisateur décrit la ville à travers son espace géographique et humain, dans sa multiplicité culturelle. Il la dépeint comme un lieu traversé par divers continents, et un tribalisme préservé dans les différentes communautés qui l'habitent. Les cérémonies funéraires africaines, les écoles chinoises, les rites encore vivants au cœur de la ville, devenue le lieu de tous. *« Je pense que, si l'on peut vivre côte à côte, c'est déjà quelque chose*, déclare-t-il. *L'intégration se joue sur plusieurs générations. La ville est un carrefour. »*

L'auteur, dont la plupart des réalisations ont trait au voyage, explique l'origine de son film : *« Je me promenais en bicyclette par une belle soirée d'été en 1993, et je suis arrivé dans un quartier que je ne connaissais pas trop. Tout le monde était dehors, il faisait chaud, et je suis entré dans un autre continent. Ce moment de dépaysement était choquant et excitant, et je me suis dit : il faut faire le lien avec l'ailleurs à partir d'ici. Ça a été une prise de conscience. »*

DOMINIQUE GODRÈCHE.

(1) *Amsterdam global village* sera diffusé durant cinq semaines, à partir du 8 octobre, au Studio des Ursulines, à Paris.

● THE LEAST DEVELOPED COUNTRIES 1997 REPORT. – Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement. *(Publications de l'ONU, New York, 1997, 192 pages, 55 dollars.)* Les résultats en matière de développement s'améliorent nettement dans un nombre croissant de pays les moins avancés, mais... les populations de la moitié de ceux-ci ont moins à manger qu'il y a dix ans ! (Cette publication sera prochainement disponible en français : service des ventes, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10).

● RAPPORT CYCLOPE. – *(Editions Economica, Paris, 1997, 656 pages, 500 F.)* La version 1997 de l'indispensable annuaire des marchés internationaux contient l'analyse des grands marchés internationaux contient l'analyse des grands marchés de matières premières, monnaies, services, agriculture, énergie, finance, industrie. Il propose en outre une interprétation très élaborée de la mondialisation, de ses développements régionaux et des perspectives à court terme.

● RECYCLING ORGANIC WASTE : FROM URBAN POLLUTANT TO FARM RESOURCE. – Gary Gardner *(Worldwatch Paper, Washington, août 1997, prix non indiqué.)* D'après l'auteur, dans les pays industrialisés, les déchets organiques d'origine humaine pourraient remplacer 15 % des fertilisants chimiques.

● MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE POUR UN MONDE VIVABLE. – Bernard Laponche, Bernard Jamet, Michel Colombier, Sophie Attali. *(ICE, Paris, 1997, 325 pages, 145 F.)* La maîtrise des consommations d'énergie et les bénéfices qui en résultent pour la qualité de l'environnement constituent l'un des rares moyens réalistes de conjurer les crises vers lesquelles nous entraîne le gaspillage des ressources naturelles.

● L'AVENIR STATUTAIRE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE. – Sous la direction de Jean-Yves Faberon. *(La Documentation française, Paris, 1997, 278 pages, 120 F.)* Parmi les auteurs de ces contributions, différents universitaires de métropole comme de Nouméa, ainsi que des hommes politiques appartenant aux deux grandes sensibilités en présence.

● GUIDE DU LIVRE ORIENTALISTE : LEVANT, ÉLÉMENTS POUR UNE BIBLIOGRAPHIE. – Carlos et Nevine Hage Chahine. *(Paris, 30, rue Jacob, 1996, 339 pages, 900 F.)* Cet ouvrage recense tous les livres d'expression française, anglaise et latine parus, dans tous les domaines, sur le Proche et le Moyen-Orient depuis le début de l'imprimerie.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

« Diana » une femme du passé

Par JOAN SMITH *

ON a comparé l'événement à l'assassinat de John Kennedy, aux funérailles de Winston Churchill, ou même aux indescriptibles scènes de deuil survenues en Iran, entourées d'hystérie, à la suite de la mort de l'ayatollah Khomeiny... Quand Lady Di a trouvé la mort brutalement dans un accident d'automobile à Paris, à l'aube du 31 août 1997, le monde entier a été comme pétrifié, non pas tant par l'annonce de la nouvelle elle-même, totalement *inattendue*, que par l'*inimaginable explosion* de douleur qui s'est aussitôt ensuivie, et n'*est toujours pas* terminée.

Il n'est pas nécessaire de rappeler les multi*ples manifestations* d'émotion, toutes massives et spontanées, aussi bien en Grande-Bretagne que partout dans le monde. D'innombrables personnes ont tenu, en effet, à participer à ce deuil planétaire.

Devant un pareil phénomène, chacun a admis que quelque chose d'extraordinaire était en train de se produire, mais nul n'a été pour l'instant capable de l'expliquer. Certes, des commentateurs et des intellectuels ont rivalisé d'autorité pour avancer dans les journaux les plus sérieux du monde les interprétations les plus variées, les plus contradictoires. Et pourtant, rien n'y a fait : « *l'homme de la rue* » *a continué de communier* dans la même ferveur collective, d'une façon qu'on pourrait dire quasiment biblique. Loin d'être un phénomène contemporain, ce torrent d'émotion à l'état pur rappelle étrangement un épisode qui remonte à l'an 40 de notre ère (1) et concernait déjà une certaine Diane, promue au rang de déesse...

En quelques jours, la princesse de Galles avait changé de statut : de personnage ambivalent, critiqué pour son comportement instable aussi bien que loué pour sa campagne contre les mines antipersonnel, elle s'était transformée en une « sainte laïque ». Le culte d'une nouvelle déesse venait de voir le jour, et il promettait d'être fervent.

Si l'on peut se permettre de dresser un semblable parallèle, c'est que, à *l'instar* des dieux de l'Antiquité, Lady Diana Spencer existait avant tout *dans l'imaginaire* de ses admirateurs. *La* princesse n'avait pas accompli de grandes *œuvres en son nom propre. Elle n'était même* plus membre de la famille royale. Pourtant, on la compara à d'autres icônes du XX[e] siècle, ce qui ne fit que l'élever encore un peu plus haut, au sommet de l'invraisemblable piédestal sur lequel elle trônait déjà.

Un gouffre entre le rêve et la réalité

LA princesse de Galles n'était pourtant ni une figure politique comme John F. Kennedy, ni une star de cinéma comme Marilyn Monroe, ni l'idole d'une jeune génération comme Elvis Presley. Elle n'était pas non plus une intellectuelle comme Jean-Paul Sartre, ni une missionnaire comme Mère Teresa. Dans le monde entier toutefois, des millions de personnes se sont retrouvées, du jour au lendemain, plongées dans la plus grande affliction. Comme si elles venaient de perdre l'un de leurs dirigeants, ou leur guide spirituel, ou leur maître à penser, quelqu'un qui *constituait en tout cas, et de façon paradoxale*, un ami très proche.

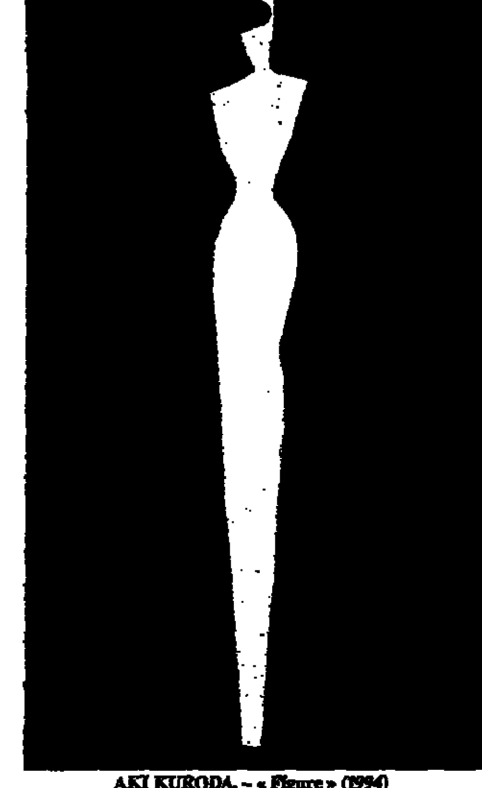
Dans l'atmosphère d'hystérie grandissante des journées précédant les funérailles, nul (y *compris* parmi les intellectuels) n'a *osé poser* tout haut la question : pourquoi *elle ?* Pourquoi cette femme ? Pourquoi cette canonisation virtuelle de quelqu'un qui, au moment de sa mort, n'était même pas en train d'accomplir une mission caritative à l'autre bout du monde, mais se trouvait tout simplement en compagnie de son *petit ami* ?

Car, en dépit de la tendance générale à l'*hagiographie, on trébuchait bien vite sur* le gouffre séparant le rêve de la réalité. La princesse était encensée pour sa bonté et sa compassion – des qualités authentiques, mais qu'on aurait pu aussi bien attribuer à d'autres membres de la famille royale. La princesse Anne, par exemple, n'a jamais cessé de se dévouer pour l'organisation humanitaire Save the Children. De plus, la princesse de Galles avait considérablement réduit ses activités charitables il y a quatre ans, et elle envisageait, au moment de sa disparition, de les restreindre davantage encore.

Il est clair que le phénomène Diana – bien vite surnommée *Dianita* en référence à Evita Peron – ne peut se limiter à des visites d'hôpitaux, ni à des *déplacements dans des pays ravagés par* la guerre, tels que l'Angola ou la Bosnie. Et si l'une des raisons essentielles de cette popularité stupéfiante tenait, tout simplement, à la vulnérabilité de la princesse de Galles ? On a pu se poser la question le jour où ses plus fervents adorateurs ont commencé à évoquer sa fragilité et sa faculté à évoquer ouvertement les avatars malheureux de sa vie privée. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les médias, juste après sa mort, ont rediffusé sans arrêt des extraits de son fameux entretien accordé à la chaîne de télévision BBC, il y a presque deux ans.

La décision de Diana de placer sa vie privée sous le feu des projecteurs constitua un coup de *génie en matière de relations publiques*. A une époque où un nombre croissant de mariages se termine en divorces, en Europe de l'Ouest comme aux Etats-Unis, l'histoire que la princesse de Galles dévoila sans fard à la télévision n'était rien d'autre que tristement banale. Cela commençait par un conte de fées et se terminait par un échec. D'abord une jeune mariée pleine d'espoir, et puis une épouse déçue... Un nombre incalculable de femmes, de New York à Calcutta, s'identifièrent ainsi à la princesse de Galles.

La liberté de ton de Diana constitua indiscutablement une sérieuse brèche dans la tradition. La maison des Windsor était en effet *connue pour être particulièrement « coincée »* dans un domaine : l'expression publique des *sentiments*. Mais la jeune *femme méritait*-elle pour autant l'étiquette de « rebelle » dont on l'a affublée ? Cela ne fit, en tout cas, qu'alimenter le mythe de cette princesse symbole de la modernité, baptisée par M. Anthony Blair, le premier ministre britannique, *« princesse du peuple »*, sans que personne y trouve à redire...



AKI KURODA. – « Figure » (1994)

MAEGHT ÉDITEUR, PARIS

Si la princesse de Galles réussit à acquérir un tel prestige, il convient peut-être de mettre cela sur le compte du hasard et du *timing*. La jeune Lady Diana Spencer avait en effet épousé une dynastie, mais surtout une époque. Elle s'était fondue dans l'air du temps, à l'heure même où ses contemporains étaient en quête de jeunesse et de beauté. Sa silhouette élancée avait su focaliser l'attention du monde en 1981, de la même façon que Jackie Kennedy l'avait fait vingt et un ans ans plus tôt, quand son époux était entré dans la course à la Maison Blanche. Lady Di *apportait en outre un éclat, une fraîcheur* revigorante dans une famille où les femmes, y *compris* la *reine*, *étaient réputées pour leur* aspect terne...

Après de timides débuts dans sa carrière royale, Diana avait appris à jouer de ce contraste et à se transformer en gravure de mode internationale. Elle y parvint avec un tel talent que peu de gens se rendirent compte que cette transformation était superficielle pour l'*essentiel*. *Après son divorce*, la *princesse* continua de s'habiller chez de grands couturiers et *de côtoyer des vedettes de la chanson* ou du cinéma, tout en menant la vie quotidienne de toute Anglaise de la *upper middle class*. Elle aimait ses fils, bien entendu, mais, comme des milliers d'autres parents membres de l'aristocratie britannique, elle les avait placés dans des écoles prestigieuses, ce qui fait qu'elle leur consacrait plutôt *moins de temps* que la moyenne des mères. Elle s'occupait d'œuvres charitables, *on le sait*, et rendait visite aux démunis et aux malades, mais un peu à la façon des *héroïnes de roman* de Jane Austen (2). Elle prenait davantage de vacances que personne *aurait osé rêver* d'en prendre. Elle se déplaçait en *jets* privés, fournis par des hommes *d'affaires* fortunés tels que M. Mohammed Al Fayed. Ce niveau de vie, elle le devait à l'héritage qu'elle avait reçu de son père, le défunt Earl Spencer, et des compensations obtenues lors de son divorce.

Il ne s'agit pas, en soulignant tout cela, de rabaisser la princesse de Galles, mais simplement de corriger l'idée selon laquelle elle aurait été la pionnière d'une nouvelle « race » de femmes. C'est le contraire qui est vrai. Son vernis de modernité masque difficilement une appartenance à un type de féminité dépassé. Diana ne travaillait pas. Elle n'était pas à la tête d'un pays, comme l'ont été M[me] Margaret Thatcher ou Indira Gandhi. Elle n'avait pas entrepris de combattre certaines *idéologies*, comme Simone de Beauvoir ou Germaine Greer (3)...

Elle ne faisait peur à personne

DANS un siècle marqué par une véritable *révolution – celle qui a trait au rôle* des femmes et à leur émergence sur la scène publique, après des *siècles* de confinement dans la sphère privée –, la princesse de Galles était en fait une femme du passé. Elle ne faisait peur à personne – et surtout pas aux hommes –, elle ne suscitait ni l'envie ni la jalousie, et c'est sans doute pour cette raison que tant de gens l'adoraient.

C'est l'une des explications plausibles à l'asymétrie surprenante entre l'immense émotion provoquée par la mort de Diana et l'indéniable manque de substance du personnage. Il n'est pas exclu que la princesse elle-même ait eu conscience de ce décalage. D'un côté, elle se dévalorisait volontiers (il lui est arrivé de parler d'elle en disant qu'elle se trouvait « limitée »). De l'autre, elle prenait un certain plaisir, peut-être précisément à cause de son peu d'assurance, à être le point de mire du monde entier. Son drame aura été de deviner intuitivement le pouvoir de l'image, sans jamais être capable d'en élargir les limites...

Le fait qu'on ait porté aux nues la princesse de Galles depuis sa mort repose sur un malentendu profond. Si tant de gens se sentaient si proches d'elle, ce n'est pas qu'elle était extraordinaire, au sens propre du terme, ni qu'elle était novatrice, ni qu'elle avait accompli des *choses époustouflantes, mais justement* parce qu'elle n'avait rien fait de tout cela, parce qu'elle n'était pas tout cela. En ce sens, cette vénération, loin d'être un hommage à des qualités exceptionnelles, pourrait bien n'être qu'une sorte d'hymne à la « femme ordinaire », le signe d'une nostalgie envers un modèle féminin d'autrefois, non menaçant. L'indice aussi de la crainte qu'inspirent, en cette fin de XX[e] siècle, les femmes de pouvoir...

* *Journaliste et écrivain.* Auteur, *notamment*, de *Different for Girls : How Cultures Creates Women*, Chatto et Windus, Londres, 1997.

(1) Allusion à un épisode relaté dans le Nouveau Testament. L'apôtre Paul se heurta un jour violemment à la population d'Éphèse, en Asie mineure, alors qu'il tentait de la christianiser. Celle-ci vouait un culte sans pareil à la déesse Diane.

(2) Romancière anglaise de la fin du XVIII[e] siècle.

(3) Philosophe et féministe réputée, de nationalité australienne, Germaine Greer enseigne à l'université de Cambridge, en Grande-Bretagne.

Dans ce numéro

Le Monde diplomatique du mois de septembre 1997 a été tiré à 282 500 exemplaires.
Le numéro d'août a été interdit de vente en Tunisie.
Les numéros de juin et de septembre ont été « confisqués » en Arabie Saoudite.

